

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20183285	Préfecture de l'Isère	communication des documents suivants relatifs au plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Salaise-sur-Sanne : 1) les rapports de modélisation des risques avec tous les paramètres pris en compte ainsi que le logiciel de dimensionnement utilisé pour les risques liés, à une fuite de benzène pour l'installation RHODIA, et à une fuite d'ammoniac pour l'installation NOVAPEX ; 2) les paramètres « quantité de produits dispersés » et « rugosité » pris en compte pour l'évaluation des distances d'effet des risques au benzène et à l'ammoniac pour les établissements RHODIA et NOVAPEX.	25/10/2018	21/01/2020				
20184932	Mairie de Sainte-Sigolène	communication d'une copie de la liste électorale de la commune.		30/01/2020	Oui			
20184939	Préfecture des Pyrénées-Orientales	communication d'une copie des documents relatifs à l'enquête publique concernant la ZAE de la Mirande à Saint Mamet, commune de Saint Estève : 1) l'arrêté du 28 mai 2018 organisant l'enquête publique ; 2) le rapport d'enquête complet (rapport, conclusions et annexes) ; 3) le dossier soumis à enquête ; 4) la délibération du conseil municipal de Saint Estève du 13 mars 2018 ; 5) la délibération du CC Perpignan Métropole du 19 septembre 2016 ; 6) la convention d'acquisition entre Perpignan Métropole et l'EPFL.		20/04/2020				
20185113	Mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme	communication par courriel d'une copie de l'ordre du jour du conseil municipal du 19 décembre 2017 et de son numéro de transmission en préfecture.		07/09/2020	Oui			
20185211	Mairie de Montels	communication des documents suivants : 1) « l'ouverture d'opération d'ordre du bassin d'eau potable » ; 2) les factures relatives à cette opération ; 3) les éléments relatifs à l'obtention des subventions ; 4) la délibération concernant l'achat du terrain pour le bassin de décantation ; 5) la fausse délibération concernant l'achat du terrain pour le bassin de décantation ; 6) la facture d'achat du terrain ; 7) l'accord de la subvention pour le bassin de décantation ; 8) le permis de construire relatif à la piscine de Monsieur X.		17/03/2020				
20185394	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	communication des documents suivants : 1) l'annexe 1 du courrier de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC) du 14 mai 2018 transmis au médiateur des assurances ; 2) la réponse du médiateur des assurances à ce courrier.		18/03/2020				
20185538	Ministère de l'Intérieur	publication, par mise en ligne, des comptes des collectivités territoriales.	26/09/2019	10/09/2020				
20185551	Mairie de Deshaies	communication de la copie des documents suivants, soit en version électronique par mail, soit par courrier adressé au siège de l'association : 1) l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière de Deshaies de juillet 2011 ; 2) le rapport joint au compte rendu du comité de suivi de la carrière de Deshaies de 2015 validé par la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) ; 3) le compte rendu de 2017 du comité de suivi de la carrière de Deshaies validé par la DEAL ; 4) le dernier contrat d'exploitation en date de la carrière de Deshaies ainsi que son cahier des charges.		30/01/2020				
20190192	Groupe Hospitalier Sud Ile-de-France	communication d'une copie du dossier médical de son client, détenu au centre pénitentiaire Sud Francilien, notamment la partie relative à son agression dont il a été victime le 24 janvier 2018 ainsi que le certificat médical d'ITT du 26 janvier 2018.		16/03/2020	Fin			
20190202	Mairie de Douai	communication des documents qui ont permis de déterminer les coûts détaillés dans le document synthétique transmis par mail le 8 février 2019 et intitulé « Décomposition du calcul du prix de revient d'un repas ».	30/01/2020	06/02/2020				
20190747	Office public d'aménagement et de construction du Rhône (OPAC 69)	communication, de préférence, sur support informatique ou par internet, de l'intégralité du rapport d'expertise.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20190773	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, des informations contenues dans le fichier FICOPA, relatives aux comptes bancaires et prêts dont serait titulaire cette société.		29/01/2020				
20191198	Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier (ANFH)	communication des documents relatifs à sa demande de financement d'un congé de formation professionnelle : 1) le procès-verbal de la séance du comité territorial qui s'est tenue le 12 juin 2019 ; 2) les priorités et critères nationaux annuels retenus par le conseil d'administration conformément à l'article 35.2 du règlement intérieur de l'ANFH ; 3) les critères objectifs de sélection des dossiers examinés par le comité territorial.	20/02/2020	03/03/2020	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20191290	Ministère de la Transition écologique	communication, par voie de publication en ligne, de l'intégralité de la banque nationale des ventes de produits phytopharmaceutiques par les distributeurs agréés (BNV-d).	18/07/2019	17/02/2020	Oui			
20191669	Conseil départemental des Yvelines	communication des documents suivants : 1) les contrats 2017 et 2018 avec ADMR et UNA, précisant leurs facturations : tarifs APA ; compléments pour frais de déplacement, interventions dimanches-fériés-nuits, personnel qualifié, personnel encadrant, intervention minimum, frais de télégestion ; 2) les arrêtés tarifaires 2017 et 2018 concernant les SAAD ordinaires.	07/11/2019	07/09/2020				
20191673	Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté (ARS 21-Direction générale)	communication de l'audit « Averroès » conduit au printemps sur le territoire Nord de la Saône et Loire se rapportant à l'évaluation capacitaire en lits d'hospitalisation.	20/02/2020	03/03/2020	Oui			
20191786	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par courrier électronique ou sur CD-rom, des documents suivants, relatifs à une vérification de comptabilité, dont a fait l'objet sa cliente, au titre des années 2014 et 2015, notamment : 1) l'intégralité des pièces de procédures émises et reçues à l'occasion de cette vérification, accompagné des preuves d'envoi et de distribution ; 2) le rapport de vérification ; 3) la copie des documents comptables et des factures en possession du service.	30/01/2020	04/02/2020				
20191808	Mairie de Pornichet	communication d'un état détaillé précisant notamment les coûts des travaux en régie (personnel, véhicules, matériel) relatif à l'organisation du meeting aérien.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20191923	SNCF Voyageurs (anciennement SNCF Mobilités)	communication des résultats de l'enquête réalisée par la société BVA fin mars 2019 concernant l'évolution du trafic voyageurs sur la ligne D du RER.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20191948	Mairie de Saint-Martin-Vésubie	consultation des archives communales, notamment les registres des délibérations et des arrêtés depuis 1950, au moins une fois par semaine, sachant qu'une délibération du conseil municipal a été prise prévoyant leur accès, le premier jeudi de chaque mois de 14 heures à 17 heures, après demande préalable formulée 48 heures avant.	16/01/2020	31/01/2020	Oui			
20191970	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, dans le cadre des cotisations dues et versées par l'intéressée auprès de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV), des documents suivants : 1) les attestations par année selon le chiffre d'affaire réel déclaré ; 2) un état des versements directs de l'intéressée par année auprès de la CIPAV ; 3) les comptes détaillés (par année) des sommes encaissées liées aux versements effectués auprès du cabinet d'huissiers X, et notamment : a) leur état d'attribution et les justificatifs de règlement par année : les cotisations, pénalités de retard et frais de procédures liées à ce cabinet ; b) les états d'actualisation datés transmis par les huissiers et les états de mission ; 4) le mode de calcul concernant le mode de cotisation propre au statut de l'intéressée ; 5) un état des points de retraite adapté au dossier de l'intéressée et relatif à la situation réelle et datée des divers versements ; 6) une copie des attestations fiscales de la CIPAV concernant les années 2008 jusqu'à ce jour.		20/04/2020				
20192017	Mairie de Marseille	copie, par voie postale, au format papier, à ses frais, du rapport n° 18/02727/MARE établi le 27 mars 2018.	17/10/2019	04/09/2020	Oui			
20192021	Préfecture des Yvelines	communication des documents se rapportant à la pollution du 24 février 2019 liée à une rupture du pipeline d'Île-de-France (PLIF) exploité par la société TOTAL Raffinage France : 1) le dossier de demande de redémarrage du PLIF déposé le 5 juillet 2019 par la société TOTAL Raffinage France ; 2) le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) du 12 juillet 2019 ; 3) les documents établis à la suite des inspections du PLIF par robots de 2013 et de 2018 (dont notamment les listes des anomalies détectées et rapports d'analyse des résultats) ; 4) documents établis à la suite de la magnétoscopie externe à 100% effectuée les 25 et 26 juin 2019, et exposant ses résultats ; 5) les décisions et avis (notamment les avis du 14 mars 2019) de la fédération des Yvelines pour la pêche et la protection du milieu aquatique et de l'Agence Française pour la Biodiversité relatifs à la pollution du 24 février 2019.	30/01/2020	10/02/2020	Oui			
20192102	Mairie de Mauges-sur-Loire	communication d'une copie complète du dossier de demande de permis de construire déposé par Monsieur X.		02/03/2020				
20192108	Centre hospitalier du Pays d'Aix-Centre hospitalier intercommunal d'Aix-Pertuis	communication de son dossier médical détenu par le service de chirurgie maxillo faciale.	30/01/2020	07/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20192148	Préfecture de la Sarthe	communication des listes électorales du département.	20/02/2020	16/03/2020				
20192218	Mairie d'Oloron-Sainte-Marie	copie, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) les factures des bouquets bulles florales Iluro, du bouquet du 3 juin, du bouquet et de la gerbe du 6 juin ; 2) l'ensemble des factures OLODIS ; 3) la consommation du 7 mai au bistrot du Pont ;	16/01/2020	23/01/2020	Oui			
20192233	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication de la base rectorale comportant les noms de l'ensemble des enseignants affectés, leur établissement d'exercice, les modalités d'affectation, leur échelle de rémunération, leur échelon et la date d'entrée dans cet échelon, transmise aux organisations syndicales représentatives des maîtres et ayant des élus en commissions consultatives mixtes (CCM).	12/03/2020	23/03/2020	Oui			
20192252	Mairie de Sauvagnat-Sainte-Marthe	communication de la copie du permis de construire délivré à Monsieur X, le 27 novembre 1979 sous le n° X, archivé par la mairie.		28/02/2020				
20192265	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes La Roselière de Calais (EHPAD 62)	communication, à ses frais, par voie postale à son domicile, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son père décédé, Monsieur X, notamment les pièces manquantes à la suite de précédentes transmissions : 1) pour l'EHPAD La Roselière : a) la prise en charge pour le jour du décès le 30 décembre 2018, afin de connaître les circonstances et la cause du décès ; b) les prescriptions médicales écrites, datées et signées, par le médecin prescripteur, ainsi que les protocoles thérapeutiques et de soins d'urgence ; c) les fiches de régulation des pompiers et SAMU, SMUR ; d) les fiches avec les dates d'immersions et transferts vers l'EHPAD du Château des Dunes ; 2) pour le centre hospitalier de Calais : a) la deuxième page de la fiche de liaison infirmière éditée le 15 octobre 2017 à 9h, par Madame X de l'unité neuro vasculaire-HC-Neuro ; b) le compte rendu de l'expertise médicale du docteur X, médecin expert habilité par le procureur de la République, rendue nécessaire et obligatoire pour un transfert en EHPAD ; 3) pour l'EHPAD du Château des Dunes : a) les fiches avec les dates d'immersions et transferts vers l'EHPAD La Roselière ; b) toutes les transmissions journalières.		28/02/2020				
20192271	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie des documents suivants concernant Monsieur X, époux de sa mandante, décédé le X : 1) son entier dossier médical constitué lors de son admission au sein du service de réanimation médicale de l'hôpital de LARIBOISIERE , 2) le rapport d'autopsie pratiquée à la PITIÉ-SALPETRIÈRE.		07/04/2020				
20192319	Institut polytechnique de Grenoble	communication de « toute(s) convention(s) - ou document(s) portant un intitulé similaire -, quel que soit son objet, conclue entre le laboratoire GIPSA et le Ministère de Sa Culture sur les dix dernières années ».	19/12/2019	14/01/2020				
20192321	Centre hospitalier universitaire de Rennes (CHU)	communication de l'appel d'offre UNIHA et du cahier des charges établi pour la société X chargée d'organiser le vote électronique pour les scrutins locaux (CTE et CAPL) des élections professionnelles qui se sont déroulées du 29 novembre au 6 décembre 2018.		15/01/2020				
20192374	Préfecture du Var	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Fin			
20192375	Préfecture des Hautes-Alpes	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020				
20192379	Préfecture de la Drôme	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Oui			
20192380	Préfecture du Gard	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020				
20192381	Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Fin			
20192390	Mairie d'Onnaing	copie du grand livre de la commune pour l'année 2018 par fonctions et précisant le libellé des sous fonctions.		16/01/2020	Oui			
20192407	Préfecture de l'Isère	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20192408	Préfecture de l'Ain	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Fin			
20192409	Préfecture de l'Ardèche	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020				
20192410	Préfecture de la Guyane	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020				
20192411	Préfecture du Rhône	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020	Fin			
20192412	Préfecture de la région Ile-de-France	diffusion en ligne des recueils des actes administratifs (RAA) de la préfecture du deuxième et troisième trimestre 2018 sous format PDF intégralement « interrogeable ».	05/09/2019	31/01/2020				
20192448	Mairie de Pexiora	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants concernant les comptes administratifs et les comptes de gestion détaillés 2017 et 2018 : 1) les annexes B (subventions aux associations), C (états du personnel), D (taux de contributions directes) des comptes administratifs ; 2) le bilan comptable figurant dans les comptes de gestion ; 3) l'intégralité des comptes 64 (frais de personnel), le détail du compte 6456 dans l'édition 2018 figurant dans l'édition historique retraçant toutes les écritures ; 4) le bilan comptable et les écritures détaillées dans le compte « frais de personnel » sans occultation, dans l'édition 2017 du compte de gestion.		17/01/2020	Oui			
20192454	Mairie de Lablachère	consultation et reproduction, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) concernant les travaux sur l'école maternelle : a) le rapport de contrôle complet établi par le contrôleur technique sur l'installation du système de ventilation double flux des salles de classes conçu par l'architecte ; b) le dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) rédigé par le coordinateur SPS ; 2) concernant les travaux d'aménagement de l'ancienne mairie : a) les copies de toutes les factures acquittées depuis janvier 2018 à ce jour ; b) les devis correspondants aux commandes des travaux et prestations.		03/02/2020				
20192467	Communauté de communes Causse-Aigoual-Cévennes	communication de la liste des personnes morales bénéficiant de l'exonération de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour l'exercice 2017 en application de l'article 8 du règlement du service des ordures ménagères et assimilés de la communauté de communes Causse-Aigoual-Cévennes Terres Solidaires, version 2015, modifié le 13 juin 2018.	14/05/2020	19/05/2020				
20192505	Mairie de Magny-en-Vexin	copie des documents suivants, relatifs aux travaux dans la zone des Beaux Sites : 1) l'intégralité des pièces relatives au permis de construire de la crèche ; 2) les pièces concernant la modification du terrain de football.		30/01/2020				
20192516	Mairie de Guipavas	communication des résultats de l'étude relative au permis de construire n° X délivré à la SCI de X et à l'occupation de la rue du Frouven par X, citée dans le courrier n° X de la mairie du 11 juin 2018.	19/12/2019	13/01/2020	Fin			
20192523	Centre hospitalier régional universitaire de Lille	copie des documents suivants la concernant : 1) l'intégralité de son dossier personnel, y compris AHPH, côté et paraphé, avec bordereau récapitulatif de l'ensemble des pièces communiquées ; 2) l'intégralité de son dossier médical, à son attention, par voie postale, ou à l'adresse de son médecin traitant, le docteur X : a) son dossier suivi par la médecine du travail ; b) son dossier médical en tant que patiente du CHRU de Lille.		16/03/2020				
20192534	Communauté d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS)	copie des décisions du 9 juin 2017 par lesquelles la communauté d'agglomération a renoncé à exercer le droit de préemption objet des déclarations d'intention d'aliéner 51/2017 et 52/2017.		13/03/2020	Oui			
20192547	Communauté d'agglomération du Grand Dax	communication des documents relatifs au lotissement « Les Vergnes », concernant notamment l'implantation de bacs à ordures ménagères et datant vraisemblablement des années 2000 et 2001.		11/02/2020	Oui			
20192550	Conseil départemental de l'Essonne (CD 91)	communication, par voie postale ou par voie dématérialisée, des documents suivants : 1) une copie de la décision ou de la délibération par laquelle le Département a décidé d'allouer au service départemental d'incendie et de secours des crédits supplémentaires à hauteur de 318 000 euros au titre de la compensation du coût des transports sanitaires effectués par le SDIS ; 2) toutes pièces justifiant de ce que le service départemental d'incendie et de secours du Département de l'Essonne a assuré au cours de l'année 2018 des transports sanitaires à la suite de carences des entreprises privées de transports sanitaires ;	20/02/2020	02/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) une copie de la décision par laquelle l'agence régionale de santé d'Ile-de-France a alloué au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne une aide exceptionnelle d'un montant de 300 000 euros ; 4) une copie de la décision fixant, pour l'année 2019, le(s) montant(s) forfaitaire(s) alloués au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne au titre des transports effectués par ce service pour le compte du SAMU ; 5) une copie de la décision autorisant le service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne à facturer ses interventions n'entrant pas dans le cadre des missions listées à l'article L1424-2 du code général des collectivités territoriales aux entreprises privées de transports sanitaires ; 6) une copie de la décision fixant le tarif des interventions du service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne pour l'année 2019 ; 7) une copie de l'agrément délivré par le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne en vue du transport sanitaire sur le fondement des dispositions des articles L6312-2 et R6312-15 du code général des collectivités territoriales.						
20192556	Ordre des avocats au barreau de Pontoise	communication des documents suivants : 1) la copie de l'acte de création de l'ordre daté du 26 octobre 1887 ; 2) tous les autres documents permettant de justifier de l'existence légale de l'ordre.	28/11/2019	04/09/2020				
20192581	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie de son dossier concernant la maladie professionnelle dont elle est atteinte depuis le 2 décembre 2016.		15/01/2020	Oui			
20192583	Préfecture de police de Paris	communication de la décision « 3F » du 24 avril 2018, prise à l'encontre de son client, relative à la suspension administrative de son permis de conduire pour une durée de six mois.		15/01/2020	Oui			
20192587	Mairie d'Envronville	communication, par voie électronique, des documents suivants : 1) au titre de l'année comptable 2015, le budget primitif et le compte administratif ; 2) au titre de l'année 2016, le budget primitif ; 3) le compte rendu intégral de la réunion du conseil municipal du 29 juin 2017, et de celui du 5 avril 2017.		31/08/2020	Oui			
20192588	Mairie de Ris-Orangis	communication, de préférence, sur support électronique, ou à défaut, sur support papier, à ses frais, conformément au tarif fixé par arrêté ministériel, en application de l'article R311-11 du code des relations entre le public et l'administration, de l'intégralité du dossier du nouveau PLU approuvé par le conseil municipal le 21 février 2019.		16/01/2020	Fin			
20192609	Mairie de Meylan	copie, par envoi postal, du registre de taxes et contributions d'urbanisme, prescrit à l'article R332-54 du code de l'urbanisme, sur l'actuel mandat municipal depuis 2014 et sur la période 2001 à 2015.		16/01/2020	Oui			
20192611	Office public de l'habitat des Pyrénées-Orientales (OPH 66)	copie des documents suivants : 1) la version signée de la convention opérationnelle quadripartite intervenue entre l'EPF Occitanie, la commune de Saint-Estève, la communauté urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole, l'office public de l'habitat des Pyrénées-Orientales ; 2) l'avis des Domaines ; 3) la délibération du conseil d'administration ayant donné tous pouvoirs au signataire à cet effet.	19/12/2019	14/01/2020				
20192615	Centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre (CASH) - Hôpital Max Fourestier	communication des documents suivants : 1) les actes juridiques (règlements, arrêtés, décisions) fixant le cadre de recrutement, de rémunération et de droits à pension des agents contractuels pour la période du 30 novembre 1982 au 30 août 1994 ; 2) les actes juridiques (règlements, arrêtés, décisions) fixant le cadre de recrutement, de rémunération et de droits à pension des agents rémunérés « à la vacation » pour la période du 30 novembre 1982 au 30 août 1994 ; 3) la copie de l'arrêté n° 76-2110 du 28 avril 1976, qui fixe notamment les modalités de rémunération du vacataire.	16/01/2020	21/01/2020				
20192617	Mairie de Dolus-d'Oléron	consultation, avec remise de copies, du projet de plan local d'urbanisme révisé .		18/03/2020				
20192621	Communauté de communes de la Touraine du Sud	communication, par voie informatique ou par consultation de l'intégralité du nouveau contrat territorial milieux aquatiques de la Claise Tourangelle et de ses affluents signé le 5 juin 2019 ainsi que son plan de financement.	20/02/2020	28/02/2020	Oui			
20192622	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, sans que la préfecture puisse lui imposer l'une ou l'autre des modalités prévues à l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration, ou d'y ajouter des conditions supplémentaires.		15/01/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20192649	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Nouvelle-Aquitaine - site de Limoges (DRAAF 87)	communication des documents suivants, dans le cadre de sa radiation en 2004 du statut dérogatoire MSA de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, maintenu en 1981 : 1) les statuts et le règlement intérieur de l'ex C.MSA-19 en vigueur en 2004, au visa des articles L723-2 et R723-3 du code rural et de la pêche maritime ; 2) la ou les circulaire(s) interne(s) à la MSA (centrale) prise(s) pour l'application de l'article 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (article L722-7) ; 3) le rapport sur les décisions (...), stipulé au paragraphe 2 de l'article L722-7, en vigueur en 2004 et depuis 1981 .	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20192654	Préfecture de la Vienne	communication, par courrier électronique, des documents suivants, relatifs aux activités de moto-cross qui se sont tenues, les 23 et 24 mars 2019, sur la commune d'Aslonnes (86340), au lieu-dit Jouarenne : 1) l'arrêté préfectoral d'homologation du terrain de moto-cross sur la commune d'Aslonnes ; 2) le procès-verbal d'avis de la commission départementale de sécurité routière ; 3) le compte rendu de l'étude acoustique en raison d'une zone d'habitation voisine ; 4) le cas échéant, l'étude d'impact et le compte rendu de l'enquête publique comportant l'avis de l'autorité environnementale.	19/12/2019	15/01/2020	Fin			
20192698	Mairie de Montbazou	communication des documents d'urbanisme concernant la réalisation de travaux d'aménagement et de réaménagement du parking du cimetière situé sur le territoire de la commune et à proximité de la propriété de ses clients, comprenant : 1) le dossier de demande de permis d'aménager ; 2) l'arrêté de permis d'aménager ; 3) les différents avis émis par les autorités compétentes préalablement à la réalisation des travaux.		18/03/2020	Fin			
20192703	Mairie de Villepreux	communication des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal du 20 septembre 2007 référencée au Plan local d'urbanisme de la commune ; 2) la carte du Plan d'occupation des sols (POS) valide en 2007 référençant les zones citées dans la délibération..		18/03/2020				
20192729	Agence de services et de paiement (siège)	copie du rapport établi à la suite du contrôle réalisé par l'agent, Monsieur X, sur les structures de l'exploitation agricole du demandeur déclarée en 2018.	23/04/2020	03/06/2020				
20192740	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication, sous forme électronique par mail, de la copie des documents suivants : 1) les décisions d'autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, au titre de l'article 53 du règlement (CE) n°1107/2009, prises entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2018 ; 2) les demandes des organismes auxquelles ont répondu ces décisions ; 3) les documents portant information de la mesure adoptée immédiatement adressés à la Commission, fournissant des informations détaillées sur la situation et les dispositions prises pour assurer la sécurité des consommateurs, conformément au deuxième alinéa de l'article 53 précité.	19/12/2019	13/01/2020	Oui			
20192743	Mairie d'Huez	copie des documents suivants : 1) le justificatif de la délibération autorisant la cession d'une partie du terrain situé en contiguïté des parcelles AC192, 278 et 315, propriété de la commune et qui serait céder au promoteur. 2) la délibération ; 3) le projet de compromis et tous les éléments transmis aux conseillers municipaux pour se prononcer sur l'intérêt de cette vente ; 4) le justificatif du dépôt de demande de permis de construire ; 5) l'intégralité du dossier du permis de construire, en ce compris l'arrêté portant permis de construire, l'ensemble des plans et les avis qui ont pu être reçus dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire ; 6) la copie intégrale reproduite sur CD-ROM du plan local d'urbanisme tel qu'arrêté.		15/01/2020	Fin			
20192746	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de l'avis des domaines pour les visites à leur domicile situé X composé des parcelles X en date du : 1) 30 octobre 2014 ; 2) 6 décembre 2017.	19/12/2019	20/01/2020	Oui			
20192777	Ministère de l'Intérieur	A) consultation et copie du rapport, rédigé par le commandant X, en date du 21 juin 2017, adressé au SIIAP DDSP06 à Nice, demandant son désarmement, suite à sa potentielle dangerosité ; B) copie des documents suivants, relatifs à son dossier médical, adressés au SGAMI Marseille : 1) le courrier ou l'expertise médicale du docteur X, à Poitiers, du 21 novembre 2017 ; 2) le rapport de l'expertise médicale du docteur X, à Poitiers, du 22 mai 2018.		15/01/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20192782	Caisse d'allocations familiales du Gers (CAF 32)	communication du rapport, de ses annexes et de l'ensemble des documents s'y rapportant, relatif au contrôle mené par Monsieur X qui a conduit à la décision du 6 avril 2019 le concernant.		13/03/2020	Oui			
20192784	Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C)	communication des procès-verbaux des séances du Haut Conseil des 11 octobre et 13 décembre 2018, au cours desquelles la formation a été amenée à statuer sur les cas individuels, arrêtant plus spécifiquement les griefs à l'encontre de son client.	23/04/2020	29/04/2020	Non			
20192785	Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA)	communication, par courrier électronique, sous format électronique csv, de l'ensemble des données au-delà de mars 2015 du car labelling de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), relatif aux émissions de CO2 et de polluants des véhicules commercialisés en France.	19/12/2019	13/02/2020				
20192806	Préfecture de police de Paris	communication, par voie postale et sur le CD-Rom fourni par ses soins, de la copie intégrale de son dossier de demande de titre de séjour.		16/03/2020	Oui			
20192813	Conseil départemental de la Loire-Atlantique	communication du dernier arrêté de situation administrative de Madame X, agent départemental, la nommant au cadre d'emploi social de catégorie A à compter du 1er février 2019.		15/01/2020				
20192817	Centre hospitalier Sud Francilien de Corbeil-Essonnes (CHSF)	copie des documents suivants concernant sa cliente : 1) son dossier administratif individuel ; 2) son dossier de médecine du travail ; 3) ses dossiers constitués devant le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme.		15/01/2020	Oui			
20192822	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication des entiers dossiers de ses clients, relatifs à leurs demandes de visa de long séjour en tant que membres de famille de réfugiés, détenus par l'ambassade de France à Kinshasa (Congo).		16/03/2020				
20192823	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication des entiers dossiers de ses clients, relatifs à leurs demandes de visa de long séjour en tant que membres de famille de réfugiés, détenus par l'ambassade de France à Kinshasa (Congo).		16/03/2020				
20192824	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication des entiers dossiers de ses clients, relatifs à leurs demandes de visa de long séjour en tant que membres de famille de réfugiés, détenus par l'ambassade de France à Conakry (Guinée).		16/03/2020	Oui			
20192834	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication, par courriel, de l'autorisation de la municipalité d'Addis-abeba relative à l'organisation de la chasse aux œufs de pâques sur le campus diplomatique de l'ambassade de France par l'association de solidarité pour les français en Ethiopie (ASFE).	19/12/2019	06/01/2020				
20192845	Mairie de Morsang-sur-Orge	communication, pour la période courant depuis 1988, des permis de construire et des déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) concernant le Parc Beauséjour.		05/05/2020				
20192855	Mairie de Bonsecours	communication de l'état faisant apparaître le détail des sommes ayant permis à la commune de s'acquitter de la créance de 37 011, 92 euros, correspondant au montant de la condamnation prononcée à son encontre par un jugement du tribunal administratif de Rouen.	16/01/2020	21/01/2020				
20192861	Mairie de Fournès	communication du cahier des charges portant sur l'implantation du centre de tri de l'exploitant Argan sur la zone de la Pâle.	16/01/2020	23/01/2020				
20192863	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de son fils mineur, X, relatif à son suivi par l'hôpital Robert Debré depuis 2016.		30/01/2020				
20192866	Mairie de Carcès	communication, par courrier électronique ou par consultation sur place, du relevé de propriété de la personne morale publique de la commune de Carcès.	19/12/2019	15/01/2020	Fin			
20192886	Ministère de la Justice	communication, dans le cadre de retenues de salaire, des documents ayant servi de base pour prendre, à l'encontre de l'intéressé, les décisions suivantes : 1) la décision du 2 août 2017 relative à une « retenue d'un trentième du traitement », concernant la journée du 22 mai 2017 ; 2) la décision du 2 août 2017 relative à une « retenue d'un trentième du traitement » concernant la journée du 28 juin 2017 ; 3) la décision du 3 août 2017 (n°1865) relative à une « interruption du traitement à compter du 28 juin 2017 ».	16/01/2020	20/01/2020				
20192895	Ministère de la Transition écologique	copie des documents suivants, relatifs à la réalisation, par la commune de Meudon, de travaux de comblement partiel des carrières Arnaudet, site classé au titre des Monuments historiques par arrêté du Conseil d'État du 7 mars 1986 : 1) le dossier de demande d'autorisation spéciale de travaux en site classé présenté par la ville de Meudon, en ce compris ses annexes ; 2) l'arrêté de classement du site des carrières Arnaudet du 7 mars 1986, ainsi que ses annexes ; 3) l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) du 18 octobre 2018 ; 4) l'avis de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.	20/02/2020	03/03/2020	Oui			
20192908	Rectorat de l'académie de Toulouse (AC 31)	communication de l'intégralité du dossier constitué par le Docteur X à la suite de l'expertise à laquelle il		02/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		a été soumis le 22 mars 2019, notamment le rapport et le questionnaire médical complété par les soins du médecin expert.						
20192914	Préfecture de police de Paris	consultation de son dossier administratif individuel.		31/03/2020	Oui			
20192915	Service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS 59)	copie, au format papier et non consultation comme proposé par l'administration, de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de son client.		02/04/2020	Oui			
20192921	Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76)	copie du dossier médical relatif aux échanges téléphoniques (audio ou retranscription écrite) qui se sont tenus le 4 décembre 2011 entre l'opérateur des sapeurs-pompiers et son compagnon à la suite de la prise en charge en urgence de la demanderesse.	19/12/2019	20/01/2020	Oui			
20192942	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication des documents suivants, concernant son client : 1) la décision de refus de délivrance de titre de séjour ; 2) la notification.		20/01/2020	Oui			
20192955	Mairie de Luçon	consultation des comptes financiers de l'association « Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique » (OGE) et du club de football, recevant des subventions municipales, pour les années 2015 à 2018.	19/12/2019	08/01/2020	Oui			
20192957	Préfecture de la Sarthe	communication, en sa qualité de conseillère régionale, des informations relatives au colza organisme génétiquement modifié (OGM) semé par erreur en automne 2018 en Sarthe : 1) l'état d'avancement des opérations de décontamination, les acteurs s'assurant de la bonne réalisation de ces opérations, le bilan qui est fait de ces opérations de décontamination ; 2) les acteurs chargés du suivi des réminiscences des plants de colza pendant environ 15 ans (durée moyenne de réminiscence), les acteurs chargés de payer et surveiller pour que la dissémination soit évitée tout au long de ces années ; 3) les procédures que va entreprendre le Gouvernement à l'encontre de cette contamination accidentelle ou intentionnelle, la mise en œuvre ou non d'une enquête, les clarifications effectuées ou non sur les responsabilités, la prise en compte des préjudices économique, écologique et environnemental subis ; 4) les informations relatives aux causes de cette contamination : les acteurs ayant permis l'arrivée de semences OGM dans un pays qui en interdit l'utilisation, le rôle du service des douanes donc des préfectures concernées dans l'arrivée des semences OGM, les ports dans lesquels ont été débarquées ces semences et les acteurs ayant la gouvernance de ces ports, les autres espèces éventuellement concernées.	19/12/2019	13/02/2020	Par			
20192960	Bordeaux Métropole	copie, et non seulement consultation sur place comme proposé par l'administration, des documents suivants : 1) le plan d'alignement rue Emmanuel PARANTEAU du 29 octobre 2003 ; 2) la délibération du conseil municipal approuvant ce plan d'alignement ; 3) la publicité de la délibération ; 4) la transmission au préfet.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20192961	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL 34)	communication des éléments suivants relatifs à la carrière à ciel ouvert de calcaire située sur les communes de Combaillaux et Murles exploitée par la société X : 1) les données du piézomètre implanté sur ce site au cours de l'automne-hiver 2014 ; 2) les données du suivi physicochimique et bactériologique des eaux de la nappe après le 10 février 2014.	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20192962	Mairie d'Eysines	copie, et non seulement consultation dans les locaux de Bordeaux Métropole comme proposé par la commune, des documents suivants : 1) le plan d'alignement rue Emmanuel PARANTEAU du 29 octobre 2003 ; 2) la délibération du conseil municipal approuvant ce plan d'alignement ; 3) la publicité de la délibération ; 4) la transmission au préfet.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20192966	Caisse primaire d'assurance maladie de la Seine-Saint-Denis (CPAM 93)	communication du relevé de ses indemnités journalières pour la période du 21 mai au 5 juin 2003.		06/04/2020				
20192971	Communauté d'agglomération Versailles - Grand Parc	copie de l'étude, relative aux scénarios de desserte de Parly 2 par bus, plus récente que celle en sa possession ayant été déclarée, le 10 septembre 2019, par le maire du Chesnay-Rocquencourt comme « datée » et « plus d'actualité ».	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20192984	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication, dans le cadre de son placement en congé de longue maladie, des documents suivants ; 1) la partie administrative de son dossier médical ; 2) l'avis du médecin de prévention auprès du comité médical départemental ;		11/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les conclusions du médecin agréé.						
20193000	Université Paris Descartes - Paris V (utiliser Université de Paris)	communication d'un duplicata de son diplôme de licence de psychologie.	19/12/2019	08/01/2020				
20193012	Domofrance	communication de l'état des interventions contre les nuisibles réalisées à son domicile du 1er janvier 2018 au 15 février 2019, comprenant la date, l'heure et l'identité de l'entreprise missionnée, à la suite d'une première réponse partielle.	20/02/2020	28/02/2020				
20193013	Préfecture de police de Paris	communication, au moyen du CD-Rom et de l'enveloppe timbrée fournis, du dossier personnel de son client.		15/01/2020	Oui			
20193033	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, dans le cadre de la succession de feu son père, Monsieur X né le X, décédé le X, des éléments suivants : 1) la déclaration de succession déposée par le notaire auprès des services de la direction générale des finances ; 2) les documents relatifs à la détermination des droits dus ; 3) tous les documents relatifs au paiement différé des droits.	16/01/2020	21/01/2020				
20193047	Mairie d'Epinau-sous-Sénart	communication, à ses frais sur CD-Rom, de la liste électorale 2019.	19/12/2019	06/01/2020	Oui			
20193056	Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement du Bourgeois (SIAEPA 33)	communication, par informatique et non sur support papier, des documents suivants, à la suite des contrôles de fonctionnement de son installation d'assainissement non collectif (ANC) effectués par les techniciens du SIAEPA du Bourgeois : 1) le règlement de service régissant le SIAEPA du Bourgeois ; 2) l'ensemble de la réglementation municipale ou locale ayant trait au SIAEPA du Bourgeois ; 3) l'ensemble des plans, cartographies ou documents permettant d'identifier et de localiser les zones à enjeu sanitaire et les zones à enjeu environnemental sur l'ensemble du territoire relevant de la compétence du SIAEPA du Bourgeois, mentionnées dans le rapport du SIAEPA du Bourgeois de contrôle de fonctionnement de son installation d'ANC ; 4) la norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013 à laquelle se réfère le SIAEPA du Bourgeois dans ses rapports de contrôle ; 5) une description écrite du SIAEPA du Bourgeois relative aux méthodes de mesure et aux calculs qu'il a utilisés pour évaluer les dimensions des drains de son ANC et émettre son rapport ; 6) une explication détaillée sur le caractère « significatif » du sous-dimensionnement de son ANC ainsi que la valeur chiffrée du dimensionnement qu'il aurait dû respecter afin que son installation ne soit pas considérée comme « significativement » sous-dimensionnée.	20/02/2020	28/02/2020				
20193080	Centre Hospitalier de Paray-le-Monial	copie de la décision prise par l'établissement suite à l'avis défavorable en date du 8 janvier 2019 de la commission de réforme départementale, relatif à l'accident du travail avec syndrome post traumatique réactionnel, de sa cliente en date du 28 février 2018.		06/04/2020	Oui			
20193094	Mairie de Limonest	communication des tableaux des effectifs de la commune pour 2018 et 2019.		08/01/2020				
20193096	Préfecture de police de Paris	copie, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral du permis de conduire de son client.		20/01/2020				
20193101	Préfecture de police de Paris	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de sa cliente, faisant apparaître ses codes internet d'accès, sans que la préfecture puisse lui imposer l'une ou l'autre des modalités prévues à l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration, ou d'y ajouter des conditions supplémentaires.		08/01/2020				
20193103	Conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Hérault	copie conforme du courrier que le Docteur X, médecin chef de l'échelon local du service médical (ELSM) de l'Hérault, avait envoyé suite à sa plainte déposée devant le Conseil départemental.	19/12/2019	13/01/2020	Oui			
20193105	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA concernant son père décédé, Monsieur X.		16/01/2020				
20193113	Conseil régional des architectes des pays de la Loire	communication de la liste des permis de construire déposés durant le mois de janvier 2019 en mairie et ayant fait l'objet d'une déclaration auprès du conseil régional des architectes en application du décret du 6 avril 2017 pris en application de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), occultées des informations nominatives et protégées par un secret prévu par la loi.	20/02/2020	28/02/2020	Oui			
20193116	Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)	communication du montant exact en euros des bourses scolaires attribuées au Lycée français de Caracas (Colegio Francia) sur la période 2014-2018.	16/01/2020	03/02/2020				
20193118	Mairie de Marseille	copie des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal n° 17/1218/EFAG ; 2) l'arrêté municipal par lequel le maire aurait mis fin à la demande de Monsieur X de disposer d'un		02/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		accès direct à la main courante informatique utilisée par le service de la police municipale ; 3) l'arrêté de recrutement et de nomination de Monsieur X intervenu sur la base d'un arrêté de détachement pris par le ministre de l'Intérieur ; 4) les entretiens d'évaluation professionnelle 2017 et 2018 des agents listés dans la demande.						
20193121	Orléans Métropole	communication, dans le cadre du Plan Climat Air-Énergie Territorial (PCAET), des documents suivants : 1) les annexes au rapport du commissaire enquêteur dans lesquelles figurent les questions du public et des personnes publiques associées (PPA) ; 2) la prescription spécifique définissant les modalités de prise en compte des zones humides, dans les documents de planification et les projets d'aménagements compatibles avec le schéma de cohérence territoriale (SCoT).		20/04/2020	Oui			
20193136	Mairie de Milly-la-Forêt	communication, en sa qualité de conseillère municipale, de l'ensemble des documents justifiant de la dépense d'un montant de 350 000 € versé à la trésorerie, relatifs au budget de la zone d'activités du Chenet.		08/01/2020				
20193143	Préfecture de police de Paris	communication par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de sa cliente.		20/01/2020				
20193151	Syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte	communication d'une copie des textes définissant les fonctions, pouvoirs, compétences légales ou réglementaires, les modalités d'exercice, les décisions de justice concernant le président du Syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte.	16/01/2020	20/01/2020				
20193155	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'entier dossier médical de Monsieur X, fils de sa cliente décédé le X, à sa cliente ou au docteur X, nommé en qualité d'expert par le tribunal administratif de Paris, afin de déterminer les conditions dans lesquelles Monsieur X a été pris en charge et soigné lors de des hospitalisations, entre décembre 2013 et juin 2014, à l'hôpital Saint-Louis de Paris.		28/01/2020				
20193158	Ministère de l'Intérieur	communication, de préférence par courrier électronique ou à défaut par courrier, du dossier administratif de retraite de sa cliente afin de permettre à celle-ci de pouvoir reconstituer ses droits à la retraite.		08/01/2020	Oui			
20193168	Mairie de Nantheuil	communication, dans le cadre d'une demande de congé longue maladie, de la totalité des documents / des avis médicaux (médecins personnels, médecin du travail, médecin spécialisé) transmis au Comité médical supérieur.		16/01/2020	Oui			
20193203	Mairie de Carlecas-et-Levas	communication, en leur qualité de conseillers municipaux, des délibérations des conseils municipaux de mars 2018 à mars 2019, pourvues du cachet de la sous-préfecture.		16/03/2020				
20193207	Centre hospitalier départemental du Lot-et-Garonne « La Candélie » d'Agen	communication de l'intégralité de son dossier médical personnel, notamment les certificats établis depuis sa dernière rencontre avec le juge des libertés.		05/03/2020	Oui			
20193226	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication du procès-verbal de la séance du conseil exécutif de la faculté de médecine de l'université en date du 26 avril 2018 pendant lequel a été rendu un avis sur la candidature de sa cliente à l'emploi de professeur d'université - praticien hospitalier (PHUP) X.	16/01/2020	20/01/2020				
20193228	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie de l'intégralité de son dossier relatif à sa maladie professionnelle en date du 3 mai 2018, à savoir : 1) l'attestation de salaire ; 2) les divers certificats médicaux ; 3) les constats faits par la Caisse Primaire ; 4) les informations parvenues à la Caisse de chacune des parties ; 5) les éléments communiqués par la Caisse Régionale ; 6) le rapport de l'expert technique ; 7) le rapport circonstancié de l'employeur décrivant son poste de travail ; 8) l'avis motivé du médecin du travail portant sur sa maladie et la réalité de son exposition à un risque professionnel.		09/01/2020	Oui			
20193235	Mairie de Seillons-Source-d'Argens	communication d'une copie de l'arrêté municipal ayant autorisé des particuliers à effectuer, rue du Petit Jas, des aménagements sur la chaussée communale dont la largeur utilisable a de fait été réduite pour les véhicules.		20/04/2020				
20193238	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	communication des documents relatifs aux mandats des comptes 60623 (alimentation), 6234 (réceptions) et 6247 (transports collectifs du personnel) : 1) la liste des mandats pour les années 2016 et 2017, manquante à la suite d'une première transmission ; 2) les factures correspondant à chaque bordereau de mandat pour les années 2016, 2017 et 2018 au lieu de la consultation sur place avec édition des factures jugées nécessaires proposées par le conseil régional.		28/02/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193241	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des requêtes du notaire adressées à la DGFIP pour les consultations du fichier FICOBA la concernant, en 2017 et 2018.		10/01/2020				
20193244	Direction départementale des territoires et de la mer des Landes (DDTM 40)	communication de l'étude technique au regard de laquelle a été émis l'avis défavorable du 18 mars 2018 relatif au raccordement électricité figurant sur le document intitulé « Avis du maire », produit par la DDTM auprès du tribunal administratif de Pau dans le cadre de la requête n°X portant sur sa demande d'urbanisme.		08/01/2020	Fin			
20193245	Fondation nationale des sciences politiques (FNSP)	publication en ligne, dans tous les formats disponibles et assortis de tous les documents afférents, documentation, retraitement et utilisation des données (par exemple les codes pour produire des graphiques, s'il y en a) des enquêtes suivantes (https://cdsp.sciences-po.fr/fr/lecdsp/donnees-quantitatives/) : 1) Enquête post-électorale de l'élection présidentielle 2012 ; 2) Enquêtes post-électorales françaises 1958, 1962, 1978, 1988, 1995, 1997 ; 3) French Electoral Study 2017 ; 4) Enquête Électorale Française 2007, 2012 ; 5) Panel Électoral Français 2002 (vagues 1 à 3), 2007 (vagues 1 et 2).	20/02/2020	03/03/2020				
20193246	Institut de formation en soins infirmiers de Villeneuve-sur-Lot (IFSI 47)	communication de l'intégralité de son dossier administratif et scolaire d'étudiant en soins infirmiers.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20193250	Mairie de Veckring	1) le compte administratif de l'exercice 2018 ; 2) le compte de gestion 2018 ; 3) les mandats, les bordereaux de mandats et de recettes 2018 ; 4) l'état des recettes et dépenses 2018 ; 5) les titres de recettes ou de dépenses (y compris des remboursements des emprunts) 2018 ; 6) les pièces justificatives des dépenses, les factures et mémoires 2018 ; 7) les procès verbaux et les arrêtés pris par le centre communal d'action sociale (CCAS) de la commune pour l'année 2018 ; 8) les budgets et comptes du CCAS pour l'année 2018 ; 9) les 3 devis du lot 1, les 2 devis du lot 2 de la délibération 23 07 2019 01 ; 10) la demande de subvention et les documents de la délibération 23 06 2019 06 ; 11) les 2 devis de la délibération 23 07 2019 07.		06/04/2020	Oui			
20193252	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication de l'intégralité de son dossier médical.		09/04/2020	Oui			
20193266	Mairie de Marseille	communication des documents suivants : 1) les documents relatifs à une campagne de ravalement de façade à Marseille : a) par courriel, la lettre d'information ; b) « le plan et (...) la liste des axes de ravalements », annexés à la délibération du n°16/1068/UAGP du 5 décembre 2016, permettant de vérifier que l'immeuble du X est soumis à une injonction basée sur la localisation géographique de l'immeuble et non sur son état de propreté ; 2) le rapport de visite de l'immeuble du X.	25/06/2020	02/07/2020	Par			
20193275	Fédération nationale des offices publics de l'habitat	communication de la copie des documents relatifs à la cession du patrimoine de l'office public de l'habitat (OPH) de Vincennes à la société IMMOBILIERE 3F : 1) l'acte de cession ainsi que les documents annexes ou préparatoires ; 2) l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement d'Ile-de-France en date du 7 mars 2017 ; 3) l'avis du conseil supérieur des habitations à loyer modéré en date du 14 juin 2017.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193283	Mairie de la Grande-Motte	communication de l'expertise réalisée en septembre 2019 par l'Office National des Forêts pour l'analyse et la sécurité d'ancrage dans l'alignement des pins parasol qui bordent l'allée des Courlis.	23/04/2020	04/05/2020	Fin			
20193291	Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne (DDT 87)	communication, de préférence par télécopie ou par mail, ou, à défaut, par voie postale, du compte rendu de la battue établi en application de l'article 5 de l'arrêté n° 802 du 20 mars 2019 autorisant Monsieur X, lieutenant de louveterie, à effectuer des opérations de décantonement de sangliers à proximité du château de Dompierre-les-Eglises.	16/01/2020	20/01/2020				
20193292	Conseil départemental de la Dordogne	communication des documents comptables détaillés relatifs aux travaux de contournement de Beynac, à la suite de l'annulation de l'arrêté préfectoral d'autorisation unique des travaux et de la demande de remise en état du site, afin de connaître précisément : 1) l'ensemble des sommes engagées à ce jour ; 2) les montants encore disponibles au budget des marchés passés pour ce projet ; 3) les montants des dépenses relatives au passage sous voie SNCF ; 4) le développé de certains montants exposés.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193302	Ministère de l'Intérieur	copie de la déclaration de reconnaissance de la nationalité française souscrite par feu son père Monsieur X né le X.		29/01/2020	Fin			
20193314	Ministère de l'Intérieur	communication des enregistrements de vitesse réalisés par les radars masqués pour les six derniers mois.	30/01/2020	07/02/2020	Non			
20193320	Préfecture de l'Aude	communication de l'intégralité dossier administratif de son client dans le cadre de l'instruction et de la délivrance en date du 5 octobre 2005 de sa carte nationale d'identité.	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20193329	Centre hospitalier intercommunal de Meulan	communication de l'intégralité de son dossier médical.		06/04/2020	Oui			
20193333	Préfecture de police de Paris	communication de la note de service interne n° X du 22 mars 2019, sur les fondements de laquelle son client a fait l'objet d'une procédure disciplinaire actuellement en cours d'étude et d'un déplacement d'office.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193336	Préfecture de police de Paris	communication de la note de service interne n° X du 22 mars 2019, sur les fondements de laquelle son client a fait l'objet d'une procédure disciplinaire actuellement en cours d'étude et d'un déplacement d'office.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193341	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Gard (DSDEN 30)	communication, dans le cadre d'une suspension de fonctions, du rapport en date du 12 novembre 2008 établi par l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription Nîmes 4 concernant l'intéressée.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193342	Ministère de la Justice	communication de l'accusé réception prouvant le dépôt de son recours hiérarchique contre une décision disciplinaire.		09/04/2020	Oui			
20193351	Pôle emploi	copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier d'indemnisation constitué depuis le 5 mars 2015 notamment les notifications, les relevés, les avis, les courriers, les messages et les récapitulatifs d'actualisation.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20193353	Mairie de Fontenay-aux-Roses	communication de la fiche technique du désherbant utilisé sur les trottoirs de la ville.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193358	Mairie d'Istres	communication des documents se rapportant aux travaux à effectuer par la commune sur la propriété de son client, à savoir : 1) le diagnostic rendu en janvier 2018 ; 2) les décisions attribuant les marchés publics ayant pour objet d'établir le dossier technique, de mener des études en la matière, ou encore de mener les travaux ; 3) les CCT, CCAP applicables à ces différents marchés publics ; 4) les ordres de services ; 5) l'avis rendu par l'architecte des bâtiments de France ; 6) l'avis émis par le bureau d'études ; 7) toutes les décisions ayant trait à la réalisation de ces travaux.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20193375	Préfecture de la Corrèze	communication des documents suivants, dans le cadre de sa radiation en 2004 du statut dérogatoire MSA de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, maintenu en 1981 : 1) les statuts et le règlement intérieur de l'ex C.MSA-19 en vigueur en 2004, au visa des articles L723-2 et R723-3 du code rural et de la pêche maritime ; 2) la ou les circulaire(s) interne(s) à la MSA (centrale) prise(s) pour l'application de l'article 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (article L722-7) ; 3) le rapport sur les décisions (...), stipulé au paragraphe 2 de l'article L722-7, en vigueur en 2004 et depuis 1981 .	16/01/2020	20/01/2020				
20193377	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication du rapport d'enquête établi par les services de police dans le cadre de sa procédure d'acquisition de la nationalité française au cours des années 1994 ou 1995.	16/01/2020	20/01/2020	Non			
20193380	ENEDIS (ex-ERDF)	communication, sous format numérique par courriel, des documents préparatoires (demandes initiales, études, graphiques, rapports, consultations, avis, etc.) sur lesquels se sont appuyés : 1) l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du 12 juillet 2017 ; 2) l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2018 portant établissement des servitudes légales d'appui, de passage, d'élagage pour la construction des deux lignes souterraines 20 kilovolts de raccordement des parcs éoliens de Saint-Polycarpe et de Saint-Salvayre.	16/01/2020	20/01/2020				
20193390	Préfecture de police de Paris	communication de la note de service interne n° X du 22 mars 2019, sur les fondements de laquelle son client a fait l'objet d'une procédure disciplinaire actuellement en cours d'étude et d'un déplacement d'office.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193392	Centre Hospitalier Sainte-Marie de Clermont-Ferrand	communication de son dossier médical.	16/01/2020	20/01/2020	Non			
20193419	Mairie du Lamentin (Martinique)	communication des documents suivants, relatifs à des dispositifs publicitaires opposés à sa cliente : 1) les déclarations préalables complètes des deux dispositifs publicitaires qui se trouvent à 35 mètres en aval et 61 mètres en amont des dispositifs publicitaires 668 et 699 ;		28/02/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les déclarations préalables complètes des deux dispositifs publicitaires qui se trouvent à 45 mètres en aval et 35 mètres en amont des dispositifs publicitaires 666 et 667 Samba.						
20193438	Préfecture du Rhône	communication de l'ensemble des pièces visées par l'arrêté de cessibilité n°E 2019-12 du 14 janvier 2019 par lequel le préfet a déclaré cessibles, au profit de la métropole de Lyon, un local commercial et un appartement dans un immeuble sis X, biens de ses clients.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20193445	Mairie de Saint-Hilaire-Bonneval	communication de l'intégralité des factures concernant la maison médicale, acquittées par la commune, notamment celles relatives aux lots 7, 8 et 9 réalisés par l'entreprise X.		29/01/2020	Oui			
20193446	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (DDTM 66)	communication de la copie des autorisations d'urbanisme archivées, à partir de 1948, sur différentes parcelles de la commune d'Estagel.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20193473	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69)	communication de documents administratifs suivants, relatifs à la découverte d'une source : 1) les mesures spécifiques qui ont été prescrites, de protection de la ressource en phase chantier, d'impact et incidences ; 2) les études menées afin de définir les réponses appropriées à cette mise à jour (déclaration, usages, potabilité...) notamment les études et résultats de l'hydrogéologue qui a été missionné ; 3) le rapport d'incident liée à cette pollution notamment les contrôles effectués par le coordonnateur environnement ; 4) les préconisations de la DDT ainsi que les comptes rendus des réunions effectuées à l'occasion.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20193481	Ministère de la Transition écologique	communication des documents suivants : 1) l'acte administratif d'ordonnancement destiné à liquider sa paye qui inclut notamment le supplément familial de traitement ; 2) l'acte administratif de rejet du comptable assignataire (CBCM : Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel).	16/01/2020	21/01/2020				
20193482	Mairie de Nice	communication des documents suivants : 1) l'ensemble des notes de frais et des reçus des déplacements (taxis, trains, avions, etc), des frais de restauration (avec, le cas échéant, les noms des personnes invitées), ainsi que les reçus de tous les autres frais de représentation de l'année 2018, de Monsieur X, maire de Nice, et Messieurs X, X, X, X et X ; 2) dans le cas où ces personnes disposent d'une carte bleue au nom de la commune, l'intégralité des relevés des ces cartes.		29/01/2020				
20193483	Ministère des armées	communication de la décision l'affectant à la Direction du service national pour la période allant de septembre 2007 à ce jour.		09/01/2020	Fin			
20193488	Ministère de la Transition écologique	copie des documents afférents à l'importation et/ou la venue en France de l'hippopotame amphibie Jumbo.	30/01/2020	06/02/2020				
20193498	Préfecture des Alpes-Maritimes	copie de l'entier dossier de demande de titre de séjour déposé par son client, courant 2013.		13/03/2020				
20193506	Mairie de Petit-Bourg	copie, par courrier, l'intégralité des documents suivants, relatifs à son client : 1) son dossier administratif, lequel doit comporter toutes les pièces intéressant sa situation ; 2) son dossier médical, dans les mêmes conditions.		15/01/2020				
20193510	Mairie de Tours	communication des plans spécifiques produits auprès du service hygiène lors de l'instruction de la demande du permis de construire n° X délivré le 20 juin 2017.	30/01/2020	06/02/2020	Oui			
20193514	Mairie d'Yssingeaux	consultation, avec indication des modalités d'accès, du tableau des voies communales ainsi que les cartes associées, documents actuels et documents antérieurs.	30/01/2020	05/02/2020	Fin			
20193522	Syndicat Mixte d'Accompagnement des Aînés du Haut Jura (SMAAHJ)	communication des documents suivants, à la suite de son congé de longue maladie et de son remplacement par un agent contractuel : 1) tout élément à même de justifier de son remplacement et des conditions dans lesquelles il est intervenu ; 2) l'organigramme du siège administratif.		28/01/2020	Fin			
20193570	Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)	communication, par courrier électronique, au format numérique, si disponible, ou le cas échéant, par courrier postal, au format papier, à ses frais, de l'ensemble des procès-verbaux des séances de la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône depuis l'année civile 2013, celle-ci y compris, jusqu'à ce jour.	30/01/2020	06/02/2020				
20193571	Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône	communication, par courrier électronique, au format numérique, si disponible, ou le cas échéant, par courrier postal, au format papier, à ses frais, de l'ensemble des procès-verbaux des séances de la chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône depuis l'année civile 2013, celle-ci y compris, jusqu'à ce jour.	30/01/2020	06/02/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193573	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la copie du rapport intégral de la commission départementale des impôts directs locaux (CDIDL) sur les paramètres départementaux d'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels datant du 29 mars 2016.	30/01/2020	04/02/2020				
20193605	Ministère des solidarités et de la santé	copie , par courrier postal, de l'intégralité du dossier personnel de sa cliente		02/03/2020				
20193607	Direction départementale des territoires de Vaucluse (DDT 84)	communication du rapport le concernant, établi par le docteur X, médecin de prévention, dans le cadre de sa demande de reconnaissance de maladie professionnelle.	16/01/2020	22/01/2020	Fin			
20193609	Mairie d'Elbeuf	communication par courrier ou au format numérique (PDF), en sa qualité de conseiller municipal, des documents concernant la régie autonome d'électricité, de câble et de chauffage (REE) : 1) le dernier bilan ; 2) les statuts.		17/01/2020				
20193612	Mairie de La-Ville-aux-Dames	copie du dossier de permis de construire n° X du 14 septembre 2018 délivré à Monsieur et Madame X.		16/01/2020	Fin			
20193613	Mairie de Lanta	communication du ou des éventuels permis de construire, et permis de construire modificatif(s) accordé(s) à Monsieur X (et/ ou la société X) pour l'édification d'un bâtiment agricole, un pont à bascule et une cellule extérieure sur la parcelle cadastrale n°7, au lieu-dit « Bajarques ».		15/01/2020				
20193620	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, des informations contenues dans le fichier FICOBA, relatives aux comptes bancaires et prêts dont serait titulaire cette société.		28/01/2020				
20193623	Mairie de Marseille	communication, par courrier électronique, du permis de construire n° X accordé le 28 juin 2019 à la SNC X.		08/01/2020				
20193624	Mairie de Marseille	communication, par courrier électronique, du permis de construire n° X accordé le 28 juin 2019 à la SNC X.		08/01/2020	Fin			
20193629	Rectorat de l'académie de Versailles (AC 78)	communication de l'avis du médecin conseiller technique de la rectrice auquel fait référence la décision du 6 mai 2019 modifiant son allègement de service pour l'année scolaire 2019/2020 en le réduisant à 4 heures.		15/01/2020	Non			
20193640	Mairie de Boisemont	copie de la liste officielle des documents sur les risques naturels à Boisemont qui ont été communiqués aux parties intéressées dans le cadre du lotissement du Prieuré.	23/04/2020	05/05/2020	Fin			
20193642	Mairie de Paris	communication, à ses frais, des documents suivants : 1) les justificatifs de notification de l'arrêté de permis de construire n° X du 22 avril 2014 à son bénéficiaire ; 2) la décision de prorogation de la validité du permis de construire n° X ; 3) le dossier de demande de prorogation de la validité de ce même permis de construire qui a été transmis par son bénéficiaire.		08/01/2020	Fin			
20193644	Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	copie des documents médicaux ayant permis l'étude de son inaptitude dans le cadre de l'attribution de sa pension vieillesse.		13/03/2020	Fin			
20193646	Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne (DDT 87)	communication, en priorité, par télécopie ou courrier électronique, ou, à défaut, par courrier, du compte rendu écrit, établi en application de l'article 6 de l'arrêté municipal du 26 juillet 2018, relatif à la battue effectuée du 3 au 10 avril 2019 sur la commune de Dompierre-le-Églises, et notamment dans le périmètre de sécurité autour du Château, tel que défini par l'arrêté municipal précité.	30/01/2020	06/02/2020				
20193647	Mairie de Strasbourg	communication de la décision prise par le maire en matière de constatation effectuée par l'agent en charge du dossier, suite au signalement des problèmes d'hygiène, de salubrité et de sécurité dans son logement.	30/01/2020	06/02/2020	Fin			
20193650	Ministère des armées	copie de l'intégralité du dossier administratif individuel de son client.		16/03/2020				
20193652	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Monconseil (EHPAD 37)	communication du dossier médical de son époux, Monsieur X, décédé le X, pour connaître la cause de sa mort.	16/01/2020	23/01/2020				
20193653	Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Côtes d'Armor (CGFPT 22)	consultation sur place et copie de l'intégralité de son dossier administratif individuel (dont notamment son évaluation professionnelle et de son entretien professionnel) concernant : 1) le service des missions temporaires (y compris ses missions dans les communes de Plévenon et de Quintin) ; 2) la formation aux métiers administratifs territoriaux (F.M.A.T.) ; 3) ses candidatures aux postes au sein du CDGFPT 22 parus sur sa bourse de l'emploi.		13/03/2020	Fin			
20193654	Mairie de Quintin	consultation sur place et copie de l'intégralité de son dossier administratif individuel (notamment son évaluation professionnelle et de son entretien professionnel).		13/03/2020	Fin			
20193655	Mairie de Plévenon	consultation sur place et copie de l'intégralité de son dossier administratif individuel (notamment son évaluation professionnelle et de son entretien professionnel).		13/03/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193657	Mairie de Neuves-Maisons	copie du grand livre comptable en dépenses et en recettes du « poste 024 fêtes et cérémonies » pour l'année 2018.		02/04/2020				
20193659	Collectivité de Saint-Martin	copie des délibérations concernant les cessions de terrains de la zone des 50 pas géométriques du quartier de Soundy Ground/Baie Nettlé en faveur de Messieurs X et X.		13/03/2020				
20193660	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	consultation sur place, ou communication, par courrier électronique, du dossier administratif de son client, détenu à la sous-préfecture du Raincy.		13/03/2020				
20193663	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	consultation sur place, ou communication, par courrier électronique, du dossier administratif de son client détenu à la sous-préfecture du Raincy.		13/03/2020	Fin			
20193667	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les Jardins de Matisse » (EHPAD 76)	copie, à ses frais, pour un montant total de 175 euros, sans qu'il y soit ajouté la somme de 100 euros pour frais administratifs divers, de l'intégralité du dossier médical, en tant qu'ayant droit, de sa mère, Madame X, décédée le X, comprenant notamment : 1) les comptes rendus d'hospitalisation ; 2) l'ensemble des examens de laboratoire ; 3) les dossiers infirmiers avec les feuilles journalières de soins ; 4) le double du cahier de transmission des consignes thérapeutiques ; 5) toutes les correspondances échangées avec le docteur X, son médecin traitant ou les autres spécialistes.	30/01/2020	06/02/2020				
20193669	Mairie de Pianottoli-Caldarello	communication, de préférence, par courrier électronique, ou, le cas échéant, s'il n'existe pas de version dématérialisée, par voie postale, à ses frais, du document local d'urbanisme communal, soit le plan local d'urbanisme, soit la carte communale.		21/04/2020	Oui			
20193671	Fédération Léo Lagrange (siège)	communication de l'intégralité des pièces et états comptables relatifs à la gestion du centre d'accueil et loisirs sans hébergement d'Allonville pour le années de 2012 à 2018 incluse.	14/05/2020	15/05/2020				
20193672	Mairie de Belle-Eglise	copie des documents suivants, relatifs à la mise en comptabilité du PLU de la commune avec une déclaration de projet d'aménagement d'un parc logistique : 1) le compte rendu municipal de la réunion du 6 mars 2019 ; 2) la délibération et le compte rendu municipal de la réunion du 29 mai 2019.		16/03/2020	Non			
20193712	Mairie de Les Eparres	communication de la copie du rapport géotechnique relatif au projet de construction d'un groupe scolaire et d'une salle polyvalente sur un terrain situé route du village.	30/01/2020	04/02/2020				
20193717	Préfecture du Tarn	communication des éléments relatifs à l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) X implantée sur la commune de Lescout : 1) les mesures de la qualité de l'air à proximité de la X que la préfecture compte mettre en place ; 2) les démarches entreprises par la préfecture pour faire effectuer une étude épidémiologique resserrée sur les cas de cancers dans la commune de Lescout ; 3) l'indication sur la transmission ou non de la déclaration de la X sur les techniques utilisées ou qui peuvent être mises en œuvre sur l'exploitation conformément à la directive dite IED 2010/75/UE, et le cas échéant la copie de ces déclarations ; 4) les motifs sur lesquels la direction départementale des territoires (DDT) s'est prononcée favorablement sur la demande de permis de construire n° X de la X.	30/01/2020	06/02/2020	Fin			
20193724	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cher (CDGFPT 18)	communication des documents suivants : 1) l'intégralité des arrêtés et leurs annexes pris par le président du centre de gestion du Cher entre le 30 mai 2019 et le 30 août 2019, après déclarations de créations et de vacances d'emplois transmises par les collectivités du département du Cher ; 2) l'intégralité des bulletins (Bourse de l'emploi) édités par les services du centre de gestion du Cher entre le 30 mai 2019 et le 30 août 2019.		21/04/2020	Par			
20193728	Mairie de Najac	communication de l'intégralité (principale et complémentaire) de la liste électorale au format base de données au lieu de la liste principale au format PDF transmise par la mairie.	20/02/2020	28/02/2020	Oui			
20193737	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SARL X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société.		30/01/2020				
20193743	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CGFPT 34)	copie, au format papier, à ses frais, des documents suivants : 1) la liste des candidats admis à concourir au concours de directeur de police municipale pour les années 2016, 2017 et 2018 ; 2) les listes d'aptitude pour ces mêmes années.	30/01/2020	06/02/2020				
20193745	Préfecture des Hauts-de-Seine	copie, par courriel, wetransfer ou autres supports de formats numériques, du permis de construire PC 092 040 16 B 0055 délivré le 17 mars 2017 à la Société du Grand Paris pour la réalisation de la gare RER d'Issy-les-Moulineaux de la ligne 15.		04/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193750	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication du relevé intégral d'information relatif au permis de conduire de son client.		30/01/2020				
20193752	Préfecture du Finistère	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, des documents suivants, visés par l'arrêté du préfet du Finistère du 6 mars 1975 : 1) l'accord intersyndical intervenu le 28 octobre 1974 entre les représentants, d'une part, de la Chambre Syndicale patronale de l'Ameublement de Brest et du Finistère, d'autre part, des Organisations Syndicales ouvrières C.G.T. et C.F.D.T. ; 2) la demande insérée dans ledit accord, concernant la fermeture le dimanche, jour du repos hebdomadaire, des magasins d'ameublement sur l'ensemble du département du Finistère ;	30/01/2020	06/02/2020	Par			
20193757	Rectorat de l'académie de Nantes (AC 44)	communication des documents suivants : 1) les courriers de réponses concernant 4 nouveaux postes à profil ; 2) les dates d'examen et les avis du comité hygiène et sécurité-conditions de travail départemental (CHSCTD) de ses 6 observations dans le registre de santé et de sécurité au travail (RSST) des collèges le Galinet de Blain et le collège Quéral de Pontchâteau.	30/01/2020	06/02/2020	Fin			
20193764	Ministère des armées	communication de l'arrêté nominatif portant attribution de la prime informatique apparaissant sur son bulletin de paie de janvier 2017 (code 200286).	30/01/2020	05/02/2020				
20193767	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société.		30/01/2020				
20193784	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision de Monsieur le Directeur interrégional des services pénitentiaires de Bordeaux en réponse au recours administratif préalable obligatoire formé par son client à l'encontre de la sanction qui lui a été infligée le 3 avril 2019 par la commission de discipline de la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, ainsi qu'une copie de la sanction et du dossier disciplinaire afférent		20/04/2020	Oui			
20193787	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par mail, de la copie de la liste électorale de la commune de Luzarches.	30/01/2020	06/02/2020				
20193791	Mairie de Bellefontaine (972)	copie, à ses frais, de la délibération relative à la protection fonctionnelle accordée au maire dans le cadre de l'affaire qui les oppose.		16/03/2020				
20193798	Hôpitaux universitaires de Strasbourg (CHRU)	communication de la copie partielle du dossier médical de sa fille majeure, Madame X, dont elle est la tutrice, constitué lors de ses différentes prises en charge entre 2003 et 2016, notamment : 1) les tracés des électroencéphalogrammes (EEG) réalisés en 2003, 2004 et 2006 ; 2) les résultats des tests génétiques démarrés en mars 2014.		25/03/2020	Oui			
20193801	Agence française anticorruption (AFA)	communication de la liste des acteurs contrôlés en 2018 par l'AFA dont 15 portent sur des acteurs publics ou associatifs.	23/04/2020	03/06/2020	Oui			
20193802	Mairie de Die	communication des documents suivants : 1) la demande d'avis technique établie par la mairie auprès du service de l'eau au titre de la délivrance d'un certificat d'urbanisme sollicité par son client le 20 février 2019 ; 2) l'avis technique donné par le service de l'eau à la mairie au titre de la délivrance de ce certificat d'urbanisme.		26/03/2020				
20193805	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	communication de l'entier dossier en possession de l'ANTS concernant le passeport de son client, n° 09AL31397 délivré le 26 mars 2009, le passeport délivré précédemment et le passeport actuellement en cours de validité, et notamment : - une copie de la déclaration de perte ou de vol du 11 mars 2009 ; - une copie de toute autre déclaration de perte ou de vol concernant les passeports de son client.	20/02/2020	06/04/2020	Oui			
20193806	Mairie de Chenevelles	copie des promesses de baux signées avec la Société VALECO concernant le projet de construction du parc éolien des « Brandes d'Ozon » sur la commune.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193815	Mairie d'Arboys en Bugey	copie, par courrier électronique, alors que le maire lui en propose la communication par consultation sur place sans remise de copies, des documents suivants concernant le projet de PAn local d'urbanisme (PLU) : 1) le plan de zonage ; 2) le règlement ; 3) le rapport de présentation (diagnostic du territoire concernant le choix du zonage retenu) ; 4) le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ; 5) l'ensemble des annexes.		30/01/2020				
20193820	Préfecture de l'Allier	communication, à la suite de la manifestation sportive motorisée organisée le 23 juin 2019, des documents suivants : 1) le compte rendu de la commission départementale de sécurité routière ;	16/01/2020	20/01/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) l'avis du préfet du département du Puy-de-Dôme ; 3) l'arrêté préfectoral établi en conséquence.						
20193821	Mairie de Bordeaux	communication des documents suivants concernant le bar « Les Copains d'abord » (situé 27-29 rue Camille-Sauvageau) et la brocante-café « La Source » (située 26 rue Camille- Sauvageau) : 1) la copie de l'autorisation d'utilisation du domaine public et les dérogations aux règlements municipaux si elles existent ; 2) les motifs d'attribution de ces dérogations, le cas échéant.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193822	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Charente (DDCSP 16)	communication, concernant le cirque avec animaux X – aujourd'hui appelé X -, des documents suivants : 1) les certificats de capacité de la hyène ; 2) les autorisations d'ouverture préfectorale.	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20193823	Préfecture des Bouches-du-Rhône	copie de l'arrêté préfectoral du 19 mars 1976 réglementant les conditions d'accès et de circulation dans les surfaces encloses du port autonome de Marseille.	16/01/2020	20/01/2020				
20193831	Mairie de Oberhausbergen	communication, dans le cadre de discussions relatives à l'urbanisation d'un secteur de la commune au sein duquel la SCI T3 détient un tènement de deux hectares urbanisables, des comptes rendus des deux réunions organisées en mairie les 21 mars et 2 mai 2019 à l'initiative du maire.	16/01/2020	20/01/2020	Oui			
20193836	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) la liste des communes de l'Yonne inscrites dans le réseau d'alerte des finances locales ; 2) la pièce relative à l'inscription de la commune de Villeneuve-sur-Yonne dans le réseau d'alerte des finances publiques.	16/01/2020	22/01/2020	Non			
20193842	Régie autonome des remontées mécaniques de Montgenèvre	communication, pour les exercices 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018, des documents suivants : 1) concernant les comptes annuels : a) l'annexe ; b) le détail des comptes (le bilan actif-passif) ; c) le détail du compte de résultat ; d) l'annexe à la liasse fiscale ; 2) concernant le dossier fiscal : a) la liasse 2065 ; b) les liasses 2033-A à 2033-F ; 3) concernant le dossier de gestion : a) le bilan synthétique ; b) le détail du bilan synthétique ; c) les soldes intermédiaires de gestion ; d) le détail des soldes intermédiaires de gestion ; e) le rapport de gestion ; f) les documents relatifs à l'assemblée générale (AG) ; g) le compte rendu du conseil d'administration.		02/03/2020	Non			
20193844	Mairie de Thionville	copie des documents suivants : 1) l'intégralité des bons de commande émis dans le cadre des deux lots du marché public relatif à la réalisation de levés topographiques et de travaux d'arpentage attribués au groupement X ; 2) l'intégralité des factures émises par les entreprises titulaires ou par d'éventuels sous-traitants au marché, pour ces deux lots ; 3) toute pièce justificative produite à l'appui du règlement financier de ce marché public.		16/03/2020	Oui			
20193853	Mairie de Bras-Panon	communication d'un état de l'ensemble des heures (horaires d'entrée et de sortie) qu'elle a effectué au sein de la collectivité depuis son recrutement.		20/04/2020	Oui			
20193857	Préfecture des Côtes-d'Armor	communication de la copie des documents relatifs à l'X, domiciliée X : 1) le contrat conclu en 2014 entre l'association et l'État et, plus généralement, tous les documents définissant les obligations des parties ; 2) l'état des lieux réalisé, le cas échéant, en ce qui concerne les mares des 7 gabions ; 3) les autorisations de travaux délivrées depuis 1990 en ce qui concerne les 7 gabions ; 4) les demandes et les autorisations exceptionnelles de travaux et de circulation sur le domaine public maritime consenties au profit du gabion numéro 4, notamment (travaux de remplacement du gabion) ; 5) les demandes de travaux et d'autorisation de toutes natures demandées par l'association et les autorisations délivrées ; 6) tous les documents (demandes et autorisations) concernant la création, les modalités et les travaux de la nouvelle zone de chasse hutteau sur la commune de Pleudhien sur Rance ; 7) les demandes et autorisations de travaux 2019.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193859	Mairie de Montrouge	communication des documents suivants : 1) la délibération du 25 juin 2003 relative à la refonte du régime indemnitaire des agents de la ville ; 2) la copie intégrale de son dossier individuel annexes comprises ; 3) le tableau récapitulatif de ses congés et de ses arrêts maladie pour l'année 2018.		28/02/2020				
20193860	Mairie de Ferrières-en-Brie	copie des documents suivants : 1) le permis de construire n° X accordé à Monsieur X ; 2) le permis de construire n° X accordé à Madame X.		21/04/2020	Oui			
20193865	Caisse primaire d'assurance maladie des Hauts-de-Seine (CPAM 92)	communication des pièces suivantes : 1) la convocation envoyée à son client en vue de se rendre à une expertise auprès du médecin conseil, en novembre 2016, ainsi que les justificatifs d'envoi de cette convocation et de réception par son client de cette même convocation ; 2) le rapport de carence dressé par le médecin conseil et le justificatif d'envoi de ce rapport à son client, ainsi que l'accusé de réception de celui-ci.		06/04/2020	Oui			
20193866	Hôpital d'Arbois	communication des relevés mensuels des dépenses facturées à son frère décédé, Monsieur X pour la période de son séjour à la Maison de retraite - EHPAD Résidence Delort, du 1er septembre 2011 au 4 mars 2018.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20193877	Centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région d'Ile-de-France	communication de la demande officielle du syndicat force ouvrière (FO) adressée au CIG, relative à la nouvelle répartition du temps de travail (décharge d'activité de service, autorisations spéciales d'absence) à compter du 1er janvier 2019 de Madame X, agent de la commune mise à disposition du syndicat.	16/01/2020	22/01/2020	Oui			
20193880	Mairie de Labessette	communication, par courrier électronique, des documents suivants, relatifs au conseil municipal du 18 mai 2019 : 1) le procès-verbal cité dans la délibération n° 14-2019 du 18 mai 2019 ; 2) la convocation à ce conseil municipal.		25/03/2020				
20193886	Lycée Jean Baptiste de la Salle de Saint-Denis	communication des règlements intérieurs 2017-2018 et 2018-2019.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20193887	Mairie de Bénouville	communication du compte rendu municipal ainsi que du dossier et des plans, y compris du plan des buses, concernant la construction de la descente vers le canal de Caen à la mer, construit sur la parcelle AD 917.	16/01/2020	20/01/2020	Par			
20193892	Mairie de Treillières	communication du compte rendu relatifs aux deux projets de permis d'aménager suivants concernant les consorts X, et le projet de permis d'aménager suivant concernant Monsieur et Madame X, dans l'hypothèse où une commission consultative concernant l'attribution des permis d'aménager existe : 1) le projet des consorts X, rue X, en date du 12 septembre 2018, PA 44209 18 E 3012 - Arrêté 2018 - 672, accordé le 12 décembre 2018 ; 2) le projet des consorts X, rue X, en date du 12 septembre 2018, PA 44209 18 E 3011 - Arrêté 2018-673, accordé le 12 décembre 2018 ; 3) le projet de Monsieur et Madame X, 35 rue X - 44119 Treillières, représenté par Monsieur X - X, déposé le 20 mars 2019, PA - Dossier OP 44209 19 E 2041 - Arrêté 2019 - 168 - nomenclature: 2.2.2., pour lequel il est fait opposition à la déclaration préalable le 18 avril 2019.		02/04/2020	Oui			
20193898	Mairie de la Neuveville-sous-Montfort	copie, au format numérique, de l'intégralité des factures du compte 6232 fêtes et cérémonies de l'année 2017 pour un montant des dépenses de 13401,18 euros.		17/01/2020	Non			
20193900	Centre hospitalier Simone Veil de Blois	consultation de son dossier administratif.		25/03/2020	Oui			
20193901	Mairie de Saint-Martin-d'Uriage	communication des avis des services gestionnaires des réseaux qui ont été consultés lors de l'instruction du dossier de demande de permis de construire n° X déposé par Monsieur X, accordé par arrêté du 22 mars 2019.		16/01/2020	Fin			
20193905	Préfecture des Yvelines	communication, « compte tenu des risques importants de fraude dans les élections à venir », afin de contacter « un panel représentatif d'électeurs des Yvelines suite aux consultations électorales pour vérifier la véracité des informations recueillies sur le terrain », de la copie des listes électorales de l'ensemble des communes du département, alors qu'il s'engage à ne pas en faire un usage commercial et à consulter préalablement la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en cas de retraitement informatique en vue d'une utilisation de la liste dans un but autre qu'électoral.	16/01/2020	13/02/2020	Non			
20193907	Ministère des armées	communication, dans le cadre de son détachement au ministère de l'intérieur, des pièces suivantes la concernant, à savoir : 1) son état de services datant de moins de 3 mois ; 2) son dernier arrêté RIFSEEP.		09/01/2020	Oui			
20193920	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	consultation, sur rendez-vous, du dossier administratif de son client.		02/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20193922	Mairie de Montgaillard-Lauragais	communications des délibérations et comptes rendus du conseil municipal pour la période s'étendant du 1er janvier 2004 au 31 juillet 2005.		25/03/2020				
20193927	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication des documents suivants le concernant : 1) le rapport médical établi en 2017 par le médecin de l'OFII transmis au collège des médecins à l'origine de l'avis du collège du 23 janvier 2018 ; 2) les documents relatifs à la délivrance de son titre de séjour en 2016 : a) le rapport médical établi en 2015 ou 2016 à l'origine de l'avis du collège des médecins ; b) l'avis du collège des médecins établi en 2015 ou 2016 ayant entraîné la délivrance de son titre de séjour.		30/01/2020	Par			
20193944	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication du formulaire S1 nécessaire à son inscription auprès de l'institution d'assurance maladie en Espagne où il réside définitivement depuis mars 2019.		28/01/2020				
20193948	Préfecture de l'Aisne	communication de la liste électorale de la commune d'Autrepes.		05/03/2020				
20193953	Ministère de la Justice	communication de la copie des documents relatifs à son client incarcéré au centre de détention d'Ecrouves : 1) les fiches de présence de son client aux ateliers de l'établissement aux mois d'avril et de mai 2019 ; 2) la décision ayant ordonné le placement de son client en régime fermé de détention ainsi que le compte rendu d'incident afférent et le procès-verbal d'état des lieux d'entrée dans sa cellule.		28/01/2020	Oui			
20193960	Centre hospitalier d'Auxerre	communication du dossier médical de son client, incarcéré au Centre de détention de Joux-la-Ville.		14/01/2020	Fin			
20193966	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical détenu par l'hôpital Trousseau.		14/01/2020	Oui			
20193967	Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours (AC 45)	communication des bordereaux d'épreuves orales de l'agrégation externe d'anglais, le concernant, pour les épreuves suivantes : - épreuve 5 : opt B : civilisation ; - épreuve 6 : leçon en anglais ; - épreuve 7 : compréhension restitution ; - épreuve 8 : anglais hors programme ; - épreuve 9 : expression orale en anglais.		17/01/2020	Fin			
20193968	Mairie de Pietrosella	copie de toutes les autorisations d'urbanisme délivrées depuis 1995 pour la parcelle X, aujourd'hui propriété de Monsieur et Madame X, ainsi que des entiers dossiers sur le fondement desquels ces autorisations ont été délivrées.		28/01/2020	Oui			
20193971	Lycée polyvalent Paul d'Estournelles de Constant	communication des rapports sur sa manière de servir pour les années scolaires 2013-14, 2014-15, 2015-16, 2016-17, 2017-18, 2018-19 à l'instar du rapport du 21 juin 2016.		14/01/2020	Fin			
20193977	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication des documents relatifs au groupe permanent pour la sécurité électrique en milieu agricole (GPSE) : 1) les bilans du GPSE depuis 1999 ; 2) l'ensemble des « protocoles GPSE » depuis 1999, et notamment : a) le protocole conclu en 1999 ; b) le protocole conclu le 20 février 2006 entre EDF, RTE et l'État pour promouvoir la sécurité électrique en milieu agricole ; 3) les comptes rendus de réunions et les relevés de conclusions du GPSE depuis 1999 ; 4) les comptes rendus des expérimentations locales traitées dans le cadre de « protocoles GPSE » ; 5) les études et les rapports scientifiques établis dans le cadre du GPSE ; 6) les résultats de l'expérimentation sur les effets des tensions et courants parasites dans les élevages mise en place à l'institut national agronomique Paris-Grignon ; 7) les résultats de la ferme expérimentale de Grignon, et notamment les comptes rendus des comités de pilotage scientifique ; 8) le compte rendu de la journée technique de Ploufragan du 3 octobre 2000 (« GPSE. 2000. Problèmes électriques en élevage. Compte rendu de la journée technique du 3 octobre 2000. ISPAIA, Ploufragan. »).	12/03/2020	16/03/2020				
20193978	Groupe permanent pour la sécurité électrique en milieu agricole (GPSE)	communication des documents relatifs au groupe permanent pour la sécurité électrique en milieu agricole (GPSE) : 1) les bilans du GPSE depuis 1999 ; 2) l'ensemble des « protocoles GPSE » depuis 1999, et notamment : a) le protocole conclu en 1999 ; b) le protocole conclu le 20 février 2006 entre EDF, RTE et l'État pour promouvoir la sécurité électrique en milieu agricole ; 3) les comptes rendus de réunions et les relevés de conclusions du GPSE depuis 1999 ;	12/03/2020	16/03/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) les comptes rendus des expérimentations locales traitées dans le cadre de « protocoles GPSE » ; 5) les études et les rapports scientifiques établis dans le cadre du GPSE ; 6) les résultats de l'expérimentation sur les effets des tensions et courants parasites dans les élevages mise en place à l'institut national agronomique Paris-Grignon ; 7) les résultats de la ferme expérimentale de Grignon, et notamment les comptes rendus des comités de pilotage scientifique ; 8) le compte rendu de la journée technique de Ploufragan du 3 octobre 2000 (« GPSE. 2000. Problèmes électriques en élevage. Compte rendu de la journée technique du 3 octobre 2000. ISPAIA, Ploufragan. »).						
20193991	Mairie de Cholet	communication du dossier relatif au plan de gêne sonore (PGS) de l'aérodrome Cholet - Le Pontreau, établi en 1992.	23/04/2020	12/05/2020				
20193993	Ministère de la Justice	communication d'une copie de l'intégralité de ses fiches de paie établies pendant son incarcération dans les établissements suivants : 1) la maison d'arrêt d'Amiens (1979-1982) ; 2) la maison d'arrêt de Rouen (1990) ; 3) le centre pénitentiaire de Liancourt (1979-1982) ; 4) le centre pénitentiaire de Beauvais (1979-1982 et 1988-1989).		28/01/2020	Fin			
20193996	Centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon	communication de l'intégralité de son dossier médical, notamment l'historique de ses différents arrêts médicaux antérieurs au 15 août 2015, date de son accident de service.		14/01/2020	Oui			
20194000	Mairie de Lusigny-sur-Barse	communication des autorisations d'urbanisme concernant les constructions sises dans la commune au X : 1) le permis de construire ; 2) le permis d'agrandissement accordé en 2011 ; 3) la déclaration préalable pour la création d'une dalle pour aménager un abri de jardin.		27/01/2020				
20194006	Ministère de l'Intérieur	communication des documents suivants se rapportant à son Indemnité de départ volontaire : 1) le tableau récapitulatif de calcul de son montant ; 2) le barème de versement.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20194009	Mairie du Gosier	copie complète du plan d'occupation des sols (POS) de la commune dans sa version en vigueur précédemment à l'adoption, le 13 août 2015, du plan local d'urbanisme.		27/01/2020	Oui			
20194012	Direction départementale des territoires de Vaucluse (DDT 84)	copie du commissionnement de Monsieur X l'autorisant à effectuer, les 6 septembre et 17 octobre 2017, un contrôle d'urbanisme sur leur propriété, sise X	20/02/2020	03/03/2020	Oui			
20194013	Centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand (CHU)	communication du rapport circonstancié d'hospitalisation de sa mère, par laquelle il est mandatée, au sein du service de médecine post urgence de Madame le Dr X, pour la période allant du 30 avril au 3 juin 2015.		27/01/2020				
20194016	Communauté de communes Usse et Rhône	communication de la copie de l'avis ou du projet d'arrêté du service instructeur de la communauté de communes, envoyé au maire de Frangy, relatif à la déclaration préalable (DP) X qui lui a été accordée en 2018.		27/01/2020				
20194019	Mairie de Sanary-sur-Mer	communication des documents suivants : 1) le rapport annuel santé, sécurité, conditions de travail (RASSCD) établi par la collectivité ; 2) l'intégralité des décisions la concernant relatives à sa situation administrative ; 3) toutes les pièces de nature médicale concernant son accident de trajet du 26 mars 2019.	20/02/2020	03/03/2020				
20194027	Mairie d'Haverskerque	communication de la copie des factures des travaux réalisés dans la rue de la Maladrerie et la rue du Bois.		15/01/2020				
20194028	Mairie de Forcalqueiret	communication la copie numérisée des documents suivants : 1) les arrêtés municipaux règlementant le tonnage de circulation des véhicules sur la commune ; 2) les justificatifs de frais de représentation du maire.	12/03/2020	16/03/2020				
20194029	Communauté d'agglomération Pays Basque	copie électronique ou papier du cahier des charges faisant partie du contrat entre la Mairie et le cabinet Axe et Site dans le cadre de l'élaboration du futur PLU de la commune d'Ustaritz.		27/01/2020	Oui			
20194030	Mairie d'Ustaritz	copie électronique ou papier du cahier des charges faisant partie du contrat entre la Mairie et le cabinet Axe et Site dans le cadre de l'élaboration du futur PLU.		27/01/2020	Fin			
20194037	Mairie de Lesterps	communication, à ses frais, de la copie intégrale du dossier de demande de permis de construire en date du 19 mars 2018, n° X, délivré à Madame X.	20/02/2020	28/02/2020				
20194042	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	communication de la copie du dossier médical de son client incarcéré au centre pénitentiaire de Marseille.		23/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20194043	Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C)	copie des procès-verbaux de délibération en date des 11 octobre et 13 décembre 2018, de la formation statuant sur les cas individuels du collège du Haut conseil du commissariat aux comptes, dans le cadre de la procédure de sanction engagée à l'encontre de ses clients.	23/04/2020	29/04/2020	Non			
20194046	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication, dans le cadre de la mise à la retraite de sa cliente, enregistrée au Protocole en qualité d'agent consulaire au Consulat Général de la République du Mali en France au moment de son départ à la retraite, de la note verbale adressée par le Ministère des Affaires Étrangères à l'ambassade du Mali en France ainsi que tous les échanges postérieurs qui permettraient de connaître précisément la position du Ministère des Affaires Étrangères français sur l'interprétation des dispositions légales relatives à sa mise à la retraite.	30/01/2020	11/02/2020	Oui			
20194047	Communauté de communes du pays bigouden Sud	communication de la copie du rapport final de l'étude du marché S 1713-01 « sécurisation de la ressource en eau brute de la CCPBS. Étude technico-économique et réglementaire ».	12/03/2020	16/03/2020				
20194053	Mairie de Blandas	communication des pièces justificatives des lignes 6226 et 6227 du budget primitif de la commune pour l'année 2019.		02/03/2020	Fin			
20194056	Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ariège (SDIS 09)	communication de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier administratif et dans son dossier médical.		02/03/2020				
20194057	Office national des forêts (ONF)	copie de l'avis médical rendu par le docteur X de Marckolsheim suite à la contre-visite dont il a fait l'objet le 5 mars 2019.		02/03/2020				
20194059	Ministère de l'Intérieur	communication, depuis janvier 2017, de la liste de l'ensemble des réunions auxquelles a participé Monsieur X, maire d'Orléans, dans le cadre du comité des finances locales, ainsi que la durée effective de celles-ci.	25/06/2020	02/07/2020				
20194066	Métropole Nice Côte d'Azur	communication des éléments suivants : 1) « l'état du personnel figurant à l'annexe du budget primitif 2019 de la métropole » ; 2) « l'état du personnel figurant à l'annexe du compte administratif 2018 de la métropole ».		03/03/2020				
20194069	Réunion des assureurs maladie d'Aquitaine (RAM 24)	communication, dans le cadre d'un problème de télétransmission, de son décompte de remboursement de soins depuis le 1er janvier 2017		27/01/2020				
20194082	Mairie de Meurival	conformité au livre III du code des relations entre le public et l'administration de la facturation au tarif de 2 euros par photocopie pour la communication du budget primitif 2019 de la commune.		05/03/2020	Oui			
20194108	Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	communication des documents suivants, à la suite de la procédure disciplinaire dont son client fait l'objet, enregistrée au greffe du tribunal administratif de Paris et dont la clôture d'instruction est fixée au 16 septembre 2019 : 1) les enregistrements audios de la réunion de la commission administrative paritaire, réunie en conseil de discipline le 10 juillet 2018 ; 2) la copie du procès-verbal de l'audition de son client, par le comité présidé par Monsieur X, le 29 janvier 2015, au siège du CNRS à Paris.		27/01/2020	Oui			
20194109	Rectorat de l'académie de Nantes (AC 44)	copie des mails suivants reçus par le rectorat et envoyés par le lycée Paul d'Estournelles de Constant : 1) 12 janvier 2019 « jugement du TA de Nantes du 10 janvier 2019 » ; 2) 17 janvier 2019 « argent du rectorat » ; 3) 8 février 2019 « état de frais 4865560 et 4865533 » ; 4) 25 février 2019 « état de frais » ; 5) 28 février 2019 « formation du 19 mars au lycée » 6) 12 mars 2019 « Re: Fwd: Fwd: Régularisation des frais de déplacements pour les missions du BTN du 28- 29 mai et du 31 mai 2018 » ; 7) 17 mars 2019 « attestation sur l'honneur état de frais 486553 » ; 8) 19 mars 2019 « Re: réévaluation de ma notation pédagogique » ; 9) 22 mars 2019 « EF du 220319 » ; 10) 26 mars 2019 « RDV médecin de prévention du 24 avril à 14h » ; 11) 24 avril 2019 « état de frais docteur X » ; 12) 14 mai 2019 « Re: PPCR » ; 13) 16 mai 2019 « formation du 3 mai » ; 14) 20 mai 2019 « état de frais pour soins » ; 15) 13 juin 2019 « Re: formation ».	12/03/2020	16/03/2020	Non			
20194112	Centre hospitalier universitaire de Bordeaux (CHU)	communication des notes prises par une psychologue du service de santé au travail lors des consultations dont il a bénéficié en 2018, au lieu de la synthèse rédigée a posteriori qui lui a été transmise.	16/01/2020	21/01/2020				
20194120	Syndicat intercommunal à Vocation Multiple de	communication en version informatique des grands livres pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019, au		27/01/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	Chamechaude (SIVOM 38)	lieu de la consultation sur place proposée par le syndicat.						
20194124	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de l'enveloppe et de la lettre de refus notifié par la préfecture de Bobigny le 28 mars 2019, dans le cadre du renouvellement de sa carte de séjour étudiant, expirée le 23 octobre 2017.		02/03/2020				
20194138	Mairie de Brié-et-Angonnes	communication, en sa qualité de conseillers municipaux, des documents suites aux fuites d'eau sur la toiture de l'école du Barlatier : 1) la déclaration d'assurance ; 2) le rapport de l'expert ; 3) le coût et les modalités des réparations.	20/02/2020	03/03/2020	Oui			
20194139	Caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie (CPAM 73)	communication de l'intégralité de son dossier médical avec toutes les informations relatives aux différentes prises en charge dont il a bénéficié.		27/01/2020	Oui			
20194144	Ministère de l'Intérieur	copie de la déclaration reconnitive de nationalité française souscrite par feu son père Monsieur X né le X à X.		11/03/2020	Fin			
20194148	Préfecture de la Sarthe	communication, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que l'administration impose des exigences complémentaires à savoir une saisine par voie postale, la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, la justification par un avocat de son mandat.	25/06/2020	02/07/2020	Non			
20194151	Caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine (CAF 92)	communication, concernant l'« Association de gestion de la Butte-Rouge / Centre social Lamartine / Espace Famille Lamartine » située au 1 ter rue Lamartine, à Châtenay-Malabry, des documents suivants : 1) ses statuts ; 2) ses bilans et comptes de résultats des cinq dernières années.		04/05/2020	Oui			
20194158	Mairie de Château-Thierry	copie de tout acte notarié, notamment le compromis de vente, relatif à la vente de la parcelle cadastrée X signé entre la mairie et la société BBFD.	12/03/2020	17/03/2020				
20194168	Ministère de la Transition écologique	communication des documents suivants, visés dans l'avis du ministre du 26 février 2019 n'autorisant pas la réalisation du lotissement projetée par son client sur un site classé : 1) l'avis formulé par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites des Yvelines en sa séance du 9 octobre 2018 ; 2) l'avis formulé par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie		22/01/2020	Oui			
20194169	Préfecture des Hautes-Alpes	communication, sous format électronique, de préférence via une plateforme de téléchargement ou, à défaut, en version papier, de la copie de l'entier dossier au vu duquel a été pris l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2018 refusant d'autoriser la société X à exploiter six éoliennes sur le territoire des communes de la Haute-Beaume et de Montbrand, notamment : 1) la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29 juin 2016 par la société X (dossier de demande d'autorisation d'exploiter, étude d'impact et ses éventuelles annexes, étude de dangers, plans, etc.), ainsi que les compléments qu'elle a produits au cours de l'instruction ; 2) l'intégralité des avis émis au cours de l'instruction ; 3) le ou les éventuel(s) rapport(s) d'irrecevabilité établi(s) par l'inspection des installations classées ; 4) le rapport de recevabilité établi par l'inspection des installations classées ; 5) le rapport de l'inspection des installations classées du 16 février 2018 ; 6) le projet d'arrêté notifié au pétitionnaire le 6 août 2018 ; 7) la proposition du secrétaire général de la préfecture.	20/02/2020	23/03/2020	Oui			
20194170	Maison départementale des personnes handicapées du Finistère (MDPH 29)	copie du compte rendu d'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire sur la demande des 26 heures d'auxiliaire de vie scolaire de leur fils X	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20194181	Mairie de Treillières	communication du compte rendu pour chacun des projets d'aménager suivants : 1) les deux projets des conjoints X ; 2) le projet de Monsieur et Madame X au X.	20/02/2020	02/03/2020	Par			
20194185	Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt d'Occitanie (DRAAF 31)	communication des documents suivants : 1) les avis des agences de l'eau Adour-Garonne, Rhône Méditerranée, Loire Bretagne, de la chambre d'agriculture d'Occitanie ; 2) tous les autres avis non mentionnés dans les visas de l'arrêté établissant le programme d'actions nitrates pour la région Occitanie, en date du 21 décembre 2018.	12/03/2020	18/03/2020	Oui			
20194201	Préfecture de la Creuse	communication, de préférence par courriel ou sur support numérique, des documents suivants, manquants à la suite d'une première transmission : 1) concernant le pôle enfance jeunesse d'Aubusson, établissement recevant du public :	20/02/2020	28/02/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>a) le dossier de permis de construire complet adressé par le maître d'ouvrage comprenant en particulier les dossiers spécifiques (PC39 et PC40) ;</p> <p>b) les rapports de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) établis par les organismes agréés ainsi que les attestations des organismes agréés ayant vérifié que l'ouvrage a bien été réalisé en conformité avec les normes en vigueur, en particulier le règlement sanitaire départemental, et transmis à la commission de sécurité ;</p> <p>c) le document dit « attestation d'accessibilité » obligatoire visée par l'ordonnance du 26 septembre 2014 et l'article R111-19-33 du code de la construction et de l'habitation, déposée en préfecture avant le 1er mars 2015 ;</p> <p>2) concernant la Passerelle – maison de l'emploi et de la formation de l'arrondissement d'Aubusson (MEFAA), établissement recevant du public :</p> <p>a) le dossier de permis de construire complet adressé par le maître d'ouvrage comprenant en particulier les dossiers spécifiques (PC39 et PC40) ;</p> <p>b) les rapports de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) établis par les organismes agréés ainsi que les attestations des organismes agréés ayant vérifié que l'ouvrage a bien été réalisé en conformité avec les normes en vigueur, en particulier le règlement sanitaire départemental, et transmis à la commission de sécurité ;</p> <p>c) le procès-verbal de la sous-commission d'accessibilité préalable à l'ouverture au public ;</p> <p>d) le document dit « attestation d'accessibilité » obligatoire visée par l'ordonnance du 26 septembre 2014 et l'article R111-19-33 du code de la construction et de l'habitation, déposée en préfecture avant le 1er mars 2015.</p>						
20194204	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	<p>communication des documents concernant les épreuves anticipées du bac 2019 passées par sa fille X scolarisée en 1ere série S au lycée Jean Pierre Vernant de Sèvres :</p> <p>1) la fiche de notation relative au travail de TPE et l'oral de français ;</p> <p>2) l'appréciation du travail de TPE et de l'oral de français ;</p>	12/03/2020	18/03/2020				
20194206	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	<p>consultation des documents relatifs aux épreuves du baccalauréat série S spécialité SVT en juin-juillet 2019, préparé au lycée Jacques Prévert de Boulogne Billancourt, dans l'Académie de Versailles :</p> <p>1) ses copie d'examen pour les matières suivantes Maths, Sciences physique chimie, SVT, Philosophie, Histoire géographie ;</p> <p>2) les fiches individuelles d'appréciation la concernant.</p>	12/03/2020	18/03/2020				
20194207	Mairie de Montceau-les-Mines	communication du décompte complet des droits concernant sa cliente mentionnant notamment son compte épargne temps ouvert en 2012, ses primes et accessoires aux salaires.	12/03/2020	17/03/2020	Oui			
20194212	Centre hospitalier régional universitaire de Lille	communication de l'intégralité du dossier médical de sa femme, Madame X, dont il est le tuteur par un jugement de tutelle prononcé en sa faveur, notamment les pièces manquantes à une précédente communication à savoir le cd rom contenant les clichés per-opérateurs du 29 septembre 2015 (contenant toutes les prises de vue pendant toute l'intervention) ainsi que le compte-rendu opératoire complet tel que transmis aux experts, et non les clichés relatifs à un IRM effectué le 25 septembre 2015.		27/01/2020	Fin			
20194214	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	copie, par envoi postal, de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier de demande de prise en charge des frais de changement de résidence qui a fait l'objet d'un refus.	20/02/2020	03/03/2020	Oui			
20194228	Mairie de Duclair	communication des décisions communales concernant les inhumations de : 1) Monsieur X, le 3 mars 1956 ; 2) Madame X, le 4 avril 1995.	02/04/2020	08/04/2020	Fin			
20194239	Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	communication, dans le cadre d'une procédure en reconnaissance de nationalité française initiée devant le tribunal de grande instance, de l'intégralité du dossier administratif du père décédé de son client, Monsieur X, notamment son relevé de carrière.		05/03/2020	Oui			
20194246	Mairie de Montlignon	communication, par courrier électronique ou par courrier, des documents suivants : 1) la délibération du 12 juin 2007 par laquelle la commune a adopté son plan local d'urbanisme (PLU) ; 2) les délibérations des 17 juin 2011 et 20 septembre 2012 portant révisions et modification dudit PLU.		28/01/2020	Oui			
20194248	Préfecture de Maine-et-Loire	communication, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département.	12/03/2020	16/03/2020				
20194249	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	copie, par courrier postal, de ses relevés de carrière à jour.		05/02/2020				
20194253	Ministère de la Justice	copie, et non uniquement consultation, de l'intégralité des pièces contenues dans le dossier administratif de son client.		02/04/2020				
20194255	Lycée Polyvalent Germaine Tillion de Castelnaudary	communication de la facture, établie par l'établissement, du chantier de Sougraigne réalisé par les élèves et les enseignants dans le cadre d'un chantier école.	20/02/2020	02/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20194264	Ministère de l'Intérieur	communication, sous format papier, d'une copie de l'intégralité de son dossier administratif de fonctionnaire.		22/01/2020	Oui			
20194266	Mairie des Mages	communication, en sa qualité de conseiller municipal, par courrier électronique, des documents suivants : 1) le dernier procès-verbal du centre communal d'action sociale (CCAS) ; 2) les statuts du CCAS ; 3) les comptes (recettes/dépenses,...) ; 4) la dette ; 5) les emprunts ; 6) les subventions ; 7) le nombre d'employé(e)s.		02/03/2020	Oui			
20194284	Mairie de Calcatoggio	consultation de l'intégralité du dossier d'urbanisme concernant les constructions réalisées sur la parcelle n° X, propriété de Madame X depuis le 28 janvier 1997.		02/03/2020	Fin			
20194288	Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais (DDTM 62)	communication de la copie de la déclaration de conformité aux normes d'accessibilité ou du dossier d'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) d'un établissement recevant du public (ERP), relatifs au local à usage commercial que lui loue la société Zara France à Boulogne-sur-Mer.	20/02/2020	02/03/2020	Oui			
20194291	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, concernant l'exercice budgétaire 2018, des bordereaux de mandatements du Maire adressés à madame la Trésorière de la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs.		16/01/2020	Fin			
20194292	Communauté de communes Moselle et Madon	communication du relevé détaillé des levées des bacs de collecte des ordures ménagères de l'immeuble situé X, dont son client est propriétaire, pour la période du 1er janvier au 30 avril 2019.	20/02/2020	02/03/2020				
20194295	Etablissement public territorial Plaine Commune	copie de l'accusé de réception de la déclaration de vacance du poste d'agent Contrôle jeux et signalements sous la référence 201905070 adressée au CIG de la petite couronne.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194297	Mairie de La Verpillière	communication des documents suivants, à la suite du recours gracieux déposé par ses clients tendant à l'annulation de la délibération du 18 mars 2019 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) : 1) la copie du courrier de convocation des conseillers municipaux à la séance en vue de l'approbation du PLU ainsi que l'ensemble des pièces annexées adressées à chacun des conseillers municipaux ; 2) l'intégralité de la délibération d'approbation du PLU et de l'annexe faisant apparaître les modifications de zonage apportées ; 3) la copie du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui a fait l'objet du débat avec la délibération actant du débat (PADD soumis à l'enquête publique) ; 4) la copie des remarques des personnes publiques associées relatives au PADD.		02/03/2020	Oui			
20194301	Préfecture de l'Isère	copie listée, dans le cadre de sa radiation des cadres suite à licenciement pour insuffisance professionnelle à compter du 1er juillet 2019, de la totalité des pièces de son dossier, et notamment les avis de la CAP en date du 7 février 2019 et du 6 juin 2019, ainsi que la notice de fin de stage en date du 24 avril 2019.		27/01/2020	Par			
20194305	Mairie de Vétraz-Monthoux	communication de la copie intégrale, sous format électronique ou sous format papier, de son dossier individuel administratif, au lieu de la consultation sur place proposée par la mairie.		02/03/2020				
20194314	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication de l'intégralité du dossier de demande de visa de long séjour en faveur de la fille de sa cliente, X, qui a fait l'objet, le 14 mars 2019, d'une décision de refus du consulat général de France à Dakar (Sénégal).		02/04/2020	Oui			
20194330	Ministère de la Transition écologique	communication de la copie de toutes les notes de frais et des reçus des déplacements (taxis, trains, avions, etc.), des frais de restauration (avec, le cas échéant, les noms des personnes invitées), ainsi que des reçus de tous les autres frais de représentation de la période juin 2017- juin 2018, de Monsieur le ministre X et des membres de son cabinet, à savoir Monsieur X, Monsieur X, Monsieur X, Madame X, Monsieur X, Monsieur X et de Madame X.	20/02/2020	24/03/2020				
20194333	Mairie de Montpellier	communication, à ses frais, soit sur CD-Rom soit en version papier, de la copie des documents relatifs au permis de construire n° X : 1) l'arrêté de permis de construire du 8 juillet 2019 ; 2) l'entier dossier de demande du permis de construire ; 3) l'intégralité des avis rendus.		27/01/2020	Oui			
20194347	Mairie de Draveil	communication des documents suivants, concernant le plan local d'urbanisme et l'allée Marcelin Berthelot : 1) l'arrêté de classement du site de l'allée des tilleuls appelé Allée Marcelin Berthelot à Draveil ; 2) l'acte de donation ou de cession gratuite du 21 juillet 1925 par la cité coopérative Paris-Jardin à la commune, de l'avenue des Tilleuls et de ses alignements de tilleuls à la condition « de maintenir à	12/03/2020	18/03/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		perpétuité dans son état sa destination actuelle et d'en assurer l'entretien » aujourd'hui nommée l'allée Marcelin Berthelot ; 3) la modification de la déclaration préalable n° 091 201 18 10204, datée du 31/07/2018, suite au changement de phasage des travaux tel qu'il apparaît à ce jour sur le site de la mairie ;						
20194357	Mairie de Gouy-Servins	copie de l'arrêté organisant la circulation lors des travaux de voirie réalisés dans la rue du haut chemin (D57) pour la période concernée par l'accident de son mari du 3 avril 2019 sur la commune.		07/04/2020				
20194365	Caisse primaire d'assurance maladie des Flandres (CPAM 59)	communication, dans le cadre de la mise en place de son dossier de retraite, des attestations prouvant ses enfants à charge des années 1979 à 1998.		09/04/2020	Oui			
20194374	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication de l'intégralité de son dossier, notamment les conclusions de l'enquêteur, concernant sa maladie professionnelle dont elle est atteinte depuis le 22 janvier 2016.		26/03/2020	Oui			
20194388	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)	communication, dans le cadre de l'établissement du droit à pension de sa cliente : 1) l'entier dossier de demande d'attribution de pension de sa cliente, en ce compris la date à laquelle l'employeur de sa mandante a fait parvenir cette demande à la CNRACL ; 2) l'ensemble des correspondances échangées entre la CNRACL et l'employeur de sa mandante, et/ou sa mandante, au sujet de cette demande d'attribution de pension ; 3) l'ensemble des données à caractère personnel de sa mandante détenues par la CNRACL.		17/02/2020	Oui			
20194405	Mairie de Groix	communication des documents suivants : 1) une copie détaillée de la facture relative à la dépollution de la station service de Groix effectuée courant 2010 et exploitée par la société BOTERF ; 2) une copie de la facture relative à la déconstruction du garage exploité également par la société BOTERF.		27/01/2020				
20194406	Mairie de Groix	communication d'une copie du certificat d'urbanisme n°X du 03 janvier 2019 concernant la parcelle cadastrée n°X.		27/01/2020				
20194408	Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF 67)	copie de l'intégrité de son dossier administratif depuis janvier 2013.		26/03/2020				
20194415	Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS - Direction générale)	communication de l'arrêté autorisant l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Le temps des roses » de Maisons-Alfort d'exploiter des lits supplémentaires.	20/02/2020	02/03/2020	Fin			
20194418	Conseil départemental du Val-de-Marne	communication de l'arrêté autorisant l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Le temps des roses » de Maisons-Alfort d'exploiter des lits supplémentaires.	20/02/2020	02/03/2020				
20194424	Mairie de Margency	communication du plan de zonage de la commune.		22/01/2020	Oui			
20194427	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication, par courrier ou par mail, à ses frais, de l'autorisation d'importation d'huîtres vivantes <i>Crassostrea gigas</i> (ou <i>Crassostrea virginica</i>) en provenance des États-Unis, à des fins expérimentales, obtenue par l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) en 2017-2018, et plus précisément : 1) la demande d'autorisation et ses annexes, y compris le protocole, présentée par l'IFREMER ; 2) les différents avis rendus dans le cadre de l'instruction de cette demande ; 3) la décision délivrant l'autorisation et le cas échéant, « la feuille de route » de la direction général de l'alimentation (DGAI).	20/02/2020	02/03/2020	Oui			
20194428	Mairie de Bagnols-en-Forêt	communication de la copie des documents suivants : 1) le dossier d'enquête publique portant transfert et classement de la carrière n° 13 (chemin de transhumance) devenue chemin rural n° 12 ; 2) l'arrêté préfectoral autorisant le transfert et le classement du sol de la carrière n°13 parmi les chemins ruraux de la commune.	20/02/2020	02/03/2020	Fin			
20194430	Fédération départementale des chasseurs de l'Ariège	communication, à ses frais, par mail ou par courrier postal, de la copie des documents suivants : 1) les bordereaux des comptages d'été réalisés par la fédération départementale en 2018 pour le lagopède pyrénéen (<i>Lagopus muta pyrenaica</i>) et le grand tétras (<i>Tetrao urogallus aquitanicus</i>), ainsi que l'intégralité des données brutes de comptage pour celles de ces données qui ne figureraient pas dans ces bordereaux ; 2) les formules mathématiques utilisées pour déterminer, à partir de ces données de comptage, le nombre d'oiseaux pouvant être chassés à chaque saison ; 3) les correspondances échangées entre la fédération départementale et l'observatoire des galliformes de montagne en 2018/2019, en particulier celle matérialisant le refus de l'observatoire de valider les données de comptage de la fédération départementale ; 4) le courrier adressé à la fédération départementale par l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), par lequel il reproche à la fédération départementale de truquer, en les surestimant, les effectifs de lagopède pyrénéen et de grand tétras présents lors des comptages au chant de ces	20/02/2020	02/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		oiseaux.						
20194436	Naval Group	communication du relevé de carrière du plan « amiante » le concernant.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20194437	Ministère des armées	communication de la liste des noms des médecins auxquels le bénéfice du pécule a été attribué par le directeur central du service de santé des armées pour les années 2011 à 2018.	20/02/2020	23/03/2020				
20194446	Préfecture du Finistère	communication, à ses frais, de préférence par voie électronique, des documents relatifs à l'unité de méthanisation exploitée par la société X sur le territoire de la commune de X, à la suite de l'explosion survenue le X : 1) le rapport établi par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à la suite de cet incident ; 2) la déclaration d'incident.	20/02/2020	02/03/2020	Oui			
20194448	Mairie de Saint-Jean-de-Muzols	communication des documents suivants concernant son client : 1) la fiche de poste de l'agent concernant son poste initial (avant changement d'affectation et réorganisation des services survenus en juillet 2016) ; 2) l'avis du comité technique compétent ; 3) l'avis de la commission administrative paritaire concernant le changement de poste.		02/03/2020				
20194449	Ministère de l'Intérieur	communication du relevé intégral d'information de son client.		01/04/2020	Oui			
20194450	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication des documents relatifs à la bioraffinerie « La Mède » de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE : 1) l'ensemble des documents utilisés par la préfecture pour apprécier que la bioraffinerie respecte les critères de durabilité en matière d'huile de palme, notamment les critères mis en place pour permettre de garantir le respect de cet objectif ainsi que la localisation des concessions (pour les importations passées et futures) ; 2) l'ensemble des documents utilisés par la préfecture pour apprécier que l'huile de palme importée ne participe pas à la déforestation, indépendamment des certificats de durabilité.	20/02/2020	02/03/2020	Oui			
20194451	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par voie postale et/ou par courrier électronique, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès.		24/03/2020				
20194454	Mairie de Teloché	communication de l'étude de faisabilité d'aménagement sur 4 secteurs géographiques dont le secteur dit « Place de Verdun » réalisée par la société CENOVIA.		02/03/2020				
20194458	Syndicat mixte d'aménagement de l'Arconce et de ses affluents	communication des documents suivants : 1) la copie du contrat territorial 2016-2020 de l'Arconce ; 2) l'évaluation de l'état de santé des milieux humides des territoires déjà effectuée.	20/02/2020	02/03/2020				
20194469	Mairie de Clichy-sous-Bois (93)	communication et consultation de la copie de son dossier administratif individuel, complet, avec la numérotation de toutes les pages pour chaque sous-dossier conformément à l'article 18 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.		11/05/2020	Oui			
20194475	Caisse primaire d'assurance maladie de la Côte d'Opale (CPAM 62)	copie de la décision attributive de rente de Monsieur X, par courrier en date du 27 juin 2019, à la suite de sa maladie professionnelle du 4 mai 2016.	12/03/2020	16/03/2020				
20194476	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, dans le cadre de la mise en place de son dossier de retraite, des pièces suivantes : 1) le relevé des points acquis depuis son inscription en 1998 jusqu'à ce jour ; 2) les modalités de calcul de ces points en fonction de ses revenus et de ses cotisations.		12/03/2020				
20194480	Mairie de Vaux d'Amognes	communication des documents suivants : 1) les comptes de la commune ; 2) le dernier procès-verbal du conseil municipal du mois de juillet 2019.	12/03/2020	18/03/2020	Oui			
20194484	Centre hospitalier d'Arras	communication de l'intégralité du dossier médical de son client incarcéré au centre de détention de Bapaume, notamment les pièces relatives au traitement de sa phlébite contractée en détention ainsi que celles relatives à son traitement ophtalmique.		07/04/2020				
20194492	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de tous les comptes bancaires recensés dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) ouverts au nom de cette société.		02/03/2020				
20194503	Mairie d'Avesnes-sur-Helpe	communication des documents suivants : 1) les documents utilisés pour justifier la suppression de son poste d'éducateur des APS : a) la lettre de proposition d'un reclassement de la part de la collectivité d'Avesnes-sur-Helpe sous la responsabilité de son maire Madame X ; b) la lettre de refus de sa part d'une proposition de reclassement en réponse à cette proposition ; c) la copie du procès-verbal du comité technique du 24 septembre 2018 ; d) la copie des procès-verbaux des comités techniques ayant autorisé la suppression des autres postes	12/03/2020	16/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d'éducateur des APS dans la collectivité ; e) la copie des procès-verbaux de conseil municipal apportant la preuve de la suppression des postes d'éducateur des APS après avis du comité technique de la collectivité ; f) tous documents susceptibles et relatifs de prouver la justification et la restructuration du service invoqué pour supprimer son poste ; g) tous documents susceptibles et relatifs de prouver la justification de la mesure économique invoquée pour la suppression de son poste ; 2) l'arrêté de suppression de son IAT.						
20194510	Centre hospitalier universitaire Sud Réunion (CHU)	communication de l'ensemble des éléments constitutifs des examens de recherche génétique le concernant, effectués lors de la consultation du 24 octobre 2016, détenus par le Service néonatalogie Pôle Mère Enfants de l'établissement.		12/03/2020	Oui			
20194511	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication de la copie de l'expertise réalisée par le docteur X le 25 avril 2017.		01/04/2020				
20194521	Ministère de l'Intérieur	communication, sous tout support (papier ou dématérialisé) et par toute voie (postale ou numérique), de la copie des documents suivants : 1) les pièces du dossier administratif de son client depuis le 1er mars 2017 ; 2) les fiches des deux postes d'adjoint au chef des unités d'appui commissariat de la circonscription d'agglomération de Cergy ; 3) les décisions créant ces deux postes.		16/03/2020	Oui			
20194522	Mairie de Traenheim	communication de la copie du plan sommaire d'urbanisme, approuvé le 12 mai 1971, en vigueur lors de la délivrance de son permis de construire.		23/03/2020	Oui			
20194523	Mairie de Mimizan	communication de la copie de l'avis de la direction de l'immobilier de l'État (ex France Domaine) visé dans la délibération du conseil municipal n° 17-393 du 9 novembre 2017 relative à l'acquisition par la commune de deux parcelles.	12/03/2020	16/03/2020	Fin			
20194524	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	copie du procès-verbal du baccalauréat général, série ES, session 2019.	12/03/2020	17/03/2020				
20194529	Mairie de Rouffiac-Tolosan	communication, à ses frais, de la copie des documents suivants depuis mars 2014 : 1) les arrêtés du maire ; 2) les comptes rendus des délibérations du conseil municipal.		16/03/2020				
20194538	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de la décision de refus de séjour assorti d'une obligation à quitter le territoire (OQTF) le concernant.		20/03/2020	Oui			
20194544	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste du paquetage de son client à son départ de la maison d'arrêt de Rouen.		19/02/2020	Oui			
20194549	Mairie de Mougins	communication des documents suivants : 1) les protocoles internes relatifs à l'attribution d'accident de travail ; 2) les avis du comité technique sur les modifications du temps de travail de la police municipale de la commune.	12/03/2020	17/03/2020				
20194550	Centre hospitalier Comminges-Pyrénées	communication de l'intégralité de son dossier médical notamment les pièces manquantes lors d'une précédente communication : 1) le rapport détaillé du séjour en chirurgie orthopédique (et non une fiche de « prescription non médicamenteuse » illisible) ; 2) la fiche d'anesthésie de l'intervention du 28 janvier 2019 ; 3) la carte d'anesthésie ; 4) les prescriptions postopératoires ; 5) la fiche d'accueil du service réanimation du 1er février 2019 ; 6) la fiche de surveillance continue du service réanimation ; 7) la fiche des pesées.		05/03/2020				
20194551	Mairie de Nice	copie des documents suivants : 1) les tableaux des effectifs mentionnant la totalité des effectifs, et par grade, le nombre d'emplois vacants et le nombre d'emplois attribués ; 2) le budget pour les années 2017, 2018 et 2019 concernant à l'habillement de la police municipale.	12/03/2020	17/03/2020				
20194554	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	communication de l'intégralité de son dossier médical personnel, transféré de l'hôpital de La Timone vers l'Hôpital Nord, notamment les comptes rendus de ses consultations auprès du docteur X.		12/03/2020				
20194558	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault (DSDEN 34)	communication de l'entier rapport du rendez-vous de carrière des personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale (pages 1 à 14) relatif à sa cliente, afin de pouvoir contester		12/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'appréciation finale dont elle a fait l'objet pour l'année 2018/2019.						
20194563	Centre hospitalier de Cambrai	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son hospitalisation du 11 mars au 18 avril 2018 et du scanner cérébral du 21 mars 2018, avec le CD-Rom, les clichés (imagerie médicale), et le compte-rendu.		12/03/2020	Oui			
20194567	Université de Lorraine	communication, dans le cadre de sa candidature à la classe exceptionnelle des professeurs des universités, d'une copie du document signé par le président de l'université portant nomination des rapporteurs pour chacun des candidats, sans occultation, à savoir comprenant les noms des rapporteurs de son dossier, les noms des autres candidats et les noms des rapporteurs des autres candidats.	12/03/2020	17/03/2020	Oui			
20194568	Caisse d'allocations familiales de l'Hérault (CAF 34)	communication de l'intégralité du dossier de sa cliente, détenu par la CAF.		12/03/2020				
20194579	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication de la tierce expertise, réalisée par le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), relative au site de l'ancienne usine de Legré Mante, installation classée pour l'environnement (ICPE).	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194580	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	copie de l'intégralité des archives scolaires, administratives, médicales et sociales concernant sa scolarité au lycée Châtelet de Douai à partir de septembre 2005.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20194582	Direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse (DDTM 2B)	communication de la copie des statistiques et des bilans des écoles de conduite de la Haute-Corse relatifs à l'attribution des places d'examens pratique du permis B (droits, demandes, places attribuées, places supplémentaires, places non honorées (NH), absents), pour les années 2018 et 2019.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194588	Direction départementale des territoires de l'Yonne (DDT 89)	communication, par voie électronique ou, à défaut, par voie postale, à la suite d'une première transmission partielle, des comptes rendus établis après les battues administratives organisées sur le fondement de l'arrêté n° DDT/SEFREN/UFCP/2019/017 du 10 avril 2019 portant autorisation d'organiser des battues administratives destinées à prélever des sangliers sur le territoire des communes d'Annoux, Blacy, Châtel-Gérard, Coutarnoux, Dissangis, Grimault, Joux-la-Ville, l'Isle-sur-Serein, Massangis, Marceaux, Sainte-Colombe, Sarry, Talcy et Thizy.	12/03/2020	16/03/2020	Fin			
20194592	Mairie de Saint-Martin-la-Sauveté	communication de l'intégralité des documents relatifs à la concession, sise dans le cimetière de la commune, dans laquelle son père est inhumé.	02/04/2020	09/04/2020	Oui			
20194595	Mairie de Bray-Dunes	communication des bordereaux de mandats, mandats et pièces justificatives des mandats, concernant le marché public liant la commune à l'entreprise du demandeur.		21/04/2020	Oui			
20194597	Centre hospitalier de Châteaudun	communication de l'intégralité du dossier médical de son client incarcéré au centre de détention de Châteaudun.		12/03/2020	Oui			
20194598	Ministère de la Justice	communication de la copie des documents relatifs à son client incarcéré au centre de détention de Melun : 1) la totalité de ses relevés de cantine depuis le 1er janvier 2018 et le catalogue de cantines applicable ; 2) la décision ordonnant un régime spécial de rondes de nuit.		17/02/2020				
20194599	Direction départementale des territoires du Tarn-et-Garonne (DDT 82)	communication des documents suivants préalables à l'arrêté du 25 juillet 2019 modifiant l'autorisation unique de prélèvement pour le sous bassin Aveyron et Lemboulas : 1) la demande et ses compléments présentée par l'Organisme unique de gestion collective (OUGC) le 24 avril 2019 ; 2) les avis de l'administration et de tous les services et organismes consultés (y compris par voie électronique).	02/04/2020	09/04/2020	Oui			
20194600	Mairie de Longperrier	communication d'une copie de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente.		10/03/2020				
20194608	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication d'une copie du récépissé de remise de son permis de conduire invalidé pour solde de points nul (imprimé référencé 44).		22/04/2020				
20194609	Direction départementale des territoires du Lot (DDT 46)	copie de l'entier dossier de recensement de l'ensemble des chemins ruraux de la commune d'Albiac réalisé par la direction départementale des territoires, unité de Figeac.	25/06/2020	02/07/2020				
20194618	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée à la maison d'arrêt de Nanterre.		17/04/2020	Fin			
20194634	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est (DIRECCTE 67)	communication du rapport dressé par l'inspection du travail du secteur de la Meuse, relatif à l'accident de travail de son client en date du 24 février 2019, alors qu'il était en contrat d'apprentissage chez Monsieur X, employeur de l'exploitation agricole située à Thonnele-Thil (55600).	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194635	Préfecture du Puy-de-Dôme	copie, de préférence par courrier électronique à défaut par envoi postal, de la note de service ou de la circulaire relative à la délivrance par le service de l'immigration de la préfecture du récépissé prévu par l'article R. 311-4 du CESEDA.	02/04/2020	08/04/2020	Fin			
20194638	Préfecture de l'Oise	communication, à ses frais, sous format électronique ou papier, du rapport d'activité annuel à	12/03/2020	16/03/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		destination du public appelé communément dossier d'information au public (DIP) et du compte rendu de la dernière réunion de la commission de suivi de site (CSS) relatifs à l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), installation classée pour la protection de l'environnement, exploitée par la société X à X, pour la période 2018.						
20194640	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Bernard Lesgourgues	copie des documents suivants concernant son client : 1) l'intégralité des pièces contenues dans son dossier administratif ; 2) sa fiche de poste.		02/03/2020				
20194645	Ministère de l'Intérieur	copie du contrat passé avec la société X, indiquant le coût kilométrique du transfert d'un scooter de 50 cm3 et le coût quotidien de son gardiennage.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194647	Mairie de la Bussière-sur-Ouche	communication de l'avis négatif relatif à la déclaration de travaux déposée par son client, évoqué dans un courrier en date du 24 juin 2019, ainsi que la décision définitive prise sur cette déclaration préalable de travaux.		12/03/2020	Oui			
20194651	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des titres de recettes (sur exercices antérieurs) concernés par la délibération du conseil municipal de la commune de Précy-le-Sec (Yonne) du 14 juin 2019.		28/02/2020				
20194652	Communauté de communes du pays d'Iroise	communication des documents suivantes : 1) la copie de l'autorisation concernant le ravalement de façade réalisé sur la parcelle X sur le port ; 2) la copie du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux concernant l'extension d'habitation réalisée sur la parcelle X sur Pors Ar Vilin		02/04/2020	Non			
20194653	Mairie de Ploudalmézeau	communication des documents suivants : 1) la copie de l'autorisation concernant le ravalement de façade réalisé sur la parcelle X sur le port ; 2) la copie du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux concernant l'extension d'habitation réalisée sur la parcelle X sur Pors Ar Vilin.		25/03/2020				
20194663	Ministère de la culture	copie, de préférence par courrier électronique, des lettres manuscrites adressées entre 2000 et 2015 par Monsieur X, son oncle, à la DRAC Rhône-Alpes, concernant le domaine de La Guerrière sis sur la commune de Couzon au Mont d'Or.	02/04/2020	08/04/2020	Non			
20194666	Mairie de Ploemeur	communication du plan d'aménagement de l'allée de la clinique du Ter.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194670	Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF 67)	communication de la décision de refus de versement de l'allocation de rentrée scolaire 2019 à sa fille, Mademoiselle X.		28/02/2020				
20194680	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication, afin de défendre la mémoire de la défunte et de faire valoir les droits de leur fils mineur, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de Madame X décédée le X, avec laquelle il était pacsé, notamment les pièces relatives à son hospitalisation en 2014 pour son accouchement, les éléments du dossier concernant le suivi gynécologique postérieur ainsi que les pièces relatives à la pose du stérilet Miréna faite le 17 mars 2015 par le Dr X.		05/03/2020	Fin			
20194681	Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes	communication de la fiche de poste relative à l'emploi auquel sa cliente est affectée.		28/02/2020				
20194696	Mairie de Ploubezre	copie des documents suivants : 1) l'arrêté n° 33Pt/19 du 27 juin 2019 du maire décidant de mettre fin aux fonctions du demandeur, certifié « exécutoire » et comportant la date de transmission aux services de l'État ; 2) l'extrait du procès-verbal du conseil municipal du 4 avril 2019 visé par cet arrêté ; 3) l'information faite au Centre départemental de gestion, telle que visée par cet arrêté ; 4) l'arrêté n° 00Pt/19 du 2 janvier 2019 portant le demandeur en détachement sur l'emploi fonctionnel de Directeur général des services (DGS), certifié « exécutoire » et purgé des délais de recours.		20/02/2020				
20194700	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	consultation de son dossier administratif.		20/02/2020	Oui			
20194701	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de l'arrêté préfectoral portant refus d'admission au séjour et obligation de quitter le territoire français pris à l'encontre de son client.		11/03/2020	Oui			
20194713	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	consultation de son dossier de Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) 2018, comportant la note et les annotations, concernant les n° d'inscription suivants : 1) CAPLP privé - 9109098679 ; 2) CAPES privé - 9109098678.	12/03/2020	16/03/2020				
20194714	Mairie de Marseille	communication du dossier technique amiante (DTA) concernant l'école dans laquelle elle est directrice.	12/03/2020	17/03/2020	Oui			
20194720	Préfecture de l'Isère	communication, à ses frais, sous format électronique ou papier, du rapport d'activité annuel à destination du public appelé communément dossier d'information au public (DIP) et du compte rendu de la dernière réunion de la commission de suivi de site (CSS) relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement suivantes, pour la période 2018 :	12/03/2020	16/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) les trois installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) situées à Penol (SERPOL/SICTOM BIÈVRE), Cessieu (VEOLIA) et Saint-Quentin-sur-Isère (LELY ENV/VEOLIA) ; 2) les cinq unités de valorisation énergétique (UVE) incinérateurs situés à Pontcharra (IDEX ENVIRONNEMENT/SIBRECSA), Livet-et-Gavet (VEOLIA/SITOM OISANS), Grenoble (VEOLIA/DALKIA/CA GRENOBLE ALPES METROPOLE), Bourgoin-Jaillieu (VEOLIA/SITOM NORD ISÈRE) et Salaise-sur-Sanne (TREDI).						
20194724	Chambre de métiers et de l'artisanat de la région Martinique	communication de l'attestation des salaires perçus par la demandeuse pour les périodes suivantes : 1) du 1er octobre 1980 au 31 janvier 1981 ; 2) du 1er octobre 1981 au 30 juin 1982 ; 3) tout justificatif établissant la cotisation à un régime de retraite complémentaire sur les deux mêmes périodes.		12/03/2020				
20194726	Ministère de la Justice	communication, pour son client incarcéré à la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, d'une copie de l'extrait pertinent du règlement intérieur de l'établissement prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		19/02/2020	Oui			
20194728	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication en version numérique et/ou papier de l'intégralité du dossier de leur fils X.	23/04/2020	04/05/2020				
20194734	Ligue Ile-de-France de la Fédération Française d'Aïkido, Aïkibudo et Affinitaires (FFAAA)	communication des fiches d'appréciation établies par les jurés, Monsieur X, représentant la fédération française d'aïkido et de budo (FFAB), et Madame X, représentant la fédération française d'aïkido, aïkibudo et affinitaires (FFAAA), à la suite de l'examen de passage du 1er dan d'aïkido de son client, le 2 février 2019 à Paris.	12/03/2020	16/03/2020				
20194737	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, pour le compte du syndic de la copropriété de la résidence « Les Amandiers », des informations contenues dans le fichier FICOBA au nom de cette copropriété.		12/03/2020				
20194747	Ministère de la Justice	communication, au lieu de la consultation à la médiathèque du centre pénitentiaire proposée, du règlement du centre de détention pour hommes (CDH) du centre pénitentiaire de Riom.	14/05/2020	02/07/2020	Oui			
20194750	Ministère de la Justice	communication des documents suivants concernant son client incarcéré au centre de détention de Saint-Mihiel : 1) la copie de ses relevés de cantine depuis son arrivée dans l'établissement ; 2) la copie de l'extrait pertinent du règlement intérieur de l'établissement prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		25/03/2020	Oui			
20194753	Rectorat de l'académie de Grenoble (AC 38)	communication de la liste des agents du premier et du second degré, en fonction au 1er octobre 2019, dans les classes associées à l'enseignement public par contrat dans l'académie, dans un format exploitable (type excel), comprenant les informations suivantes : a) le nom et prénom ; b) l'établissement (répertoire national des établissements (RNE)) ; c) les épreuves cantonales de référence (ECR) ; d) l'échelon ; e) la date d'entrée dans l'échelon.		17/02/2020	Non			
20194764	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, dans le cadre du règlement de la succession de Madame X, sa cousine décédée le X, de la copie de la déclaration de succession concernant : 1) Madame X, décédée le X à Nevers ; 2) Monsieur X, son oncle décédé le X à Paris (75015).	25/06/2020	02/07/2020				
20194772	Mairie de Capbreton	copie du document graphique se rapportant à l'ensemble désigné « jardins dans la pointe formée par l'avenue Lartigau et le boulevard des Cigales » classé en espaces boisés lors de la révision du plan d'occupation des sols (POS) de décembre 1996.		23/03/2020	Oui			
20194775	Mairie de Montgenèvre	copie, en fonction du poids des documents, par courrier électronique ou via la plateforme de téléchargement « wetransfer.com », des budgets et comptes de la commune des dix dernières années.		28/02/2020	Oui			
20194778	Mairie de Chazey-Bons	communication du dossier complet de l'enquête de vulnérabilité du puits de captage d'eau potable de la commune, réalisée en 2006 par Monsieur X, ingénieur hydrogéologue, comprenant le plan de zonage des périmètres de protection.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194779	Préfecture des Pyrénées-Orientales	communication des documents relatifs à l'instruction du projet d'installation de six éoliennes sur la commune de Passa, absents des documents mis en ligne sur le site internet de la préfecture dans le cadre de l'enquête publique organisée du 26 août au 27 septembre 2019 : 1) les avis de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), service environnement et forêts, unité évaluation environnementale, pour le premier et le deuxième projet du promoteur éolien ; 2) l'avis du service de la biodiversité de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie pour les deux projets ;	12/03/2020	16/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) l'avis du service énergie de la DREAL Occitanie ; 4) l'avis du service paysager de la DREAL Occitanie ; 5) l'avis de l'architecte des bâtiments de France.						
20194782	Etablissement national des invalides de la marine (ENIM)	communication du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 5 juillet 2019 ayant délibéré au point 11 la demande de protection fonctionnelle de son client.	23/04/2020	04/05/2020	Oui			
20194796	Ministère de l'Intérieur	communication, dans le cadre du rétablissement de ses droits au régime local de retraite, de la copie des documents suivants : 1) la décision de l'évêque de Metz du 15 mai 2019 portant sur le maintien de ses droits à pension ; 2) l'arrêté du bureau des cultes qui résulte de cette décision avec indication des services validés dans l'ancienneté de traitement pris en compte pour le calcul de ses droits à ce régime de retraite.		11/03/2020				
20194802	Mairie de Férolles-Attilly	communication, à ses frais, par courriel de préférence, des documents suivants : 1) la copie de la délibération du conseil municipal datée du 4 mai 2016 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune ; 2) les justificatifs d'envoi et de réception des convocations adressées aux conseillers municipaux préalablement à la séance du conseil municipal au cours de laquelle a été votée cette délibération du 4 mai 2016 ; 3) la copie de la délibération du conseil municipal datée du 16 avril 2019 prenant acte de la tenue d'un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU en cours de révision ; 4) les justificatifs d'envoi et de réception des convocations adressées aux conseillers municipaux préalablement à la séance du conseil municipal au cours de laquelle a été votée cette délibération du 16 avril 2019.		16/03/2020				
20194810	Préfecture du Gers	communication de tous les documents relatifs aux démarches entreprises par l'État faire respecter les dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 6 juillet 2004, fixant les débits de seuils de restriction et les débits minimums de salubrité à la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, au niveau du point de contrôle de Laujuzan et notamment : 1) les échanges de courriers/courriels avec le gestionnaire ; 2) les rapports en manquements administratifs, les arrêtés de mise en demeure ou de sanctions administratives au titre des articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement, etc.	12/03/2020	16/03/2020				
20194813	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication, par courrier électronique, de l'intégralité des dossiers de demandes de visas, au titre de la réunification familiale, déposés en faveur de sa cliente et de ses cinq enfants, X né le 05/10/2001, X née le 10/11/2003, X née le 30/05/2008, X né le 30/04/2011, et X née le 20/07/2017, auprès du consulat de France à Bangui (République centrafricaine), qui ont fait l'objet d'une décision de refus en date du 7 août 2019.		17/02/2020	Par			
20194817	Office public de l'habitat Paris Habitat (OPH 75)	communication du dossier technique amiante (DTA) relatif à son logement.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194819	Collectivité de Saint-Martin	communication des délibérations publiques relatives aux cessions de terrains réalisées dans la zone des 50 pas géométriques, du quartier de Sandy Ground - Baie Nettlé, au profit de Messieurs X et X.		12/03/2020				
20194820	Ministère de l'Intérieur	communication, par consultation et délivrance de copies, des documents suivants : 1) son dossier administratif affectataire détenu par la direction départementale de la police aux frontières de la Guadeloupe (DDPAF) de Guadeloupe ; 2) son dossier administratif de proximité détenu par le site du service de la police aux frontières (SPAFA) situé sur la commune de Les Abymes.		25/03/2020	Oui			
20194824	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de la copie de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 portant refus de délivrance d'un titre de séjour et obligation de quitter le territoire français, pris à l'encontre de son client.		26/03/2020	Oui			
20194825	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par voie postale au moyen de l'enveloppe A4 affranchie au tarif recommandé jointe à la demande, du relevé d'information intégral de son client, mentionnant ses codes confidentiels.		01/04/2020				
20194827	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, du procès-verbal établi par la brigade de gendarmerie de Frévent, concernant les circonstances du décès de sa mère, Madame X, le X à son domicile sis X.	12/03/2020	17/03/2020	Fin			
20194833	Préfecture de police de Paris	communication, par voie postale au moyen de l'enveloppe A4 affranchie au tarif recommandé jointe à la demande, du relevé d'information intégral de son client, mentionnant ses codes confidentiels.		01/04/2020	Oui			
20194836	Mairie de Trouville-sur-Mer	communication des documents suivants : 1) l'entier dossier de demande de permis de construire déposé par la société civile immobilière X, ayant donné lieu à un arrêté du 11 avril 2019 n° X ; 2) l'ensemble des avis émis par les personnes consultées dans le cadre de l'instruction de cette demande de permis de construire.		26/03/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20194842	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication de l'avis de refus de la rectrice relatif à sa promotion à la classe exceptionnelle.	12/03/2020	16/03/2020	Oui			
20194847	Mairie de Lyon	communication des éléments statistiques d'évolution de la délinquance, des crimes et délits sur les différents arrondissements de Lyon depuis 2014.	02/04/2020	21/04/2020				
20194862	Mairie du Chambon-Feugerolles	communication, par courrier électronique, du dernier procès-verbal de visite de la commission de sécurité concernant X, situé ZI la Siladière au Chambon-Feugerolles, dont elle est propriétaire.		15/01/2020				
20194864	Préfecture de Lot-et-Garonne	communication des documents relatifs à l'étude de sécurité et à l'étude d'impact complémentaire du barrage réalisé illégalement dit « barrage de Caussade », menées par la chambre d'agriculture, établissement public : 1) la copie du cahier des charges élaboré par l'État en vue de l'étude de sécurité ; 2) la liste des bureaux d'études proposée par l'État à la chambre d'agriculture pour réaliser la dite étude de sécurité ainsi que le nom du bureau d'étude choisi ; 3) la liste des bureaux d'études proposée par l'État à la chambre d'agriculture pour réaliser l'étude d'impact complémentaire.	12/03/2020	16/03/2020				
20194865	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication, par retour de mail, de la copie des entiers dossiers n° X et X de demande de visa de son client auprès du consulat de France à Bamako (Mali).		01/04/2020	Oui			
20194866	Fédération française des échecs (FFE)	publication de la feuille d'émargement relative à l'assemblée générale qui s'est tenue le 30 juin 2019.	02/04/2020	30/04/2020				
20194867	Association Syndicale Autorisée du Canal des Condamines	communication, par voie postale au lieu de la consultation au siège de l'association syndicale autorisée (ASA) en mairie proposée par ladite association, de la copie des documents suivants : 1) les statuts de l'association ; 2) l'état parcellaire actualisé ; 3) les comptes administratifs 2018 ainsi que toutes les factures y afférentes.	02/04/2020	08/04/2020				
20194875	Ministère de la Justice	communication de la liste du paquetage de son client, incarcéré à la maison centrale d'Ensisheim, à son arrivée dans l'établissement ainsi que la liste des cartons qui lui ont été remis le 18 juin 2019.		20/04/2020	Oui			
20194882	Préfecture de l'Indre	communication, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département.	12/03/2020	16/03/2020				
20194894	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par voie électronique, en sa qualité de conseiller municipal, des documents relatifs à la commune de Villeneuve-sur-Yonne : 1) l'intégralité du grand livre comptable par article pour les années 2014 à 2018 ; 2) l'intégralité du livre journal comptable pour les années 2014 à 2018.		02/04/2020	Par			
20194918	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à l'intervention chirurgicale qu'il a subie le 16 octobre 2009 à l'hôpital Henri Mondor de Créteil, à savoir compte rendu opératoire, feuilles d'anesthésie et de réanimation, transmissions infirmières, compte rendu des consultations pré et post opératoires.		26/03/2020				
20194921	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical, détenu par le centre hospitalier de la Pitié-Salpêtrière, notamment : 1) les comptes rendus des consultations de chirurgie préalable ; 2) le recueil du consentement éclairé et d'information préalable (retranscription de l'enregistrement ainsi que les écrits) ; 3) les photos de l'intervention ; 4) tous les comptes rendus : consultation, intervention, exploration, hospitalisation qui n'auraient pas été communiqués lors du premier envoi.		26/03/2020				
20194925	Mairie de Charnècles	communication, par mise en ligne sur le site internet de la commune, de la copie des documents relatifs à la modification n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) : 1) la demande adressée auprès de l'établissement public gérant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et de l'entité gérant le programme local de l'habitat (PLH) du Pays Voironnais pour confirmer que le projet de modification n° 1 ne contrevient pas aux règles que ces organismes ont édictées ; 2) la réponse de l'établissement public gérant le SCOT ; 3) la réponse de l'entité gérant le PLH du Pays Voironnais.		23/03/2020	Oui			
20194927	Mairie d'Angers	communication de la « convention de financement portant sur un contrat d'objectifs déchets et d'économie circulaire » (CODEC) signée entre Angers Loire Métropole et l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).	02/04/2020	08/04/2020				
20194931	Mairie de Nangis	copie, par courrier électronique, et/ou, consultation, des bordereaux de prix unitaires relatifs aux contrats de délégation des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif de la commune.		16/06/2020	Oui			
20194935	Mairie d'Arnouville	communication, par consultation et numérisation à ses frais, dans le cadre de diagnostics acoustiques, des plans des dossiers des permis de construire suivants :		20/04/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) la résidence « le Georgia » sise au 104-108 rue Jean Jaurès et 2 rue de Versailles ; 2) la résidence « les Charmes » sise au 10/12/14/16 rue Roger Dehasque.						
20194943	Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS - Direction générale)	communication, par consultation, du rapport ou du bilan d'intervention du 17 juin 2017 relatif à la X et notamment à la voie publique et à sa propriété, à la suite de problématique de rongeurs.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20194945	Communauté de communes Sud Roussillon	copies sous forme électronique ou sous forme papier des documents suivants : 1) les plans de recollement du tronçon de réseau des eaux usées, soit 2 plans, situé en face du 25 Rue des Roses à Montescot de l'ancienne installation et de la nouvelle installation ; 2) les plans de recollement du tronçon de réseau des eaux pluviales, soit 2 plans, situé en face du 25 Rue des Roses à Montescot de l'ancienne installation et de la nouvelle installation ; 3) le plan précis du passage souterrain de l'Agouille centrale dans la Rue des Roses.	12/03/2020	18/03/2020				
20194954	Communauté d'agglomération de la presqu'île de Guérande-Atlantique (CAP Atlantique)	communication d'une copie du protocole transactionnel et de l'intégralité de ses avenants, signé avec la société X, le 26 avril 2018, au titre du projet de valorisation du « Petit séminaire » de Guérande.	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20194963	Préfecture de l'Ariège	communication des listes électorales du département de l'Ariège avec mention des date et lieu de naissance.	02/04/2020	08/04/2020				
20194975	Préfecture du Pas-de-Calais	copie de la correspondance en date du 21 janvier 2019 adressée par le sous-préfet Monsieur X à Madame X, maire de Beuvry, concernant la législation relative au statut et à l'emploi des agents de surveillance de la voie publique (ASVP).	23/04/2020	29/04/2020				
20194976	Préfecture du Bas-Rhin	communication de la copie des documents suivants : 1) la facture complète du marché GSM relative aux travaux de viabilisation du lotissement Hinter Den Gaerten ; 2) les factures factures de l'autoentrepreneur Monsieur X dont le siège est situé X.	02/04/2020	08/04/2020	Non			
20194978	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	communication des documents suivants : 1) son compte rendu d'entretien professionnel de l'année 2018 ; 2) la réponse à son recours hiérarchique du 18 avril 2019.	02/04/2020	09/04/2020	Fin			
20194984	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste du paquetage de son client à son arrivée et lors de son départ du centre pénitentiaire du Sud Francilien.		08/01/2020				
20195001	Tribunal de grande instance de Saint-Pierre	copie du dépôt de la signature et du paraphe au greffe du TGI de Saint Pierre de maître Marie X, huissier de justice.	23/04/2020	04/05/2020	Fin			
20195005	Mairie d'Hyères	communication de la liste des abonnés annuels de Port Auguier.	02/04/2020	09/04/2020	Oui			
20195009	Tribunal d'instance de Villeurbanne	communication de la copie de l'intégralité du dossier relatif au refus de délivrance de certificat de nationalité française à son client, notamment le double du courrier du consulat de France à Lomé au Togo, concernant la vérification sur place de la souche de l'acte de naissance figurant au registre, alors qu'une procédure contentieuse devant le tribunal de grande instance est engagée.	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20195012	Préfecture de la Loire-Atlantique	consultation des statistiques annuelles concernant la délinquance à l'échelle de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire depuis 2010.	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20195014	Mairie de Perrignier	communication des documents suivants : 1) la copie de l'autorisation de démolition du lavoir ; 2) la copie du compte-rendu de la décision du conseil municipal, donnant autorisation de la poursuite des travaux.		01/04/2020	Fin			
20195018	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Provence-Alpes-Côte d'Azur (SAFER 13)	communication de la liste nominative de tous les membres, titulaires et suppléants, du comité technique départemental du Vaucluse qui a statué le 25 janvier 2018 et rejeté sa candidature.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20195023	Mairie d'Aigues-Vives (30)	communication, en sa qualité de conseiller municipal, par courriel au lieu de la consultation en mairie aux heures ouvrables proposée, des dossiers mis à l'ordre du jour de la réunion du conseil municipal du 10 octobre 2019.	02/04/2020	08/04/2020				
20195027	Mairie de Gidy	communication des documents suivants : 1) la dernière délibération du conseil municipal portant sur le régime des astreintes ; 2) les arrêtés de tous les agents les désignant pour assurer des astreintes de décision, d'exploitation et de sécurité ; 3) l'arrêté du secrétaire général lui attribuant la NBI de 30 points au titre de ses responsabilités ; 4) la délibération de mise en place du Compte épargne temps sur la collectivité ; 5) la délibération portant sur la mise en place du RIFSEEP.		02/03/2020	Non			
20195033	Collectivité territoriale de Guyane	consultation de l'intégralité de son dossier individuel, notamment : 1) 07/04/15 : le courrier de Madame X, secrétaire de direction à Monsieur X, mentionnant l'attribution d'un siège défectueux pour MadameXX ;		17/02/2020	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>2) 17/04/15 : le certificat du Docteur X préconisant un aménagement de poste ;</p> <p>3) 22/04/15 : le certificat du Docteur X, médecin agréé du conseil général préconisant un aménagement de poste pour MadameXX ;</p> <p>4) 30/10/15 : la demande de report d'une intervention de désinfection à l'antenne de Cayenne de MadameX à la directrice de la DICS. Copie à M. X ;</p> <p>5) 30/11/15 : l'étude de poste de MadameXX réalisée par Mesdames X et X du SISAT ;</p> <p>6) 12/12/15 : la note émanant de Madame X, à l'attention de MadameX réf S/C DRH 3716/29/12/15. Objet : Aménagement du poste de travail ;</p> <p>7) 01/02/16 : le rapport agressions verbales du 29/01/16 de Monsieur X, référent unique à l'antenne de Cayenne à l'encontre de son supérieur hiérarchique. Document, réceptionné le 01/02/16 par Madame X, secrétaire de direction de Madame X ;</p> <p>8) 03/03/16 : la demande de changement de service de MadameXX à Madame X ;</p> <p>9) 04/04/16 : la candidature de chef de service de MadameX à Monsieur X ;</p> <p>10) 05/04/16 : la demande de changement de service de MadameX adressée à Mesdames X et X ;</p> <p>11) 08/04/16 : la candidature de chargé de mission SPRO à l'attention du président de la CTG service de la gestion opérationnelle. Dossier faxé à Madame X ;</p> <p>12) 24/05/16 : l'attestation de visite médicale du médecin du travail, le Docteur X, préconisant le changement d'établissement en urgence de MadameXX ;</p> <p>13) 24/05/16 : la convocation à l'entretien d'embauche du 26/05/16 à 11H45 dans les locaux de la CTG, au service formation professionnelle et en présence de Madame X, directrice du service ;</p> <p>14) 15/06/16 : la demande de changement d'établissement sur avis médical de MadameX, adressé au président de la CTG. Copie à Madame X, directrice de la DICS et Madame X, directrice du service Ressources humaines ;</p> <p>15) 08/08/16 : la demande de mesures sécuritaires pour l'antenne locale d'insertion de Cayenne de MadameX au président de la CTG ;</p> <p>16) 04/10/16 : le rapport d'incidents de MadameX à Madame X X relatant les agressions verbales de Madame X des 23 et 26 septembre 2016 assorti d'une demande de dispositions disciplinaires concernant cet agent ;</p> <p>17) 04/11/16 : le courrier de MadameX à Madame X, directrice de la cellule santé et conditions de travail et Monsieur X, référent handicap. Objet : Demande d'enquête suite à des incidents de service. En pièce jointe un dossier rapport d'incidents ;</p> <p>18) 04/01/18 : le courrier d'alerte du Docteur X, médecin de prévention adressé à Monsieur X, président de la CTG suite aux agressions de MadameXX, sur son lieu de travail. Document mentionné dans un courrier adressé au Docteur X, médecin-traitant du 14/05/18 ;</p> <p>19) 05/02/18 : l'attestation de visite médicale du médecin du travail, Docteur X dans le cadre d'une visite de pré-reprise ;</p> <p>20) l'évaluation du jury de sélection concernant ma candidature au poste de chargé de mission du SPRO.</p>						
20195036	Mairie de Canari	communication du plan du réseau d'adduction d'eau, d'électricité et de téléphone aux droits de la parcelle X au lieu-dit « X » sur le territoire de la commune.	02/04/2020	09/04/2020				
20195040	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	communication de ses copies avec les notes attribuées, passées au titre des épreuves du concours interne du ministère de la Culture, pour l'accès au corps des techniciens des services culturels et bâtiments de France « Accueil et Surveillance » catégorie B.	23/04/2020	04/05/2020				
20195045	Mairie de Savigny-sur-Orge	copie anonymisée de l'arrêté de titularisation des personnes suivantes : 1) Monsieur X ; 2) Monsieur X ; 3) Madame X ; 4) Monsieur X ; 5) Madame X.		02/04/2020				
20195048	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son hospitalisation à La Pitié Salpêtrière en neurologie du 25 au 28 mars 2019 avec les résultats des examens EMG,PES,PEM,TMS, entretien de Psychothérapie, analyse biologique.		09/01/2020	Oui			
20195065	Conseil départemental du Val-de-Marne	communication des documents relatifs au collègue Rabelais de Saint-Maur-des-Fossés : 1) le dernier dossier technique amiante (DTA) à jour et complet ; 2) la totalité des analyses effectuées lors des travaux de cet été ; 3) les analyses des travaux des vacances de Noël 2018.	02/04/2020	09/04/2020				
20195073	Mairie de la Penne-sur-Huveaune	communication, en sa qualité de conseiller municipal, du bilan relatif à la cellule de crise diligentée par	24/09/2020	29/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		la commune dans le courant du deuxième trimestre 2019 à la suite de deux suicides d'agents communaux.						
20195077	ENEDIS (ex-ERDF)	communication, par courriel, de la copie du rapport d'intervention, ou de tout document en tenant lieu, à la suite de la panne de courant qu'il a subie du 14 au 15 août 2019.	02/04/2020	09/04/2020	Oui			
20195078	Mairie de Rognac	communication de la copie du texte (arrêté du maire, bail ou convention) par lequel la commune a autorisé en octobre ou novembre 2018 la société X, à utiliser la parcelle communale X.	24/09/2020	30/09/2020				
20195081	Centre hospitalier de Pau	communication de l'intégralité de ses appels au SAMU en date du 17 mars 2018.	25/06/2020	02/07/2020				
20195084	Préfecture de la Charente	communication, par l'envoi de photocopie à ses frais, de la copie de l'autorisation préfectorale délivrée à la commune d'Angoulême mentionnant les personnes habilitées à accéder aux images de la vidéoprotection.	02/04/2020	09/04/2020				
20195090	Centre Paul Strauss	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa mère Madame X, décédée le X, notamment la radiographie de son scanner des poumons lors de la consultation avec le Docteur X.		09/01/2020	Fin			
20195094	Communauté d'agglomération Pays Basque	communication des documents relatifs au contrat signé par le syndicat des mobilités du Pays Basque ou par la communauté d'agglomération avec la société VINCI AUTOROUTES, relatif à la transformation d'une portion de l'autoroute A63 en « rocade urbaine » : 1) la délibération ayant acté l'autorisation de signature du contrat ; 2) les actes et contrats administratifs subséquents.		23/03/2020	Fin			
20195100	Mairie de la Bassée	communication, en version numérique soit sur un support USB soit par mail ou par consultation en mairie pour les documents non numérisés, des documents comptables et budgétaires de la ville pour les exercices 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 : 1) les comptes de gestion ; 2) l'ensemble des livres comptables ; 3) l'ensemble des titres de recettes et mandats de dépenses ; 4) l'ensemble des rapports d'attribution des marchés publics sur la période ; 5) l'ensemble des pièces justificatives des dépenses (factures, mémoires).		08/06/2020				
20195104	Caisse primaire d'assurance maladie des Yvelines (CPAM 78)	communication de l'intégralité des deux dossiers de déclarations d'accident de travail de sa cliente, en date du 3 mars et du 15 juin 2017.		29/06/2020				
20195108	Syndicat Mixte des Monts Jura	communication des documents suivants : 1) les bilans complets des années 2016, 2017 et 2018 ; 2) les recettes et dépenses d'exploitation ventilées par site, pour les trois dernières années 2016 à 2018 ; 3) le dernier budget voté (la proposition du 13 mars 2019 diffère de celle mis au vote le 2 avril 2019) ; 4) les statuts complets à jour ; 5) le règlement intérieur.	02/04/2020	09/04/2020	Par			
20195113	Mairie des Adrets	communication, par courrier électronique de préférence, de l'avis émis par ENEDIS visé au motif du certificat d'urbanisme opérationnel négatif délivré à son client.		02/04/2020				
20195125	Office public Mantes en Yvelines habitat	copie, dans le cadre d'une procédure au Tribunal administratif relative à la non reconnaissance de ses maladies professionnelles, des délibérations du conseil d'administration relatives aux délégations et règlements suivants, depuis le 1er janvier 2014 : 1) délégation de signature ; 2) délégation de pouvoir ; 3) délégation de compétence ; 4) le règlement intérieur du Conseil d'administration ; 5) le règlement intérieur du Bureau du Conseil d'administration.	16/07/2020	22/07/2020				
20195134	Mairie de Monthermé	communication des documents relatifs au chemin rural de la Brassine : 1) l'enquête du conseil municipal relative à l'affectation au public du chemin ; 2) la délibération du conseil municipal permettant la cession d'une partie de ce chemin correspondant à la parcelle n° X ; 3) la convention de droit de passage de la part de Monsieur et Madame X sur leurs parcelles n° X à des fins de continuité du chemin ; 4) la délibération faisant état de la modification du tracé du chemin et les plans correspondants ; 5) le plan parcellaire du chemin.	02/04/2020	09/04/2020				
20195137	Association Foncière Pastorale Autorisée de Carpineto	communication, sous forme numérique de préférence, des documents suivants : 1) les comptes rendus des assemblées générales et des assemblées extraordinaires de 2014 à 2018 ;	02/04/2020	08/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les présentations des comptes de 2014 à 2018 ; 3) les présentations de projets et leurs réalisations de 2014 à 2019.						
20195141	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société.		23/03/2020				
20195142	Ministère de la Transition écologique	communication d'un tableau donnant le nom des rivières françaises à saumon et leur classement, selon le nouveau système de classement de l'organisation inter-gouvernementale « North Atlantic salmon conservation organization » ou « organisation pour la conservation du saumon Nord Atlantique » (NASCO), joint en annexe du « CNL(18)50 Projet de plan de gestion du saumon atlantique, NASCO Implementation Plan for the period 2019 – 2024, Plan de mise en œuvre de NASCO pour la période 2019-2024 ».	25/06/2020	02/07/2020				
20195148	Mairie d'Angy	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la copie du compte rendu d'huissier de la réunion du conseil municipal du 23 mai 2019.	02/04/2020	08/04/2020				
20195152	Ministère de l'Intérieur	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès, sans que la préfecture puisse lui imposer l'une ou l'autre des modalités prévues à l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration, ou d'y ajouter des conditions supplémentaires.		09/04/2020	Non			
20195158	Ministère de l'Intérieur	communication par tout moyen à votre convenance, des documents suivants, relatifs à l'invalidité de son permis de conduire pour solde de points nul : 1) l'intégralité du courrier référencé 48 SI, reçu par lettre recommandée avec accusé de réception datée du 6 mars 2018 ; 2) l'avis de passage du facteur afférent.		17/02/2020	Oui			
20195171	Ministère de l'Intérieur	communication de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier administratif constitué de 2002 à 2006.		02/04/2020	Non			
20195172	Préfecture de police de Paris	communication, par voie postale au moyen de l'enveloppe A4 affranchie au tarif recommandé jointe à la demande, du relevé d'information intégral du permis de conduire de sa cliente, mentionnant ses codes confidentiels.		20/04/2020	Fin			
20195173	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	communication de la copie de l'épreuve écrite du baccalauréat de français de juin 2019 de sa fille mineure X.	02/04/2020	08/04/2020				
20195181	Centre hospitalier universitaire de Poitiers (CHU)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son hospitalisation dans l'établissement à compter du 27 juin 2019.		06/04/2020				
20195187	Centre hospitalier de Die	copie de l'intégralité du protocole local de grève adopté lors du dernier comité technique d'établissement (CTE).	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20195191	Ministère des armées	communication, dans le cadre d'une procédure dans laquelle elle est partie civile dans l'affaire du Médiateur, de l'intégralité de son dossier médical pour son suivi dans les services de cardiologie et d'urologie de l'hôpital du Val de Grace depuis 1996.		06/04/2020				
20195192	Mairie de Savines-le-Lac	communication, à ses frais, de la copie des factures des prestataires qui ont réalisé, à la demande et pour le compte de la commune, les feux d'artifice pour les années 2016 à 2019.		23/03/2020				
20195195	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers (DDCSPP 32)	communication des rapports d'inspection relatifs à l'élevage de canards exploité par Monsieur X et jouxtant sa maison.	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20195197	Mairie de Porto-Vecchio	communication de la copie du rapport d'expertise signé relatif à l'installation des drains d'assainissement et des drains de piscine de son client, établi par Monsieur X, agent du service public d'assainissement non collectif (SPANC).	02/04/2020	09/04/2020				
20195204	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	copie, au format papier adressée par envoi postal, et non uniquement consultation comme proposé par l'administration, de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20195209	Rectorat de l'académie de Guadeloupe (AC 971)	communication des documents suivants : 1) le programme précis de la formation donnée par l'ancien institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) aujourd'hui devenu école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) au cours de la session de 1994-1995 (formation au concours) et de la session 1995-1996 (année de stagiairisation) ; 2) le relevé des notes de cette formation, certifié par l'ESPE ; 3) la copie certifiée conforme de son arrêté de titularisation.	24/09/2020	29/09/2020				
20195213	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication du décompte détaillé de ses cotisations post radiation effective au 30 juin 2016 afin de régulariser ses cotisations.		06/04/2020				
20195217	Ordre des avocats au barreau de Paris	copie du courrier par lequel maître X a précisé au bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris l'avoir informé de ses doutes quant à la recevabilité de l'appel dont elle a eu la charge au titre de l'AJ	02/04/2020	09/04/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		n° 2019/004685.						
20195244	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	copie de l'intégralité du dossier médical de sa fille X concernant son hospitalisation du 7 août au 20 septembre 2019 à l'hôpital de la Timone à Marseille.		21/04/2020				
20195255	Caisse primaire d'assurance maladie du Val d'Oise (CPAM 95)	communication de l'intégralité de son dossier relatif à sa déclaration d'accident du travail en date du 6 mai 2019.		17/02/2020				
20195262	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Deux-Sèvres (DDCSPP 79)	communication de l'intégralité des mises en demeure adressées avant le 2 octobre 2019 par les services de la préfecture au précédent exploitant du fonds de commerce de la société LE REGAL DU PALAIS, désormais acquis par son client.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20195263	Orange Groupe	communication des documents relatifs à l'évolution de carrière de son client dans les corps de classification et également dans le grade de détachement, notamment : 1) sa fiche individuelle de gestion (ou tout document retraçant sa carrière et mentionnant les avancements de grade et d'indice) ; 2) la décision relative à son dernier avancement d'échelon ; 3) tous documents relatifs à l'attribution de l'indice majoré 885.		02/04/2020				
20195264	Centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre (CASH) - Hôpital Max Fourestier	communication des documents suivants : 1) le tableau des effectifs du personnel ; 2) les procès-verbaux de décharges de services attribués aux différents représentants syndicaux de l'établissement.		14/01/2020				
20195269	Mairie de Soleymieu	communication, à ses frais, par voie électronique de préférence ou par voie postale, des documents suivants : 1) la copie du registre des délibérations municipales depuis le 6 décembre 2017 jusqu'à ce jour ; 2) la copie de l'ensemble des arrêtés de délégation pris par le maire depuis le début de la mandature ; 3) le tableau récapitulatif des indemnités en euros perçues par les élus ; 4) la copie des délibérations prises lors de la dernière séance du conseil municipal du 26 juin 2019 relatives au projet de carrière, ainsi que la copie de la convocation et des éléments joints à celle-ci reçus par les conseillers pour assister à ce conseil municipal.	02/04/2020	09/04/2020				
20195277	Chambre des métiers et de l'artisanat des Hauts-de-France	communication des documents relatifs à son client, ancien X : 1) ses plannings de travail depuis 2014 comprenant notamment : a) les heures effectivement réalisées ; b) les dates de ses congés payés, RTT et éventuelles absences ; 2) la vacation du poste de formateur en boucherie.	02/04/2020	09/04/2020				
20195280	Régie départementale de Chalain-Vouglans	communication des comptes séparés (grand livre) de la régie relatifs aux recettes et aux dépenses des ports suivants : 1) le Port du Meix ; 2) la Mercantine ; 3) la Saisse.		23/03/2020	Non			
20195291	Préfecture de la Charente	communication, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département.	12/03/2020	16/03/2020				
20195294	Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française	copie, par courrier électronique, de la marque et du modèle du copieur, ainsi que du traceur de plans, concernant les lots n° 7 et 8 du marché public ayant pour objet l'acquisition de matériels informatiques et composantes logicielles pour le compte du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française.		21/04/2020				
20195308	Centre hospitalier de Brive	communication, par voie postale à ses frais, de la copie intégrale des documents suivants : 1) son dossier médical et administratif relatif à ses hospitalisations dans le service psychiatrie au cours de l'année 2018 ; 2) son dossier du centre médico-psychologique (CMP) de janvier 2018 à février 2019.		21/04/2020	Oui			
20195315	Mairie de Rutali	communication, par courrier électronique, de la facture d'eau d'un montant de 186 euros et 62 centimes dont il est redevable en vertu du titre rendu exécutoire émis le 27 juin 2016 par la régie des eaux de la commune de Rutali.		02/04/2020	Fin			
20195318	Mairie de Cossaye	copie du titre de concession funéraire perpétuelle où a été fondée la sépulture de ses grands-parents, X et X et ses arrières grands-parents X et X.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20195330	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des documents suivants relatifs au contrôle fiscal dont elle a fait l'objet : 1) la mise en demeure « Modèle n° 2111 » et son accusé de réception, mentionnés dans la proposition de rectification « Modèle 2120 » du 15 décembre 2016 adressé à son ex-conjoint ; 2) le courrier « 2120 » du 15 décembre 2016 et son accusé réception, adressé aux deux noms mais à l'adresse d'hébergement de son ex-conjoint ;		23/04/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) la réponse aux observations du contribuable « modèle 3926 » du 2 mars 2017 et son accusé de réception ; 4) l'avis d'imposition adressé après l'envoi du « Modèle 3926 » en 2017 et son accusé réception.						
20195336	Mairie de Saint-Rémy-lès-Chevreuse	copie des documents et ses annexes techniques ayant fondé la décision de déclarer un arrêté de péril et de détruire l'aile gauche de l'école Jean Jaurès.	23/04/2020	25/06/2020	Non			
20195338	Préfecture de la Meuse	communication, par courrier électronique ou sur CD-rom, des documents suivants, relatifs aux manifestations Savoween et aux carrières souterraines de Savonnières-en-Perthois (55) : 1) les rapports du BRGM RP-58818-FR, RP-63995-FR et RP-66703-FR dont les références exactes figurent d'ailleurs dans le seul rapport fourni (BRGM-68109-FR) ; 2) la décision motivée de non-opposition suite à l'évaluation d'incidences réalisée en application des articles L414-4 et R414-24 du code de l'environnement ; 3) l'accord des différents propriétaires du sous-sol, réclamé par la préfecture pour finaliser le dossier de l'organisateur de la manifestation dans son compte rendu de réunion du 10/04/2018 (réunion du 06/04/2018).	23/04/2020	05/05/2020	Fin			
20195339	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication d'une copie du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Val de Reuil, notamment les éléments et documents relatifs aux séances de kinésithérapie qui lui ont été prescrites à la suite de l'opération de son doigt.	23/04/2020	28/04/2020				
20195340	Orange Groupe	copie, par courrier postal, de l'intégralité de son dossier personnel, en lieu et place de la consultation proposée.	23/04/2020	01/07/2020				
20195341	Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne	copie du compte-rendu opératoire de son intervention pratiquée le 10 octobre 2018 par le Docteur X.		02/04/2020				
20195342	Mairie de Ressons-sur-Matz	consultation des comptes rendus de réunions de chantier des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) du lotissement « Le Clos des Mailles ».	23/04/2020	05/05/2020	Oui			
20195343	Préfecture de la Haute-Garonne	copie intégrale de la liste des sommes à régler par chacun des propriétaires dans le cadre de l'association foncière d'aménagement foncier agricole et forestier (AFAFAF) de Larra suite à l'aménagement foncier concernant les communes de Larra, Launac et Grenade.	23/04/2020	05/05/2020	Oui			
20195353	Mairie de Saint-Genis-Pouilly	consultation des documents suivants, relatifs à la section cadastrale X, parcelle X, occupée par son client au sein du lotissement du X : 1) le plan d'aménagement de la parcelle ; 2) le cahier des charges du lotisseur, à défaut son contact ; 3) le règlement du lotissement, à défaut, le contact du lotisseur ; 4) une copie du permis d'aménager original ainsi que les modificatifs attenants.		22/04/2020	Oui			
20195355	Mairie de Berthecourt	communication, par mail ou par courrier, des documents relatifs à l'exécution de la convention de financement de l'agence de l'eau Seine Normandie n° 1040038 dans le cadre de travaux de mise en conformité de branchements et de mise en séparatif du réseau avec la création de postes de branchement : 1) le rapport d'avant-projet (AVP) et de projet (PRO) pour la tranche ferme ; 2) le rapport AVP, PRO pour la tranche conditionnelle 2 ; 3) la copie du rapport de zonage d'assainissement soumis à enquête publique ; 4) la copie de la délibération approuvant le zonage après enquête publique ; 5) la copie des rapports de missions complémentaires : études topographique et parcellaire ; 6) la copie des factures relatives à cette opération.	23/04/2020	12/05/2020	Fin			
20195356	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication de l'intégralité de son dossier relatif à sa demande de reconnaissance de maladie professionnelle de sa déclaration en date du 5 avril 2018.		29/06/2020	Oui			
20195357	Centre hospitalier universitaire de Dijon (CHU)	communication, à ses frais, par envoi postal, de la copie intégrale des documents relatifs à son client : 1) son dossier administratif ; 2) son dossier médical individuel qui peut être adressé directement à son client ou par l'intermédiaire de son médecin traitant, le docteur X.		22/04/2020	Oui			
20195358	Mairie de Pirmil	communication, en sa qualité de conseillère municipale et membre de la commission de contrôle, de la liste électorale de la commune.	23/04/2020	12/05/2020				
20195365	Ministère de la Justice	copie des documents suivants, relatifs à son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil : 1) la décision ayant ordonné la fouille à nu de l'intéressé le 2 septembre 2019 ; 2) l'extrait pertinent du règlement intérieur de l'établissement prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		04/02/2020	Oui			
20195369	Office public d'aménagement et de construction du Rhône (OPAC 69)	communication de l'intégralité des documents suivants y compris les annexes : 1) le rapport n° 2017-03-29 intitulé « Compte rendu d'analyses chimiques, Construction d'un ensemble	23/04/2020	12/05/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		immobilier de 8 logements - Les Grandes Planches - Ternand (69) », réalisé par géotechnique le 27 février 2019 ; 2) les recommandations sanitaires émises par l'agence régionale de santé.						
20195374	Ministère des armées	copie des documents la concernant, détenus par l'hôpital d'instruction des armées Robert Picqué : 1) l'intégralité de son dossier médical ; 2) l'enregistrement de l'appel téléphonique auprès du service de l'assistance médicale et de l'ambulance pour la conduire aux urgences le 27 février 2019.	02/04/2020	04/05/2020	Par			
20195385	La sécurité sociale des artistes-auteurs	communication, par envoi postal, des avis de déclaration et attestations de revenus artistiques du demandeur de 2013 à 2018.		02/04/2020	Fin			
20195396	Mairie de Cuges-les-Pins	communication des documents suivants le concernant : 1) les déclarations faites par la collectivité à la médecine du travail en juillet 2016 et septembre 2017 ; 2) les courriers concernant sa demande d'attribution d'un congé longue maladie (novembre 2017) faite à la médecine du travail notamment le courrier lui signifiant un rendez-vous avec le médecin agréé pour sa reprise ainsi que courrier rédigé par la collectivité pour la saisine du comité de réforme ; 3) son arrêté de mutation d'avril 2016 avec accusé de réception du contrôle de légalité ; 4) la totalité de ses fiches de paie depuis avril 2016 ; 5) les récapitulatifs des jours rémunérés en demi-traitement (avec les arrêtés correspondant) ; 6) le solde des congés à compter d'avril 2016 ; 7) les documents relatifs à son transfert à la métropole à compter du 1er janvier 2018, notamment le courrier officiel de demande de transfert de son poste à la métropole de Marseille, la fiche de transfert du personnel du service urbanisme rempli par la commune et remis à la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) ainsi que le rapport de la CAP demandé par la commune concernant ma mutation en interne sur un poste de directeur de l'urbanisme.		24/04/2020				
20195401	Compagnie Eolienne du Pays de Romans	communication, à ses frais, de la copie des documents relatifs au projet éolien de Montrigaud : 1) le rapport de suivi avifaunistique des oiseaux nicheurs et migrateurs ; 2) le rapport de suivi de la mortalité des chiroptères ; 3) le résultat de la campagne de mesure de bruit des éoliennes au niveau de toutes les habitations les plus proches et à toutes les vitesses de vent.	23/04/2020	12/05/2020				
20195403	Mairie de Biscarrosse	consultation du dossier de permis de construire déposé fin 1988 sous le numéro X, concernant un bien mitoyen au terrain appartenant à sa mère, et contenant notamment : 1) la date officielle d'obtention du permis ; 2) la date de début de construction ; 3) la date de fin des travaux ; 4) les copies des plans des façades de cette résidence.		24/04/2020	Fin			
20195405	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie de son dossier établi par la CPAM du Rhône lors de l'instruction de la demande de reconnaissance de sa maladie professionnelle déclarée le 5 avril 2018, notamment le rapport administratif ayant déterminé l'absence de lien de causalité entre sa pathologie et son activité professionnelle.		29/06/2020	Oui			
20195407	Direction départementale des territoires de l'Ariège (DDT 09)	communication du rapport complet insalubrité effectué le 8 décembre 2018 à l'ancien domicile de son client.	23/04/2020	07/05/2020	Oui			
20195411	Centre hospitalier de Mende - Hôpital Lozère	communication, par voie postale, des clichés d'une échographie testiculaire dont il a pu faire l'objet le 5 décembre 2011.		24/04/2020	Oui			
20195417	Rectorat de l'académie de Versailles (AC 78)	copie des documents suivants la concernant : 1) le procès-verbal de la commission administrative paritaire académique réunie pour avis sur les titularisations des personnels de direction stagiaires (mai 2019) ; 2) le rapport intermédiaire de l'inspecteur établissement vie scolaire du bassin de Sarcelles, sur sa visite au collège de Domont à la date du 8 février 2019.		07/05/2020	Oui			
20195418	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société.		29/04/2020				
20195419	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Occitanie (DIRECCTE 31)	communication d'un dossier de candidature à la qualité de conseiller du commerce extérieur de la France.		07/05/2020	Fin			
20195422	La Poste	copie d'un EDART retraçant sa carrière depuis son entrée au sein du Groupe La Poste jusqu'à son détachement auprès du ministère de la défense le 5 mai 2008.		24/04/2020	Oui			
20195426	Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPPO)	communication de l'ensemble de son dossier scolaire et pédagogique concernant sa formation	23/04/2020	25/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d'infirmière au sein de l'institut IFSI de Beaumont-sur-Oise						
20195434	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à ses frais, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de la copie de l'enregistrement vidéo de l'intervention chirurgicale subie par Monsieur X, dont ses clients sont les ayants-droits, dans la nuit du 28 février au 1er mars 2019 à l'hôpital Européen Georges Pompidou.		24/04/2020				
20195438	Fédération départementale des Chasseurs du Doubs (FDC 25)	communication, par consultation de l'application web départementale et attribution d'un accès permanent donné au responsable chasse ONF de l'agence du Doubs, du prélèvement des gibiers tués pour tout le territoire du département du Doubs.	23/04/2020	25/06/2020	Oui			
20195439	Ministère de l'Intérieur	copie de l'enregistrement audio de son appel au service secours 17 du 11 octobre 2019 à la suite duquel une ambulance a été dépêchée à son domicile pour la conduire à l'hôpital du Mans	23/04/2020	07/05/2020	Non			
20195444	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de la copie de l'entier dossier médical de l'enfant de ses clients, X, à la suite de ses multiples hospitalisations et de son décès au sein de l'hôpital universitaire Robert DEBRE, notamment : 1) les examens médicaux (échographies, IRM, EEG, ECG, radiographies, cystographies, etc.) ; 2) les dossiers de soins infirmiers ; 3) les comptes rendus des blocs opératoires pour les deux interventions chirurgicales des 16 et 28 août 2019.		24/04/2020	Oui			
20195446	Mairie de Tourette-du-Château	consultation du registre des délibérations et celui des conseils municipaux de 2014 à 2017.		24/04/2020				
20195452	Conseil départemental de la Sarthe	communication de l'avis de la direction générale adjointe (DGASD) adressé à la direction des ressources humaines (DRH) relatif à son avancement de grade.		09/06/2020	Oui			
20195456	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication du quitus de paiement de son client à la suite de la présente condamnation judiciaire (amende de 300 euros + frais de procédure) - X.		24/04/2020				
20195458	Ligue de Bourgogne Franche-Comté de Natation	copie, après occultation des noms ou mentions faisant état de considérations ou d'appréciations, des comptes rendus du comité de sélection et des décisions de votre organe décisionnaire, relatifs à la sélection des nageurs candidats à la coupe de France de natation des clubs d'été.	23/04/2020	01/07/2020	Non			
20195461	Ministère de l'action et des comptes publics	communication, par voie électronique, des adresses des centres d'examens en France métropolitaine, des épreuves d'admissibilité du concours des IRA du 15 octobre 2019, ou tout autres fichiers ou dossiers adressés comme tels aux candidats inscrits à cette session.		07/05/2020				
20195467	Mairie d'Andernos-les-Bains	communication du rapport d'instruction établi par l'instructeur dans le cadre de la demande de permis de construire déposée par sa cliente le 3 avril 2019 et refusée par le maire, concernant l'aménagement de box locatifs pour 732,72 m2 de surface de plancher d'entrepôt à usage privé sur un terrain de 930,00 m2 situé, X - Caasi 6 - lot X, à Andernos-les-Bains (33510).		19/05/2020				
20195470	Préfecture des Hautes-Alpes	copie du courrier adressé au maire de la ville de Gap demandant le retrait de l'arrêté du 12 mars 2019 de radiation des effectifs pris à l'encontre de sa cliente.		23/04/2020				
20195471	Communauté d'agglomération du centre de la Martinique (CACEM)	communication des documents relatifs au concours apporté à l'association « Jardin Partagé de la Résidence Grand Village » dans le cadre du programme européen LEADER, par courriel pour ceux disponibles au format électronique et par délivrance d'une copie papier à ses frais pour les autres : 1) les correspondances échangées avec la ville de Schoelcher concernant le concours du programme LEADER ; 2) les conventions conclues entre la communauté d'agglomération, la ville et l'association ainsi que leurs éventuels avenants.	23/04/2020	28/04/2020				
20195472	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication du dossier médical constitué lors de son hospitalisation entre octobre 2017 et septembre 2018 au sein de l'hôpital Lariboisière de Madame X, sa mère, sachant que cette dernière a été placée sous sa tutelle en qualité de tutrice à la personne conjointement avec l'UDAF Dordogne, désigné tuteur aux biens.	23/04/2020	28/04/2020				
20195487	Préfecture de police de Paris	copie, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès sachant que l'administration impose que la demande de communication réponde à des exigences qui ne seraient pas prévues par des textes en vigueur, à savoir que cette demande manuscrite datée et signée soit adressée uniquement par voie postale et qu'il convient d'y joindre une enveloppe au format A4 affranchie au tarif recommandé avec avis de réception, mentionnant « vos noms, prénom et adresse », un formulaire recommandé avec avis de réception délivré par la poste permettant la distribution du pli, complété par « vos soins » ainsi qu'un justificatif de domicile.		03/07/2020	Non			
20195488	Communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume	communication de la copie de l'avenant n° 1 du contrat régional d'équilibre territorial (CRET) 2017-2020 signé entre la Région Sud/Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la communauté d'agglomération Sud Sainte-	23/04/2020	28/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Baume et adopté par les délibérations n° 19-352 du 26 juin 2019 de l'assemblée régionale et n° 2019BC045 du 29 juillet 2019 du bureau communautaire.						
20195497	Métropole Aix-Marseille Provence	communication des études et des enquêtes mentionnées d'une part, dans le dossier relatif à l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Marseille concernant le projet d'hôpital prive de Saint-Barnabé et d'autre part, dans l'enquête publique conduite du 17 septembre au 16 octobre 2018 : 1) le diagnostic technique, réalisé en 2014 par la société X, sur l'ensemble des bâtiments de l'ancien collège Louis Armand et ayant mis en évidence la présence d'amiante ; 2) l'étude trafic et circulation réalisée par le bureau d'études X ; 3) le dossier d'étude d'impact réalisé par le bureau d'études X ; 4) l'étude acoustique réalisée par le bureau d'études X ; 5) l'étude air et santé réalisée par le bureau d'études X ; 6) l'étude géotechnique réalisée par le bureau X ; 7) la note hydraulique réalisée par le bureau d'études X.	23/04/2020	12/05/2020				
20195502	Cour d'appel de Grenoble	copie de l'avis de la commission administrative paritaire des 20 et 21 mars 2019 sur l'avancement au choix des adjoints administratifs dans le corps des secrétaires administratifs.		24/04/2020	Fin			
20195506	Ministère de la Transition écologique	communication de la copie du dossier d'examen soumis au conseil national de la protection de la nature (CNPN) relatif au renouvellement triennal des tirs de régulation des grands cormorans au niveau national.	23/04/2020	28/04/2020				
20195508	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société X, de la liste exhaustive des comptes bancaires recensés dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) ouverts au nom de cette société.		23/04/2020				
20195509	Mairie de Flamanville (50)	copie de l'entier dossier de déclaration préalable n° 076 264 19 R002 déposée le 14 mars 2019 par Orange autorisant l'implantation d'une antenne de radio téléphonie rue du Petit Pont.		23/04/2020				
20195517	Ministère des armées	communication des documents suivants le concernant : 1) le relevé de période ou certificat de travail ; 2) le relevé de carrière du plan amiante ; 3) la décision portant le montant définitif de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA), au moment de son départ ; 4) la déclaration d'acceptation des conditions de départ à l'ACAATA ; 5) la décision d'admission à l'ACAATA établie par l'établissement.	23/04/2020	28/04/2020				
20195519	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	communication des éléments manquants de son dossier administratif individuel, à la suite d'une précédente transmission : 1) son livret de stage, défini à l'article 7 de l'arrêté du 27 novembre 2013 fixant les modalités de la formation des ingénieurs de laboratoire relevant du ministre de l'économie et des finances ; 2) la note du 8 octobre 2019 du responsable d'établissement du laboratoire de Montpellier faisant état de « difficultés à [se] mouvoir dans un cadre administratif normé et hiérarchique » sur la base de laquelle se fonde la décision de prolongation de son stage d'une durée de six mois.		23/04/2020				
20195524	Mutualité sociale agricole Côtes Normandes (MSA 50)	communication du relevé d'exploitation et des bulletins de mutation des terres des parcelles X et X dont il est propriétaire, depuis l'année 2007, sur la commune de Tirepied-sur-Sée.	23/04/2020	03/06/2020	Oui			
20195527	Ministère de l'Intérieur	communication des documents suivants, la concernant : 1) l'avis du comité médical ministériel du 15 mai 2018 ; 2) l'avis du comité médical ministériel du 4 décembre 2018 ; 3) le dernier avis du comité médical ministériel du 2 juillet 2019.		23/04/2020	Oui			
20195533	Mairie de Saint-Pierre-du-Champ (43)	communication des documents relatifs à l'étude et au financement d'un espace de loisirs centré sur un territoire de 70 hectares de la zone Natura 2000 des gorges de l'Arzon : 1) le cahier des charges de l'étude confiée à la société de conseil LA BELLE IDEE ; 2) par la suite, l'ensemble des documents liés au projet.	23/04/2020	28/04/2020	Fin			
20195542	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	communication, par courrier électronique, sous format électronique csv, de l'ensemble des données au-delà de mars 2015 du car labelling de l'ADEME, relatif aux émissions de CO2 et de polluants des véhicules commercialisés en France.	19/12/2019	13/02/2020	Non			
20195543	Collège Bebel de Sainte-Rose (971)	consultation de son dossier administratif.		07/04/2020				
20195546	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)	consultation de son entier dossier administratif .		04/05/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20195555	Ecole nationale de la magistrature (ENM)	communication de la liste des candidatures retenues pour la formation du cycle approfondi d'études judiciaires (CADEJ) pour l'année 2019-2020 pour laquelle son dossier a été écarté.	23/04/2020	09/06/2020	Oui			
20195557	Caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie (CPAM 73)	communication d'une attestation de ses frais de santé pour la période du 1er janvier au 28 février 2010.		12/05/2020	Fin			
20195561	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DIRECCTE 84-Unité départementale)	consultation de son dossier administratif.		23/04/2020	Oui			
20195563	Mairie de Rouffiac-Tolosan	communication, à ses frais, de la copie de l'entier dossier, y compris les annexes et les avis des personnes publiques associées, de permis de construire PC X, octroyé le 8 août 2019 à la SCCV LA ROUFFIACOISE II sur l'emprise foncière du X.		06/07/2020				
20195564	Service départemental d'incendie et de secours de la Martinique (SDIS 972)	copie de la fiche de poste de son client pour la période du 1er décembre 2014 au 28 février 2016.		08/06/2020				
20195568	Ministère de l'Intérieur	copie de la décision 48SI du 13 décembre 2018 constatant l'invalidité du permis de conduire de son client.		19/05/2020	Oui			
20195569	Mairie de Villeneuve-le-Roi	copie du document officiel d'expropriation prouvant le changement de statut du sentier des Cerisiers, ainsi que l'accord écrit et signé sur cette opération par les deux parents de la demanderesse, Monsieur X et Madame X.	23/04/2020	28/04/2020				
20195570	Mairie de Beauvoisin	communication des comptes mensuels de la commune depuis juin 2019 jusqu'à la fin du mandat du maire.		02/06/2020	Oui			
20195572	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Réunion (DIRECCTE 978)	communication des documents suivants concernant des travaux de désamiantage d'une ancienne usine jouxtant sa propriété appartenant à la Région Réunion : 1) le plan de retrait de l'amiante ; 2) le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSP) ; 3) les résultats des analyses effectuées et les bordereaux de suivi des déchets ; 4) tous autres documents, prescriptions ou recommandations relatifs à cette opération.		19/05/2020				
20195573	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'entier dossier administratif et médical de sa cliente.		04/05/2020	Oui			
20195574	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	copie de sa déclaration de revenus 2018 sur les revenus de l'année 2017.		02/04/2020				
20195576	Mairie de Houilles	copie des documents suivants concernant la procédure déposée au tribunal administratif relative à la non-rectification du procès-verbal des élections professionnelles du 6 décembre 2018 : 1) le courrier, bordereau d'envoi ou courriel du procès-verbal rectifié adressé à la préfecture ; 2) l'accusé de réception de la préfecture ; 3) le courriel de réponse de la préfecture ; 4) le bulletin de vote « X », tel que proposé aux électeurs.	25/06/2020	03/07/2020				
20195577	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	copie des documents suivants, relatifs à la décision du 17 avril 2019 portant sur son inaptitude physique à ses fonctions : 1) le procès-verbal de séance du comité médical du 11 avril 2019 ; 2) le dossier médical ayant servi à la saisine du comité médical.		10/06/2020				
20195578	Communauté de communes Faucigny-Glières	communication, de préférence au format Excel à défaut au format PDF, pour les années 2016, 2017 et 2018 des grands livres des comptes et des comptes administratifs concernant : 1) le budget principal de la collectivité ; 2) le budget annexe gestion des déchets ; 3) le budget annexe centre nautique ; mentionnant le chapitre, la nature comptable et la fonction comptable détaillée, la date et le numéro du mandat ou du titre, le libellé du mandat ou titre, le montant hors taxe et TTC, le libellé du tiers.		24/04/2020				
20195580	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par courrier électronique ou par envoi postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduite de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès.		24/06/2020				
20195583	Tribunal d'instance de Villeurbanne	consultation du dossier du grand-père maternel de son client, Monsieur X, décédé le X, au sein duquel figurent des éléments qui conforteront la demande de reconnaissance de la nationalité française de son client actuellement pendante devant la cour d'appel de Lyon.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20195585	Mairie de Bray-sur-Seine	consultation, aux horaires d'ouverture de la mairie, de la situation budgétaire de la commune, par chapitre, arrêtée au 30 septembre 2019.		24/04/2020	Fin			
20195587	Mairie de Saint-Victoret	copie du permis de construire concernant le bien situé au X, sans qu'il ait l'obligation de fournir, au préalable, le nom de la personne qui a déposé ledit permis de construire.		06/05/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20195593	Mairie de Coudekerque-Branche	communication, à son client, ainsi qu'à son nouvel employeur, de l'attestation de ses droits à congés existant à la date de son affectation au sein de la communauté urbaine de Dunkerque, le 15 mai 2017.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20195595	Ministère des armées	copie du dossier médical de feu son grand-père, Monsieur X né X, décédé le X, qui a servi dans l'armée françaises de 1920 à 1940.	20/02/2020	03/03/2020				
20195601	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière à jour et complété des années manquantes.		24/04/2020				
20195602	Université Paris Descartes - Paris V (utiliser Université de Paris)	communication du procès-verbal de la séance du conseil exécutif de la faculté de médecine de l'université en date du 26 avril 2018 pendant lequel a été rendu un avis sur la candidature de sa cliente à l'emploi de professeur d'université - praticien hospitalier (PHUP) X.	16/01/2020	20/01/2020				
20195603	Mairie de Moustoir-Ac	consultation, en sa qualité de conseiller municipal, du détail de la ligne « 6042 - Achats et prestations de services » du compte administratif 2018.		28/04/2020				
20195606	Ministère des armées	copie d'un extrait détaillé des services militaires de feu son père, Monsieur X né presumed en 1906, ainsi que l'ensemble des documents le concernant, sachant qu'une seule attestation lui a été adressée.	20/02/2020	04/03/2020				
20195613	Rectorat de l'académie de la Martinique (AC 972)	consultation de l'intégralité des documents compris dans son dossier administratif.		24/04/2020				
20195620	Université de Nantes	consultation et délivrance de copie de ses copies d'examens du master 1 droit privé année 2018-2019.	14/05/2020	18/05/2020	Oui			
20195634	Agence régionale de santé de Guyane (ARS 973-Direction générale)	communication, avant la tenue de la commission administrative paritaire, du rapport circonstancié le concernant relatif à l'avancement 2020 pour l'accès au grade de T3S en chef.	25/06/2020	03/07/2020	Par			
20195639	Métropole du Grand Nancy	communication de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) relative au plan local d'urbanisme (PLU) modifié de la commune de Fléville-devant-Nancy.		24/04/2020	Oui			
20195654	Mairie d'Ornex	consultation des procès-verbaux relatifs au PLUiH de Gex Agglo tels qu'ils ont été rédigés par la commission d'aménagement du territoire de la commune d'Ornex.		19/08/2020	Oui			
20195659	Thonon Agglomération	communication du compte rendu de la « concertation avec les services de la préfecture en juillet 2017 » évoquée par Thonon Agglomération dans le document de délibération du 19 décembre 2017 approuvant le PLU de la commune de Sciez et qui permet à Thonon Agglomération de ne pas répondre aux questions du commissaire enquêteur, notamment sur la différence de classification entre N et Uh1l des terrains riverains du lac.		06/05/2020	Non			
20195662	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière, précis et détaillé, afin de connaître ses droits à la retraite.		10/06/2020				
20195677	Préfecture de la Gironde	communication, à ses frais, des entiers dossiers des autorisations de défrichement n° 07-179 et 07-180 délivrées le 8 août 2008 concernant des parcelles situées à Arès.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20195682	Mairie d'Ondres	copie, à ses frais, des documents suivants : 1) l'entier dossier de création de la ZAC des 3 Fontaines ; 2) l'entier dossier des procédures d'expropriation en rapport avec la ZAC des 3 Fontaines ; 3) l'arrêté déclarant d'utilité publique les expropriations relatives à la ZAC des 3 Fontaines ; 4) l'arrêté portant permis de construire n° PC 40 209 17D0069 délivré le 17 avril 2018 à la société X.	14/05/2020	15/05/2020	Fin			
20195689	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, par courrier électronique ou par envoi postal, de son avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017 ou sa déclaration d'impôts.		28/04/2020				
20195691	Caisse primaire d'assurance maladie des Pyrénées Orientales (CPAM 66)	communication de la décision médicale motivant la décision du 19 avril 2019 de suppression de sa prise en charge pour affection de longue durée (ALD) exonérante.		06/07/2020	Fin			
20195693	Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM 34)	communication du compte rendu de la réunion du 18 décembre 2018 portant sur le plan de prévention des risques inondations (PPRI) de Valras-Plage.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20195694	Mairie de L'Haÿ-les-Roses	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) le permis de construire n° X délivré le 16 novembre 2017 au bénéfice de X pour la construction de deux immeubles collectifs, totalisant 56 logements, signé par le maire le 16 novembre 2017 ; 2) l'arrêté de transfert de permis de construire n° X à la SCI X, délivré le 26 janvier 2018.		08/06/2020	Oui			
20195704	Mairie de Saint-François (Guadeloupe)	communication d'un arrêté en date du 16 août 2019, par lequel le maire de la commune de Saint-François a délivré à la SARL Les Jardins du Hamak, le permis de construire n° PC 971125 18 SF 187.		06/07/2020	Oui			
20195710	Mairie d'Hyères	communication du procès-verbal de constatation par la police municipale en date du 7 octobre 2019 relatif aux obligations légales de débroussaillage et au risque de propagation incendie de la parcelle X dont il est propriétaire.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20195719	Service départemental d'incendie et de secours de la Gironde (SDIS 33)	communication de l'entier dossier relatif à l'accident du 2 juillet 2018 reconnu imputable au service dont a été victime son client.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20195721	Mairie de Vallabrix	communication des entretiens d'évaluation professionnelle de 2015, 2016, 2017 et 2018 de Monsieur X.		11/05/2020	Fin			
20195726	Mairie de Marcheprime	copie, en sa qualité de conseillère municipale, par courrier électronique, de l'intégralité du grand livre comptable de l'ensemble des budgets, par article, pour les années 2009 à 2019.		08/06/2020	Oui			
20195728	Caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône (CPAM 13)	communication de son décompte de remboursement de soins depuis 2013, afin d'établir la réalité de sa présence en France depuis cette date, dans le cadre de ses démarches de régularisation de séjour.		10/06/2020	Oui			
20195733	Conseil départemental des Vosges	copie du compte rendu de l'expertise médicale réalisée par le docteur X le 25 juillet 2019.		05/05/2020	Oui			
20195735	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, afin de connaître les causes de la mort et de faire valoir ses droits de saisir l'ONIAM, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de dossier médical de son père, Monsieur X décédé le 25 janvier 2017 à l'Hôpital Ambroise Paré.		11/06/2020				
20195737	Rectorat de l'académie de Grenoble (AC 38)	communication de la copie du formulaire « Indemnités pour activités péri-éducatives », rempli et tamponné par l'inspecteur de l'éducation nationale du 1er degré (IEN) en charge de l'attribution des indemnités péri-éducatives (IPE) 2018-2019.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20195746	Mairie de Barbonne-Fayel	copie du procès-verbal du conseil municipal au cours duquel a été votée l'autorisation d'implantation de l'antenne-relais.		24/04/2020	Oui			
20195748	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier médical constitué en 2015 par le service de pneumologie de l'hôpital Avicenne.		07/04/2020	Oui			
20195752	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	copie, au format papier, pour période courant de 2014 à 2017, des documents portant sur les subventions annuelles versées par la collectivité aux associations des communes suivantes : - Aureille ; - Les-Baux-de-Provence ; - Châteaurenard ; - Eygalières ; - Fontvieille ; - Mas-Blanc-des-Alpilles ; - Maussane-les-Alpilles ; - Mouriès ; - Le Paradou ; - Saint-Étienne-du-Grès ; - Saint-Rémy-de-Provence.		07/04/2020	Oui			
20195756	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication des documents suivants, dans le cadre de sa radiation en 2004 du statut dérogatoire MSA de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, maintenu en 1981 : 1) les statuts et le règlement intérieur de l'ex C.MSA-19 en vigueur en 2004, au visa des articles L723-2 et R723-3 du code rural et de la pêche maritime ; 2) la ou les circulaire(s) interne(s) à la MSA (centrale) prise(s) pour l'application de l'article 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (article L722-7) ; 3) le rapport sur les décisions (...), stipulé au paragraphe 2 de l'article L722-7, en vigueur en 2004 et depuis 1981 .	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20195757	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)	communication des documents suivants, dans le cadre de sa radiation en 2004 du statut dérogatoire MSA de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, maintenu en 1981 : 1) les statuts et le règlement intérieur de l'ex C.MSA-19 en vigueur en 2004, au visa des articles L723-2 et R723-3 du code rural et de la pêche maritime ; 2) la ou les circulaire(s) interne(s) à la MSA (centrale) prise(s) pour l'application de l'article 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (article L722-7) ; 3) le rapport sur les décisions (...), stipulé au paragraphe 2 de l'article L722-7, en vigueur en 2004 et depuis 1981 .	16/01/2020	20/01/2020				
20195758	Mutualité sociale agricole du Limousin (MSA 87)	communication des documents suivants, dans le cadre de sa radiation en 2004 du statut dérogatoire MSA de chef d'exploitation ou d'entreprise agricole, maintenu en 1981 : 1) les statuts et le règlement intérieur de l'ex C.MSA-19 en vigueur en 2004, au visa des articles L723-2 et R723-3 du code rural et de la pêche maritime ; 2) la ou les circulaire(s) interne(s) à la MSA (centrale) prise(s) pour l'application de l'article 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole (article L722-7) ; 3) le rapport sur les décisions (...), stipulé au paragraphe 2 de l'article L722-7, en vigueur en 2004 et depuis 1981 .	16/01/2020	20/01/2020	Fin			
20195761	Centre de gestion de la fonction publique territoriale	communication de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier médical.		24/04/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	de Vaucluse (CGFPT 84)							
20195762	Mairie de Lille	copie des documents suivants régissant la servitude pour les parcelles cadastrées X, faisant partie de l'assiette du lot volume 1 de la copropriété dont le demandeur est membre : 1) l'acte authentique reçu par Maître X, notaire à Lille, le 30 mai 1991, constituant une servitude de cour commune, publié au premier bureau de Lille les 20 juin et 1er août 1991, volume 91P, numéro 4761, suivi d'une attestation rectificative en date du 23 juillet 1991, publiée le 1er août 1991, volume 91P, numéro 5909 (référence extraits de l'acte de vente, joints à la première correspondance en date du 12 novembre 2017) ; 2) à défaut, tout autre acte ou pièce indiquant les droits et responsabilités de la mairie pour la gestion des dites parcelles cadastrées.	23/04/2020	25/06/2020	Fin			
20195765	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication de l'intégralité du dossier de demande de visa de long séjour du fils de son client, déposé au consulat de France à Conakry (Guinée), qui a fait l'objet d'une décision de refus en date du 28 mai 2019.		06/05/2020	Oui			
20195766	Mairie de Louviers	consultation des tables décennales pour la période 1903 à ce jour.	16/01/2020	21/01/2020				
20195767	Association départementale des communes forestières de Savoie	communication des justificatifs que devaient fournir la commune d'Arvillard pour les fonds d'amorçage dont les conventions de mise à disposition ont été signées en 2007, 2010, et 2011 : 1) fiches d'assiette des coupes, normalement jointes à la demande ; 2) copies des factures, y compris maîtrise d'œuvre ; 3) volume de bois sortis ; 4) produits résultants et leur destination ; 5) détails des travaux ayant été préfinancés ; 6) copie des titres de recettes (années 2010 et 2011).	29/10/2020	06/11/2020	Fin			
20195769	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	communication, par par voie postale ou électronique, des copies d'examen du baccalauréat professionnel passé par son fils X, au LPO Jean Moulin de Béziers, pour chacune des matières suivantes : - U02 : préparation d'une opération (note 4/20) ; - U31 : réalisation d'une installation (note 8/20) ; - U32 : livraison d'une installation (note 2/20) ; - U33 : dépannage d'une installation (note 7/20) ;	25/06/2020	02/07/2020	Non			
20195771	Service départemental d'incendie et de secours du Morbihan (SDIS 56)	communication de la copie de la fiche technique relative à l'accessibilité des véhicules de lutte contre l'incendie aux bâtiments.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20195779	Préfecture d'Ille-et-Vilaine	communication de la copie des documents relatifs à l'X domiciliée au X : 1) le contrat conclu en 2014 entre l'association et l'État et, plus généralement, tous documents définissant les obligations des parties ; 2) l'état des lieux réalisé fin des années 1990 ou début des années 2000 en ce qui concerne les mares des 18 gabions ; 3) les autorisations de travaux délivrées depuis 1990 en ce qui concerne les 18 gabions ; 4) les demandes et les autorisations exceptionnelles de travaux et de circulation sur le domaine public maritime consenties, notamment celle au profit du gabion numéro un (suite à l'incendie dont il avait fait l'objet) ; 5) les demandes de travaux et d'autorisation de toutes natures demandées par l'association et les autorisations délivrées à son profit ; 6) les demandes et autorisations de travaux 2019.	16/01/2020	21/01/2020	Oui			
20195780	Mairie de Pineuilh	communication du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 28 août 2019.		07/07/2020	Oui			
20195782	Préfecture d'Eure-et-Loir	communication, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département.	02/04/2020	09/04/2020	Oui			
20195787	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	copie, par envoi postal, de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		24/04/2020	Oui			
20195792	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication, par envoi postal ou par courrier électronique et non uniquement consultation comme proposé par l'administration, des documents suivants concernant sa cliente : 1) son dossier administratif individuel ; 2) son dossier de médecine professionnelle et préventive ; 3) les dossiers constitués auprès des secrétariats du comité médical et de la commission de réforme ; 4) les documents relatifs aux emplois permanents relevant du corps des psychologues de l'éducation nationale depuis le mois de janvier 2008 : le tableau des effectifs, les fiches de poste, les organigrammes au sein desquels ces emplois sont mentionnés.		06/05/2020	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20195795	Mairie d'Arvillard	copie du détail des opérations au crédit du compte 1641 pour l'année 2010.		24/04/2020	Oui			
20195797	Mairie de Douai	copie des délibérations ou des accréditations fixant le cadre d'utilisation des véhicules immatriculés X.		24/04/2020				
20195798	Ministère de la Transition écologique	communication de la liste établie par la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), des entreprises soumises au règlement européen 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque.	25/06/2020	02/07/2020				
20195799	Odyssi	communication, par courriel ou à défaut sous format papier à ses frais, des documents relatifs à l'écoulement d'eaux usées sur le X sur la commune de Saint-Joseph : 1) les correspondances (lettres, messages, etc.) échangées avec la ville de Saint-Joseph concernant cette affaire ; 2) les rapports rédigés par les services de l'ODYSSI.	14/05/2020	15/05/2020				
20195801	Préfecture de la Sarthe	communication des listes électorales du département pour l'année 2019.	30/01/2020	17/02/2020				
20195802	Mairie de Lunel	communication, au lieu de la consultation proposée, de l'autorisation de travaux n° X.		24/04/2020	Oui			
20195820	Rectorat de l'académie de Guadeloupe (AC 971)	copie de la décision de la commission administrative paritaire académique (CAPA) des ATRF du 25 juin 2019 fondant l'arrêté de radiation pris à son encontre.		07/05/2020				
20195824	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la fiche de calcul et du modèle « U » du numéro avariant 0036889 X situé sur la commune Le Bourget du Lac, afin de déterminer pour sa cliente, bénéficiaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droit réel délivrée par la Société d'Exploitation Aéroport Chambéry-Aix aux fins d'exercice de son activité de transporteur aérien, la ventilation des bâtiments aboutissant à la valeur locative cadastrale d'occupation.		19/05/2020				
20195828	Préfecture de la Guadeloupe	communication des documents relatifs à son client : 1) toutes les décisions préfectorales et administratives prises à l'encontre de son client au regard de son droit au séjour, de circulation et d'asile ; 2) les notifications desdites décisions ; 3) l'arrêté portant obligation de quitter le territoire en date du 24 octobre 2019 et sa notification.		11/05/2020	Oui			
20195833	Préfecture du Tarn	communication de tout document (accord, arrêté, convention, décision, engagement, ordre de virement, subvention ou autre), témoignant explicitement du montant de toute intervention financière opérée jusqu'à ce jour par l'État ou sous son contrôle, au profit du très haut débit (THD) tarnais, en particulier en provenance du fonds européen de développement régional (FEDER) de l'Union Européenne (UE) et de l'État directement, via notamment le fonds pour la société numérique (FSN) France très haut débit.	16/07/2020	22/07/2020	Fin			
20195838	Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM 34)	copie des documents suivants : 1) l'entier dossier de permis de construire concernant une étable pour bovins délivré le 27 mars 2014 à Monsieur X sous le n° X, dont l'instruction aurait été prise en charge d'abord par l'agence de Béziers pour ensuite être suivie par celle de Clermont l'Hérault ; 2) l'entier dossier de permis de construire délivré en 2015 à Monsieur X pour le même projet de création d'une étable pour bovins.		19/05/2020	Oui			
20195839	Mairie de Limoux	copie des actes (arrêtés municipaux) ou délibérations du conseil municipal procédant à la désaffectation et au déclassement de l'ancien lavoir public, immeuble vendu à ses clients sous la référence cadastrale X, correspondant au X.	04/06/2020	19/06/2020	Fin			
20195842	Université Lille 2 Droit et Santé (n'existe plus utiliser Université de Lille)	consultation de l'intégralité de ses copies d'examen de la session de rattrapage (2018/2019).	25/06/2020	02/07/2020	Non			
20195844	Préfecture d'Eure-et-Loir	copie, par courrier électronique, ou, à défaut, par envoi postal, des avis défavorables suivants ayant fondé le certificat d'urbanisme pré-opérationnel négatif du 1er octobre 2019 notifié à sa cliente par le maire, relatifs au dépôt par cette dernière le 25 juillet 2019, d'une demande de certificat d'urbanisme pour la parcelle X mentionnant comme projet la construction d'une maison d'habitation : 2) l'avis défavorable de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 12 septembre 2019 ; 3) l'avis défavorable du directeur départemental des territoires.		19/05/2020				
20195848	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de sa cliente constitué pendant son hospitalisation au sein de l'hôpital Lariboisière du 6 avril 2015 au 14 avril 2015, puis du 21 mai 2015 au 27 mai 2015, pour une prise en charge chirurgicale par le Professeur X.		05/05/2020				
20195850	Tribunal de grande instance de Saint-Pierre	copie du document par lequel Maître X, huissier de justice, a déposé sa signature et son paraphe auprès		24/04/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		du greffe du tribunal de grande instance de Saint-Pierre, ressort territorial de son office.						
20195851	Agglomération de la Région de Compiègne (ARC)	communication du listing de la collecte des déchets ménagers du X, pour l'année écoulée.	25/06/2020	02/07/2020				
20195853	Ecole élémentaire des Condamines de Versailles	consultation et obtention d'une copie de la liste des parents d'élèves de l'établissement scolaire mentionnant les coordonnées de ceux ayant donné leur accord exprès à cette communication.	14/05/2020	18/05/2020	Oui			
20195858	Groupe hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis	communication de la copie du dossier médical de son client, incarcéré à la maison centrale de Saint-Martin de Ré, notamment les documents et éléments relatifs à la partie dentaire.		22/04/2020	Oui			
20195865	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie de l'intégralité de son dossier relatif à sa maladie professionnelle en date du 11 décembre 2017, notamment : - l'attestation de salaire ; - les divers certificats médicaux ; - les constats faits par la Caisse Primaire ; - les informations parvenues à la Caisse de chacune des parties ; - les éléments communiqués par la Caisse Régionale ; - le rapport de l'expert technique ; - le rapport circonstancié de l'employeur décrivant son poste de travail ; - l'avis motivé du médecin du travail portant sur sa maladie et la réalité de son exposition à un risque professionnel.		29/06/2020	Oui			
20195875	Mairie de Moret-sur-Loing	communication des comptes des associations subventionnées suivantes, pour les années 2016, 2017 et 2018 : 1) « l'association pour les relations internationales de Moret » (APRIM) ; 2) « Les amis de Moret » ; 3) « l'union sportive municipale de Veneux-les Sablons » (USMVS) ; 4) « l'office de coordination à l'animation locale de Moret » (OCALM) ; 5) « sport et plein air à Moret » (SEPAM) ; 6) « l'association pour le développement social et culturel » (ADSCE).	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20195879	Mairie d'Angervilliers	consultation des comptes de la commune depuis 2014.		06/04/2020				
20195880	Conseil départemental du Lot	copie, dans le cadre de recherches généalogiques, de l'intégralité des documents se rapportant au jugement prononcé le 10 octobre 1947 par le tribunal correctionnel de Cahors à l'encontre son oncle, Monsieur X, né le X, conservé aux Archives départementales du Lot sous la cote 1187 W 202.	30/01/2020	04/02/2020	Oui			
20195881	Ministère de la culture	communication des archives photographiques et photogrammétriques de la grotte de Niaux.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20195883	Ministère des armées	copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical notamment la partie constituée pendant son hospitalisation du 17 au 23 octobre 2018 à l'hôpital d'instruction des armées Percy, dans le service de neurologie dirigé par le docteur X.		06/05/2020	Oui			
20195889	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès.		08/06/2020				
20195892	Centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre/Abymes - Centre hospitalier universitaire de la Guadeloupe	communication, par courrier électronique au format informatique tableur (excel de préférence), de la liste intégrale du personnel non médical (titulaire et contractuel) comprenant le nom, le prénom, le grade et l'affectation.		11/05/2020				
20195896	Préfecture du Puy-de-Dôme	communication de la lettre d'observations du 23 janvier 2019 du contrôle de légalité de la préfecture adressée aux services de la Métropole portant sur la délibération du 16 novembre 2018 par laquelle le conseil métropolitain adoptait le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)..	04/06/2020	19/06/2020				
20195897	La Poste	copie du procès-verbal de la commission de réforme du 7 novembre 2019, sans occultation du nom des participants.	25/06/2020	02/07/2020				
20195898	Mairie de Laval (38)	consultation de la liste des détenteurs d'animaux d'élevage de la commune dans le cadre de l'attribution par le maire du permis de construire à un bénéficiaire dans une zone NC du Plan d'occupation des sols sur laquelle seules sont autorisées, les constructions et installations, les occupations et utilisations du sol directement liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles.	14/05/2020	03/07/2020	Oui			
20195909	Métropole européenne de Lille (MEL)	communication de la copie des documents se rapportant à l'installation d'un ralentisseur installé au cours de l'année 2018 face à l'immeuble de sa cliente : 1) les rapports acoustiques réalisés les 14 Février et 8 Mars 2019 par le cabinet d'experts X ; 2) les relevés des sondes qui ont été réalisés.	14/05/2020	15/05/2020	Non			
20195911	Mairie de Chenay	communication des documents suivants : 1) le grand livre complet des écritures 2018 ;		06/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le détail historique des comptes d'immobilisations à jour des amortissements à fin 2018, à savoir l'ensemble des Immobilisations, terrains, constructions, installations techniques, mobilier, matériel de transport, etc. ; 3) le tableau des emprunts et leurs amortissements.						
20195921	Centre hospitalier Robert Bisson de Lisieux	copie, et non uniquement consultation sur place comme proposé par l'établissement hospitalier, de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente.	14/05/2020	25/05/2020	Oui			
20195924	Mairie de Saint-Clément	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les bordereaux de paiement émis par la commune pour les années 2009 à 2019 ; 2) la convention pluriannuelle de déneigement passée avec le département de l'Ardèche, voire avec la commune de La Rochette.		19/05/2020				
20195933	Préfecture de police de Paris	copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical.		28/04/2020				
20195937	Mairie de Paris	communication des documents et éléments se rapportant aux campagnes publicitaires menées sur les médias sociaux et notamment : 1) les documents concernant le budget de la ville pour la communication en ligne et plus particulièrement la communication sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram et autres), ainsi que les prévisions pour ces dépenses en 2020 ; 2) les justificatifs des montants réglés à Facebook pour la communication des « posts » en 2019, avec une spécification par campagne.	25/06/2020	02/07/2020	Par			
20195938	Hôpital Marie Lannelongue	communication, par voie postale, du compte rendu opératoire à la suite de l'intervention du professeur X du 4 juin 2019.		24/04/2020	Oui			
20195940	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie, par voie postale, de la preuve de notification de la décision de refus opposé au renouvellement de son titre de séjour pour raison médicale déposé en 2017.		08/06/2020				
20195950	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, en sa qualité de conjoint survivante donataire de Monsieur X, de l'ensemble des documents administratifs (y compris les documents préparatoires et correspondances adressées à son époux et les réponses faites par celui-ci) relatifs aux versements initiaux ou rectificatifs signalés à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP) notamment au cours des années 2013, 2014 et 2015.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20195951	Communauté de communes Cœur de Chartreuse	copie des documents suivants : 1) le registre ou répertoire des avis de publication du recueil des actes administratifs pour les années 2014 à 2019 ; 2) le titre de recette perçu au titre des excédents 2014 et 2015 de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères de la communauté de communes ; 3) la délibération affectant le résultat excédentaire à l'appui de la décision budgétaire de reprise du compte financier de l'exercice.		24/04/2020	Oui			
20195954	Ministère de la Justice	communication de ses bulletins de salaire pour la période courant de juin 2012 à décembre 2013 relatifs à son emploi en qualité d'auxiliaire d'étage à la maison d'arrêt de Luynes.		24/04/2020	Fin			
20195955	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du Pays d'Urfé (EHPAD 42)	communication du document de validation délivré par l'ARS ayant permis le dépôt de l'avis de concours professionnel permettant l'accès au grade de Cadre Supérieur de Santé.	16/07/2020	22/07/2020				
20195957	Préfecture du Nord	communication de la copie intégrale des actes délivrés par le maire de Willems, tels que transmis le 24 septembre 2019 au contrôle de légalité : 1) concernant le permis de construire n° X, relatif à la construction de 27 logements collectifs (bénéficiaire : X), délivré le 15 septembre 2019 : a) l'arrêté en date du 15 septembre 2019 accordant ledit permis de construire et l'ensemble de ses annexes et pièces jointes ; b) l'entier dossier de demande de permis de construire ; 2) concernant le permis de construire n° X, relatif à la construction d'un immeuble de bureau (bénéficiaire : X), délivré le 17 septembre 2019 : a) l'arrêté en date du 17 septembre 2019 accordant ledit permis de construire et l'ensemble de ses annexes et pièces jointes ; b) l'entier dossier de demande de permis de construire.		11/05/2020				
20195958	Mairie de Saint-Hippolyte (66)	communication de l'ensemble des permis de construire (ou autres autorisations ou déclarations d'urbanisme) délivrés pour les parcelles cadastrées X.		09/06/2020				
20195959	Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	copie, par courrier électronique, de la liste, ou tout document en tenant lieu, de l'ensemble du patrimoine immobilier de la région Nouvelle Aquitaine	14/05/2020	03/07/2020	Fin			
20195963	Office français de la Biodiversité (OFB)	copie, dans le cadre des propositions au grade supérieur établies par sa hiérarchie, des documents		24/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		suivants : 1) l'imprimé d'évaluation 2019 au titre de la promotion ; 2) l'imprimé PM 140.						
20195980	Agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes - Délégation territoriale de l'Allier (ARS 03)	communication du rapport circonstancié d'hospitalisation de sa mère, par laquelle il est mandatée, au sein du service de médecine post urgence de Madame le Dr X, du CHU de Clermont-Ferrand, pour la période allant du 30 avril au 3 juin 2015.		27/01/2020	Fin			
20195981	Caisse de Prévoyance et Retraite du personnel de la SNCF	communication de l'intégralité de son dossier administratif, établi par la Caisse lors de l'instruction de la demande de reconnaissance de son accident du travail en date du 27 septembre 2017, à savoir : 1) la déclaration d'accident du travail et l'attestation de salaire ; 2) l'ensemble des certificats médicaux ; 3) les constats faits par la caisse primaire ; 4) les informations de chacune des parties parvenues à la caisse primaire d'assurance maladie ; 5) le rapport de l'expert technique ; 6) le rapport circonstancié de l'employeur décrivant son poste de travail ; 7) l'avis motivé du médecin du travail portant sur son accident et la réalité de son exposition à un risque professionnel.		29/06/2020	Oui			
20195986	Centre hospitalier des Pyrénées	communication, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique de l'intégralité du dossier médical de son frère, Monsieur X, décédé en juin 2019.		09/04/2020				
20195988	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication du titre exécutoire fondant la saisie administrative à tiers détenteur en date du 26 septembre 2019 émis à l'encontre de son client.		22/04/2020				
20195989	Mairie de L'Abergement-Clémenciat	communication des documents relatifs à l'implantation d'une antenne relais sur la commune : 1) le courrier et les annexes envoyés par la société ORANGE à la mairie, notamment le rapport de 14 pages dont la carte FN1 T0 00082108H3ND_RS_L_ABERGEMENT_CLEMENCIAT_ORF fait partie ; 2) le dossier d'information détenu par la mairie.	25/06/2020	02/07/2020	Par			
20195990	Mairie de Cany-Barville	communication, sur support papier ou format informatique, de l'intégralité du dossier relatif aux travaux, confiés par délégation de maîtrise d'ouvrage à la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (FDAAPPMA), sur les vannages de la turbine communale, notamment : 1) le plan de l'état initial ; 2) le niveau légal attenant au « droit d'eau » de la commune ; 3) le nouveau « règlement » précisant les niveaux au droit de cet ouvrage et des dispositifs de vannage ; 4) le rapport d'études sur le projet ; 5) la notice de prise en compte des incidences et en particulier liées aux droits de riveraineté ; 6) le pourcentage de répartition des eaux sur les deux bras de rivière dans la commune ; 7) le plan des travaux réalisés.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20195997	Mairie de Mérens-Les-Vals	communication de la copie du permis de construire de l'usine d'embouteillage d'eau minérale n° PC X, déposé le 29 septembre 2018 par Monsieur X pour LA COMPAGNIE DES PYRENEES (LCDP) et accordé le 9 mars 2019, y compris ses annexes.		24/06/2020				
20196004	Ministère des armées	communication des documents suivants le concernant : 1) le relevé de période ou certificat de travail , 2) le relevé de carrière du plan amiante.		24/04/2020				
20196006	Mairie de Saint-Denis de la Réunion (974)	communication des documents se rapportant à l'allée des Spinelles : 1) l'acte de propriété signé entre Monsieur X et la commune . 2) « le décret concernant la modification de la nomination de l'impasse X en allée des Spinelles ».	16/07/2020	23/07/2020				
20196007	Rectorat de l'académie de Lyon (AC 69)	communication de son dossier administratif et notamment : 1) ses contrats de travail de septembre 1990 à août 1992 ; 2) sa lettre de licenciement ; 3) les motifs de son licenciement.		11/05/2020	Oui			
20196011	Communauté d'agglomération - Valenciennes Métropole	communication de la copie des factures acquittées, visées dans la délibération du bureau communautaire du 25 mars 2016 octroyant une subvention d'aide à l'investissement à X sur la commune de X.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20196013	Mairie de Suippes	communication, par consultation ou sur clé USB, de tous les documents relatifs à la demande et à l'usage des subventions que chaque association a perçues auprès de la mairie.		08/06/2020				
20196015	Mairie de Rochefort	communication des documents suivants, relatifs à la vente de l'école Colbert : 1) l'estimation des domaines relative à ce bâtiment ;	30/01/2020	05/02/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les contrats passés avec les différents établissements ayant mis ce bien à la vente : a) les agences Foncia ; b) les agences Orpi ; c) l'espace investissement à La Rochelle ; d) l'étude notariale X.						
20196016	Mairie d'Orgon	communication de la copie des comptes rendus des conseils municipaux des mois de juin à novembre 2019.		11/05/2020	Oui			
20196019	Conseil départemental de l'ordre des médecins de Meurthe-et-Moselle	communication, par voie électronique ou à défaut par voie postale, de la copie du procès-verbal de la réunion plénière du conseil départemental relative à ses plaintes.		11/05/2020	Oui			
20196022	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de la copie de ses dossiers d'inscription aux concours interne et externe sur titre de technicien hospitalier en janvier 2015.		24/04/2020	Fin			
20196024	Centre hospitalier universitaire de Dijon (CHU)	communication de la copie du dossier médical de son client, incarcéré à la maison d'arrêt de Dijon, notamment la documents et éléments relatifs aux soins dentaires et ophtalmologiques qui lui ont été prodigués.		21/04/2020	Oui			
20196034	Mairie de Vouhé	communication de la copie du récépissé de déclaration en préfecture de la chasse privée de Bois-Fontaine conformément à l'article R424-13-2 du code de l'environnement.	14/05/2020	15/05/2020	Oui			
20196035	Hôpitaux universitaires de Strasbourg (CHRU)	communication, à ses frais, par voie postale, de son dossier médical au centre médico-chirurgical obstétrique (CMCO) de Schiltigheim.		11/05/2020	Oui			
20196037	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'un extrait de rôle pour chacune des créances visées dans les oppositions administratives adressées par les services de la DGFIP, informant son client de saisies administratives à tiers détenteur, effectuées en vue d'assurer le recouvrement de diverses cotisations d'impôt sur le revenu, contributions sociales, taxes d'habitation et autres taxes (et frais y afférents) auprès de tiers détenteurs.		28/04/2020				
20196039	Mairie de Bournezeau	communication de l'avis de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) sur sa mise à la retraite pour invalidité imputable au service.	14/05/2020	19/05/2020	Oui			
20196043	Mairie de La Bouilladisse	communication, par courrier électronique ou sur support informatique de type CD-Rom, de l'intégralité des documents listés dans la demande adressée à la commune relatifs à la procédure d'élaboration d'un plan local d'urbanisme sur le territoire communal approuvé par délibération du 28 décembre 2017.		24/06/2020	Oui			
20196046	Mairie de Saint-Pée-sur-Nivelle	communication des documents suivants : 1) le procès-verbal de révision d'aménagement de la forêt de la commune du 24 octobre 1928 ; 2) l'état nominatif établissant les titulaires du droit d'usage sur la commune.	14/05/2020	02/07/2020	Fin			
20196047	Mairie de Willems	communication, à ses frais, à la suite d'une première transmission incomplète, de la copie intégrale des permis de construire délivrés au bénéfice de X : 1) concernant le permis de construire n° X, relatif à la construction de 27 logements collectifs : a) l'arrêté en date du 15 septembre 2019 accordant ledit permis de construire et l'ensemble de ses annexes et pièces jointes ; b) l'entier dossier de demande de permis de construire ; 2) concernant le permis de construire n° X, relatif à la construction d'un immeuble de bureau : a) l'arrêté en date du 17 septembre 2019 accordant ledit permis de construire et l'ensemble de ses annexes et pièces jointes ; b) l'entier dossier de demande de permis de construire.		11/05/2020	Oui			
20196068	Ministère de la Transition écologique	communication, à la suite de la décision d'inaptitude physique et sensorielle à la navigation dont il fait l'objet, de son dossier médical auprès du collège médical maritime.		11/05/2020				
20196077	Mairie de Saint-Georges de l'Oyapock	1) communication des délibérations qui autorisent le maire à engager les travaux ainsi que les actes d'engagements y afférents, le montant des investissements et les comptes d'imputations budgétaires relatifs à : a) la réfection des routes des lieux dits : cité Savane, cité Adimo, cité Maripa, route village Martin et quartier Onozo ; b) l'installation des lampadaires photovoltaïques cité savane ; c) les délibérations du conseil municipal autorisant la vente ou l'attribution de terrains au lieu-dit Adimo, aux lotissements Emilio Pascal et Saut Maripa ; d) les arrêtés de mise à disposition des véhicules de services au profit du maire et du 1er adjoint de la mairie ; e) les délibérations relatives à l'embauche des personnels non titulaires de la fonction publique territoriale, bénéficiant des contrats aidés ou contrats précaires (CUI - CAE - CDD, etc) ;	04/06/2020	19/06/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) copie, à mettre à sa disposition en mairie, des documents suivants, relatifs à la situation comptable et financière de la mairie : a) les budgets primitifs 2018-2019 votés et validés par le service contrôle de la légalité de la préfecture ; b) les comptes administratifs 2018 et 2019 votés et validés par le service contrôle de la légalité de la préfecture.						
20196082	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué pendant son hospitalisation du 14 au 16 novembre 2019 au sein du service de neurochirurgie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.		06/05/2020				
20196085	Mairie de Chambéry	communication, à ses frais, de la copie de l'entier dossier relatif au projet d'autorisation de travaux porté par sa cliente ayant abouti à une décision de refus d'autorisation d'aménager par décision du 19 septembre 2019.		24/04/2020	Oui			
20196090	Centre hospitalier de Bastia	communication du décompte du compte épargne-temps (CET) détaillé de son client mentionnant notamment : 1) le rappel du nombre de jours maintenus sur le CET au 31 décembre 2018 ; 2) le nombre de jours de congés annuels non pris en 2018 et 2019 ; 3) le nombre de jours de RTT non pris en 2018 et 2019 ; 4) le nombre de jours de temps de travail additionnel (TTA) non récupérés et non indemnisés en 2018 et 2019 ; 5) le nombre de jours total à verser sur le CET en 2018 et 2019.		08/06/2020	Fin			
20196094	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la X, de tous les comptes bancaires recensés dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) ouverts au nom de cette société.	25/06/2020	02/07/2020				
20196095	Conseil départemental du Var	communication, afin de connaître l'état de santé de la défunte et déterminer s'il était compatible avec son maintien à domicile, de la copie des pièces médicales et administratives du dossier d'allocation personnalisée d'autonomie (APA) de sa tante décédée, Madame X, notamment : 1) le document de calcul du montant de l'APA ; 2) le formulaire de demande de l'APA ; 3) la décision d'attribution de l'APA ; 4) les documents médicaux ; 5) le niveau de perte d'autonomie ou groupe iso-ressources (GIR) ; 6) les montants des aides perçues ; 7) les éventuelles réévaluations.	16/07/2020	22/07/2020				
20196098	Centre hospitalier intercommunal des vallées de l'Ariège (CHIVA)	communication du certificat administratif de service fait transmis par l'ordonnateur à la trésorière, relatif à l'expertise réalisée par sa cliente à la demande du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) du 10 novembre 2015 et qui a conduit à une liquidation partielle de la dette.	04/06/2020	19/06/2020	Non			
20196101	Ministère des armées	communication de la copie de l'extrait des services militaire détaillé ainsi que de l'état signalétique concernant son grand-père, Monsieur X, sachant que l'administration lui demande de produire l'original du livret maghzen et non une photocopie.	25/06/2020	02/07/2020	Non			
20196107	Centre national de la recherche scientifique (CNRS)	communication de l'algorithmes du logiciel SIRHUS de gestion des carrières des personnels, décidant de l'ancienneté et des dates de changement d'échelon, en vigueur : 1) actuellement ; 2) en 2011.	04/06/2020	21/10/2020	Oui			
20196111	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de la copie du refus de séjour assorti d'une obligation à quitter le territoire pris à son encontre.		24/04/2020	Oui			
20196117	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie intégrale des documents suivants : 1) le formulaire H2 déclaratif (n° 6652) concernant son appartement sis X ; 2) la fiche de calcul individuel correspondante n° 6675 avec le local type de référence.		19/05/2020				
20196121	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication des documents suivants, anonymisés le cas échéant : 1) la dernière édition de l'annuaire intitulé « liste diplomatique et consulaire », édité par le MEAE ou pour son compte (ou la copie des pages concernant la République du Congo) ; 2) toute demande d'exonération de taxe foncière ou de droits de mutation adressée par la République du Congo ; 3) tout avis adressé par le service du protocole du MEAE à la direction générale des finances publiques (« DGFIP ») relatif à une demande d'exonération de taxe foncière ou de droits de mutation de la République du Congo, toute décision d'exonération de taxe foncière et de droits de mutation ainsi que	25/06/2020	02/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		tout rapport d'enquête à l'appui d'une telle décision, émanant de la DGFiP et adressée au MEAE concernant les biens appartenant à République du Congo ; 4) tout autre document écrit, correspondances, y compris les notes verbales, dossiers, rapports, études, compte rendu, procès-verbaux, statistiques, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, avis, prévisions, et décisions, y compris les décisions d'exonération de taxe, émis ou reçu par le MEAE faisant état de l'utilisation de tout bien, mobilier ou immobilier, tel que, par exemple, des immeubles ou des véhicules, appartenant à la République du Congo et utilisés pour les besoins de sa mission diplomatique.						
20196122	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de la succession de Monsieur X, décédé le le X, père de ses clientes, du document conservé aux Archives départementales des Alpes-Maritimes sous la cote suivante : 708 W : Centre des impôts d 'Antibes : - 708 W 54 : Déclarations de revenus de X déposées en 1982 pour les revenus de 1981.	20/02/2020	24/03/2020				
20196123	Centre hospitalier intercommunal Robert Ballanger (CHI) d'Aulnay-sous-Bois	copie du courrier adressé à la direction générale de l'offre de soin du ministère des affaires sociales et de la santé le 22 juillet 2014 sous la référence JP/ML/125/2014.	04/06/2020	25/06/2020	Oui			
20196126	Mairie de Nothalten	communication de la copie du courrier de la préfecture relatif à la situation financière de la commune et à son classement dans un réseau d'alerte, visé dans le procès-verbal du conseil municipal du 27 juin 2018.	25/06/2020	24/07/2020	Oui			
20196133	Ministère de la Justice	communication, pour son client incarcéré au Centre pénitentiaire de Riom, d'une copie de l'extrait pertinent du règlement intérieur de l'établissement prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus.	14/05/2020	02/07/2020	Oui			
20196136	Mairie d'Ayze	communication, par courriel, au format PDF ou excel, des documents budgétaires suivants pour les exercices 2016, 2017 et 2018 : 1) le compte administratif du budget principal de la commune ; 2) le grand livre des comptes du budget principal de la commune comprenant : a) la nature comptable et le chapitre budgétaire de l'opération ; b) le numéro et la date du mandat/titre ; c) l'intitulé de l'opération ; d) le tiers ; e) les montants HT et TTC de l'opération.		08/06/2020	Oui			
20196142	Centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes	communication, dans le cadre d'une recherche généalogique, du dossier médical de son ancêtre, Madame X née le X hospitalisée en mars 1898 et suivie par le Docteur X.	20/02/2020	03/03/2020	Fin			
20196146	Mairie de Vaucresson	copie de la facture d'impression de la brochure distribuée fin août 2019 dans les foyers vaucressonais, intitulée « Vaucresson ville attractive ».		24/04/2020	Oui			
20196149	Centre hospitalier Oloron-Sainte-Marie	communication, à ses frais, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, notamment afin d'engager une action en responsabilité civile et en responsabilité pénale contre le centre hospitalier au vu de ses plaintes, de l'intégralité du dossier médical de sa mère décédée Madame X.		08/06/2020	Oui			
20196153	Mairie de Heiligenberg	communication des noms des propriétaires des parcelles de terrains suivantes : 1) Froeschenlach : parcelles n°X et X ; 2) Oberweg : parcelles n° X, X, X et X ; 3) Oberfeld : parcelles n° X, X, X, X et X.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20196154	Ministère des armées	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier individuel.		07/05/2020				
20196168	Mairie de Pradelles	copie, en leur qualité de conseillers municipaux, des documents suivants : 1) les compte administratifs pour les années 2014, 2015, 2016 et 2017 ; 2) l'intégralité des factures, faisant apparaître clairement les détails, du compte « Fêtes et cérémonies » pour les années 2014, 2015 et 2016.		24/04/2020	Fin			
20196169	Caisse primaire d'assurance maladie de Paris (CPAM 75)	communication de la copie de la notification d'attribution de rente, à la suite de l'accident de travail dont il a été victime le 17 mai 1971, qui lui a été adressée.		08/06/2020	Fin			
20200001	Ministère des armées	communication des documents suivants le concernant : 1) le relevé de période ou certificat de travail ; 2) le relevé de carrière du plan amiante pour la période courant de 1985 à 2002.	14/05/2020	15/05/2020	Fin			
20200003	Mairie de Sanary-sur-Mer	communication des documents suivants : 1) la copie de l'ensemble des décisions administratives individuelles relatives à l'accident de service du 5 décembre 2018 dont elle a été victime, reconnu imputable au service :		07/05/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		a) l'arrêté initial ; b) les arrêtés portant prolongation ; 2) le rapport hiérarchique du 12 décembre 2018. établi par le responsable.						
20200005	Rectorat de l'académie de Poitiers (AC 86)	communication de l'avis du comité médical supérieur du 10 septembre 2019 concernant son client.		10/06/2020				
20200008	Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Nord (CGFPT 59)	communication, par voie postale, des arrêtés des listes d'aptitude du concours d'attaché territorial spécialité animation pour les années 2013 à 2017.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200009	Mairie de Nantes	communication des deux rapports d'expertise végétale, visés dans le compte rendu de la réunion publique de présentation des espaces publics du projet Bagan du 8 juillet 2019, relatifs aux peupliers en cœur d'îlot qu'il est envisagé d'abattre.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200013	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de ses relevés de comptes des années 2009 à 2018.		08/06/2020				
20200016	Ministère de l'Intérieur	consultation de son dossier administratif.		10/06/2020	Oui			
20200018	Mairie de Saint-Raphaël	communication des pages 77 à 100 du budget primitif 2019, relatives à l'état de la dette de la commune, manquantes lors de l'envoi précédent et sachant que celles-ci ont été facturées.		07/05/2020				
20200020	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication des documents suivants : 1) le document de régularisation annuelle complète des cotisations versées pour l'exercice 2018 y compris les cotisations de retraite complémentaire ; 2) son relevé de situation de retraite à jour, incluant les points du régime de base et complémentaire enregistrés pour 2017 et 2018.		08/06/2020				
20200021	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	communication de la copie des documents suivants : 1) l'intégralité des pièces contenues dans le dossier médical ayant permis la saisine du comité médical de Guyane réuni le 11 avril 2019 ; 2) le rapport du comité médical du 11 avril 2019.		10/06/2020				
20200023	Rectorat de l'académie de Nancy-Metz (AC 54)	communication de la copie des procès-verbaux d'installation des professeurs d'arts-plastiques pour l'année scolaire 2018-2019 au sein des collèges de Custines et de Dombasle-sur Meurthe.	25/06/2020	02/07/2020				
20200025	Centre hospitalier Jean Leclaire de Sarlat-la-Canéda	copie remise en mains propres, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, et « pour connaître les dysfonctionnements, maltraitements et erreurs dans la prise en charge » de l'intégralité des pièces contenues dans le dossier médical de : 1) son père, Monsieur X décédé X à Périgueux ; 2) sa sœur, Madame X décédée le X à Sarlat-la -Canéda ; 3) sa mère, Madame X, décédée au sein de l'établissement le X.	02/04/2020	08/04/2020	Oui			
20200028	Mairie de Coignières	communication de la délibération du conseil municipal indiquant la suppression du poste de chef de service de la Police Municipale à la suite de la réorganisation de ce service et après avis favorable du comité technique paritaire en date du 10 décembre 2012.		09/06/2020				
20200030	Mairie de Léry	communication, par consultation en mairie, des délibérations votées depuis mars 2014.		08/06/2020				
20200033	Mairie de Gironville-sur-Essonne	communication, à la suite d'une précédente transmission incomplète, des pièces manquantes du dossier administratif individuel de son client, notamment : 1) les arrêtés concernant sa carrière de 2006 à 2016 ; 2) les fiches de notation 2017 et 2018 ; 3) l'intégralité de son dossier de police (armement de catégories B et D, conventions cynophiles en particulier).		08/06/2020				
20200038	Grenoble-Alpes Métropole	communication du texte réglementaire permettant de déroger au transfert de compétence de la voirie pour l'aménagement de l'avenue Washington à Grenoble.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200042	Caisse d'allocations familiales de l'Essonne (CAF 91)	communication, dans le cadre de la préparation de l'ouverture de ses droits à la retraite, des attestations de versement des prestations familiales mentionnant le nom des enfants à charge et celui de son conjoint pour les années 1990, 1991, 2001, 2002, 2003, 2004, 2007, 2011 et 2012.		10/06/2020				
20200043	Mairie de Savines-le-Lac	communication des documents suivants : 1) le rapport d'expertise du « Groupe Chiroptères de Provence » (GCP) demandé par la mairie, à l'été 2019, concernant la présence de chauves-souris dans le pont de la RN 94, traversant le lac de Serre-Ponçon à Savines-le-Lac ; 2) concernant le permis de construire accordé par l'arrêté n° X du 28 novembre 2019, à la société SA S.E.T., portant sur la construction de 6 bâtiments de logements collectifs pour une surface plancher de 18 000 m² et qui a fait l'objet d'un retrait : a) le dossier complet du permis de construire ;	04/06/2020	19/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		b) le dossier complet de tout autre permis ou déclaration qui aurait été accepté, refusé ou classé sans suite dans le cadre de cette opération de construction.						
20200045	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents relatifs à la commune d'Ambilly : 1) la lettre de demande de dérogation « exceptionnelle » de la commune au service des finances publiques, datée du 18 octobre 2018, portant sur la reprise de l'excédent de la section d'investissement 2017 en section de fonctionnement ; 2) tout échange éventuel de même nature applicable à l'exercice de 2018 considérant que cet exercice est finalisé et que les comptes individuels consolidés 2018 sont téléchargeables librement sur internet.	04/06/2020	19/06/2020	Fin			
20200057	Collège Cité Narbonne	copie par courriel ou courrier du dossier d'inscription de sa fille X élève de 4è D.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200060	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	communication, dans le cadre du recours administratif qu'elle a initié, des tableaux des effectifs cibles/réels - Vac s/Réel ,pour toutes les directions et toutes les catégories d'agents confondus, arrêtés et remis aux organisations syndicales en amont de chaque CAP mutation, à savoir: 1) les tableaux des effectifs arrêtés les 7 et 8 mars 2018, tableaux à partir desquels les mouvements d'agents ont été prononcés à la CAP mutation du 8 mars 2018 ; 2) les tableaux des effectifs arrêtés les 27 et 28 juin 2018, tableaux à partir desquels des mutations supplémentaires ont été prononcées lors de la CAP du 28 juin 2018 ; 3) les tableaux des effectifs arrêtés les 27 et 28 septembre 2018, tableaux à partir desquels des mutations supplémentaires ont été prononcées lors de la CAP du 28 septembre 2018 ; 4) les tableaux des effectifs arrêtés les 13 et 14 novembre 2018, tableaux à partir desquels des mutations supplémentaires ont été prononcées lors de la CAP du 14 novembre 2018 ; 5) ces mêmes tableaux concernant les années 2017 et 2019.		24/06/2020				
20200066	Ministère des armées	copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical détenu par les service psychiatrie de l'hôpital Percy.	25/06/2020	03/07/2020				
20200075	Mairie de Bagnolet	communication, à la suite de la commission de réforme, de l'arrêté de non imputabilité au service relatif à l'accident dont elle a été victime le 4 janvier 2018.		24/06/2020				
20200078	Mairie de Paris	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical détenu par les services de la médecine statutaire et préventive.		07/05/2020				
20200083	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail des Pays de la Loire (CARSAT 44)	communication du règlement fixant la composition et les règles de fonctionnement de la CRA de la CARSAT.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200088	Mairie de Nomény	copie du courrier du 28 octobre 2014 ainsi que sa réponse du 3 novembre 2014 concernant les permis de construire PC X ainsi que la DP X.		08/07/2020	Fin			
20200089	Préfecture de Meurthe-et-Moselle	communication des documents suivants, provenant de la commune de Nomeny : 1) le certificat d'urbanisme n° CU054 40018N0025 du 4 décembre 2018 ; 2) la DACT, pour la DP054 400 18N0015, du 4 décembre 2018 ; 3) la DP054 400 18N0015 déposée le 16 mai 2018 ; 4) la DP054 400 18N0009 déposée le 13 mars 2018.		08/07/2020	Fin			
20200093	Ministère de l'Intérieur	communication, en vue de la mise à disposition du grand public sur internet, des taux de réussite des candidats libres au permis de conduire, par département, pour l'année 2018.	04/06/2020	19/06/2020				
20200094	Conservatoire national des arts et métiers (CNAM 75 - Siège)	copie sous format papier ou numérique des documents suivants, concernant son client : 1) l'intégralité de son dossier de son entrée à sa sortie de fonction ; 2) l'ensemble des pièces justifiant la saisie de la somme de 4.381,76 euros au titre d'un trop perçu sur les rémunérations allant du 1er février au 30 novembre 2018.	04/06/2020	22/06/2020	Oui			
20200095	Mairie d'Avranches	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) l'évolution de l'excédent de fonctionnement du budget de 2015 à 2018 ; 2) l'état de consommation des crédits de fonctionnement sur les chapitres 11 et 12 à la date du 31 octobre 2019.		08/06/2020	Oui			
20200096	Mairie de Freneuse	copie des documents suivants : 1) l'autorisation de travaux concernant le changement d'un petit portail par un grand portail, ainsi que les photos annexées à cette autorisation, au nom de Monsieur et Madame X (entre 1988 et 1990) ; 2) la note de renseignements et d'alignements de Monsieur X en 1976 ; 3) le permis de construire de 1987, ainsi que les photos du terrain annexés concernant un pavillon situé X, au nom de Monsieur X ; 4) le plan du bornage de la commune et des héritiers X en 1987, ainsi que toute pièce, notamment le bornage, l'alignement et les vieux plans de la ville concernant les parcelles n° X, X, X et X, entre 1985 et 1990 ;		08/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) les autorisations de travaux accordées à Madame X et Monsieur X, ainsi que les photos, concernant des travaux d'agrandissement situés derrière leur maison, approximativement entre 2012 et 2015, ainsi que pour la construction d'un mur de jardin en 2008 ; 6) l'autorisation du changement et du déplacement d'une porte accordée à Madame X et Monsieur X entre 2014 et 2018 ; 7) l'alignement du mur extérieur et les photos annexées à cette autorisation accordée à Madame X et Monsieur X de 2008 et, avant 2008 au nom de Monsieur X.						
20200098	Yacht club international de Bormes-les-Mimosas	communication de la copie du titre d'occupation du domaine public du port de Bormes-les-Mimosas délivré le 10 juillet 2019 à la SARL LATITUDE VERTE, à l'issue d'une procédure de sélection préalable.	08/10/2020	19/10/2020				
20200099	Préfecture du Tarn	communication des mesures d'émissions sonores des véhicules, en sortie de pot d'échappement, relatives au circuit automobile d'Albi depuis septembre 2015, désignées dans l'article 4-6 de l'arrêté d'homologation du 17 septembre 2015 et l'article 4-7 de l'arrêté d'homologation du 27 septembre 2019.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200100	Centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer	consultation, par sa cliente, de l'intégralité des éléments de son dossier personnel, notamment les avis réglementaires relatifs à son année probatoire.		08/06/2020	Fin			
20200104	Mairie de Saint-Symphorien-sur-Saône	copie, en sa qualité de conseillère municipale, du compte administratif 2019 avec l'historique des bordereaux de mandats par article, en fonctionnement et investissement, en recettes et dépenses.		08/06/2020	Non			
20200105	Ministère de l'Intérieur	copie de l'avis de la commission administrative paritaire nationale en date du 11 avril 2019 dont fait référence l'arrêté n° 1672 le radiant des cadres.		10/06/2020	Oui			
20200106	Direction générale des patrimoines	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, de deux rapports concernant l'association dont elle est présidente, conservés aux Archives nationales sous les cotes suivantes : - 19940122/29 : Rapport sur « Le rayon de soleil de l'enfant étranger » à Maisons-Alfort présenté par Madame X (mars 1981) ; - 19940213/7 : Note sur l'accueil en France, par l'intermédiaire du « Rayon de soleil de l'enfant étranger », d'enfants péruviens en provenance de l'œuvre de San Benito de Palermo, par Madame X (septembre 1982).	20/02/2020	03/03/2020				
20200110	Ministère des solidarités et de la santé	communication de l'intégralité des pièces administratives et médicales la concernant transmises par son employeur, la mairie de Sainghin en Weppes, dans le cadre d'un recours formulé auprès du comité médical supérieur.		10/06/2020	Oui			
20200113	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la copie du bail de chasse du domaine public maritime en cours et des conditions financières y afférentes, détenu par l'association de chasse maritime de la baie du Mont-Saint-Michel.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200116	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Alpes (DDCSPP 05)	communication de la copie du courrier adressé au directeur des sports du ministère des sports, le 26 août 2019, relatif à la qualification requise pour l'encadrement de l'activité de vol en soufflerie.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200117	Mairie de Bonneville	communication, par courriel, au format PDF ou excel, des documents budgétaires suivants pour les exercices 2016, 2017 et 2018 : 1) le compte administratif du budget principal de la commune ; 2) le grand livre des comptes du budget principal de la commune comprenant : a) la nature et le chapitre comptable de chaque opération ; b) la date de l'opération ; c) l'intitulé de l'opération ; d) le montant de l'opération ; e) le tiers afférent à l'opération.		10/06/2020	Oui			
20200119	Ministère de l'Intérieur	copie des bulletins de traitement de son client afférents aux années 2014 et 2015.	04/06/2020	19/06/2020				
20200121	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication des documents suivants : 1) la copie certifiée conforme à l'originale de la convention APL N° 93/20062002-846/007 du 29 juin 2006 pour l'immeuble sis X (93100) Montreuil dont l'association X est propriétaire ; 2) la copie de la convention APL pour le X (93100) Montreuil, dont l'association X est propriétaire.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200125	Ecole Maternelle Publique Pringy	copie de la liste des personnes autorisées à venir retirer son fils mineur.	04/06/2020	22/06/2020				
20200126	Préfecture de police de Paris	consultation et copie des documents contenus dans son dossier administratif.		10/06/2020				
20200136	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication, par mail ou par consultation sur place, de la copie de son dossier administratif.		10/06/2020	Oui			
20200137	Mairie d'Hermeray	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les différents grands livres comptables des années 2016, 2017 et 2018 ;		11/06/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) l'ensemble des titres de recettes et mandats de dépenses pour les années 2016, 2017 et 2018 ; 3) l'ensemble des pièces justificatives (factures, etc.) pour les années 2016, 2017 et 2018.						
20200139	Agence régionale de santé de Paris (ARS 75)	communication, par voie postale ou par voie dématérialisée, des documents suivants : 1) une copie de la décision ou de la délibération par laquelle le Département a décidé d'allouer au service départemental d'incendie et de secours des crédits supplémentaires à hauteur de 318 000 euros au titre de la compensation du coût des transports sanitaires effectués par le SDIS ; 2) toutes pièces justifiant de ce que le service départemental d'incendie et de secours du Département de l'Essonne a assuré au cours de l'année 2018 des transports sanitaires à la suite de carences des entreprises privées de transports sanitaires ; 3) une copie de la décision par laquelle l'agence régionale de santé d'Ile-de-France a alloué au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne une aide exceptionnelle d'un montant de 300 000 euros ; 4) une copie de la décision fixant, pour l'année 2019, le(s) montant(s) forfaitaire(s) alloués au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne au titre des transports effectués par ce service pour le compte du SAMU ; 5) une copie de la décision autorisant le service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne à facturer ses interventions n'entrant pas dans le cadre des missions listées à l'article L1424-2 du code général des collectivités territoriales aux entreprises privées de transports sanitaires ; 6) une copie de la décision fixant le tarif des interventions du service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne pour l'année 2019 ; 7) une copie de l'agrément délivré par le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France au service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne en vue du transport sanitaire sur le fondement des dispositions des articles L6312-2 et R6312-15 du code général des collectivités territoriales.	20/02/2020	02/03/2020				
20200148	Rectorat de l'académie de Strasbourg (AC 67)	communication des documents suivants ayant fondé la décision le concernant dans le cadre des campagnes 2018 et 2019 en vue de la promotion au grade de professeur agrégé hors classe : 1) les avis primaires ; 2) l'appréciation rectorale.		09/06/2020				
20200153	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	copie de l'attestation de prise de fonction en février 2018 en qualité de professeur de physique-chimie au lycée X dans le cadre d'un remplacement d'un congé maternité, la concernant.	16/07/2020	23/07/2020				
20200158	Service départemental d'incendie et de secours de la Moselle (SDIS 57)	communication de son dossier individuel intégral de sapeur pompier volontaire.		03/06/2020	Oui			
20200159	Ministère des armées	communication de la fiche relais de suivi d'emploi du 14 novembre 2019 portant cessation du droit à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) mentionnée dans l'arrêté du 9 décembre 2019 le concernant.		10/06/2020	Oui			
20200166	Préfecture de police de Paris	communication, par courrier électronique ou à défaut par voie postale, de la copie intégrale des documents relatifs à sa cliente : 1) son dossier administratif individuel ; 2) son dossier de médecine préventive et professionnelle ; 3) le cas échéant, son dossier constitué auprès du comité médical et de la commission de réforme.		11/06/2020				
20200171	Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle	communication, dans le cadre de sa participation prochaine au règlement partiel de la prise en charge en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de sa mère, de la réglementation en vigueur et des méthodes de calcul qui sont appliquées dans le département pour établir le montant de l'obligation alimentaire.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200172	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents relatifs aux modalités de calcul de ses taxes foncières et d'habitation.		11/06/2020				
20200173	Centre hospitalier de Lannemezan	communication de la copie du dossier médical de son client incarcéré au centre pénitentiaire de LANNEMEZAN, notamment la partie de ce dossier relative à la prescription d'une coloscopie.		21/04/2020	Non			
20200179	Ministère de l'Intérieur	communication, sous forme électronique, des données statistiques suivantes, pour les années 2017 à 2019 : 1) le nombre de demandes d'asile enregistrées dans les guichets uniques par nationalité et par procédure (données issues du traitement ANAIS) ; 2) le nombre de saisines, de décisions de transfert, d'assignation à résidence et de transferts effectifs par préfecture (données issues du traitement SIAEF) ; 3) le délai moyen par mois d'enregistrement des demandes d'asile par mois et par guichet unique (données issues du traitement ANAIS).	25/06/2020	02/07/2020				
20200190	Mairie de Pont-de-Metz	communication du diagnostic des risques psychosociaux intitulé « démarche d'évaluation de la qualité de vie au travail » établi par la société X sous le format powerpoint.	04/06/2020	19/06/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20200196	Ligue de Football Nouvelle-Aquitaine	communication des documents suivants : 1) les rapports financiers complets accompagnés de ses annexes éventuelles, au titre des années 2018/2019 et 2017/2018 ; 2) les rapports du commissaire aux comptes sur l'exercice 2018/2019 et l'exercice 2017/2018 ; 3) les conventions réglementées signées durant les années 2017, 2018 et 2019.	02/04/2020	13/05/2020				
20200202	Communauté de communes Cœur du Var	copie de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de son client.		07/07/2020	Oui			
20200203	Université des Antilles	consultation et copie de l'intégralité des pièces composant son dossier administratif.		11/06/2020				
20200208	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à la suite d'une précédente transmission incomplète de son dossier médical de suivi d'accouchement, du compte rendu opératoire de sa césarienne du 8 juillet 2019 à l'hôpital Antoine-Béclère.		10/06/2020	Oui			
20200210	Préfecture de l'Ariège	copie des documents relatifs au « Bistrot des Arts », anciennement « Le Kiefer », sis X à Savardun, exploité par Madame X : 1) le permis d'exploitation spécifique prévu par l'article L332-1 du code de la santé publique ; 2) le certificat de suivi de la formation prévu par l'article R7122-3 du code du travail ; 3) les autorisations afférentes à l'utilisation d'une terrasse extérieure ; 3) l'étude d'impact concernant les nuisances sonores ; 4) le type de licence accordée à cet établissement.	04/06/2020	19/06/2020				
20200217	Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique (DEAL)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		28/04/2020	Oui			
20200219	Mairie de Saint-Vincent-de-Barbeyrargues	communication de l'avis rendu par le service instructeur de la communauté de communes du Grand Pic Saint-Loup relatif à la demande de permis d'aménager n°PA034290019C0001 déposé par la société X le 2 avril 2019 et complétée le 12 juillet 2019 pour un projet situé Chemin de Garaste.		11/06/2020	Oui			
20200232	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	copie, en sa qualité de conseiller régional, par voie dématérialisée (clé USB) ou par envoi postal, des documents suivants : 1) la liste des bordereaux de mandats du chapitre 60622 (carburants) relatifs à la période allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019 ; 2) les listings détaillés des prestations accompagnant chacune des factures de carburant adressés par le fournisseur du conseil régional entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019.		03/06/2020	Oui			
20200233	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie, par courrier postal, de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué par l'hôpital Cochin à la suite de son admission aux services des urgences le 10 janvier 2018 y compris les éléments relatifs aux consultations postérieures à cette date dans le pôle de chirurgie orthopédique.		10/06/2020				
20200234	Mairie d'Eaubonne	consultation, et copie de tout document jugé utile, du dossier administratif de son mandant.		10/06/2020	Oui			
20200237	Mairie d'Eguilles	communication des documents suivants : 1) les factures relatives à la construction d'un trottoir sur la route de « Célongy », entre l'enseigne « Intermarché » et le panneau « Fin Eguilles » ; 2) les factures relatives à la construction préalable de plots, de part et d'autre de cette même route, qui ont été détruits depuis ; 3) les arrêtés nominatifs de recrutement des agents communaux embauchés depuis le recrutement de Madame X le 1er mars 2012 (notifié le 2 mars 2012).		16/06/2020				
20200238	Mairie de Fontanières	copie de la promesse de convention relative aux servitudes nécessaires à la construction, l'exploitation et le démantèlement du parc éolien envisagé.	25/06/2020	03/07/2020				
20200240	Préfecture du Bas-Rhin	communication de la copie du courrier du préfet adressé au maire de la commune de X, relatif à la situation financière de celle-ci et à son classement dans un réseau d'alerte, visé dans le procès-verbal du conseil municipal du 27 juin 2018.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200243	Mairie d'Audenge	communication, dans le cadre de la concession pour la gestion et l'exploitation du camping municipal à la société X de l'ensemble des documents relatifs au dossier de prêt à hauteur de 2 650 000€ contracté auprès du Crédit Agricole par la société précitée, pour lequel la commune a accordé sa caution à hauteur de 662 500€, depuis l'offre de prêt jusqu'au déblocage éventuel des fonds, y compris les documents se rapportant à cette caution.		11/06/2020	Oui			
20200245	Mairie d'Eaubonne	consultation, accompagné d'un conseil, de son dossier administratif.		11/06/2020	Oui			
20200249	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière à jour, pour la retraite de base et complémentaire, acquis depuis le 1er juillet 2016.		11/06/2020				
20200252	Mairie de Bussy-Saint-Georges	copie des arrêtés accordant les permis de construire, pris depuis 2014, relatifs aux programmes suivants :		11/06/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) Nafilyan en lieu et place de l'hôtel du Golf ; 2) d'entrée de ville Bo Bussy ; 3) Les Nouveaux Constructeurs rue Emile Peynaud ; 4) Cosy Village rocade de la croix st Georges ; 5) réalisés ou en cours : Emmaüs Habitat, Crédit Agricole, Pichet ; 6) correspondant aux bureaux de vente d'entrée de ville GCI, OGIC, Eiffage, Nexity, Agora Parc par Vinci-Quartus-Legendre, CFH, Demathieu Bard, Kaufmanbroad, MDH, Le hameau du Chêne par Philia.						
20200253	Mairie de Cassagnabère-Tournas	communication, par courrier électronique, des documents relatifs au projet d'extension du cimetière de la commune : 1) la « note distribuée dans chaque habitation », précisant la date d'envoi, mentionnée dans la Gazette du Comminges éditée le 27 novembre 2019 ; 2) tout document (délibération, bulletin municipal...) évoquant ce projet, antérieur à l'acquisition de sa maison en novembre 2005 ; 3) les plans de l'ancien cimetière comprenant la trentaine de concessions à l'état d'abandon et libres ; 4) le plan du nouveau projet ; 5) la copie du dossier de permis de construire délivré pour la construction de « la maison des chasseurs ».	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200258	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	communication du bordereau de notes de l'épreuve anticipée d'orale de Français, passé par sa fille Xpour l'année 2019.	04/06/2020	22/06/2020				
20200260	Dijon Métropole - Le Grand Dijon	communication, par voie postale, du rapport d'expertise justifiant l'abattage de 45 peupliers avenue du 8 mai 1945.	04/06/2020	19/06/2020				
20200264	Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme (DDTM 80)	communication, par télécopie ou par mail ou par courrier, de la copie des documents visés par l'arrêté préfectoral n° 80-2019-05-15-001 du 15 mai 2019 autorisant la régulation de 1500 blaireaux par tir et par piégeage, du 22 juin au 15 septembre 2019, sur l'ensemble du département de la Somme : 1) la demande de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Somme ; 2) la demande de la fédération départementale des chasseurs de la Somme ; 3) le dossier déposé à la DDTM à l'origine des deux demandes sus-citées ; 4) l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de sa séance du 7 mai 2019 ; 5) les publications de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) concluant que l'espèce blaireau est présente partout en France et notamment dans le département de la Somme et que la population de l'espèce s'accroît de manière significative ; 6) les comptes rendus des 10 lieutenants de louveterie, établis en application de l'article 5 dudit arrêté.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200265	Préfecture de police de Paris	communication, par courrier électronique ou par envoi postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduite de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que l'administration impose que la demande de communication réponde à des exigences qui ne seraient pas prévues par des textes en vigueur, à savoir que cette demande manuscrite datée et signée soit adressée uniquement par voie postale et qu'il convient d'y joindre une enveloppe au format A4 affranchie au tarif recommandé avec avis de réception, mentionnant « vos noms, prénom et adresse », un formulaire recommandé avec avis de réception délivré par la poste permettant la distribution du pli, complété par « vos soins » ainsi qu'un justificatif de domicile.	04/06/2020	02/07/2020	Non			
20200272	Mairie de Saint-Martin-de-la-Brasque	communication, à la suite d'une première transmission incomplète du dossier d'implantation d'une antenne de téléphonie mobile au chemin de la montagne, des documents manquants suivants : 1) le bail conclu entre la commune et la société ORANGE ; 2) les autorisations dont bénéficierait la société ORANGE au regard du principe même de l'implantation d'une antenne de téléphonie mobile : a) la déclaration préalable auprès de l'autorité de régulation des communications électroniques (ARCEP) ; b) l'accord de l'agence nationale des fréquences.	04/06/2020	19/06/2020	Fin			
20200279	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical.		11/06/2020	Oui			
20200280	Préfecture de Maine-et-Loire	communication des données relatives à l'éloignement des demandeurs d'asile en procédure Dublin : 1) le nombre d'arrivée de demandeurs d'asile ; 2) la proportion de personnes en procédure Dublin ; 3) les délais d'organisation des transferts contraints ; 4) le taux d'éloignement contraint.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20200285	Mairie de Savigny-sur-Orge	1) communication de l'ensemble des documents, achevés entre le 19 juillet 2016 et le 31 décembre	04/06/2020	19/06/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016, élaborés par Madame X dans le cadre de son emploi de chargée de mission afin de conduire et d'évaluer les politiques publiques menées par la commune ; 2) publication sur un support internet librement accessible de l'intégralité de ces documents, à savoir ceux produits avant le 18 juillet 2016 que postérieurement à cette date.						
20200286	Mairie de Cassagnabère-Tournas	communication de la copie des documents suivants : 1) la lettre « anonyme », sachant que celle-ci serait signée « des riverains de la route de Saint-Gaudens », concernant l'urbanisation de la RD 81 » dont il serait à l'initiative ; 2) la convention signée avec le syndicat des eaux de la Barousse pour le transfert des assainissements en 2010 ou 2011.	04/06/2020	19/06/2020				
20200288	Ministère de l'Intérieur	copie de l'arrêté d'expulsion pris en son contre en date du 30 octobre 1995.		04/05/2020	Oui			
20200292	Mairie de Chartrettes	communication des documents concernant l'octroi des bons de Noël : 1) la délibération du conseil municipal précisant la réglementation sur l'attribution des bons de Noël ; 2) le règlement intérieur de la commune précisant l'attribution des bons de Noël.	04/06/2020	22/06/2020	Oui			
20200293	Caisse primaire d'assurance maladie du Gard (CPAM 30)	copie de la décision relative à la révision d'une rente dont elle était bénéficiaire en qualité d'ayant droit de son père victime d'un accident du travail .		10/06/2020	Fin			
20200297	Mairie d'Ecrouves	communication, par consultation ou envoi postal, des documents (factures, titres de paiement, etc.) concernant la réhabilitation et l'extension de la mairie d'Ecrouves pour les années 2016, 2017, 2018, 2019, relatifs aux budget de fonctionnement et d'investissement au titre de ces mêmes années.		11/06/2020	Oui			
20200302	Mairie de Gambais	communication des résultats d'analyses d'eau et de boues en vue du curage et de l'évacuation des déchets d'une mare située à Saint-Côme.	04/06/2020	19/06/2020				
20200303	Mairie de Gruffy	communication, par courrier postal ou électronique, des quatre derniers procès-verbaux du conseil municipal y compris leurs annexes.		10/06/2020	Oui			
20200304	Centre hospitalier de la Rochefoucauld	communication des pièces suivantes relatives à son père, Monsieur X, par lequel elle est mandatée : 1) l'historique de dispensation pharmaceutique des médicaments à dispensation nominative délivrés à partir de décembre 2017 jusqu' à février 2019 ; 2) le courrier du 9 Juillet 2018 adressé à l'ARS et mentionné dans la réponse du 26 février 2019 à la Cada.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20200317	Mairie de Dijon	communication, de préférence par voie électronique, des documents relatifs à la zone d'aménagement concerté « Ecocité - Jardins des maraîchers » : 1) la délibération du 22 décembre 2011 relative à la création de la ZAC ; 2) l'entier dossier de création de ZAC (rapport de présentation, plan de situation, plan de délimitation des périmètres composant la zone, étude d'impact, etc.) ; 3) la concertation préalable ; 4) l'entier dossier de réalisation de la ZAC ; 5) la correspondance que la commune a entretenue, dans le cadre de cette ZAC, avec les services : a) de la préfecture de la Côte-d'Or ; b) de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or.	04/06/2020	19/06/2020				
20200344	Métropole Toulon Provence Méditerranée	communication, par courrier ou par courriel, de la liste de l'intégralité des personnels de la métropole, ainsi que leurs postes, à la date du 1er janvier 2019.		28/01/2020	Oui			
20200346	Ministère de la Justice	communication de la copie du procès-verbal, pour la partie concernant sa demande de mutation, de la commission administrative paritaire de mobilité des premiers surveillants et majors, réunie les 14 et 15 janvier 2019.		10/06/2020				
20200347	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	copie de l'acte de naissance avec filiation de Monsieur X né le X.	25/06/2020	02/07/2020	Non			
20200353	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication par voie électronique du compte rendu annuel du Lycée Guebre Mariam d'Addis-abebe pour l'année scolaire 2018-2019.	04/06/2020	22/06/2020				
20200380	Mairie de Saint-Maur-des-Fossés	communication des derniers diagnostics relatifs aux arbres coupés suivants : 1) les platanes de l'avenue Joffre ; 2) les platanes du boulevard Général Ferrié ; 3) les platanes de la place Kennedy ; 4) les platanes du Square Beaurepaire.	25/06/2020	02/07/2020				
20200381	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de ses documents de fin de contrat à durée déterminée en qualité d'aide soignante au sein de l'hôpital Ambroise Paré de Boulogne-Billancourt, notamment : 1) son certificat de travail ; 2) l'attestation destinée à Pôle emploi.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20200382	Mairie de Strasbourg	communication, conformément aux lois du 21 juillet 1922, du 16 juillet 1927 et n° 90-1079 du 5 décembre 1990 relatives aux zones non aedificandi de la ville de Strasbourg, de la copie des documents administratifs suivants : 1) les « Rayonplan » et « Rayonkataster » établis en vertu des lois allemandes de 1871 et 1872 dites « Reichsrayongesetz » avec leurs mises à jour annuelles de 1872 à 1918 ; 2) les textes de tous les décrets impériaux et leurs plans, établissant entre 1872 et 1918, les polygones exceptionnels dans ces zones de servitudes, notamment « Kupferhammer », « Walkerstrasse » (rue des foulons), les fonderies de la Montagne Verte, les bassins du commerce et de l'industrie au port fluvial, la zone d'agrandissement de l'entrée du port fluvial sur le Rhin ; 3) le décret d'agrandissement des zones de servitudes, lors de l'établissement du front défensif Sud (voie de chemin de fer de Strasbourg à Kehl et ses 6 redoutes), entre 1896 et 1906 et le plan des zones de servitudes militaires y relatives.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20200384	Mairie de la Hauteville	communication de la copie du permis de construire n° X, délivré le 5 juin 2019, à la SCI X, sur le terrain situé X.		10/06/2020	Oui			
20200388	Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)	communication de la copie de l'extrait du procès-verbal de la commission administrative paritaire (CAP) des agents de catégorie B du 3 octobre 2019, pour la partie concernant sa demande de révision de son compte rendu d'entretien professionnel pour l'année 2018		29/06/2020	Oui			
20200394	Mairie de Drap	copie de l'acte ou de la promesse de vente relatif à la cession de parcelles communales relevant du domaine privé de la commune au profit d'un promoteur immobilier.	25/06/2020	02/07/2020				
20200397	Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur	communication de la copie des documents suivants : 1) la liste complète et intelligible des « cadres d'intervention » des subventions accordées par le conseil régional ; 2) la liste complète des subventions attribuées pour 2019 avec le nom des attributaires, la subvention allouée et l'objet de la demande.	25/06/2020	02/07/2020	Fin			
20200400	Mairie de la Ferté-Bernard	communication des documents relatifs au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ; 1) la délibération du 15 décembre 2016 instituant le RIFSEEP pour les agents de la commune ; 2) les délibérations modifiant le RIFSEEP depuis la délibération du 15 décembre 2016.		10/06/2020	Oui			
20200403	Bibliothèque nationale de France	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200407	Conseil départemental du Cantal	communication de la copie du rapport résultant de l'audit réalisé par la chambre d'agriculture du Cantal sur l'impact foncier du projet de contournement routier d'Ussel.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200408	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aude (CDGFPT 11)	copie de l'ensemble des documents relatifs aux déclarations de création et de vacance d'emploi de la commune de Villedaigne (11200), concernant les postes suivants : 1) adjoint administratif de 1ère classe à 35 h par délibération n° D/2017-21 du 21 mars 2017 ; 2) adjoint administratif de 1ère classe à temps complet par délibération n° D/2017-26 du 30 juin 2017.	04/06/2020	19/06/2020				
20200410	Mairie de Roffiac	copie de l'acte de vente notarié des parcelles figurant à la matrice cadastrale sous le libellé « Les habitants du bourg » signé le 24 août 2011.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200417	Préfecture du Pas-de-Calais	communication, à ses frais, sur support papier ou sur CD-ROM de la copie des documents relatifs aux procédures d'instauration de servitudes d'utilité publique suivantes : 1) la mise en souterrain partielle de la ligne électrique 90 000 volts « Gavrelle – Motte Julienne » sur les communes d'Izel-les-Equerchin et Neuvireuil : a) l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 portant sur la déclaration d'utilité publique en vue de l'établissement de servitudes relatif à la mise en souterrain de la ligne électrique à un circuit à 90 000 volts Gavrelle – Motte Julienne sur les communes de Gavrelle, Izel-les-Equerchin Neuvireuil et Oppy, ainsi que ses annexes ; b) l'arrêté préfectoral du 2 mai 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ayant pour objet l'institution de servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage, d'abattage d'arbres et d'occupation temporaire, prévues par les articles L323-4 et suivants du code de l'énergie, dans les communes d'Izel-les-Equerchin et Neuvireuil ; c) l'entier dossier relatif à cette enquête publique ; d) le procès-verbal et l'avis rendu par le commissaire enquêteur le 25 mai 2019 ; e) le courrier adressé par la société RTE le 28 juin 2019 à la suite de cette enquête publique ; 2) la construction de la ligne aérienne à double circuit 400 000 volts entre Avelin et Gavrelle : a) l'arrêté préfectoral du 25 juin 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête ayant pour objet l'institution de servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage, d'abattage d'arbres et d'occupation temporaire, prévues par les articles L323-4 et suivants du code de l'énergie, sur le	25/06/2020	02/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		territoire des communes de Gavrelle, Neuvireuil, Izel-les-Equerchin, Quiery-la-Motte, Courcelles-les-Lens, Leforest et Evinmalmaison ; b) l'entier dossier relatif à cette enquête publique ; c) le procès-verbal et l'avis rendu par le commissaire enquêteur le 12 juillet 2019 ; d) le courrier adressé par la société RTE le 19 septembre 2019 à la suite de cette enquête publique.						
20200419	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France (DIRECCTE 94)	copie de la nomination des délégués syndicaux centraux des syndicats X chez X suite aux élections professionnelles.	25/06/2020	12/08/2020	Fin			
20200421	Mairie de Nothalten	communication, par consultation en mairie, de la copie de l'attestation d'assurance de la société X, titulaire du marché public relatif à la fabrication et à la pose de portails dans l'école de la commune.		10/06/2020	Fin			
20200423	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	communication des copies d'examen de son fils X concernant les épreuves anticipées du BAC suivantes : TPE , sciences, ainsi que les épreuves orale et écrites de de français.	04/06/2020	22/06/2020				
20200426	Mairie de Paris	communication de l'arrêté administratif relatif à son son statut d'inaptitude à l'emploi et aux fonctions décidé par le comité médical.		10/06/2020	Fin			
20200428	Caisse primaire d'assurance maladie des Alpes-Maritimes CPAM 06)	copie, dans le cadre de l'obtention d'une pension pour sa fille mineure, des justificatifs de paiement, pour l'intégralité des années 2015, 2016, 2017 et 2018, de la pension d'invalidité de Monsieur X décédé le X.		01/07/2020				
20200430	Ministère de l'Intérieur	communication de l'arrêté du 13 novembre 2006 de radiation de son client du tableau d'avancement au titre de l'année 2006.		27/04/2020				
20200435	Communauté de communes Loudéac Communauté - Bretagne Centre	communication de la copie du rapport de visite, établi en décembre 2016 par le service sanitaire, de l'ancien logement de sa cliente, situé X.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200438	Mairie de Saint-Mary	communication des déclarations de chantier et/ou des arrêtés relatifs aux travaux effectués sur la commune.		01/07/2020				
20200444	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre du règlement de la succession de son frère, Monsieur X, l'article conservé au greffe du tribunal d'instance de Puteaux sous la cote suivante : Tribunal d'instance de Puteaux - Dossier de tutelle de X, décédé le 18 février 2019 : compte rendu de fin de gestion déposé par le tuteur en juin 2019.	12/03/2020	17/03/2020				
20200449	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de la copie des documents suivants : 1) le compte rendu de l'analyse du placenta de Madame X ; 2) le compte rendu hospitalier de leur fille X, décédée le X à l'hôpital Louis-Mourier.		10/06/2020	Oui			
20200453	Mairie d'Avignon	communication des documents relatifs aux travaux de confortement de digues de la Barthelasse et de l'île Piot : 1) la délibération du conseil municipal et/ou tout acte administratif servant de base légale au dépôt du dossier de demande d'autorisation du 4 octobre 2016 au guichet unique de l'eau du département de Vaucluse, présenté par la ville pour son compte et celui de l'association syndicale constitué d'office (ASCO) de la Barthelasse, concernant les travaux d'amélioration de la protection des îles Piot et de la Barthelasse contre les crues du Rhône ; 2) l'étude hydraulique réalisée dans le cadre de ce dossier.	04/06/2020	19/06/2020	Par			
20200457	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados (DSDEN 14)	communication de la copie de l'entier dossier administratif individuel de sa cliente.		28/04/2020	Oui			
20200459	Université Sorbonne Nouvelle Paris 3	communication de l'intégralité de ses copies d'examens du premier semestre et de rattrapage.	16/07/2020	22/07/2020				
20200462	Ministère de l'Intérieur	copie des documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française à raison de la possession d'état de français ou du décret de naturalisation concernant feu son père Monsieur X né le X à X (Algérie)		22/06/2020	Fin			
20200466	Mairie de Casteljaloux	communication du bail emphytéotique relatif au parc résidentiel de loisirs de CASTEL CHALETS.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200468	Centre hospitalier Pierre Léo	communication du tableau d'avancement de grade des infirmiers diplômé d'État et du procès-verbal de la commission administrative paritaire 2 (CAP) du 3 octobre 2019 pour la partie le concernant.		24/06/2020	Oui			
20200470	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X et de la SCI X, de tous les comptes bancaires recensés dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) ouverts au nom de ces sociétés.		24/06/2020				
20200479	Mairie de Provins	communication, au format papier ou par courrier électronique sous forme de fichier informatique « Excel », du listing des agents de la commune comportant les nom et prénom, le grade, la fonction et		28/04/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'adresse administrative.						
20200483	Caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône (CPAM 13)	communication des documents médicaux suivants, la concernant : 1) établis par le docteur X : - le rapport d'expertise en date du 25 juillet 2019 ; - l'intégralité du compte rendu d'expertise en date du 7 février 2018 ; 2) établis par le docteur X : - le rapport médical en date du 17 février 2016 ayant motivé l'avis médical ; - le rapport médical en date du 21 avril 2016 visite de contrôle ; 3) l'intégralité de son dossier médical et de son dossier administratif.		25/06/2020	Oui			
20200486	Communauté de communes Plaines et Monts de France	communication, au format papier ou par courrier électronique sous forme de fichier informatique « Excel », du listing des agents de la collectivité comportant les nom et prénom, le grade, la fonction et l'adresse administrative.		28/04/2020	Oui			
20200490	Radio France	consultation du rapport d'exécution du contrat d'objectifs et de moyens (COM) conclu avec l'État pour l'année 2018	25/06/2020	02/07/2020				
20200495	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	copie de la fiche individuelle de notation de l'épreuve orale de français passée par pour son enfant X au titre de la session du baccalauréat général 2019.	23/04/2020	04/05/2020				
20200497	Mairie de Chézery-Forens	communication des documents relatifs à la voie privée de desserte du tènement immobilier dont ses clients sont propriétaires, nouvellement dénommée X : 1) l'acte administratif ayant procédé au changement de dénomination de la voie privée ; 2) les éléments permettant d'établir les droits de propriété de la commune sur les parcelles contiguës et permettant de déterminer si celles-ci font partie de son domaine public ou privé.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20200499	Université d'Evry-Val d'Essonne	communication des documents suivants le concernant, 1) ses copies d'examen du CRFPA ; 2) ses fiches d'appréciation et d'annotations des correcteurs pour les matières de droit des obligations et droit civil.	04/06/2020	22/06/2020				
20200502	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie du titre de perception qui aurait été émis le 11 aout 2016 par le service exécutant unique de la solde (SESU) du ministère des Armées à l'encontre de son client pour un montant total de 28 136 euros correspondant au remboursement de ses frais de scolarité à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr-Coëtquidan.	04/06/2020	19/06/2020				
20200503	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des pièces de la procédure d'immatriculation puis de radiation, effectuées par le pôle de recouvrement spécialisé (PRS) de Montauban, de la société X, personne morale de droit étranger (PMDE).		10/06/2020				
20200507	Mairie des Essarts-le-Roi	communication, par consultation, des plans de récolements des eaux pluviales et usées de la commune.	04/06/2020	19/06/2020	Fin			
20200513	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication des informations relatives à l'enregistrement d'une recherche biomédicale ou d'une recherche impliquant la personne humaine dont il a pu faire l'objet, à la suite de son opération, le 16 février 1988, par le professeur X, d'une malformation artérioveineuse cérébrale (MAVc), dans le service de neurochirurgie pédiatrique de l'hôpital Necker - Enfants Malades.	25/06/2020	04/09/2020	Oui			
20200518	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de ses avis de non imposition à la taxe d'habitation, pour les années 2017 à 2019.		16/09/2020				
20200519	Ministère de la Justice	communication, pour son client incarcéré au Centre de détention de Melun, des documents suivants : 1) une copie de l'accusé de réception du recours administratif préalable obligatoire formé par l'intéressé à l'encontre de la sanction qui lui a été infligée le 27 Juin 2019 par la Commission de discipline du Centre de détention de Melun n°2019000060 ; 2) le recours administratif préalable obligatoire formé directement par l'intéressé le 2 Juillet 2019 ; 3) la réponse que la DISP (Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris) a faite à ce recours.		20/04/2020				
20200521	Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Ardennes (CMA 08)	communication de la copie des documents se rapportant au fonctionnement des instances de la chambre de métiers et des institutions représentatives du personnel : 1) le courrier d'alerte signé adressé en novembre 2019 par la médecine du travail au CHS ; 2) le projet de compte rendu du CHS du 12 novembre 2019 ; 3) le projet de compte rendu de la CPL du 12 novembre 2019 ; 4) les comptes rendus signés de l'assemble générale du 25 novembre 2019 , du 13 juin 2019, du 16 septembre 2019, du 7 octobre 2019, du 4 novembre 2019 et du 9 décembre 2019 ; 5) le budget prévisionnel 2020 ; 6) le budget rectifié bis 2019.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200522	Centre Communal d'Action Sociale de Valenciennes	communication de la copie des documents suivants :	16/07/2020	22/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	(CCAS 59)	1) le titre exécutoire de recette émis à son encontre pour une somme de 366,15 euros correspondant à des frais médicaux payés à tort par le CCAS (X) ; 2) les pièces justificatives y afférentes.						
20200528	Préfecture de police de Paris	communication de la copie de la décision du 15 mai 2019 « 1 F » de suspension de permis de conduire prise à l'encontre de son client ainsi que les éléments de sa notification postale.		11/06/2020	Oui			
20200529	Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	copie, par voie électronique, de l'entier dossier relatif à l'homologation des quatre cahiers des charges de son client concernant les appellations d'origine contrôlée « Montagne-Saint-Emilion », « Bordeaux », « Bordeaux supérieur » et « Crémant de Bordeaux » prononcée par des arrêtés des 10 et 24 avril 2019 des ministres compétents, notamment pour chacun d'eux : 1) la demande par laquelle l'organisme de défense et de gestion (ODG) compétent a sollicité la modification du périmètre de l'Appellation d'origine contrôlée (AOC) ; 2) les pièces jointes à cette demande (point 1.1.4 de la directive INAO-DIR-2015-03 du 31 mars 2015) ; 3) le rapport préalable établi par l'INAO (point 1.2.1 de la directive) ; 4) le dossier transmis par l'INAO au comité national (point 1.2.2 de la directive) ; 5) l'avis émis par le comité régional de l'Institut national de l'origine et de la qualité (CRINAO) (point 1.2.2 de la directive) ; 6) la décision par laquelle le comité national de l'INAO a décidé de procéder à l'instruction de la demande de modification (point 1.2.3 de la directive) ; 7) la lettre de mission du comité national de l'INAO fixant le cadre de travail de la commission d'experts (point 2.2.2 de la directive) ; 8) la liste des critères de délimitation approuvés par le comité national de l'INAO (point 2.2.3 de la directive) ; 9) le rapport de délimitation définitive (point 2.2.3 de la directive) ; 10) le dossier présenté au comité national (point 2.2.4 de la directive) ; 11) la décision par laquelle la commission permanente du comité national des appellations d'origines relatives aux vins et aux boissons alcoolisées et des eaux-de-vie de l'INAO a approuvé la liste des parcelles devant être examinées ; 12) l'avis rendu par l'Organisme de défense et de gestion (ODG) sur le rapport de la commission d'experts ; 13) la décision prise par le comité national de l'INAO au terme de la procédure de modification ; 14) l'avis favorable du syndicat viticole de Montagne-Saint-Emilion sur la demande de son client tendant à l'intégration de ses parcelles s'agissant plus spécifiquement de la procédure de modification relative à l'AOC « Montagne-Saint-Emilion ».	25/06/2020	10/09/2020	Oui			
20200533	Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur	communication de l'ensemble des documents relatifs aux aides, soutiens, subventions alloués à l'art chorégraphique par la région sud pour les années 2018 et 2019.	04/06/2020	19/06/2020				
20200542	Mairie de Villedaigne	copie des documents suivants : 1) relatifs à la délibération du 30 juin 2017, n° D/2017-26, adoptant la création/suppression d'emplois d'adjoint administratif, au motif « avancement de grade d'un agent » : a) déclaration de création/suppression/vacance d'emploi ; b) arrêté de nomination relatif à la création de poste ; c) délibération adoptant le tableau des effectifs complet de la commune au 20 mars 2016 ; d) délibération adoptant le tableau des effectifs complet de la commune à ce jour ; e) avis du comité technique relatif à cette suppression/création d'emploi ; 2) relatifs à la délibération du 21 mars 2017, n° D/2017-21, adoptant la création/suppression d'emplois d'adjoint administratif, au motif implicite « augmentation durée hebdomadaire de travail » : a) déclaration de création/suppression/vacance d'emploi ; b) arrêté de nomination relatif à la création de poste ; c) délibération adoptant le tableau des effectifs complet de la commune à mai 2016 ; d) délibération adoptant le tableau des effectifs complet de la commune à ce jour ; e) avis du comité technique relatif à cette suppression/création d'emploi ; 3) les délibérations : a) D/2011-28 ; b) D/2015-15 ; c) D/2015-40 ; d) D/2016-03 ; e) D/2016-06 ; f) D/2012-12 ;		01/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		g) D/2012-19 ; h) D/2015-24 ; h) D/2016-29 ; i) D/2016-30 ; j) se rapportant aux délégations du conseil municipal au Maire en février ou mars 2018 ; 4) les arrêtés du maire : a) A/2016-16 du 6 juin /2016 ; b) A/2016-30 du 14 novembre /2016 ; c) A/2017-05 du 11 janvier 2017 ; d) A/2017-23 du 24 avril 2017 ; f) A/2017-30 du 4 juillet 2017 ; g) n° A/2018-38 du 31 août 2018 ainsi que la délibération créant cet emploi et déclaration de création/vacance de cet emploi auprès du CDG de l'Aude ; 5) le compte rendu du conseil municipal du 17 septembre 2019.						
20200552	Centre hospitalier de Moulins-Yzeure	communication des documents relatifs à son client incarcéré au centre pénitentiaire de Moulins-Yzeure : 1) la copie de son dossier médical ; 2) l'ordonnance du 6 août 2019 prescrivant l'extraction de son client en vue de la réalisation d'un scanner cérébral.		28/04/2020	Oui			
20200553	Caisse d'allocations familiales de l'Aveyron (CAF 12)	communication de l'ensemble des rapports concernant son dossier relatif au RSA détenu par la CAF de l'Aveyron, notamment le rapport d'enquête produit par le contrôleur, Monsieur X.		16/09/2020	Oui			
20200554	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	copie de la fiche individuelle de notation de l'oral de Bac français session 2019 (Série ES) de sa fille X.	04/06/2020	19/06/2020				
20200555	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	communication de la méthodologie employée pour le calcul de la sanction administrative prononcée à l'encontre de sa cliente, sur le fondement des dispositions des articles L441-11 II 5ème et L441-16 du code de commerce, en raison du dépassement des délais de paiement des fournisseurs (calculs, algorithmes ou tout autre élément de nature à permettre de comprendre les calculs opérés par la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Normandie pour déterminer le quantum de l'amende administrative prononcée).	16/07/2020	22/07/2020	Fin			
20200563	Association syndicale des digues de la Barthelasse - ASDB	communication, sous forme électronique par courriel ou par copie envoyée par courrier postal si l'association ne dispose pas d'une version numérisée, des documents relatifs aux travaux de confortement des digues de la Barthelasse et de l'île Piot : 1) le ou les actes par lequel ou lesquels l'association a décidé des travaux d'amélioration de la protection des îles Piot et de la Barthelasse contre les crues du Rhône, donnant lieu au dépôt du dossier de demande d'autorisation du 4 octobre 2016 au guichet unique de l'eau du département de Vaucluse, présenté par la ville d'Avignon pour son compte et celui de l'association ; 2) le ou les actes par lequel ou lesquels l'association a décidé le transfert de la maîtrise d'œuvre de ces travaux à la ville d'Avignon.	16/07/2020	22/07/2020				
20200570	Centre hospitalier Andrée Rosemon de Cayenne	communication, dans le cadre de la préparation de son dossier de retraite, de son relevé de carrière complet concernant son activité effectuée au sein de l'établissement du 2 février 1987 au 29 décembre 1992 suivie d'une année en position de congé parental et de trois ans de mise en disponibilité.		30/06/2020				
20200573	Ministère des armées	communication de l'état annuel des travaux insalubres accomplis au titre de l'année 2018 le concernant.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200574	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, à la suite de la sanction de l'ordre des avocats dont elle a fait l'objet en raison du cumul d'une activité commerciale et d'une activité d'avocat, des informations contenues dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA), relatives à la société SAS X, dont elle était présidente jusqu'en décembre 2018.	25/06/2020	04/09/2020				
20200577	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication du relevé d'information intégral concernant son permis de conduite mentionnant les codes d'accès lui permettant de se connecter au service télépoints.		11/06/2020				
20200579	Mairie de Niedermorschwihr	communication, par voie dématérialisée, à défaut sur support papier et envoi postal et non uniquement consultation sur place, de l'intégralité du dossier écrit et graphique relatif au permis de construire n° X du 5 décembre 2019.	16/07/2020	23/07/2020				
20200580	Communauté de communes de l'Île de Ré	copie, par courrier électronique, ou, à défaut, par envoi postal, ou encore à disposition au siège de la communauté de communes de l'Île de Ré pour : consultation avec remise de copies, des écritures ou pièces comptables concernant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des années 2016, 2017 et 2018 de la communauté de communes de l'Île de Ré : l) s'agissant de l'exercice 2016 :		30/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>1) les éléments concernant les comptes d'immobilisations, notamment les comptes :</p> <p>a) 2033 - Frais d'insertion ;</p> <p>b) 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques ;</p> <p>c) 2188 - Autres immobilisations corporelles ;</p> <p>d) 2313 - Constructions ;</p> <p>e) 2318 - Autres immobilisations corporelles en cours ;</p> <p>2) les éléments concernant les amortissements des immobilisations, notamment les comptes :</p> <p>a) 28031 - Frais d'études ;</p> <p>b) 28033 - Frais d'insertion ;</p> <p>c) 28051 - Concessions et droits similaires ;</p> <p>d) 28128 - Autres agencements et aménagements de terrains ;</p> <p>e) 281571 - Matériel roulant ;</p> <p>f) 28158 - Autres installations, matériel et outillage techniques ;</p> <p>g) 28181 - Installations générales, agencements et aménagements divers ;</p> <p>h) 28183 - Matériel de bureau et matériel informatique ;</p> <p>i) 28184 - Mobilier ;</p> <p>j) 28188 - Autres immobilisations corporelles ;</p> <p>3) les dépenses comptabilisées au compte 6811 - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles ;</p> <p>4) les charges financières constatant des mouvements sur le compte 1641- Emprunts en euros, notamment les comptes :</p> <p>a) 66111 - Intérêts réglés à l'échéance ;</p> <p>b) 66112 - Intérêts - Rattachement des intérêts courants non échus (ICNE) de l'exercice N ;</p> <p>c) 66112 - Intérêts - Rattachement des ICNE de l'exercice N-1 ;</p> <p>5) les charges de personnel regroupés sous le compte 64 - Charges de personnel ;</p> <p>6) les éléments comptabilisés dans les budgets primitifs et les comptes administratifs du budget annexe « Ordures ménagères » des années précédentes, notamment les comptes :</p> <p>a) 60632 - Fournitures de petit équipement ;</p> <p>b) 60636 - Vêtements de travail ;</p> <p>c) 6064 - Fournitures administratives ;</p> <p>d) 616 - Primes d'assurance ;</p> <p>e) 617 - Études et recherches ;</p> <p>f) 6182 - Documentation générale et technique ;</p> <p>g) 6184 - Versements à des organismes de formation ;</p> <p>h) 6185 - Frais de colloques et séminaires ;</p> <p>i) 6226 - Honoraires ;</p> <p>j) 6255 - Frais de déménagement ;</p> <p>k) 6257 - Réceptions ;</p> <p>l) 62871 - Remboursements de frais - A la collectivité de rattachement ;</p> <p>m) 6358 - Autres droits ;</p> <p>n) 6215 - Personnel affecté par la collectivité de rattachement ;</p> <p>o) 651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ;</p> <p>p) 6532 - Frais de mission ;</p> <p>q) 6535 - Formation ;</p> <p>r) 6541 - Créances admises en non-valeur ;</p> <p>s) 6542 - Créances éteintes ;</p> <p>t) 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ;</p> <p>u) 658 - Charges diverses de la gestion courante ;</p> <p>v) 668 - Autres charges financières ;</p> <p>w) 6711 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés ;</p> <p>II) s'agissant de l' exercice 2017 :</p> <p>1) les éléments concernant les comptes d'immobilisations, notamment les comptes :</p> <p>a) 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques ;</p> <p>b) 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique ;</p> <p>c) 2188 - Autres immobilisations corporelles ;</p> <p>d) 2313 - Constructions ;</p> <p>e) 2318 - Autres immobilisations corporelles en cours ;</p> <p>2) les éléments concernant les charges financières, notamment le compte 661122 - Intérêts - Rattachement des ICNE de l'exercice N-1 ;</p>						

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>3) les éléments concernant les comptes regroupés sous la nomenclature 64 - Charges de personnel ;</p> <p>4) les comptes :</p> <p>a) 60632 - Fournitures de petit équipement ;</p> <p>b) 6064 - Fournitures administratives ;</p> <p>c) 616 - Primes d'assurance ;</p> <p>d) 617 - Études et recherches ;</p> <p>e) 6182 - Documentation générale et technique ;</p> <p>f) 6185 - Frais de colloques et séminaires ;</p> <p>g) 6226 - Honoraires ;</p> <p>h) 6255 - Frais de déménagement ;</p> <p>i) 6257 - Réceptions ;</p> <p>j) 62871 - Remboursements de frais - A la collectivité de rattachement ;</p> <p>k) 6358 - Autres droits ;</p> <p>l) 6215 - Personnel affecté par la collectivité de rattachement ;</p> <p>m) 651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ;</p> <p>n) 6532 - Frais de mission ;</p> <p>o) 6535- Formation ;</p> <p>p) 6541 - Créances admises en non-valeur ;</p> <p>q) 6542 - Créances éteintes ;</p> <p>r) 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ;</p> <p>s) 658 - Charges diverses de la gestion courante ;</p> <p>t) 668 - Autres charges financières ;</p> <p>u) 6711 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés ;</p> <p>III) s'agissant de l'exercice 2018 :</p> <p>1) les éléments concernant les comptes d'immobilisations, notamment les comptes :</p> <p>a) 2111 - Terrains nus ;</p> <p>b) 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques ;</p> <p>c) 2188 - Autres immobilisations corporelles ;</p> <p>d) 2313 - Constructions ;</p> <p>e) 2318 - Autres immobilisations corporelles en cours ;</p> <p>2) les éléments concernant les amortissements des immobilisations, notamment les comptes :</p> <p>a) 28031 - Frais d'études ;</p> <p>b) 28033 - Frais d'insertion ;</p> <p>c) 28051 - Concessions et droits similaires ;</p> <p>d) 28128 - Autres agencements et aménagements de terrains ;</p> <p>e) 281571 - Matériel roulant ;</p> <p>f) 28158 - Autres installations, matériel et outillage techniques ;</p> <p>g) 28181 - Installations générales, agencements et aménagements divers ;</p> <p>h) 28183 - Matériel de bureau et matériel informatique ;</p> <p>i) 28184 - Mobilier ;</p> <p>j) 28188 - Autres immobilisations corporelles ;</p> <p>3) les comptes regroupés sous la nomenclature 64 - Charges de personnel ;</p> <p>4) les comptes :</p> <p>a) 60632 - Fournitures de petit équipement ;</p> <p>b) 6064 - Fournitures administratives ;</p> <p>c) 616 - Primes d'assurance ;</p> <p>d) 617 - Études et recherches ;</p> <p>e) 6182 - Documentation générale et technique ;</p> <p>f) 6185 - Frais de colloques et séminaires ;</p> <p>g) 6226 - Honoraires ;</p> <p>h) 6255 - Frais de déménagement ;</p> <p>i) 6257 - Réceptions ;</p> <p>j) 62871 - Remboursements de frais - A la collectivité de rattachement ;</p> <p>k) 6358 - Autres droits ;</p> <p>l) 6215 - Personnel affecté par la collectivité de rattachement ;</p> <p>m) 651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ;</p> <p>n) 6532 - Frais de mission ;</p>						

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		o) 6535 - Formation ; p) 6541 - Créances admises en non-valeur ; q) 6542 - Créances éteintes ; r) 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ; s) 658 - Charges diverses de la gestion courante ; t) 6711 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés.						
20200581	Mairie de Revest-des-Brousses	communication, par publication sur le site internet de la mairie, des documents relatifs à l'arrêté municipal de restriction des modalités d'utilisation de produits phytopharmaceutiques du 10 juillet 2019 : 1) l'arrêté municipal, sous un format ouvert et lisible par machine au lieu de la publication actuelle en format image jpeg ; 2) si elle existe, la demande de retrait de l'arrêté précité émanant du préfet du département.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200584	Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle	communication, dans le cadre des mobilités temporaires imposées par son employeur, des extraits des procès-verbaux et des enregistrements, pour la partie le concernant, des commissions administratives paritaires (CAP) du 26 septembre 2019 et du 2 décembre 2019.		11/06/2020	Oui			
20200594	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son hospitalisation dans le service de neurologie de La Pitié Salpêtrière du 25 au 29 mars 2019 avec les résultats des examens.		29/06/2020				
20200598	Mairie de Lescure d'Albigeois	communication, à ses frais, sous format papier ou numérique par courrier électronique, des documents suivants : 1) la délibération qui a approuvé la réalisation du plan d'alignement ainsi que le plan d'alignement réalisé ; 2) le plan de prévention des risques d'effondrement adopté en 2017.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200600	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL 31-Siège)	communication des documents relatifs à l'instruction des deux dossiers, déposés en 2017 et 2019, dans le cadre du projet d'installation de six éoliennes sur la commune de Passa, absents des documents accompagnant l'enquête publique conduite du 26 août au 27 septembre 2019 : 1) l'avis du service de la biodiversité de la DREAL ; 2) l'avis du service énergie de la DREAL ; 3) le dossier général transmis par la DREAL à la préfecture des Pyrénées-Orientales.	12/03/2020	16/03/2020				
20200605	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie de l'intégralité des pièces constituant le dossier médical de son fils X né le X, comprenant l'ensemble des analyses sanguines réalisées.		11/06/2020	Oui			
20200615	Direction départementale des territoires de Vaucluse (DDT 84)	copie des documents suivants : 1) le commissionnement de l'agent assermenté DDT X pour effectuer les contrôles d'urbanisme des 27 Janvier 2010 et 29 Janvier 2013 aux Laurons 84750 Caseneuve ; 2) les arrêtés portant commissionnement aux agents X et X.	02/04/2020	09/04/2020	Fin			
20200630	Préfecture de l'Isère	communication, sous forme électronique par mail, de la copie des pièces et des courriers, y compris électroniques, échangés entre les services de l'État (direction départementale des territoires (DDT) et préfecture, secrétariat général et contrôle de légalité notamment) et la commune de Crolles, dans le cadre de l'instruction de sa demande de déféré préfectoral de la délibération n° 075-2019 par laquelle le conseil municipal de Crolles a approuvé, le 26 septembre 2019, la modification n° 4 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune.	04/06/2020	19/06/2020	Oui			
20200634	Communauté d'agglomération Pays Basque	communication de l'étude environnementale citée au sein du rapport de présentation de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) approuvée par la délibération de la communauté d'agglomération Pays Basque du 9 novembre 2019, réalisée par le cabinet GEOCIAM en septembre 2019 après l'enquête publique et non jointe au PLU approuvé.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20200635	Mairie de La Roche-de-Glun	communication, par voie électronique, ou copie, à ses frais, par voie postale, des documents suivants : 1) les précédents documents d'urbanisme applicables sur le territoire communal (plan d'occupation des sols, versions antérieures du plan local d'urbanisme) ; 2) les plans de zonage correspondant aux parcelles ZB 372, 373 et 374.		10/06/2020	Oui			
20200639	Toulouse Métropole	communication, à ses frais, par voie dématérialisée si possible, des documents figurant au visa de la décision de préemption n° X du 28 novembre 2019 d'un ensemble de locaux à usage professionnel commercial ou d'habitation formant les lots X sis X à Toulouse : 1) la délibération du conseil de Toulouse Métropole du 11 avril 2019 instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la métropole ; 2) les délibérations du conseil municipal de la ville de Toulouse en date des 17 décembre 1992, 20 avril 2001 et 21 juin 2002, relatives à l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ; 3) les délibérations du conseil de la communauté urbaine des 28 juin 2012 et 27 juin 2013, relatives à	25/06/2020	02/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ; 4) la délibération du conseil de Toulouse Métropole du 24 avril 2014, portant élection du président, des vice-présidents et des membres du bureau ; 5) la délibération du conseil de Toulouse Métropole du 14 février 2019, portant délégation d'attributions du conseil de la métropole au bureau et au président ; 6) l'arrêté de délégation de fonctions du président de Monsieur X du 12 avril 2018 ; 7) la délibération DEL-19-1153 du conseil de Toulouse Métropole du 21 novembre 2019, relative à l'approbation des dossiers réglementaires concernant le projet de renouvellement urbain de la Reynerie ; 8) l'entier dossier préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet de renouvellement urbain de la Reynerie ; 9) l'entier dossier d'enquête parcellaire partielle correspondant ; 10) le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur dans ces deux enquêtes.						
20200641	Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône (CGFPT 69)	communication, par consultation sur place, à la suite d'une première transmission par mail en octobre 2018, de l'intégralité des pièces administratives et médicales détenues par le secrétariat de la commission de réforme et du comité médical.	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200642	Hôpitaux universitaires de Strasbourg (CHRU)	communication, par voie postale, des radios de sa jambe gauche, depuis l'accident dont il a été victime en 1985.		30/06/2020	Oui			
20200643	Centre hospitalier gériatrique de la Fère	communication de l'intégralité du dossier médical de sa mère, Madame X, par laquelle elle est mandatée, notamment le dossier constitué par le service de soins de suite et réadaptation de l'établissement, sous forme papier ou CD-Rom.		29/06/2020	Oui			
20200647	Centre hospitalier Jean Coulon de Gourdon	communication de l'intégralité de son dossier médical notamment les comptes rendus d'expertises de 2014 au 15 janvier 2019 avec le docteur X.		10/06/2020				
20200650	Mairie de Puimoisson	communication, sur clé USB qu'il fournira, de la copie des documents suivants pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019 : 1) les budgets primitifs et annexes ; 2) les comptes administratifs ; 3) les grands livres.		30/06/2020	Par			
20200651	Etablissement public médico-social dionysien « Les Moulins Gémeaux »	communication de son dossier administratif relatif aux demandes de prestations et aux échanges avec le comité de gestion des œuvres sociales des établissements hospitaliers publics (CGOS).		11/06/2020	Oui			
20200655	Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin	communication de la copie, à ses frais et par envoi postal, de l'arrêté de situation administrative de Monsieur X à la date du 5 avril 2019.		03/07/2020	Oui			
20200659	Ploërmel Communauté	communication des documents suivants : 1) les budgets votés et réalisés pour les années 2017, 2018, 2019 et éventuellement celui voté en 2020 ; 2) le budget de l'année 2016 des anciennes communautés de communes qui ont fusionnées au 1er janvier 2017, à savoir : Ploërmel communauté, Josselin communauté, la communauté de communes du Porhoët et la communauté de communes de Mauron en Brocéliande ; 3) le détail des effectifs, par cadre d'emploi en précisant le sexe et le statut, avant et après la fusion, ainsi que pour les années 2018 et 2019.		30/06/2020	Fin			
20200660	Préfecture de l'Hérault	communication, par voie électronique, au format csv, de la liste des électeurs du département.		29/06/2020				
20200665	Service interacadémique des examens et concours des académies de Créteil, Paris et Versailles (SIEC)	communication de la copie d'examen de sciences économiques et sociales du baccalauréat général, au titre de la session 2019.	25/06/2020	08/09/2020				
20200669	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à la pose de prothèses dans le service de chirurgie plastique et reconstructrice de l'Hôpital européen Georges Pompidou, avec notamment les références, la marque et les factures de ces prothèses posées le 28 avril 2015, afin de mettre en concordance le compte rendu opératoire et les informations portées sur sa carte de porteur.		11/06/2020				
20200675	Mairie de Sari-Solenzara	copies de l'extrait du règlement ainsi que du document graphique du plan local d'urbanisme applicables à la parcelle cadastrée X.		11/06/2020	Oui			
20200680	Orange Groupe	communication du dernier entretien annuel d'évaluation réalisé en 2019 entre son époux décédé et son manager.		11/06/2020	Oui			
20200681	Centre Oscar Lambret	communication, afin de faire valoir ses droits auprès d'une société d'assurances dans le cadre du règlement d'une assurance-vie, des comptes rendus relatifs au dossier médical de son épouse, Madame X, décédée le X, sachant que l'administration dans le cadre du motif invoqué lui a adressé un certificat médical circonstancié.	25/06/2020	04/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20200682	Ministère de la Transition écologique	communication de la copie des documents suivants : 1) les autorisations délivrées, au titre de la directive SEVESO, à la réalisation des dépôts pétroliers de Puget-sur-Argens ; 2) les autorisations délivrées à X, située X, appartenant aux anciens établissements X et rachetée récemment par X, depuis plusieurs dizaines d'années, au déversement d'eaux polluées issues de cette X dans X et leur dispersion sur X.	25/06/2020	03/07/2020				
20200689	Direction départementale des territoires et de la mer des Landes (DDTM 40)	communication de la copie, à ses frais, de l'avis concernant l'accès au projet de déchèterie sur la commune de MOUSTEY en passant par la parcelle cadastrée section F584.		30/06/2020	Oui			
20200696	Gaz réseau distribution France (GRDF)	copie intégrale des documents le concernant : 1) l'ensemble des échanges téléphoniques et écrits ; 2) les pièces constituant son dossier.	16/07/2020	22/07/2020				
20200699	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué par le service rhumatologie de l'hôpital Cochin.		11/06/2020	Oui			
20200700	Préfecture de police de Paris	communication du relevé d'information intégral concernant son permis de conduire.		03/07/2020	Non			
20200712	Centre hospitalier intercommunal André Grégoire de Montreuil	communication de la copie du compte rendu de l'expertise médicale réalisée par le Docteur X le 25 avril 2019.		11/06/2020	Oui			
20200722	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	communication de l'intégralité du dossier d'allocataire de la caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône de sa cliente depuis 2017.		23/03/2020	Oui			
20200736	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie de la liste nominative de l'ensemble des membres de la commission locale des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques (CLSIRMT) du groupe hospitalier hôpitaux universitaires Paris Seine Saint-Denis (HUPSSD) précisant leur « statut actuel » (technicien de laboratoire, manipulateur radio, cadre).	25/06/2020	02/07/2020	Oui			
20200744	Grenoble-Alpes Métropole	communication, par consultation sur place, des documents suivants : 1) les autorisations d'occupation du domaine public accordées aux promoteurs et/ou aux entreprises pour l'édification des constructions du X ; 2) les états exécutoires établis pour le recouvrement des sommes dues pour cette occupation ; 3) les justificatifs de paiement des droits dus pour cette occupation.	25/06/2020	03/07/2020	Oui			
20200745	Mairie de Clamart	copie, à ses frais, après transmission d'un devis de préférence sur supports dématérialisés ou par courrier électronique, du dossier n° DP 92023 19 b0069 déposé le 18 mars 2019 et complété les 18 juin et 20 juillet 2019 - Théâtre de verdure avec création de trois rangées d'assise, place du Garde, cadastré AT4.		10/06/2020	Oui			
20200747	Préfecture de Seine-et-Marne	communication, à ses frais, par voie dématérialisée de préférence, des documents suivants : 1) l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 notifiant aux communes concernées le décret n° 2010-1081 du 15 septembre 2010 qualifiant de projet d'intérêt général (PIG) le quatrième secteur de Marne-la-Vallée ; 2) tous les arrêtés préfectoraux intervenus successivement, de 2010 à aujourd'hui, qualifiant de PIG le quatrième secteur de Marne-la-Vallée.	25/06/2020	03/07/2020	Oui			
20200749	Université Paris Descartes - Paris V (utiliser Université de Paris)	copie des documents suivants la concernant : 1) le relevé des notes pendant sa formation en cours du soir de septembre 1992 à juin 1996 ; 2) le relevé des notes obtenues pour son DUT GEA option FC, passé en mai ou juin 1996 ;	25/06/2020	02/07/2020				
20200752	Ministère de la culture	communication du contrat d'objectifs et de moyens de l'Agence France-Presse 2019-2023, signé fin 2019.	25/06/2020	08/09/2020	Par			
20200755	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière à jour, pour la retraite de base et complémentaire, avec notamment ses points acquis depuis novembre 2017, date de la création de son autoentreprise.		11/06/2020				
20200765	Mutualité sociale agricole d'Auvergne (MSA 63)	communication de son dossier administratif, notamment : 1) la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) faite par la X ; 2) l'annulation de ladite déclaration.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200774	Communauté d'agglomération Grand Paris Sud	copie de la délibération du 17 novembre 1977 relative à la prime du 13e mois attribuée aux agents employés au sein de la communauté d'agglomération de Sénart.		11/06/2020				
20200777	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche historique concernant un véhicule de collection, principalement dans le but d'obtenir une carte d'identité FIVA ouvrant l'accès à certaines manifestations internationales et participant à la protection du patrimoine automobile, des documents relatifs aux immatriculations du véhicule Jaguar XJC, n° type X, n° série X, immatriculation actuelle X, immatriculations précédentes : X, conservés à la	24/09/2020	15/10/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		préfecture des Alpes maritime sous les cotes : - dossiers d'immatriculation X, dates 1975-1989 ; - registre des immatriculations X, dates 1975-1989.						
20200778	FORMAPOSTE MIDI ATLANTIQUE	communication de l'intégralité de son livret scolaire y compris ses relevés de notes des deux années scolaires, relatif à la session 2017/2019 du BTS banque qu'elle a effectué en alternance.	16/07/2020	24/07/2020				
20200779	Hôpital Foch de Suresnes	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à l'intervention chirurgicale qu'elle a subie le 26 décembre 1988.		10/06/2020	Fin			
20200781	Ministère des armées	communication de l'entier dossier militaire de son client, notamment les éléments se rapportant à sa période d'engagement en qualité d'appelé du contingent et à la campagne outre-mer à laquelle il a participé, son livret militaire et le cas échéant son dossier médical militaire.		30/06/2020	Fin			
20200783	Conseil départemental du Rhône	communication de l'intégralité de son dossier administratif et médical.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20200789	Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC)	communication des bons de commande et factures relatifs aux marchés publics suivants attribués par le SIPPEREC à la société SFR : 1) l'affaire n° 17S102 – Services de communications électroniques de téléphonie – Lots n° 1, 3 et 4 ; 2) l'affaire n° 17S103 – Services de communications électroniques de réseaux et Internet – Lot n° 3 ; 3) l'accord-cadre n° 2018130 – Services de téléphonie sur support mobile.		11/06/2020	Oui			
20200793	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	consultation des classeurs regroupant les jugements correctionnels rendus par le tribunal de grande instance de Bobigny pour la période courant de 1971 à 1987.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20200796	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier d'adoption concernant sa tante Madame X décédée le X.	25/06/2020	04/09/2020	Oui			
20200799	Mairie de Oberhausbergen	communication des documents suivants, à la suite de l'arrêté municipal du 21 novembre 2019 portant refus du permis de construire n° X sollicité par sa cliente : 1) la proposition d'arrêté, établie par les services de la police du bâtiment de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), à l'issue de l'instruction de la demande de permis de construire ; 2) l'avis du service instructeur joint à cette proposition d'arrêté ; 3) tous les échanges écrits entre le service instructeur et la mairie, relatifs à ce dossier.		30/06/2020				
20200809	Mairie de Monsaguel	communication de l'entier dossier relatif aux travaux d'installation d'une buse sur la voirie communale (VC) n° 2, entre les deux parcelles n° X et X, au lieu-dit X.		23/03/2020	Oui			
20200810	Office national des forêts (ONF)	communication, sous format informatique, par courriel, des documents suivants: I) concernant le label « programme de reconnaissance des certifications forestières » (PEFC) : 1) le cahier des charges ou tout document liant l'ONF au label PEFC concernant la forêt de Mormal, dans ses différentes versions depuis 2012 ; 2) le résultat des audits annuels depuis 2014 ; 3) les quatre étapes de la certification PEFC concernant la forêt de Mormal ; II) concernant les volumes prélevés : 1) le récapitulatif des volumes de bois récoltés annuellement depuis 2014 en y différenciant les volumes prélevés (bois sur pied, bois façonné, bois énergie, etc.) ; 2) le volume prélevé dans les cloisonnements et les collecteurs d'exploitation, par parcelle ; III) le récapitulatif détaillé des surfaces exploitées annuellement depuis 2014 en y différenciant les surfaces sur la base des numéros de parcelles ; IV) les états d'assiette annuels détaillés depuis 2014 ; V) l'ensemble des détails de renouvellements et de récolte relatifs aux indicateurs de suivi de l'aménagement ; VI) le plan mis à jour de la forêt de Mormal, à l'échelle 1/10 000, incluant le positionnement exact des cloisonnements et des collecteurs d'exploitation ; VIII) concernant les relevés du réseau national de suivi à long terme des écosystèmes forestiers (RENECOFOR) en forêt de Mormal : 1) les données concernant l'évolution des peuplements, des dépôts atmosphériques et du climat et ce depuis le début des relevés en forêt de Mormal ; 2) l'ensemble des documents, expertises et conclusions traitant de l'évolution des peuplements, des dépôts atmosphériques et du climat en forêt de Mormal ; 3) les données concernant la placette météo située à Locquignol et ce depuis le début de son installation en forêt de Mormal : a) les relevés dendrométriques et inventaires des arbres numérotés et des arbres d'accompagnement ; b) les relevés hebdomadaires des pluviollessivats et des solutions de sol ; c) les suivis des récoltes de la biomasse et des litières ;	25/06/2020	04/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d) le suivi des prélèvements foliaires et observations sanitaires ; e) les relevés concernant cette placette.						
20200812	Mairie d'Hénin-Beaumont	copie du projet de service ayant fait émerger le Service Environnement.		03/08/2020	Oui			
20200815	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication du compte rendu opératoire de son quadruple pontage aorto-coronarien pratiqué le 6 mars 2014 au GHU Pitié-Salpêtrière à Paris, et non le dossier médical consécutif à son passage au service réanimation de l'hôpital du 7 au 11 mars 2014 comme communiqué.		11/06/2020				
20200816	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des analyses financières établies pour la commune de Ferrières-Haut-clocher au cours du dernier mandat électif.		01/07/2020	Oui			
20200827	Direction départementale de la protection des populations de la Manche (DDPP 50)	communication de la liste des entreprises manchoises disposant actuellement d'une autorisation de transport d'animaux vivants et indiquant la période de validité de ladite autorisation.	25/06/2020	04/09/2020	Oui			
20200836	Ministère de la culture	communication des documents suivants : 1) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 ayant délibéré sur la décision du 9 septembre 1987 ; 2) les convocations des membres de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 9 septembre 1987 ; 3) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 28 juin 1996 ; 4) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 28 juin 1996 ; 5) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2001 ; 6) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2001 ; 7) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 5 janvier 2010 ; 8) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 5 janvier 2010 ; 9) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 8 décembre 2010 ; 10) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 8 décembre 2010 ; 11) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2011 ; 12) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2011 ;	16/07/2020	15/07/2020	Par			
20200838	Préfecture de l'Isère	communication de la copie des cartes de séjour de ses parents, Monsieur X et Madame X.		01/07/2020	Fin			
20200840	Mairie de Pratz	copie, par courrier électronique, des différentes délibérations émises par le conseil municipal de la commune instaurant le taux de la taxe d'aménagement sur son territoire depuis 2011.		11/06/2020	Oui			
20200844	Communauté de communes Cœur de Chartreuse	communication du document émanant du préfet de Savoie accordant l'autorisation au président de la communauté de communes Cœur de Chartreuse de comptabiliser la somme de 181 617 € de trop perçu de la REOM 2015 de la communauté de communes des Entremonts au budget général de la communauté de communes Cœur de Chartreuse.	02/04/2020	08/04/2020	Fin			
20200850	Ministère de la Transition écologique	communication de la copie des documents suivants : 1) le rapport dit EMPA, réalisé par le bureau d'études éponyme pour l'OCAD3E, relatif à la teneur en retardateurs de flamme bromés (RFB) des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) du gros électro-ménager (GEM) ; 2) le rapport d'étude ou de pré-étude, réalisé par Monsieur X, relatif à l'éventualité de la mise en place d'un système de consigne sur certains emballages.	25/06/2020	06/08/2020				
20200852	Mairie de Saint-Saviol	copie, sur cédérom, des documents relatifs aux budgets de la commune ainsi que des comptes rendus des conseils municipaux concernant les années 2014 à 2019.		21/04/2020	Fin			
20200854	Ministère des armées	communication de l'état des services militaires de son grand père, Monsieur X, né le X, département de Constantine (Algérie), qui a effectué son service en France de 1917 à 1919.	23/04/2020	28/04/2020				
20200857	Agence régionale de santé de Bretagne - délégation départementale du Finistère (ARS 29)	communication, si possible sous forme numérique, des documents relatifs à la qualité des eaux de baignade des communes de Porspoder (Mazou, Melon, Bourg), Landunvez (Penfoul, Gwisselier, Trémazan, Château), Ploudalmézeau (Porz ar Vilin Vraz, Kerdeniel, Tréompan) et Lampaul	10/09/2020	16/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Ploudalmézeau (Trois moutons) : 1) le calendrier prévisionnel de la surveillance, établi par l'ARS, avant les saisons de baignades 2013 à 2019 inclus ; 2) l'intégralité des résultats de mesures de qualité des eaux de baignade dont dispose l'ARS : a) incluant les analyses de prélèvements réalisés au titre de la surveillance réglementaire et les autres résultats issus notamment des prélèvements réalisés dans le cadre de la « gestion active » à titre de contrôle ou de « recontrôle » ; b) précisant les analyses retenues dans l'échantillon analysé pour l'évaluation de la qualité des eaux de baignade et le classement des baignades ; c) précisant pour les analyses écartées de l'échantillon, le motif de cette élimination (pollution à court terme, autre motif).						
20200858	Mairie de Dreux	communication des marchés publics et des délibérations relatives à leur attribution, ainsi que des avis d'attribution y afférents, passés depuis février 2014, dont le pouvoir adjudicateur est la ville de Dreux et l'attributaire l'une des sociétés suivantes : 1) PCS (Plomberie Chauffage Service) ; 2) ECM (ENTREPRISE COUVERTURE MACONNERIE) ; 3) DROUAISE DE CONSTRUCTION.		01/07/2020	Oui			
20200864	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	communication, en sa qualité de conseiller régional, des bilans 2016, 2017, 2018 et 2019 de l'association « La Chartreuse de Neuville » subventionnée par le conseil régional.		19/05/2020	Oui			
20200865	Centre hospitalier René Dubos de Pontoise	consultation de son dossier administratif.		10/06/2020	Oui			
20200866	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DREAL 13)	communication des documents relatifs à l'achèvement de la construction de l'autoroute A507 à Marseille et à la pollution atmosphérique de la ville : 1) le bilan environnemental produit par la société de la rocade L2 de Marseille (SRL2) en juillet 2019 ; 2) le nombre de fermetures, totales ou partielles, régulières ou occasionnelles de l'A507 au cours du dernier trimestre 2019 ; 3) le nombre de contrôles réalisés de recherche de fraude à l'AdBlue® depuis 2018, ainsi que le nombre de contrôles positifs.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20200874	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, dans le cadre de la mise en place de son dossier de retraite, des documents suivants : 1) son relevé de carrière, de cotisation et de trimestres validés ainsi que les références de paiement (montant, n° de chèque et date d'encaissement) ; 2) les pièces expliquant la non-validation de ses trimestres pour les années 1987, 1988 et 1989 ; 3) le mode de calcul du nombre de trimestres validés sur sa situation de carrière.		30/06/2020				
20200880	Ministère de l'Intérieur	communication de la copie de l'intégralité des documents et des données ayant fondé l'avis défavorable de la commission interministérielle du 9 juillet 2019 sur l'état de catastrophe naturelle causée par les mouvements de terrain différentiels, consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols des années 2017 et 2018 pour la commune de X, notamment : 1) la correspondance de la préfecture du Nord, accompagnée de ses annexes, transmettant au ministre la demande de la commune tendant à ce que les mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols lui permette d'avoir la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ; 2) le courrier, éventuellement électronique, par lequel MÉTÉO-FRANCE a remis au ministre le ou les rapports météorologiques établis au niveau national pour la sécheresse et la réhydratation des sols pour les années 2017 et 2018 ; 3) le ou les rapports météorologiques établis au niveau national par MÉTÉO-FRANCE concernant la sécheresse et la réhydratation des sols des années 2017 et 2018 ; 4) le rapport météorologique issu de la station de référence, établi conformément aux dispositions de la circulaire n° 84-90 du 27 mars 1984 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle, de la circulaire du 19 mai 1998 (NOR : INTE 980011) relative à la constitution des dossiers concernant des demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et de la circulaire du 10 mai 2019 (NOR : INTE1911312C) relative à la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle - Révision des critères permettant de caractériser l'intensité des épisodes de sécheresse-réhydratation des sols à l'origine de mouvements de terrain ; 5) l'étude géotechnique réalisée sur le territoire de la commune par le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) permettant de déterminer la nature des terrains concernés par le phénomène de sécheresse et de réhydratation des sols ; 6) le rapport géotechnique réalisé sur le territoire de la commune postérieurement à sa demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour la sécheresse et la réhydratation des sols des	25/06/2020	03/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>années 2017 et 2018, et permettant de déterminer la nature des terrains concernés par le phénomène de sécheresse et de réhydrations des sols de ces mêmes années ;</p> <p>7) la correspondance, éventuellement électronique, accompagnée de ses annexes, par laquelle le ministre a saisi la commission interministérielle chargée d'étudier la demande de la commune ;</p> <p>8) les convocations adressées aux membres de la commission interministérielle, accompagnées de l'ensemble des pièces qui leurs ont été transmises, avant la séance de la commission du 9 juillet 2019 ;</p> <p>9) l'ordre du jour de la commission interministérielle du 9 juillet 2019 ;</p> <p>10) le procès-verbal de la commission interministérielle du 9 juillet 2019 au cours de laquelle la demande de la commune a été examinée ;</p> <p>11) le compte rendu des débats de la réunion de la commission interministérielle du 9 juillet 2019 ;</p> <p>12) l'avis communiqué par la commission interministérielle au ministre, postérieurement au 9 juillet 2019 ;</p> <p>13) les documents et/ou pièces permettant de connaître la liste des personnes présentes lors de la commission interministérielle du 9 juillet 2019, ou tout autre document et/ou pièces permettant de connaître sa composition ;</p> <p>14) les documents et/ou les pièces et/ou les supports informatiques permettant de localiser les postes du réseau climatologique de MÉTÉO-FRANCE et les 3189 stations météorologiques ;</p> <p>15) les documents et/ou les pièces et/ou les supports informatiques sur lesquels apparaissent les données prises en considération pour la détermination du bilan hydrique des mailles SAFRAN 96 et 112, auxquelles la commune a été rattachée pour l'étude de sa demande ;</p> <p>16) les documents et/ou les pièces et/ou les supports informatiques sur lesquels apparaissent les éléments permettant de passer des données climatiques précitées, issues des postes et stations météorologiques de MÉTÉO-FRANCE, à la détermination du bilan hydrique de la commune lors des périodes de sécheresse 2017 et 2018 ;</p> <p>17) le logiciel ou l'algorithme informatique de géocodage ayant permis le rattachement de la commune aux mailles SAFRAN 96 et 112 prises en compte pour la détermination de ses bilans hydriques de 2017 et 2018 ;</p> <p>18) les études, les examens et les travaux auxquels s'est livrée la commission interministérielle, ou tout autre acteur de ce dossier, pour déterminer les critères de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pris en compte avec la méthode du système de modélisation hydrométéorologique (SIM) en matière de mouvements différentiels de terrains consécutifs à une sécheresse et à une réhydratation des sols ;</p> <p>19) le document ou l'avis de la commission interministérielle, ou tout autre acteur de ce dossier, portant détermination des critères de sécheresse hivernale, printanière, estivale et automnale, et retenus avec la méthode SIM en matière de mouvements différentiels de terrains consécutifs à une sécheresse et à une réhydratation des sols sur les 50 dernières années (depuis 1969).</p>						
20200884	Mairie de Cléré-du-Bois	<p>copie, par courrier électronique ou par envoi postal, de la copie intégrale des actes de naissance de :</p> <p>1) Madame X épouse de X, née le X dans la commune ;</p> <p>2) Madame X épouse de X, née le X dans la commune ;</p> <p>3) de Madame X fille de X, née en X dans la commune.</p>	23/04/2020	28/04/2020				
20200894	Mairie de Lège-Cap-Ferret	copie de l'entier dossier de déclaration préalable ayant fait l'objet de l'arrêté d'opposition n° X du 13 novembre 2019, comprenant l'ensemble des pièces et éléments juridiques sur la base desquels la commune s'est fondée pour retenir une destination hôtelière régulière de l'immeuble appartenant à sa cliente et s'opposer à la déclaration préalable.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200900	Ministère de la culture	<p>communication des documents suivants :</p> <p>1) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 ayant délibéré sur la décision du 9 septembre 1987 ;</p> <p>2) les convocations des membres de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 9 septembre 1987 ;</p> <p>3) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 28 juin 1996 ;</p> <p>4) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 28 juin 1996 ;</p> <p>5) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du Code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2001 ;</p> <p>6) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2001 ;</p> <p>7) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle</p>	16/07/2020	22/07/2020	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		ayant délibéré sur la décision du 5 janvier 2010; 8) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 5 janvier 2010 ; 9) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 8 décembre 2010 ; 10) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 8 décembre 2010; 11) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du Code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2011 ; 12) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2011 ;						
20200901	Ministère de la culture	communication des documents suivants : 1) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 ayant délibéré sur la décision du 9 septembre 1987 ; 2) les convocations des membres de la commission prévue à l'article 24 de la loi du 3 juillet 1985 aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 9 septembre 1987 ; 3) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 28 juin 1996 ; 4) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 28 juin 1996; 5) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2001 ; 6) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2001 ; 7) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 5 janvier 2010 ; 8) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 5 janvier 2010 ; 9) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 8 décembre 2010 ; 10) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 8 décembre 2010 ; 11) les procès-verbaux de la commission prévue à l'article L.214-4 du Code de la propriété intellectuelle ayant délibéré sur la décision du 30 novembre 2011 ; 12) les convocations des membres de la commission prévue à l'article L.214-4 du code de la propriété intellectuelle aux réunions ayant délibéré sur cette décision du 30 novembre 2011;	16/07/2020	22/07/2020	Par			
20200909	Centre Hospitalier du Forez - Montbrison	communication, à ses frais, de l'intégralité du dossier médical de son fils mineur, X, à la suite de son hospitalisation en pédopsychiatrie, du 18 au 20 décembre 2019, notamment : 1) les comptes rendus d'hospitalisation ; 2) les résultats biologiques ; 3) les comptes rendus des consultations faites par le pédopsychiatre.		30/06/2020	Non			
20200911	Mairie de Trans-la-Forêt	communication, sous format PDF, par courriel, de la copie de la déclaration d'affouillement nécessaire à l'aménagement du plan d'eau de 900 m ² sis lieu-dit X, sur la parcelle cadastrale section X, en application des dispositions de l'article *R421-23 du code de l'urbanisme, intervenue depuis 2016/2017 au bénéfice de Madame X.		30/06/2020	Fin			
20200918	Mairie de Pantin	copie, au format papier, avec indication préalable du montant des frais de reprographie, à sa charge, du dossier du permis de construire délivré le 17 septembre 2019 à la SCCV X (permis de construire valant permis de démolir) relatif à la construction de 13 logements et 2 locaux artisanaux sur le terrain sis 6/7 rue Vaucanson à Pantin (n° PC 093055 19 B0033), notamment : 1) l'arrêté de permis de construire ; 2) le formulaire CERFA ; 3) les pièces écrites ; 4) les pièces graphiques.		11/06/2020				
20200921	Mairie de Palaja	communication de la copie des documents relatifs à la demande préalable de travaux DP X déposée par Monsieur X : 1) la demande ; 2) le récépissé de dépôt.		30/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20200923	Ministère de l'Intérieur	communication de l'extrait du décret de naturalisation concernant son père, Monsieur X, né le X à X, commune de X, département de X en Algérie.		30/06/2020	Fin			
20200924	Météo France	communication de la copie de l'avis transmis à la commission interministérielle « catastrophes naturelles, sécheresse et réhydratation des sols » pour la commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas et l'année 2007.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20200935	Préfecture de l'Aude	communication, par courriel, du dossier ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2018 « portant approbation d'un ouvrage du réseau public de distribution d'électricité : création de deux lignes de 20 Kv de raccordement des parcs éoliens de Saint-Polycarpe et de Saint-Salvayre », notamment : 1) la note de présentation décrivant les caractéristiques principales du projet ; 2) l'avant-projet à une échelle appropriée sur lequel figure le tracé des canalisations électriques et l'emplacement des ouvrages électriques projetés ; 3) tous documents aptes à justifier la conformité du projet avec la réglementation technique en vigueur ; 4) la demande d'approbation du projet d'ouvrage et le dossier de consultation adressés par ENEDIS le 20 février 2018 au préfet de l'Aude, relatifs à la création de deux lignes souterraines 20 Kv de raccordement des parcs éoliens de Saint-Polycarpe et de Saint-Salvayre au réseau public de distribution d'électricité ; 5) la consultation des maires, gestionnaires des services publics et services intéressés réalisée par ENEDIS le 2 août 2017 ; 6) les avis formulés et les accords tacites ; 7) les réponses apportées par ENEDIS et les engagements pris.	16/07/2020	22/07/2020	Non			
20200939	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, par envoi postal au lieu de la récupération au service radiologie proposée par l'hôpital, des radiographies détenues par le service chirurgie orthopédique de l'hôpital Saint-Antoine, à la suite de la pose d'une prothèse trapézo-métacarpienne le 6 décembre 2018.	25/06/2020	06/08/2020	Fin			
20200944	Lycée Dhuoda de Nîmes	communication de la réglementation, visée par le chef d'établissement, relative à la tarification de la restauration scolaire.	25/06/2020	03/07/2020	Oui			
20200946	Mairie de Beausoleil	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la comptabilité relative aux parkings de la commune gérés par la société INDIGO.		01/07/2020	Oui			
20200955	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication du compte rendu de son rendez-vous médical en date du 10 septembre 2019 avec le docteur X dans le service de Chirurgie Ophtalmologie de l'hôpital Bicêtre.		11/06/2020				
20200957	Mairie de Metz	communication, de préférence par courrier électronique, dans le cadre des travaux entrepris par Metz Métropole rue du général Metman dans laquelle est implantée la société de son client, des documents suivants : 1) l'ensemble les études de la ville portant sur la réglementation de la circulation rue du général Metman ; 2) l'intégralité des arrêtés pris par le maire pour réglementer la circulation rue du général Metman.	25/06/2020	03/07/2020	Oui			
20200958	Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur	communication de la copie de l'avenant n° 1 du contrat régional d'équilibre territorial (CRET) 2017-2020 signé entre la Région Sud/Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume et adopté par les délibérations n° 19-352 du 26 juin 2019 de l'assemblée régionale et n° 2019BC045 du 29 juillet 2019 du bureau communautaire.	23/04/2020	28/04/2020	Oui			
20200963	Institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) de Brunehaut	communication, au Docteur X, de l'intégralité du dossier médical de sa fille X née le X, relatif aux deux essais thérapeutiques réalisés dans l'établissement du 12 au 15 novembre et du 18 au 22 novembre 2019.		01/07/2020	Par			
20200973	Collège Jean Moulin de Paris	communication des documents financiers concernant l'Association sportive Alésia (A.S.A) Dite renommée A.S.J.M pour l'année 2019.		01/07/2020	Oui			
20200976	Mairie de Saint-Romain-au-Mont-d'Or	copie du fichier des listes électorales de la commune, lequel a fait l'objet d'un contrôle le jeudi 20 février 2020 par la Commission de contrôle des listes électorales.	25/06/2020	10/07/2020				
20200988	Faculté de Médecine Sorbonne Université	copie des documents relatifs aux épreuves PACES au S1 qu'elle a passées : 1) les grilles de correction ; 2) les barèmes de correction.	16/07/2020	22/07/2020				
20200991	Préfecture de l'Eure	publication en ligne des documents, issus de l'application métier TotEM et établis sous format XML, depuis 2011 et la mise en place du projet « Actes budgétaires » lequel s'applique à la préfecture de l'Eure, relatifs aux budgets et comptes des collectivités territoriales situées dans le ressort de la	08/10/2020	16/10/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		préfecture et dont elle est destinataire dans le cadre de sa compétence de contrôle budgétaire, comprenant notamment les comptes administratifs, les budgets primitifs, les budgets supplémentaires ainsi que les décisions modificatives de ces collectivités territoriales.						
20201004	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de son dossier administratif.		08/06/2020				
20201005	Conseil départemental de la Dordogne	communication, dans un format lisible, des tableaux joints en annexe de la délibération N° 19-322 du 15 novembre 2019 pages 458 à 463 du tome II du recueil des actes administratifs (RAA) de novembre 2019.		07/07/2020	Oui			
20201009	Préfecture de la Haute-Saône	communication des études d'approvisionnement en bois de la future unité de production de bûches de bois portée par la société BOIS FACTORY 70 (groupe POUJOLAT) sur la commune de Demangevelle.	25/06/2020	03/07/2020				
20201010	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	publication en ligne des documents relatifs aux budgets et comptes, comprenant notamment les comptes administratifs, les budgets primitifs, les budgets supplémentaires ainsi que les décisions modificatives, issus de l'application métier TotEM et établis sous format XML, depuis 2011 et la mise en place du projet « Actes budgétaires », pour l'ensemble des collectivités territoriales et EPCI auxquels le dispositif s'applique.	08/10/2020	19/10/2020				
20201013	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Alexis Marquiset - Mamirole (EHPAD 25)	copie des documents suivants concernant le marché public d'impression et de reprographie : 1) le contrat ; 2) le rapport de présentation de la procédure ; 3) le rapport d'analyse des offres ; 4) le cahier des charges ou toute pièce équivalente.	16/07/2020	22/07/2020				
20201015	Mairie de Plogoff	consultation du tableau unique des chemins (communaux, exploitations, ruraux, servitudes) du village de Keringar, pour la période de 1836 à 1970.	16/07/2020	03/08/2020				
20201022	Ministère des solidarités et de la santé	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de sa cliente.		10/06/2020	Oui			
20201026	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière à jour, pour la retraite de base et complémentaire, le détail de ses points de retraite acquis pour les années 2015 à 2018, ainsi que leur mode de calcul.		11/06/2020				
20201027	Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS 69-Direction générale)	communication de la copie de l'ensemble des éléments contenus dans le dossier de demande de cession d'autorisation d'exploitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Ma Maison » et de la résidence autonomie accolée, déposé auprès de l'ARS et du conseil départemental de la Loire par la congrégation « Les petites sœurs des pauvres » et le groupe DOMIDEP, notamment : 1) le descriptif des démarches réalisées par la congrégation durant l'année 2019 afin de rechercher des candidats potentiels à la reprise de l'EHPAD ; 2) la délibération de la congrégation désignant DOMIDEP ou sa filiale en qualité de cessionnaire ; 3) la lettre d'engagement conjointe de DOMIDEP et de la congrégation ; 4) la décision de l'associé unique acceptant cette cession ; 5) la délibération du 15 avril 2019 actant la cession d'autorisation de l'EHPAD « Ma Maison / La Maison de Jeanne » ; 6) le compte rendu de la réunion des délégués du personnel de la congrégation en date du 5 avril 2019 ; 7) le compte rendu du conseil de la vie sociale de l'EHPAD en date du 28 mai 2019 concernant le projet de cession de l'EHPAD ; 8) tout autre élément contenu dans la demande de cession d'autorisation en date du 17 juin 2019.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201033	Mairie de Cruzilles-lès-Mépillat	communication de l'ensemble des documents, courriers et plans, reçus et échangés avec la société CN'AIR depuis le début du projet éolien, y compris les documents en état provisoire.	25/06/2020	03/07/2020	Oui			
20201034	Ordre des avocats au barreau de Paris	copie de la lettre par laquelle Maître X aurait demandé au bâtonnier de l'ordre d'être déchargé de sa mission d'aide juridictionnelle n°X, et de la réponse donnée.	08/10/2020	19/10/2020	Non			
20201038	Métropole européenne de Lille (MEL)	communication des documents suivants : 1) la copie des relevés des vibrations mesurées en mars 2019 par le cabinet SIM ENGINEERING s'agissant de l'immeuble occupé par Madame X, voisine de sa cliente ; 2) tout rapport établi par les services de la métropole, par ses assureurs, par un expert et portant sur les vibrations ressenties par les riverains de la rue X à X.	25/06/2020	03/07/2020	Non			
20201044	Institut national de l'audiovisuel (INA)	communication de tous les contrats conclus entre l'artiste-interprète Monsieur X et les sociétés nationales de programme, de 1945 à 1968, qui sont en la possession de l'INA au regard de sa mission de service public tenant à la sauvegarde et l'archivage du patrimoine audiovisuel français.	16/07/2020	12/08/2020	Oui			
20201046	Direction départementale des territoires et de la mer de l'Hérault (DDTM 34)	communication de la copie des autorisations d'emplacement et de postes de pêche professionnelle au filet dans le port de Sète.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20201048	Ministère de l'Intérieur	communication, par mail, de son dossier médical, notamment : 1) son expertise médicale de février 2019 ; 2) les deux derniers avis du comité médical de 2019 qui ont conclu à des arrêtés de congé longue durée.		08/06/2020				
20201055	Mairie de Béthune	copie, avec règlement des éventuels frais de reproduction, de la notification à la mairie de Béthune de la vente de l'hôtel X par Monsieur X au profit de la SCI X.	16/07/2020	03/08/2020	Oui			
20201056	Mairie de Saint-Geniès-de-Malgoirès	copie, avec frais à régler si obligatoires, de l'intégralité de son dossier personnel, notamment : 1) les arrêtés municipaux d'accidents du travail de 1995 à maintenant ; 2) les arrêtés municipaux de maladie ordinaire de 1995 à maintenant ; 3) les contrats et arrêtés de déroulement de carrière du 01/06/1992 au 31/01/1996 + ceux du 01/01/2017 à maintenant ; 4) les arrêtés municipaux nominatifs du régime indemnitaire et des primes de 1995 à maintenant ; 5) la délibération des modalités d'attribution du RIFSEEP ; 6) les fiches de notation plus les entretiens professionnels de 1995 à maintenant numérotés ; 7) les bulletins de salaire : - liasse 1997 (celui de février), liasse 1996 (ceux de janvier, août et septembre), liasse 1998 (celui de novembre), liasse 2000 (ceux de janvier à décembre), liasse 2001 (ceux de janvier, février et mars), liasse 2006 (celui de septembre) ; 8) les fiches de poste agent technique spécialité espaces verts, adjoint 2ème classe, adjoint 1er classe et agent de maîtrise ; 9) l'extrait du registre 23/01/1995 ; 10) la lettre 02/10/1995 ; 11) préfecture 06/05/1993 ; 12) attestation aptitude 02/09/1999 ; 13) CDG 13/12/1999 ; 14) CAP 05/11/2002 ; 15) CAP 12/05/2009 ; 16) la délibération 26/02/2009 ; 17) CDG 03/07/2009 ; 18) CDG 15/06/2011 ; 19) CDG 02/07/2012 ; 20) la lettre mairie 05/07/2012 ; 21) le certificat du Docteur X 04/02/2016 ; 22) NBI septembre 2019 ; 23) l'arrêté municipal 19/05/2000 ; 24) l'arrêté municipal 27/03/2000 ; 25) l'arrêté municipal 01/02/2001 ; 26) l'arrêté municipal 02/11/2000 ; 27) la lettre préfecture 29/11/2000 ; 28) CDG 24/01/2005 ; 29) maintien salaire (coté eig) 01/12/2015, 02/11/2015 ; 30) la déclaration mutuelle avril à octobre 2015 ; 31) prise en charge accident du travail 21/11/2017 ; 32) l'arrêté accident du travail 07/10/2011 ; 33) l'arrêté accident du travail 26/10/2011 ; 34) le bordereau de transmission CDG (recto verso) 07/11/2019 (24 pages de l'année 1995 à 2017 visée mars 2018) ; 35) la lettre caisse des dépôts à X 30/09/2004 ; 36) la lettre caisse des dépôts à mairie {5 pages} 30/09/2004 ; 37) mairie au CDG 09/12/2004 ; 38) la lettre CDG (8 pages recto verso) 29/04/2004 ; 39) la lettre mairie à CDG (8 pages recto verso) 04/08/2004 ; 40) la lettre CDG (3 pages) 18/03/2004 ; 41) mairie à CDG (9 pages recto verso) 10/02/2004 ; 42) CDG à mairie (3 pages recto verso) 09/09/2004 ; 43) caisse des dépôts à mairie (9 pages recto verso) 09/03/2001 ; 44) GRAS SAVOYE 08/07/2003 ; 45) GRAS SAVOYE 05/03/2003 ; 46) GRAS SAVOYE 11/04/2003 ; 47) GRAS SAVOYE 12/03/2003 ; 48) GRAS SAVOYE 26/12/2001 Date survenance ;		08/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		49) GRAS SAVOYE 25/01/2001 ; 50) GRAS SAVOYE 31/08/2001 ; 51) GRAS SAVOYE 27/08/2001 ; 52) GRAS SAVOYE 15/03/2001 ; 53) GRAS SAVOYE 25/05/2001 ; 54) NBI (6 pages) + NBI (4 pages) 19/05/2000 ; 55) Ircantec 28/11/2001 ; 56) caisse des dépôts 05/12/2000 ; 57) rappel salaire 1999 (1 page) + dossier X ; 58) rappel salaire (2 pages) mairie à X 23/10/2003 ; 59) l'attestation maire 23/10/2000 ; 60) la lettre maire (3 pages) 02/10/2000 ; 61) mairie à CDG (8 pages) 25/11/2004 ; 62) prestation GRAS SAVOYE 31/08/2004 ; 63) la télécopie 14/09/2005 ; 64) la lettre mutuelle 30/06/2006 ; 65) la lettre mutuelle 19/08/2006 ; 66) comité médical 13/11/2003 ; 67) comité médical 31/07/2003 ; 68) rappel salaire 10/04/1996 ; 69) les arrêtés accident du travail du 07/01/2007 et 07/01/2008 ; 70) l'attestation mairie décompte demi-traitement 2001-2002 ; 71) l'arrêté maladie 01/09/2003 notifié le 03/11/2003 ; 72) l'arrêté maladie 01/09/2003 notifié le 10/10/2003 ; 73) l'arrêté maladie 17/02/2003 période 03/01/2003 au 31/03/2003 ; 74) l'arrêté maladie 17/02/2003 période 01/02/2003 au 09/02/2003 ; 75) la lettre mairie à Docteur X 01/07/2003 ; 76) le certificat Docteur X (6 pages) 13/11/2018 ; 77) comité médical 31/10/2019 ; 78) l'arrêté municipal 04/11/2019 ; 79) le certificat médical du médecin du travail 24/07/2018 ; 80) le certificat médical Docteur X lombalgie 02/01/2018 ; 81) le certificat médical Docteur X tendinite 02/01/2018 ; 82) saisie commission de réforme (14 pages) 13/11/2017 ; 83) accident du travail 17/10/2017 ; 84) commission de réforme 26/09/2019 ; 85) l'expertise médicale Docteur X 31/07/2019 ; 86) le certificat médical Docteur X 31/07/2019 coude droit et gauche ; 87) la demande d'ATI 27/06/2019.						
20201059	Mairie de Molières-sur-Cèze	copie ou envoi par courriel de la délibération sur le régime indemnitaire RIFSSEP (IFSE, CIA) et ses critères d'attribution.		11/06/2020				
20201060	Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)	communication, par création d'un droit d'accès visiteur à la plateforme de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) et de l'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD), des documents d'instructions ministérielles budgétaires IM 22 des établissements pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) suivants : 1) l'EHPAD de l'Arnaud à Romans sur Isère ; 2) l'EHPAD Saint-Joseph à Loriol-sur-Drôme ; 3) l'EHPAD Saint-Joseph à Saint-Vallier ; 4) l'EHPAD Les Minimes à Bourg-de-Péage.	16/07/2020	22/07/2020	Non			
20201062	Mairie de Périgueux	copie, avec transmission de la facture liée au coût de reproduction, selon le barème légal en vigueur, de l'ensemble des documents suivants : 1) la convention signée le 7 juillet 1999 par la commune de Périgueux, dans laquelle le district s'engageait à rétrocéder le Moulin à la commune de Périgueux ; 2) l'avis des domaines du 17 octobre 2018 évaluant le Moulin neuf ; 3) l'acte de vente de 2019 par lequel Grand Périgueux rétrocède à la commune de Périgueux le bâtiment Moulin neuf.	16/07/2020	03/08/2020	Oui			
20201086	Université de Toulon	communication de la liste nominative du personnel (enseignants, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques (BIATSS), titulaires, contractuels) par corps et		08/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		grade.						
20201088	Ministère de la Transition écologique	communication des comptes rendus de réunions entre l'administration et les instances représentatives des pisciculteurs continentaux en eau douce.	16/07/2020	22/07/2020				
20201095	Mairie de Bezolles	consultation sur place, sur rendez- vous, des documents suivants : 1) les comptes rendus des séances du conseil municipal 2017, 2018 et 2019 ; 2) les délibérations et pièces annexes du conseil municipal 2017, 2018 et 2019 ; 3) les budgets et comptes de la commune pour 2017, 2018 et 2019 ; 4) les autorisations d'urbanisme accordées en 2016, 2017, 2018 et 2019.		08/06/2020	Fin			
20201113	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	communication des documents listant les indices de position sociale (IPS) de chacun des collèges, ainsi que celui des CM2 qui en découle pour chacune des écoles.	24/09/2020	06/10/2020	Non			
20201114	Ministère de la Transition écologique	communication du nombre de recours hiérarchiques, définis à l'article L410-1 alinéa 3 du code des relations entre le public et l'administration, relatifs à la mise en œuvre de la législation applicable aux zones spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, que le ministère a reçus, par an, entre 1992 et 2015 inclus.	16/07/2020	23/07/2020				
20201118	Mairie de l'Île-de-Bréhat	copie de la concession d'endiguage accordée à la commune concernant le chemin de roulement à la Grève de l'église, entre 1995 et 1997.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201119	Communauté de communes Normandie-Cabourg-Pays d'Auge	communication du permis de construire relatif à une construction postérieure à 2007 sur la parcelle X sise X à X.		11/05/2020	Fin			
20201124	Mairie de Baillargues	communication de la liste électorale de la commune.	25/06/2020	10/09/2020	Oui			
20201133	Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis	copie de l'intégralité des pièces composant son dossier administratif individuel depuis son recrutement par l'Université Paris 8.		09/06/2020				
20201158	Orange Groupe	copie, par envoi postal, de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical.		02/07/2020	Oui			
20201176	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, dans le cadre de l'établissement de son dossier de retraite, du relevé complet de sa situation à savoir : 1) ses points accumulés chaque année depuis 2009 pour le régime de base et le régime complémentaire ; 2) le nombre de trimestres retenus pour chaque année ; 3) le mode précis de calcul des points pour chaque année.		11/06/2020				
20201178	Ministère des armées	communication des documents suivant, la concernant : 1) les documents concernant le choix de la date de radiation des cadres en cas de réforme pour inaptitude médicale ; 2) l'état de trop-versé mentionné dans le courrier du CEARH reçu le 08/01/2020, non transmis, et ayant fait l'objet d'une demande par lettre recommandée avec accusé de réception le 10/01/2020 restée sans réponse.		07/05/2020	Oui			
20201181	Mairie d'Annemasse	communication de la copie, à ses frais et par envoi postal, de tout document attestant de la capacité de Monsieur X d'assurer une formation aux gestes techniques d'intervention de la police municipale.	25/06/2020	06/07/2020	Non			
20201188	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à ses frais, à la suite de précédentes transmissions, de la copie de l'intégralité du dossier médical de son père, Monsieur X, afin de connaître les dysfonctionnements, les maltraitements et les erreurs dans sa prise en charge à partir de mars 2019 au sein de l'hôpital Louis-Mourier, notamment les documents manquants suivants : 1) les rapport d'incidents ; 2) les notes de l'équipe médicale et paramédicale ; 3) le dossier infirmier/aide soignant ; 4) le dossier d'observation ; 5) les feuilles des constantes ; 6) les correspondances échangées entre les différents praticiens.		08/06/2020				
20201196	Préfecture de la Creuse	communication des documents relatifs à l'arrêté n° 23-2019-12-27-002 du 23 décembre 2019 fixant les périodes d'ouverture de la pêche annuelle réglementant la pêche de certaines espèces dans les eaux de première et deuxième catégories en 2020 : 1) les avis formulés pendant la procédure prévue à l'article L123-19-1 du code de l'environnement ; 2) le(s) avis formulé(s) par l'agence française pour la biodiversité (AFB) de la Creuse ; 3) le(s) avis formulé(s) par la direction départementale du territoire (DDT) de la Creuse.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201203	Mairie de Bègles	communication de la copie du courrier du 9 janvier 2020 valant procédure contradictoire au titre de l'article 24 de la loi n°2000-221 du 12 avril 2000 visé dans l'arrêté portant retrait du permis de		10/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		construire X.						
20201211	Mairie de Clichy (92)	copie, par envoi postal ou sur support informatique, des documents suivants concernant la construction d'un parking en sous-sol : 1) le permis de construire n° 0920241900030 déposé le 01 août 2019 ; 2) le compte rendu des recherches géotechniques effectuées en 2019 sur les allées Léon Gambetta à Clichy où ce parking doit être construit.	16/07/2020	22/07/2020				
20201214	Conseil d'Etat	communication des documents suivants, concernant les magistrats administratifs et comprenant les données suivantes pour les années 2015 à 2019 incluse : 1) les indicateurs du rapport de situation comparée relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, à ventiler par sexe, tel qu'il doit apparaître dans les bilans sociaux ; - les rémunérations nettes mensuelles moyennes par statut et par catégorie hiérarchique (A+, A, B, C) ; - les rémunérations par décile ; - la part des primes et indemnités dans la rémunération globale par catégorie hiérarchique (A+, A, B, C) ; 2) les autres indicateurs : - les rémunérations ; - la masse salariale en euros * (1) : ensemble des dépenses de rémunération et charges sociales (y compris CAS pensions) par programme.	16/07/2020	27/07/2020	Par			
20201222	Mairie de Salies-du-Salat	communication des procès-verbaux des réunions du conseil municipal.		10/06/2020	Oui			
20201229	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de l'Association X en France, dont le siège est situé X, de la liste des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOPA dont était ou dont est titulaire cette association, ainsi que la liste des établissements détenteurs et leur adresse.		01/07/2020				
20201236	Ministère de la Transition écologique	communication de la copie des documents suivants : 1) la note n° SEEIDD-ERNR1-13-11-976, relative au titre IV du projet de loi relatif à la biodiversité et au fait générateur de l'application du dispositif « d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages découlant de leur utilisation », adressée par Monsieur X, X du ministre à Monsieur X, X du Premier ministre ; 2) les bordereaux, les rapports, les notes ou les correspondances qui ont accompagné la transmission à Monsieur X, par la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) et le service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable (SEEIDD), du projet de note citée au point 1) ; 3) le dossier de déclaration présenté, en application de l'article L412-7 du code de l'environnement, par la société X, en vue de la réalisation d'un projet de recherche et développement de biotechnologie pour la valorisation de trois plantes, avec accès aux ressources génétiques des Gentianacées et Astéracées, et ayant donné lieu au récépissé n° 104 du 13 février 2019, publié au bulletin officiel du 13 avril 2019 (NOR : TREL1910866S ex TREL1820249A).	16/07/2020	22/07/2020				
20201237	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie du dossier déposé par son employeur au moment de l'enquête relative à son accident de travail en date du 27 août 2018 reconnu en décembre 2018.		01/07/2020	Oui			
20201239	Préfecture des Yvelines	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des délibérations 4,5 et 11 du conseil municipal de Maurepas du 17 décembre 2019 et de leurs pièces jointes, relatives au contrat de concession de la piscine, transmises au contrôle de la légalité.		08/06/2020				
20201240	Etablissement français du sang (EFS)	communication de l'intégralité des informations contenues dans son dossier médical, notamment les résultats complets des analyses sanguines relatives à son don de sang du 22 août 2019 comprenant les valeurs du bilan sanguin.	16/07/2020	12/08/2020	Oui			
20201243	Mairie de Subligny	communication, par mail, des dossiers des ouvrages exécutés (DOE), notamment les plans de récolement, relatifs aux travaux publics de réhabilitation du presbytère en bar-restaurant « le Saint-Romble », prévus au chapitre A.16 des cahiers des clauses techniques générales (CCTG) et remis par le maître d'œuvre.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201245	Mairie de Reims	communication de l'intégralité des documents contenus dans les dossiers de permis de construire et de démolir n° PC 051 454 18 K0239 et de permis d'aménager n° PA 051 454 19 K00003 sur les parcelles cadastrées B1 620, B1 621, B1 622, B1 625, B1 714, B1 715a déposées par la X.		10/06/2020	Oui			
20201247	Préfecture de police de Paris	consultation et copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif et médical.		01/07/2020	Oui			
20201257	Communauté de communes Cingal - Suisse Normande	communication du dossier technique amiante (DTA) concernant l'école Jean Nourisson sise dans la commune de Saint-Sylvain.	16/07/2020	23/07/2020	Oui			
20201263	Préfecture de la Charente-Maritime	communication des éléments relatifs à l'exploitation de 5 réserves de substitution à usage d'irrigation agricole, transmis par l'association syndicale autorisée d'irrigation (ASAI) des Roches :	16/07/2020	22/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>I) en application de l'arrêté préfectoral 18-1400 ter, pour l'utilisation de la réserve n° 4 :</p> <p>1) conformément à l'article 1-1 portant sur les prescriptions relatives à l'utilisation de la réserve, les éléments transmis au service de police de l'eau au plus tard 5 jours après la notification de l'arrêté :</p> <p>a) le relevé de tous les compteurs des forages d'alimentation de la réserve ;</p> <p>b) le relevé de tous les compteurs en entrée de réserve ;</p> <p>c) le relevé de tous les compteurs de distribution ;</p> <p>d) les hauteurs d'eau dans la réserve ;</p> <p>e) les modalités envisagées pour la campagne d'irrigation 2019 par l'exploitant de la réserve R4 qui ont été transmis au service de police de l'eau avant le 15 novembre 2018 ;</p> <p>2) conformément à l'article 1-2 portant sur les suivis des volumes prélevés et d'irrigation, les données enregistrées par l'ASAI des Roches :</p> <p>a) les débits et volumes entrés dans la réserve relevés sur un rythme journalier ;</p> <p>b) la hauteur d'eau dans la réserve transmise au service de police de l'eau de façon hebdomadaire, tous les mercredis depuis la date de transmission des éléments visés à l'article 1-1 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 2019 ;</p> <p>c) les volumes sortis de la réserve dans les réseaux de distribution, à la fréquence définie par l'arrêté cadre « conjoncturel » délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin versant du Mignon, transmis au service de la police de l'eau avant le 31 octobre 2018 ;</p> <p>d) les volumes prélevés sur les forages identifiés comme abandonnés et ayant fait l'objet d'une remise en service ;</p> <p>II) en application de l'arrêté préfectoral 18-1400 bis :</p> <p>1) conformément à l'article 1er portant sur la mise en demeure pour la régularisation des réserves, le récépissé de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale conformément à l'article L181-1 et suivant du code de l'environnement, devant être déposé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de signature du présent arrêté ;</p> <p>2) conformément à l'article 2 portant sur les prélèvements à usage d'irrigation agricole :</p> <p>a) les relevés hebdomadaires des volumes prélevés sur les forages suivants pour les années 2017, 2018 et 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - forage n° 95-182-103 ; - forage n° 95-182-102 ; - forage n° 95-182-100 ; - forages identifiés comme abandonnés et ayant fait l'objet d'une remise en service ; <p>3) conformément à l'article 3 portant sur les mesures conservatoires relatives à la gestion des réserves R1, R2, R5 et R6 et à l'article 3-1 portant sur les prescriptions relatives à l'utilisation des 4 réserves comme bâches de reprise, les éléments transmis au service de police de l'eau au plus tard 5 jours après la notification de l'arrêté :</p> <p>a) le relevé de tous les compteurs des forages d'alimentation des réserves ;</p> <p>b) le relevé de tous les compteurs des forages remis en service ;</p> <p>c) le relevé de tous les compteurs en entrée de réserve ;</p> <p>d) le relevé de tous les compteurs de distribution ;</p> <p>e) les hauteurs d'eau dans les réserves ;</p> <p>4) conformément à l'article 3 portant sur les mesures conservatoires relatives à la gestion des réserves R1, R2, R5 et R6 et à l'article 3-3 portant sur les suivis des volumes prélevés et d'irrigation :</p> <p>a) les débits et volumes entrés dans les réserves relevés sur un rythme journalier depuis la date de transmission des éléments visés à l'article 3-1 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 2019 ;</p> <p>b) les débits et volumes prélevés au niveau du forage n° 16002560061 situé au justice et remplissant la réserve R5 régulièrement autorisés, le fonctionnement des pompes ayant fait l'objet d'un enregistrement horaire depuis la date de transmission des éléments visés à l'article 3-1 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 2019 ;</p> <p>c) les hauteurs d'eau dans les réserves transmises au service de police de l'eau de façon hebdomadaire, tous les mercredis depuis la date de transmission des éléments visés à l'article 3-1 ci-dessus et jusqu'au 31 décembre 2019 ;</p> <p>d) les volumes sortis des réserves dans les réseaux de distribution, à la fréquence définie par l'arrêté cadre « conjoncturel » délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin versant du Mignon et transmis au service de la police de l'eau avant le 31 octobre 2018 ;</p>						

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>e) les volumes prélevés dans le milieu à partir des forages remis en service et ne transitant pas par les réserves, à la fréquence définie par l'arrêté cadre « conjoncturel » délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin versant du Mignon, transmis au service de la police de l'eau avant le 31 octobre 2018 ;</p> <p>5) conformément à l'article 4 portant sur les autres mesures conservatoires et à l'article 4-1- portant sur le suivi hydrologique :</p> <p>a) le suivi hydrologique mis en œuvre grâce à l'exploitation d'enregistrements limnigraphiques et piézométriques journaliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'échelle limnimétrique du ruisseau du Crêpé ; - à l'échelle installée sur la Courance au lieu dit du « Pont a l'Huille » sur la D262, aux piézomètres du bassin Versant du Crêpé à La Laigne (identifié n°35, BSS : 06344X0089) et du bassin Versant de la Courance (piézomètre suivi par l'IIBSN à Cram, BSS 106351X0106/F) ; <p>b) les résultats des analyses et caractérisations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la corrélation nappe et rivière ; - les relations entre les piézomètres du secteur, que cela soit les piézomètres indiqués ci-avant ou les piézomètres exploités sur le bassin par l'IIBSN, et les niveaux observés sur la Courance et le Crêpé, la caractérisation des écoulements sur l'amont du Crêpé au niveau de la Laigne en fonction des niveaux observés dans les piézomètres ; - le suivi transmis avant le 31 décembre 2018 au service chargé de la police de l'eau ; <p>6) conformément à l'article 4 portant sur les autres mesures conservatoires et à l'article 4-2 portant sur l'étude d'incidence du rabattement - essai sur nouveau forage :</p> <p>a) l'étude de l'incidence des rabattements de la nappe au droit des forages de prélèvement sur le réseau superficiel qui a été menée et devant être intégrée au nouveau dossier de demande d'autorisation ;</p> <p>b) le protocole d'étude qui a été transmis au service de police de l'eau pour validation avant le lancement des études ;</p> <p>c) les volumes prélevés sur tous les forages utilisés par l'ASAI des Roches prévus dans l'arrêté d'autorisation du 24 avril 2015 annulé par le tribunal administratif le 7 juin 2018 et sur tous les forages devant être fermés mais autorisés par les arrêtés 18-1400 bis et 18-1400 ter pour les années 2017, 2018 et 2019 ;</p> <p>III) en application de l'arrêté EB191550 et informations complémentaires, pour l'utilisation des réserves R1, R2, R4, R5 et R6 :</p> <p>1) conformément à l'article 2 portant sur les prélèvements à usage d'irrigation agricole :</p> <p>a) le volume autorisé prélevable en période printanière et estivale notifié aux exploitants de l'ASAI des Roches pour les années 2018 et 2019 pour chaque forage autorisé pour l'utilisation des réserves R1, R2, R5 et R6 comme bêche de reprise ;</p> <p>b) le volume autorisé prélevable en période printanière et estivale notifié aux exploitants de l'ASAI des Roches pour les années 2018 et 2019 pour l'irrigation estivale, pour les forages suivants, identifiés par leur numéro police de l'eau, qui sont remis en service pour l'irrigation estivale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - forage n°1703789 (17-1502) au lieu-dit la Garenne (Monsieur X) ; - forage n°1700589 (17-468) à Chaban (Monsieur X) ; - forage n°1703832 (96-132-123) au lieu-dit les Pierrières (SCEA LA PICHARDIERE) ; <p>c) les demandes faites pour l'utilisation de forages complémentaires, identifiés comme « abandonnés » à l'annexe 1 de l'arrêté 19EB1550 pour l'irrigation estivale ;</p> <p>2) conformément à l'article 3 portant sur les mesures conservatoires relatives à la gestion des réserves et à l'article 3-1 portant sur les prescriptions relatives à l'utilisation des réserves comme bêches de reprise :</p> <p>a) pour l'année 2019, les dates de début des prélèvements sur chaque forage de remplissage utilisé pour l'utilisation des réserves comme bêche de reprise, pour chaque forage identifié comme abandonné et remis en service et pour les forages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - forage n°1703789 (17-1502) au lieu-dit la Garenne (Monsieur X) ; - forage n°1700589 (17-468) à Chaban (Monsieur X) ; - forage n°1703832 (96-132-123) au lieu-dit les Pierrières (SCEA LA PICHARDIERE) ; <p>b) les éléments transmis au service de police de l'eau au plus tard 5 jours après le début de la campagne d'irrigation 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de tous les compteurs des forages d'alimentation des réserves ; - le relevé de tous les compteurs des forages remis en service ; - le relevé de tous les compteurs en entrée de réserve ; 						

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>- le relevé de tous les compteurs de distribution ;</p> <p>- les hauteurs d'eau dans les réserves ;</p> <p>c) les modalités envisagées pour la campagne d'irrigation 2020 par l'exploitant de la réserve R4 ;</p> <p>3) conformément à l'article 3 portant sur les mesures conservatoires relatives à la gestion des réserves et à l'article 3-3 portant sur le suivi des volumes prélevés et d'irrigation, les données enregistrées par l'ASAI des Roches :</p> <p>a) les débits et volumes entrés dans chacune des réserves au pas de temps journalier pour les années 2018 et 2019 ;</p> <p>b) la hauteur d'eau dans les réserves transmise chaque mercredi service de police de l'eau de façon hebdomadaire pour les années 2018 et 2019 ;</p> <p>c) les volumes sortis des réserves dans les réseaux de distribution, à la fréquence définie par l'arrêté cadre « conjoncturel » délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin versant du Mignon transmis au service de la police de l'eau avant le 31 octobre 2019 ;</p> <p>d) les volumes prélevés dans le milieu à partir des forages remis en service et ne transitant pas par les réserves, à la fréquence définie par l'arrêté cadre « conjoncturel » délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le bassin versant du Mignon transmis au service de la police de l'eau avant le 31 octobre 2019 ;</p> <p>4) conformément à l'article 4 portant sur les autres mesures conservatoires et à l'article 4-1 portant sur le suivi hydrologique :</p> <p>a) le suivi hydrologique mis en œuvre grâce à l'exploitation d'enregistrements limnigraphiques et piézométriques journaliers :</p> <p>- à l'échelle limnimétrique du ruisseau du Crêpé ;</p> <p>- à l'échelle installée sur la Courance au lieu dit du « Pont à l'Huille » sur la D262, aux piézomètres du bassin Versant du Crêpé à La Laigne (identifié n°35, BSS : 06344X0089) et du bassin Versant de la Courance (piézomètre suivi par l'IIBSN à Cram, BSS 106351X0106/F) ;</p> <p>b) les résultats des analyses et caractérisations suivantes :</p> <p>- la corrélation nappe et rivière ;</p> <p>- les relations entre les piézomètres du secteur, que cela soit les piézomètres indiqués ci-avant ou les piézomètres exploités sur le bassin par l'IIBSN, les niveaux observés sur la Courance et le Crêpé la caractérisation des écoulements sur l'amont du Crêpé au niveau de la Laigne en fonction des niveaux observés dans les piézomètres ;</p> <p>- le suivi de l'année transmis avant le 31 décembre 2019 au service chargé de la police de l'eau ;</p> <p>5) conformément à l'article 4 portant sur les autres mesures conservatoires et à l'article 4-2 portant sur l'étude d'incidence du rabattement - essai sur nouveau forage :</p> <p>a) l'étude de l'incidence des rabattements de la nappe au droit des forages de prélèvement sur le réseau superficiel qui a été menée et devant être intégrée au nouveau dossier de demande d'autorisation ;</p> <p>b) le protocole d'étude qui a été transmis au service de police de l'eau pour validation avant le lancement des études ;</p> <p>c) les résultats d'analyse de l'eau des réserves ;</p> <p>d) les volumes prélevés sur tous les forages utilisés par l'ASAI des Roches prévus dans l'arrêté d'autorisation du 24 avril 2015 annulé par le tribunal administratif le 7 juin 2018 et sur tous les forages devant être fermés mais autorisés par les arrêtés 18-1400 bis et 18-1400 ter pour les années 2017, 2018 et 2019 ;</p> <p>e) les études ayant conduit au choix de l'emplacement de l'indicateur de niveau sur le Crêpé après la fontaine Chambon ;</p> <p>6) conformément à l'article 7-4 portant sur l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance (article R214-122 du code de l'environnement et article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié par arrêté du 16 juin 2009), le document transmis au service police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) avant le 31 décembre 2019 ;</p> <p>7) conformément à l'article 7-5 portant sur les consignes écrites (articles R214-122 au code de l'environnement et de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié par arrêté du 16 juin 2009), les consignes, établies pour la durée de vie des ouvrages, transmises au service police de l'eau de la DDTM pour approbation, avant le 31 décembre 2019 ;</p> <p>8) concernant le fonctionnement de la réserve R4 :</p> <p>a) les dates d'interruption du fonctionnement du compteur déclaré en panne par l'ASAI des Roches</p>						

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		dans les documents qui leur ont été communiqués dans le courrier du 19 octobre 2018 ; b) le résultat de l'intervention de la police de l'eau sur cette irrégularité ; 9) concernant le fonctionnement de la réserve R6, le résultat de l'intervention de la police de l'eau concernant l'absence de compteur déclarée par l'ASAI des Roches dans les documents qui leur ont été communiqués dans le courrier du 19 octobre 2018 ; 10) concernant le fonctionnement de la réserve R2 : a) la date de constat de l'état défectueux de la membrane d'étanchéité ; b) les volumes « perdus » ; c) la date de remise en état.						
20201264	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DREAL 13)	communication des documents (fiches d'écarts, conclusions d'inspection, rapports de contrôles inopinés des rejets atmosphériques, arrêtés de mise en demeure) dressés par l'inspection des installations classées, relatifs aux sites suivants : 1) IMERY ALUMINATES SA (KERNEOS) à Fos-sur-Mer ; 2) ESSO à Fos-sur-Mer ; 3) KEM ONE à Lavéra ; 4) NAPHTACHIMIE à Lavéra ; 5) LYONDELLBASELL à Fos-sur-Mer ; 6) EVERE à Fos-sur-Mer.	16/07/2020	22/07/2020				
20201270	Conseil départemental de l'Eure	communication des documents suivants : 1) le courrier du 13 mars 2019 qui a refusé à ses clients la prise en charge d'un transport adapté pour leur enfant handicapé, X ; 2) le règlement départemental de transport scolaire des élèves handicapés.	16/07/2020	22/07/2020	Fin			
20201271	Mairie de Joinville	communication, au format csv, sous excel, d'une balance des comptes (classes 1 à 7) arrêtée au 31 décembre 2019.		01/07/2020				
20201308	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, sous forme électronique dans son espace particulier ou par courriel, des documents relatifs à la cession à un particulier, validée par délibération du 4 décembre 2018 du conseil municipal de Carpentras, des lots 1 et 2, appartenant à la commune, situés en rez-de-chaussée de la parcelle cadastrée X sise X : 1) le dossier de saisine (comprenant toutes ses annexes éventuelles) pour avis domanial ; 2) l'avis des services fiscaux du 20 novembre 2018.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201315	Centre hospitalier Léon Binet de Provins	communication de l'intégralité du dossier médical et administratif de leur fils, X, majeur protégé dont ils sont les représentants légaux par Habilitation Familiale Générale rendue le 25 octobre 2018 pour une durée de 120 mois, hospitalisé sous contrainte dans le service psychiatrie depuis le 13 décembre 2019 dans l'établissement.	16/07/2020	22/07/2020	Non			
20201319	Mairie de Vendin-lès-Béthune	communication, dans un format ouvert de type PDF facilement lisible, par fichiers attachés à un courriel, à défaut sur un support numérique de type CD Rom, ou sur support papier, de l'entier dossier afférent à la ZAC du chemin de l'Abbaye et aux délibérations du conseil municipal adoptées en lien avec ce sujet.	16/07/2020	23/07/2020	Non			
20201326	Mairie de Murol	copie des arrêtés municipaux relatifs à la réglementation du stationnement et de l'accueil des véhicules de loisirs.		01/07/2020	Fin			
20201329	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement du Calvados (GRETA 14)	communication de l'intégralité du dossier individuel de son client.		01/07/2020	Oui			
20201333	Préfecture de la région Occitanie	communication de tout document (accord, arrêté, convention, décision, engagement, ordre de virement, subvention ou autre), témoignant explicitement du montant de toute intervention financière opérée jusqu'à ce jour par l'État ou sous son contrôle, au profit du très haut débit (THD) tarnais, en particulier en provenance du fonds européen de développement régional (FEDER) de l'Union Européenne (UE) et de l'État directement, via notamment le fonds pour la société numérique (FSN) France très haut débit.	16/07/2020	22/07/2020	Fin			
20201339	Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis	communication des bulletins relatifs aux notes de Master 1 Clinique obtenues par sa cliente au titre des années 2014 à 2016.	16/07/2020	23/07/2020				
20201347	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	communication des documents suivants concernant sa cliente : 1) la circulaire portant sur les congés des personnels BIATS 2015-2016 ; 2) la circulaire ou note de service prévoyant les modalités de la conduite de l'entretien professionnel préalable au rapport justifiant ou non une demande de réduction d'ancienneté des personnels ADJAENES pour l'année 2016 ainsi que les éventuelles annexes ;		09/06/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20201348	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques (DDTM 64)	communication des documents suivants : 1) l'arrêté préfectoral du 7 septembre 1828 (soumettant les bois de la commune de Saint-Pée-Sur-Nivelle au régime forestier) ; 2) le procès-verbal de révision d'aménagement de la forêt du 24 octobre 1928 de la commune de Saint-Pée-Sur-Nivelle ; 3) l'état nominatif établissant les titulaires du droit d'usage sur cette commune.	14/05/2020	02/07/2020	Fin			
20201358	Communauté d'agglomération Guingamp-Paimpol Armor-Argoat Agglomération (GP3A)	communication, par courrier électronique, ou par voie postale, si trop volumineux, de l'avis rendu par le service instructeur de la communauté d'agglomération relatif au permis d'aménager un lotissement, dénommé « Résidence de BEG AR ENEZ » au lieu-dit Loguivy, délivré par le maire de Ploubazlanec par l'arrêté n° PA 022 210 19 P0003 du 4 septembre 2019.		02/07/2020				
20201359	Préfecture de la Sarthe	communication, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de sa cliente faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que l'administration impose des exigences complémentaires à savoir une saisine par voie postale, la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé avec demande d'avis de réception, comprenant la liasse délivrée par la Poste, libellée aux nom et adresse du titulaire du permis., la justification par un avocat de son mandat.	16/07/2020	23/07/2020	Non			
20201360	Mairie de Murat-le-Quaire	copie des documents suivants, relatifs à l'accueil et au stationnement des camping-cars et des véhicules de loisirs : 1) l'arrêté municipal du 8 juillet 2010 ; 2) tout autre règlement actuellement en vigueur à l'accueil et au stationnement des autocaravanes.		03/07/2020	Fin			
20201368	Mairie de Saint-Jurs	consultation des documents relatifs à la révision du PLU, prescrite le 08 décembre 2016 et arrêtée le 19 septembre 2019 par décision du conseil municipal.		01/07/2020	Non			
20201369	Centre hospitalier Félix Guyon	communication des comptes rendus d'entretiens professionnels de sa cliente, pour les années 2018 et 2019, réalisés respectivement le 26 juin 2018 et 21 juin 2019.		11/06/2020				
20201378	Préfecture de police de Paris	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical détenu par les services de la médecine statutaire et préventive.		07/05/2020				
20201386	Conseil départemental de la Réunion	copie du règlement départemental d'aide sociale prévu à l'article L121-3 du code de l'action sociale et des familles.	16/07/2020	23/07/2020	Oui			
20201387	Ministère de l'Intérieur	copie du rapport établi par sa hiérarchie à son encounter relatif à une demande de contrôle adressée au médecin de prévention.		01/07/2020	Fin			
20201393	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de son fils mineur X, détenu par le service de Néonatalogie de l'hôpital Necker, notamment les échanges de mails entre soignants.		01/07/2020	Oui			
20201404	Mairie de Levens	communication, à ses frais, à la suite de précédentes transmissions incomplètes, des entiers dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme suivants, notamment les avis, le formulaire cerfa ainsi que les pièces graphiques : 1) le certificat d'urbanisme négatif n° X en date du 8 avril 2008 ; 2) le certificat d'urbanisme négatif n° X en date du 30 janvier 2009 ; 3) le refus de permis de construire en date du 5 octobre 2010 ; 4) le refus de permis de construire n° PC X en date du 27 septembre 2017 ; 5) le refus de permis de construire n° PC X en date du 3 mai 2019.		01/07/2020				
20201409	Mairie de Verton	copie de la délibération relative à la participation pour voirie et travaux (PVR) pour financer les travaux réalisés dans la rue des Prés qui a du être adoptée en 2010.		07/07/2020	Oui			
20201412	Mairie du Teil	communication, au format papier, des documents relatifs à la construction d'un mur végétalisé, place Garibaldi : 1) l'expertise architecturale, attestant la solidité et la stabilité du mur du fond de la place Garibaldi, réalisée avant le début des travaux en octobre 2019, dans le cadre du permis de construire ; 2) l'expertise architecturale, attestant la solidité et la stabilité du mur du fond de la place Garibaldi, réalisée après le séisme du 11 novembre 2019, autorisant la reprise des travaux en janvier 2020.	16/07/2020	23/07/2020				
20201416	Conservatoire d'espaces naturels Provence-Alpes-Côte d'Azur - CEN PACA	communication, sous forme électronique par retour de courriel ou à défaut sous forme de copies papier par envoi postal, des éléments relatifs au projet « valoriser le pin maritime en assurant une gestion durable des forêts », à l'initiative du centre régional de la propriété forestière de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (CRPF PACA), qui a pour but d'exploiter le pin maritime de la forêt de Mormoiron : 1) l'ensemble des documents produits par le conservatoire (y compris à usage interne), dans le cadre de ce projet, jusqu'à ce jour (y compris sa préparation et ses suites), sous réserve des dispositions de	16/07/2020	22/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'article 1311-5 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA) ; 2) l'intégralité des échanges écrits du conservatoire, en rapport avec ce projet, échangés jusqu'à ce jour, sous réserve des dispositions de l'article 1311-6 du CRPA : a) avec les personnes physiques ; b) avec les personnes morales privées ; c) avec les personnes publiques ; 3) l'information sur l'existence de décisions en cours d'élaboration, à ce jour, par les autorités publiques, concernant ce projet (nature des décisions en cours d'élaboration, date de dépôt des demandes y afférentes).						
20201417	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	copie de la fiche d'évaluation (6675) de la valeur locative cadastrale servant à calculer les taxes foncières pour les biens suivants lui appartenant : 1) 17 rue X (anciennement 5074 voie X – actuellement 17 rue X) - 39260 - Meussia ; 2) 2 rue X - 39260 Meussia.		01/07/2020				
20201428	Mairie d'Aubusson	communication, de préférence sur support électronique ou par mail, de tous les mandats de paiement, émis par l'ordonnateur, pour les années 2017, 2018 et 2019 en vue du règlement des factures présentées par tous les avocats.		11/06/2020				
20201506	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication de son dossier administratif par copie envoyée par voie postale, et non consultation sur place sur rendez-vous comme proposé.		02/07/2020	Fin			
20201534	Préfecture de la Somme	communication du dossier soumis à l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 mai au 9 juin 1988 sur la commune de Poulainville, relatif au remembrement de cette commune.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201539	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	consultation de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		01/07/2020				
20201543	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par reproduction en couleur de préférence numérisé, ou à défaut, au format papier, des documents suivants : 1) le dossier du personnel de Monsieur X infirmier, cote : 24W/164/22 ; 2) le dossier du personnel de Madame X, infirmière, cote : 22W/60/27.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201553	Conseil départemental des Yvelines	copie de l'intégralité de son dossier administratif.		09/06/2020	Oui			
20201555	Ministère de la Transition écologique	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, par voie numérique (clé USB ou CD-ROM), ou encore en version papier, d'une version intégrale de l'arrêté du 17 décembre 2019 portant approbation du périmètre des transferts des biens, droits et obligations et des filiales à la société Fret SNCF et l'ensemble des documents auxquels cet arrêté fait référence, notamment le traité d'apport, permettant de prendre connaissance du périmètre des biens, droits et obligations transférés, ainsi que des informations concernant le nombre de titres cédés, la part correspondante du capital social et le montant des opérations.	10/09/2020	13/10/2020				
20201556	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication, par voie dématérialisée ou à ses frais par voie postale, à la suite d'une première transmission incomplète, des annexes du rapport de la commission d'enquête publique s'étant prononcée dans le cadre de la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire relatives à la zone d'aménagement concerté (ZAC) Littorale à Marseille.	16/07/2020	22/07/2020				
20201559	Mairie de Lavans-lès-Saint-Claude	copie, par courrier électronique, des différentes délibérations émises par le conseil municipal de la commune de Pratz instaurant le taux de la taxe d'aménagement sur son territoire depuis 2011.		07/07/2020	Oui			
20201560	Premier ministre	communication de l'extrait du décret de naturalisation concernant son père, Monsieur X, né le X à X, commune de X, département de X en Algérie.		07/07/2020				
20201561	Ministère de la culture	communication de l'extrait du décret de naturalisation concernant son père, Monsieur X, né le X à X, commune de X, département de X en Algérie.		07/07/2020	Oui			
20201565	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de sa cliente.		08/07/2020				
20201566	Mairie de Vaux-en-Couhé	copie de l'autorisation écrite concédée par Monsieur X à sa cliente ayant servi à l'instruction de sa demande de permis de construire.		28/09/2020				
20201570	Mairie de Chambon-sur-Lac	communication de l'ensemble des arrêtés municipaux et règlements relatifs à l'accueil et au stationnement des camping-cars et des véhicules de loisirs.		10/07/2020	Oui			
20201574	Centre hospitalier universitaire de Rouen (CHU de Rouen)	communication des neuf grilles d'évaluations, correspondant à chacune de ses stations, pour son oral d'« Examen clinique objectif structuré » (ECOS) datant du 5 et du 12 février 2020, ainsi que des deux grilles d'évaluations du 27 mars 2020 relatives à sa cession de rattrapage du même examen en « psychiatrie » et « urologie ».	10/09/2020	21/09/2020	Fin			
20201576	Mairie de Sainte-Marie-Kerque	copie du grand livre des comptes de la commune pour l'année 2019		10/07/2020	Oui			
20201582	Mairie de Beaulieu-sous-Parthenay	copie, par courrier électronique ou par envoi postal, de l'acte de naissance de Madame X née dans la	16/07/2020	22/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		commune le X et décédée en X.						
20201592	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, de préférence sur support électronique ou par mail, de tous les mandats de paiement, émis par l'ordonnateur de la commune d'Aubusson, pour les années 2017, 2018 et 2019 en vue du règlement des factures présentées par tous les avocats.		07/07/2020	Oui			
20201593	Mairie de Cabourg	communication du permis de construire relatif à une construction postérieure à 2007 sur la parcelle X sise X.		07/07/2020	Fin			
20201597	Préfecture de la Gironde	communication des courriers relatifs à la fin de son détachement : 1) la copie de la lettre du 24 janvier 2020 du président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine sollicitant la fin de son détachement à compter du 1er janvier 2020 ; 2) la copie courrier du 17 mars 2020 de la préfète de la Gironde adressé au président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine acceptant sa réintégration au sein de ses services.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201599	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie intégrale de son dossier médical suite à son hospitalisation au service des urgences de l'hôpital Saint-Antoine.		10/07/2020				
20201602	Mairie de Dugny	communication des permis modificatifs déposés par la société X, dans le cadre de la construction de la résidence « X » sise X, relatifs : 1) au changement de destination des locaux à ordures en locaux à vélos ; 2) au changement du pourcentage de pente prévu pour la rampe d'accès au parking souterrain.		07/07/2020	Oui			
20201604	Syndicat intercommunal d'adduction et de distribution d'eau de la Rochette	copie des documents suivants, relatifs aux travaux de réseau d'eau potable effectués sur la commune d'Arvillard en 2011 : 1) le décompte définitif ; 2) le ou les mandats de paiement correspondant ; 3) la délibération constatant l'achèvement de l'opération sur le plan financier, ou la consultation des registres des délibérations.		19/10/2020				
20201606	Maison départementale des personnes handicapées des Pyrénées-Orientales (MDPH 66)	communication de son dossier médico-administratif individuel.		17/09/2020				
20201613	Direction des services départementaux de l'éducation nationale des Ardennes (DSDEN 08)	communication de la copie de l'arrêté la concernant portant attribution d'un congé longue durée pour une période de trois mois du 19 juin au 18 septembre 2019.		07/07/2020	Oui			
20201617	Groupe hospitalier Nord-Essonne de Longjumeau	communication de l'intégralité de son dossier obstétrical relatif au déroulement de sa grossesse et à son accouchement le 3 octobre 2012 (tracés de monitoring, échographies, examens, analyses, soins pratiqués), ainsi que les suites de couches.		09/07/2020	Oui			
20201625	Centre hospitalier d'Arras	communication de la copie de la totalité du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Bapaume, à raison du traitement de ses crises d'épilepsie et malaises en cellule, depuis son arrivée dans l'établissement en avril 2019.		07/07/2020	Oui			
20201628	Préfecture du Morbihan	communication des documents relatifs à la délimitation du domaine public maritime le 13 mars 1999 sur la commune de la Trinité-sur-Mer : 1) le dossier de délimitation du domaine public maritime dans l'anse de Ker dual, notamment la note exposant l'objet de la délimitation, le plan de situation, le projet de tracé, la notice explicative ainsi que le résultat des observations opérées sur les lieux ; 2) l'arrêté préfectoral du 2 février 2001 constatant la délimitation du domaine public maritime ainsi que sa date de publication et sa preuve ; 3) toutes les informations relatives à ces opérations de délimitation du domaine public maritime dans l'anse de Ker dual et les documents en faisant état.		08/07/2020				
20201629	Mairie de Valenciennes	communication, par courrier électronique ou par consultation sur place, des documents qui ont permis l'exécution des travaux de l'hôtel Royal Hainaut situé 6 place de l'Hôpital Général pour la période courant du 1er octobre 2016 au 31 décembre 2017 : 1) les arrêtés de circulation délivrés par la commune ; 2) les permissions de voirie délivrées par la commune.		10/06/2020	Oui			
20201630	Mairie de Boulogne-Billancourt	communication du rapport relatif à l'étude phytosanitaire portant sur l'état des arbres du cimetière Pierre Grenier, réalisée par le bureau d'études L'AGENCE DE L'ARBRE, à la demande de la ville ou de l'établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest (EPT GPSO), en février 2019.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201634	Conseil départemental de la Guadeloupe	copie de la charte interne d'usage de la messagerie professionnelle.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201643	Mairie de Dompierre-les-Églises	communication de la facture de l'expert forestier X, en date 14 mars 2017, à la suite de l'amiable composition menée dans le cadre de son litige d'ordre privé avec X Monsieur X.		07/07/2020				
20201668	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie de l'avis favorable rendu par le comité de protection des personnes d'Île-de-France VI le 3 février	10/09/2020	17/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2017 sur l'essai clinique interventionnel ne portant pas sur un produit de santé intitulé « intérêt de l'ajout d'un probiotique à une prise en charge standard sur l'activité clinique, le taux de rechute et la modification de la barrière intestinale chez les patients atteints d'arthrite juvénile idiopathique (essai PERMAJ). »						
20201673	Préfecture de la Gironde	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201674	SNCF Réseau	communication du nombre de demandes d'accès aux informations environnementales liées aux zones spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, reçues entre 1994 et 2015, conformément à l'article L124-3 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Oui			
20201676	Préfecture de Lot-et-Garonne	communication, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès.		08/07/2020				
20201677	Caisse d'allocations familiales de Loire Atlantique (CAF 44)	communication de l'intégralité du dossier personnel de son client et plus précisément des ressources déclarées par celui-ci entre le mois de septembre 2011 à mai 2012.		22/07/2020	Fin			
20201678	Préfecture du Gers	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201679	Préfecture de la Charente-Maritime	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu	16/07/2020	23/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201681	Préfecture de Saône-et-Loire	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201682	Préfecture de Meurthe-et-Moselle	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec	16/07/2020	23/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201684	Préfecture du Morbihan	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020				
20201685	Préfecture des Pyrénées-Orientales	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020				
20201686	Préfecture de l'Aube	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative,	16/07/2020	23/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201687	Préfecture du Var	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201688	Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Oui			
20201689	Préfecture des Alpes-Maritimes	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en	16/07/2020	23/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201690	Préfecture de Vaucluse	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201691	Préfecture des Hautes-Alpes	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ;	16/07/2020	23/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201692	Préfecture de Lot-et-Garonne	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020				
20201693	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201695	Préfecture du Finistère	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;	16/07/2020	23/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ;</p> <p>5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ;</p> <p>6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ;</p> <p>7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.</p>						
20201696	Préfecture des Côtes-d'Armor	<p>communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus :</p> <p>1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ;</p> <p>5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ;</p> <p>6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ;</p> <p>7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.</p>	16/07/2020	23/07/2020				
20201697	Préfecture des Vosges	<p>communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus :</p> <p>1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ;</p> <p>4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ;</p> <p>5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ;</p> <p>6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ;</p> <p>7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.</p>	16/07/2020	24/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20201698	Préfecture du Bas-Rhin	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	24/07/2020	Oui			
20201699	Préfecture du Nord	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201700	Préfecture de la Somme	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités,	16/07/2020	23/07/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.						
20201701	Préfecture des Hautes-Pyrénées	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020				
20201703	Préfecture de la Lozère	communication, dans le cadre des pouvoirs administratifs des autorités françaises dans la mise en œuvre des règles relatives aux sites Natura 2000, du nombre de fois où une autorité administrative a eu recours aux procédures suivantes, par an, entre 1992 et 2015 inclus : 1) le nombre de fois où une autorité administrative a exigé qu'une activité ou qu'un projet, réalisé sans avoir fait l'objet d'autorisation, soit régularisé, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 2) le nombre de suspensions d'ouvrages ou d'installations requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 3) le nombre de fermetures d'installations ou d'ouvrages requises par une autorité administrative, conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement ; 4) le nombre de fois où une autorité administrative a obligé une personne à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser, conformément à l'article L171-8-II-1 du code de l'environnement ; 5) le nombre de fois où une autorité administrative a suspendu le fonctionnement des installations et/ou des ouvrages, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par les autorités, conformément à l'article L171-8-II-3 du code de l'environnement ; 6) le nombre d'amendes qu'une autorité administrative a infligées pour non-conformité avec l'obligation de régulariser les installations ou les ouvrages, conformément à l'article L171-8 II-4 du code de l'environnement ; 7) le nombre de fois qu'un agent de la force publique a apposé des scellés sur des installations ou des ouvrages qui étaient en violation d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, prise en application des articles L171-7, L171-8, L173-6, L215-10 et L514-7 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020				
20201707	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	communication du nombre de demandes d'accès aux informations environnementales liées aux zones spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, reçues entre 1994 et 2015, conformément à l'article L124-3 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Non			
20201708	Office national des forêts (ONF)	communication du nombre de demandes d'accès aux informations environnementales liées aux zones spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, reçues entre 1994 et 2015, conformément à l'article L124-3 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201711	Agence française pour la biodiversité (NE PLUS	communication du nombre de demandes d'accès aux informations environnementales liées aux zones	16/07/2020	23/07/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	UTILISER remplacée par l'office français de la biodiversité)	spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, reçues entre 1994 et 2015, conformément à l'article L124-3 du code de l'environnement.						
20201713	VEOLIA Eau d'Ile-de-France	communication du nombre de demandes d'accès aux informations environnementales liées aux zones spéciales de conservation, aux zones de protection spéciale et aux sites Natura 2000, reçues entre 1994 et 2015, conformément à l'article L124-3 du code de l'environnement.	16/07/2020	23/07/2020	Fin			
20201715	Mairie de Châteauneuf-du-Faou	copie, dans le cadre de recherches généalogiques, des documents suivants, sachant que l'administration exige le paiement de 4 euros par acte transmis : 1) l'acte de décès de Madame X le X ; 2) l'acte de mariage de Monsieur X et Madame X célébré le X ; 3) l'acte de mariage de Monsieur X et Madame X célébré le X.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201717	Mairie d'Epinal	communication du plan de continuité d'activité (PCA) depuis le début du confinement mis en place dans le cadre de l'épidémie du COVID-19.	10/09/2020	16/09/2020				
20201719	Centre hospitalier de Gonesse	communication des pièces manquantes lors d'une première communication de son dossier médical, à savoir les CD de ses deux coronarographies en date du 29 septembre 2015.		09/07/2020				
20201729	Mairie d'Archamps	copie, et non uniquement consultation sur place comme proposé par l'administration, du registre d'enquête papier incluant les courriers reçus, réalisé dans le cadre de la révision générale du plan local d'urbanisme de la commune.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201736	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication des éléments précis sur lesquels le collège médical s'est fondé pour considérer que sa cliente pourrait bénéficier d'un traitement approprié dans son pays d'origine.	10/09/2020	17/09/2020	Non			
20201740	Préfecture du Nord	copie de la carte de résident de 10 ans obtenue à Lille le 12 septembre 1969, afin de compléter son dossier de retraite.	29/10/2020	06/11/2020				
20201741	Communauté de communes des pays du Sel et du Vermois	communication des documents relatifs aux modalités de paiement du marché public X, dont X et dont une partie est sous-traitée à la société ENGIE : 1) les factures émises par la société ENGIE au titre de la période d'exploitation 2013-2014 ainsi que celles émises pour la période d'exploitation 2014-2015 ; 2) l'avoir établi par la société ENGIE pour la période d'exploitation 2013-2014.		07/07/2020	Oui			
20201750	URSSAF de Lorraine (57)	communication, dans le cadre de la mise en place de son dossier de retraite, des documents relatifs à son activité professionnelle pour la période 1978-1979 au sein de la société TECNODIM à Marly (57).		21/09/2020	Oui			
20201751	Mairie de Paris	communication des pièces constituant son dossier médical sans passer par l'intermédiaire de son médecin traitant : 1) le rapport établi par le docteur X, établi à l'issue de la convocation médicale obligatoire du 20 avril 2018 ; 2) le rapport établi par le docteur X, établi à l'issue de la convocation médicale obligatoire du 19 avril 2019.		13/07/2020	Oui			
20201752	Mairie de Paris	communication de l'intégralité de leurs dossiers personnels d'Aide à la Personne (APA).		09/07/2020	Oui			
20201754	Ministère des armées	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle, du dossier médical de son père, Monsieur X né le X et décédé en 2008, conservé par le centre des archives du personnel militaire de Pau sous la cote 50-520-05914.	16/07/2020	23/07/2020				
20201756	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication, par courriel, de l'ensemble des documents relatifs au régime applicable aux agents non titulaires de l'établissement pour la période du 1er janvier 2015 au 1er juin 2019 et ceux relatifs à la réduction du temps de travail.	10/09/2020	17/09/2020	Oui			
20201757	Mairie de Marcelcave	copie des documents suivants : 1) le compte administratif 2019 (résultat comptable de l'année) ; 2) le budget prévisionnel 2020 ainsi que les budgets primitifs (investissements et fonctionnement).		08/07/2020	Fin			
20201760	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société civile immobilière X, de la liste des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA dont était ou dont est titulaire cette société, ainsi que la liste des établissements détenteurs et leur adresse.		07/07/2020				
20201763	Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile-de-France (DRIEA-IF)	communication, par courrier, les frais inhérents à sa charge, ou par un autre support au format électronique, des documents suivants : 1) l'intégralité du permis de démolir n° X du 10 août 2015 ; 2) l'arrêté préfectoral correspondant à ce permis de démolir.		03/08/2020				
20201764	Mairie d'Issy-les-Moulineaux	communication, par courrier, les frais inhérents à sa charge, ou par un autre support au format électronique, des documents suivants : 1) l'intégralité du permis de démolir n° X du 10 août 2015 ;		03/08/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) l'arrêté préfectoral correspondant à ce permis de démolir.						
20201767	Mairie de Flamanville (76)	copie de l'entier dossier de déclaration préalable n° 076 264 19 R002 déposée le 14 mars 2019 par Orange autorisant l'implantation d'une antenne de radio téléphonie rue du Petit Pont.		15/07/2020	Oui			
20201768	Préfecture des Yvelines	<p>communication, dans le cadre de la pollution du 24 février 2019 liée à une rupture du pipeline d'Île-de-France (PLIF) exploité par la société X des documents suivants :</p> <p>1) relatifs à la fuite du 26 mai 2014 :</p> <p>a) l'étude de sécurité du pipeline d'Île de France (PLIF) prescrite par le règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques ;</p> <p>b) le rapport définitif de l'Institut de Soudure relatif à l'origine de la rupture du PLIF du 26 mai 2014, étant relevé que le rapport établi le 25 juin 2014 constitue uniquement un rapport provisoire, ainsi que tout autre rapport établi par l'Institut de Soudure relatif à la rupture du 26 mai 2014 ;</p> <p>c) les avis, notes, rapports, études ou conclusions émis par l'hydrologue agréé sur la fuite du 26 mai 2014 ;</p> <p>d) les avis, notes, rapports, études ou conclusions sur les circonstances, ainsi que sur les causes de la pollution du 26 mai 2014 ;</p> <p>e) les avis, notes, rapports, études ou conclusions relatifs aux impacts environnementaux et sanitaires de la pollution du 26 mai 2014 ;</p> <p>f) tout document énumérant les réparations opérées sur le pipe avant la fuite de 2014 et après cette fuite (consécutivement notamment aux anomalies constatées à l'issue du raclage de 2013) ;</p> <p>g) les arrêtés préfectoraux prescrivant les mesures de contrôle du pipeline, de redémarrage, de réparation de la canalisation, de réparation de l'environnement, de prévention de nouvelles fuites, adoptés en réaction à la pollution de mai 2014 ;</p> <p>2) relatifs à l'analyse de la fuite du 24 février 2019 :</p> <p>a) le bordereau des annexes, ainsi que l'intégralité des annexes du rapport d'analyse de l'accident du 24 février 2019 ;</p> <p>b) les avis, notes, rapports, études ou conclusions permettant de connaître les résultats des contrôles de l'état du revêtement externe réalisés en 2009 (les résultats bruts, mais aussi leur analyse) ;</p> <p>c) tout document permettant de connaître les réparations réalisées sur le revêtement pour remédier aux anomalies et défauts relevés à l'issue des contrôles de l'état du revêtement externe réalisés en 2009 ;</p> <p>d) les mêmes documents que ceux visés aux deux points précédents, mais relatifs aux contrôles du revêtement de la canalisation qui auraient été réalisés postérieurement à 2009 ;</p> <p>3) relatifs au « bilan de la phase de redémarrage » de la canalisation après la fuite du 24 février 2019 devant comprendre :</p> <p>a) « un rapport circonstancié sur la remise en service du PLIF (conditionnement, montée en pression...) ;</p> <p>b) les enregistrements des pressions mesurées tout le long du tracé pendant cette période ;</p> <p>c) les travaux de réparation complémentaires réalisés pendant cette période ;</p> <p>4) le rapport de la DRIEE du 30 septembre 2019 visé dans l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2019 autorisant le fonctionnement à titre provisoire du pipeline ;</p> <p>5) tout document faisant état et énumérant les « 29 nouveaux défauts » que TOTAL a porté à la connaissance de la DRIEE, suivant les considérants de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2019 autorisant le fonctionnement à titre provisoire du pipeline ;</p> <p>6) le « plan d'action permettant de s'assurer de la détection de tous les défauts présents sur la canalisation » prescrit par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2019 ;</p> <p>7) la « justification que les défauts détectés le 18 septembre 2019 ne remettent pas en cause la validité de la stratégie de réparation des défauts » prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2019 ;</p> <p>8) le procès-verbal et le compte rendu de la réunion du CODERST en date du 25 juin 2019, ainsi que l'avis et les conclusions émis lors de cette séance ;</p> <p>9) le procès-verbal et le compte rendu de la réunion du CODERST en date du 26 novembre 2019, ainsi que l'avis et les conclusions émis lors de cette séance ;</p> <p>10) tout document permettant de connaître la liste des communes dans lesquelles des fuites ou suintements ont été découverts après la pollution de février 2019 ;</p> <p>11) l'intégralité des documents établis en exécution de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 prescrivant la réparation du milieu sol, et en particulier :</p> <p>a) tout document adressé par Total pour l'application de cet arrêté, alertant d'un incident ou d'un imprévu, tel que la découverte de zone polluée non identifiée ou tout autre difficulté ;</p>	10/09/2020	16/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		b) les plannings initiaux (et, le cas échéant, modificatifs) de réalisation des travaux ; c) tout document établi par Total pour justifier avoir procédé à l'excavation complète des terres polluées des zones 2 et 3, suivant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 26 juillet 2019 ; d) toute demande de dérogation émise par Total sur le fondement de l'article 3.2 de l'arrêté du 26 juillet 2019, ainsi que les réponses apportées à de telles demandes ; e) les bilans mensuels des travaux de réhabilitation prescrits par l'article 6.						
20201771	Conseil départemental des Hauts-de-Seine	communication, en sa qualité de conseillère municipale, du rapport de diagnostic de l'état sanitaire des arbres de la RD 67A.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201775	Mairie de Hanvec	copie de l'acte de naissance de Madame X,, née dans la commune le X.	16/07/2020	22/07/2020	Oui			
20201777	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	copie de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de son fils X, né le X, constitué pendant son hospitalisation en Septembre 2018 dans le service du professeur X.		15/07/2020	Oui			
20201788	Mairie de Thomery	communication de la la copie des documents relatifs au projet de micro-crèche : 1) le dossier intégral de permis de construire n° X délivré à la société FONCIÈRE DES ALPAGES, le 16 novembre 2019, notamment : a) la notice décrivant le terrain et le projet ; b) le plan des façades et toitures ; c) le document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet dans son environnement ; d) le plan masse des constructions à démolir et leur photographie ; 2) la délibération 2018-67 relative au « Bail à construction foncière des Alpates » (conseil municipal du 27 septembre 2018) ; 3) la délibération 2019-14 relative à la « Subvention d'équipement pour une micro-crèche » (conseil municipal du 15 avril 2019) ; 4) le compte rendu du conseil municipal du 22 mars 2018 ; 5) la promesse de bail à construction signée avec la société FONCIÈRE DES ALPAGES ; 6) toute autre délibération ou pièce administrative relative au projet de micro-crèche.		15/07/2020				
20201789	Mairie de Paris	communication, par courrier électronique ou par voie postale, des documents ayant trait aux modalités pratiques de fonctionnement et d'accès au centre sportif municipal Léon Mottot, notamment : 1) le règlement intérieur du centre sportif municipal ; 2) tout document fixant les horaires du centre, respectivement pour les associations, les établissements scolaires et le public.		03/08/2020	Fin			
20201793	Mairie de Cuges-les-Pins	copie de la facture relative au mur rehaussé sur leur terrain par la mairie.		20/10/2020				
20201800	Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE)	communication, au format numérique, des données extraites de la base de données SIRE, classées par année, concernant la mortalité des chevaux ces dix dernières années et contenant une analyse descriptive de l'âge des morts (moyenne, écart-type, médiane, quartiles et extrémités) ainsi que le nombre de morts par tranches d'âge.	10/09/2020	17/09/2020	Non			
20201801	Centre hospitalier de Saint-Quentin	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son époux, Monsieur X, décédé le X dans l'établissement, pour la période du X.		21/09/2020	Oui			
20201803	Préfecture des Alpes-Maritimes	communication des documents relatifs à l'héliportation située quai du large à Cannes : 1) l'avis recueilli auprès du délégué territorial Côte d'Azur de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) cité en préambule de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 ; 2) les observations du délégué Côte d'Azur de la DGAC en date du 3 mai 2011, citées en préambule de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2011 ; 3) la demande d'extension d'activité aux vols circulaires sans escale, présentée par la commune de Cannes, en préambule de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2011.	10/09/2020	16/09/2020				
20201805	Préfecture de la Sarthe	communication, dans le cadre de l'organisation d'une cousinade, de la copie des listes électorales de l'ensemble des communes du département.	10/09/2020	16/09/2020				
20201806	Préfecture de l'Ariège	communication, dans le cadre de l'organisation d'une cousinade, de la copie des listes électorales de l'ensemble des communes du département.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201807	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client - incarcéré au Centre pénitentiaire du Sud Francilien - depuis le mois de novembre 2019.		31/08/2020	Oui			
20201811	Mairie de Cailloux-sur-Fontaines	communication, par voie dématérialisée, avec le cas échéant, les frais inhérents à sa charge, de l'intégralité du dossier de permis de construire PC 069 033 19 00013 pour lequel la société X a obtenu une autorisation par arrêté du 26 novembre 2019.		21/09/2020				
20201812	Mairie de Plouézec	communication, à la suite d'un risque sanitaire potentiel lié à une pollution des eaux, de la copie des	10/09/2020	16/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		documents confirmant l'exécution de l'arrêté préfectoral en date du 3 avril 2019, mettant en demeure la Guingamp Paimpol Agglomération de l'Armor à l'Agorat de transmettre ou de réaliser certains travaux relatifs au système d'assainissement de Plouézec : 1) concernant le contrôle du réseau d'assainissement collectif : a) le schéma d'assainissement collectif mis à jour ; b) les contrôles de raccordement au réseau collectif d'assainissement réalisés entre 2013 et 2019 ; c) le journal de maintenance du réseau d'eaux usées entre 2015 et 2019 ; d) le règlement sanitaire départemental à jour ; 2) concernant le contrôle du réseau d'assainissement non collectif : a) le règlement de service de la commune en matière d'assainissement ; b) les contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif de la commune entre 2010 et 2019 ; 3) concernant le contrôle du réseau d'eaux pluviales : a) le règlement du zonage des eaux pluviales annexé au plan local d'urbanisme ; b) le schéma directeur des eaux pluviales ; c) le schéma directeur d'aménagement et de la gestion des eaux (SDAGE).						
20201824	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle sur les responsabilités politiques de son père X ancien conseiller municipal de Dijon et secrétaire fédéral du parti communiste en Côte d'Or des documents conservés aux Archives départementales de la Côte-d'Or sous les cotes suivantes : 1906 W : Service régional des renseignements généraux - 1906 W 103 Parti communiste français : dossiers collectifs (1966-1987) ; - 1906 W 159 Syndicat national des instituteurs: dossiers collectifs (1958-1992).	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201827	Mairie de Jugeals-Nazareth	communication, par courrier électronique, si possible, des documents suivants : 1) les tableaux concernant les dépenses/recettes pour le fonctionnement de l'année 2019, par chapitres et par lignes budgétaires ; 2) les tableaux concernant les dépenses/recettes pour les investissements de l'année 2019, par chapitres et par lignes budgétaires.	10/09/2020	16/09/2020	Par			
20201828	Préfecture de la Somme	communication, à ses frais, de la copie papier des documents relatifs à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels du Marquenterre : 1) les études réalisées par le cabinet CREOCEAN, études dites « tests de sensibilité », évoquées en page 30 du rapport « CREOCEAN -10330-G_Phase 2a_RA_REV03-La Rochelle, Mars 2014 » ; 2) l'ensemble des échanges, courriers, notes et comptes rendus de réunions évoquant ces tests de sensibilité.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201834	Mairie de La Norville	communication, par consultation, du dossier technique amiante de l'école primaire Pasteur où est scolarisée sa fille.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201835	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (DDTM 66)	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, des documents suivants, relatifs à une demande de permis de construire PC 066 190 13 E0010 déposée par la commune de Salses : 1) l'avis du 10 septembre 2013 du service environnement forêt et sécurité routière (SEFSR) ; 2) l'avis du 22 août 2013 de la direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Orientales.		31/08/2020	Oui			
20201841	Conseil départemental du Pas-de-Calais (CD 62)	consultation sur place de son dossier personnel détenu par la Direction de l'Enfance et de la Famille, Bureau de l'Accompagnement aux Origines.		17/09/2020	Par			
20201842	Conseil départemental de la Nièvre	communication, sous format papier, de l'intégralité de son dossier administratif, en sa qualité d'ex-salarié de la X, entre X, notamment : 1) ses arrêtés de nomination ; 2) ses arrêtés d'avancement d'échelon avec indice de rémunération/grades/dates d'accès d'échelons y compris d'ancienneté ; 3) les originaux et/ou copies de ses fiches de paie ; 4) ses fiches de notation et appréciations.		15/07/2020	Fin			
20201844	Ministère de l'Intérieur	copie de la décision 48SI du 11 juillet 2019 dont son client a fait l'objet.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201855	Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Finistère (CGFPT 29)	communication de son dossier individuel de santé détenu par le service médical.		21/09/2020	Fin			
20201858	Ministère des armées	copie de l'état authentique de services de sa cliente, Madame X, attachée d'administration centrale.		31/08/2020	Oui			
20201859	Mairie de Malzieu-Ville	copie, de préférence par courrier électronique, des documents suivants concernant le marché public de travaux de la chapelle Notre-Dame de Lourdes :		13/10/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) la notification datée du marché ; 2) la délibération du conseil municipal autorisant l'attribution du marché, dûment signée par l'ensemble des conseillers municipaux présents à la séance du conseil municipal concernée, conformément à l'article L2121-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT).						
20201860	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	communication des documents relatifs à l'héliport situé quai du large à Cannes : 1) l'avis recueilli auprès du délégué territorial Côte d'Azur de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) cité en préambule de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 ; 2) les observations du délégué Côte d'Azur de la DGAC en date du 3 mai 2011, citées en préambule de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2011 ; 3) la demande d'extension d'activité aux vols circulaires sans escale, présentée par la commune de Cannes, en préambule de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2011.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201863	Métropole de Lyon	communication des documents suivants : 1) la délibération du 27 septembre 1993 instituant le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et les zones d'urbanisations futures ; 2) un plan permettant de déterminer, à l'époque de cette délibération, les zones concernées par le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Villeurbanne ; 3) la preuve du respect de l'article R211-2 du code de l'urbanisme lors de l'adoption de cette délibération du 27 septembre 1993.	10/09/2020	16/09/2020				
20201865	Communauté d'agglomération Guingamp-Paimpol Armor-Argoat Agglomération (GP3A)	communication, à la suite d'un risque sanitaire potentiel lié à une pollution des eaux, de la copie des documents confirmant l'exécution de l'arrêté préfectoral en date du 3 avril 2019, mettant en demeure la Guingamp Paimpol Agglomération de l'Armor à l'Agorat de transmettre ou de réaliser certains travaux relatifs au système d'assainissement de Plouézec : 1) concernant le contrôle du réseau d'assainissement collectif : a) le schéma d'assainissement collectif mis à jour ; b) les contrôles de raccordement au réseau collectif d'assainissement réalisés entre 2013 et 2019 ; c) le journal de maintenance du réseau d'eaux usées entre 2015 et 2019 ; d) le règlement sanitaire départemental à jour ; 2) concernant la responsabilité de la communauté d'agglomération en matière de contrôle du réseau d'assainissement non collectif : a) le règlement de service de la commune de Plouézec en matière d'assainissement ; b) les contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif de la commune de Plouézec entre 2010 et 2019 ; 3) concernant la responsabilité de l'agglomération en matière de contrôle du réseau d'eaux pluviales : a) le règlement du zonage des eaux pluviales annexé au plan local d'urbanisme ; b) le schéma directeur des eaux pluviales ; c) le schéma directeur d'aménagement et de la gestion des eaux (SDAGE).	10/09/2020	16/09/2020				
20201868	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	communication, en sa qualité de conseiller régional, des bordereaux de mandats du compte 65862 concernant les années 2018 et 2019, pour chacun des groupes politiques.		13/10/2020				
20201871	Mairie de Clarensac	copie, sur tout support, de l'intégralité des documents contenus dans le dossier individuel de son client.		18/09/2020	Oui			
20201882	La Poste	copie des documents suivants : 1) les états des arrêts de type maladie obtenus depuis le 1er janvier 2019 ; 2) l'état de ses congés (CA) au 31 décembre 2019, avec les périodes posées ainsi qu'un état de son compte épargne temps (CET) ; 3) la preuve d'envoi en recommandé, à son attention, de deux courriers contenant des dispenses d'activité.	10/09/2020	16/09/2020	Fin			
20201883	Direction départementale des territoires de la Haute-Savoie (DDT 74)	communication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juillet 2016 de l'association communale de chasse agréée (ACCA) de Boège, au cours de laquelle Monsieur X a été élu président X.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201886	La Poste	communication des documents suivants, manquants au dossier personnel de son client : 1) les appréciations des années 2000, 2001 et 2002, où il occupait à Bois d'Arcy, les fonctions de guichetier ; 2) les fiches de candidatures pour l'accès au grade de reclassement d'inspecteur et de CT DIV, relatives aux années 2014, 2015 et 2016.	10/09/2020	16/09/2020	Non			
20201893	Ministère de la culture	communication de l'ensemble des documents contenus dans le dossier relatif à la vente et à la division immobilière en 86 logements du château de Pontchartrain, situé à Jouars-Pontchartrain dans les Yvelines, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 14 décembre 1979,	10/09/2020	16/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20201902	Caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie (CPAM 73)	communication, dans le cadre d'un problème de connexion entre la CPAM et sa mutuelle, de son décompte de remboursement relatif à la période du 1er au 31 janvier 2018.		31/08/2020	Non			
20201906	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Loire (CDGFPT 42)	communication de l'intégralité des pièces qui constituent son dossier médical auprès du comité médical, en lien avec les saisines du 5 juin 2019 et du 3 mars 2020 formulées par l'administration de la ville de Saint-Étienne qui l'emploie depuis le 8 février 2000, notamment : 1) le rapport obligatoire du médecin de la prévention en lien avec la saisine du 3 mars 2020 ; 2) l'expertise du docteur X en date du 14 avril 2020 ; 3) l'ensemble des éléments en lien avec sa santé mis à l'appréciation des médecins du comité médical de la Loire.		18/09/2020				
20201907	Mairie de Lourches	copie de la délibération du conseil municipal du 12 avril 2016 supprimant l'éclairage public sur le territoire de la commune entre 23h et 5h.		30/09/2020				
20201908	Mairie de Neuf-Brisach	copie de la facture d'acquisition et de mise en place de l'actuelle horloge extérieure de l'hôtel de ville de la commune.	10/09/2020	16/09/2020				
20201910	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	consultation de son dossier administratif.		31/08/2020				
20201911	Ecole élémentaire Robert Lebon de Villejuif	communication, afin de finaliser le dossier de demande de naturalisation de sa cliente, de la copie des certificats de scolarité relatifs à ses années de maternelle et de primaire.	10/09/2020	16/09/2020				
20201915	Conseil départemental de la Gironde	copie de l'acte sous seing privé signé le 26 Février 2020 entre le conseil départemental de la Gironde et la société X concernant l'acquisition d'un bien immobilier sis X dans la commune du Haillan.	10/09/2020	17/09/2020	Oui			
20201919	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de la décision de refus de séjour assortie d'une obligation de quitter le territoire sur sa demande de renouvellement de titre de séjour.		31/08/2020	Fin			
20201920	Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHU)	copie de l'intégralité de son dossier médical constitué à la suite de son admission en urgence le 25 avril 2020 vers 17 heures et sortie le même jour vers 23 heures.		04/08/2020				
20201922	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical détenu par le service neurologie de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.		21/09/2020	Fin			
20201925	Collège François Rabelais de Vitry-sur-Seine	communication, afin de finaliser le dossier de demande de naturalisation de sa cliente, de la copie des certificats de scolarité relatifs à la formation en alternance qu'elle a suivie dans les années 1985 et 1986.	10/09/2020	16/09/2020				
20201939	Mairie de Pantin	copie, par courrier électronique, de l'arrêté et de l'intégralité du dossier de permis de construire n° X.		16/07/2020	Oui			
20201941	Ministère de la Justice	communication d'un certificat de présence concernant son client, incarcéré à la Maison d'Arrêt de Lyon-Corbas, sachant que l'administration lui oppose un refus au motif que celui-ci doit être sollicité et remis exclusivement à son client, à charge pour lui d'en faire son propre usage.	10/09/2020	16/09/2020				
20201949	Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts	copie, par courrier électronique, des différentes délibérations relatives à la taxe d'aménagement instaurée sur la commune de Copechagnière depuis 2011.		21/09/2020	Oui			
20201950	Fondation ophtalmologique Adolphe de Rothschild	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son opération d'un gliome du Formix en décembre 2017 et des suites opératoires.		04/08/2020				
20201953	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche pour l'établissement de droits, des certificats médicaux contenus dans le dossier de tutelle de son père, Monsieur X. né le X et décédé le X, conservés au greffe du tribunal judiciaire de Vienne.	10/09/2020	15/09/2020	Oui			
20201954	Ministère de la Justice	communication des documents relatifs à son client, à la suite de son transfert de la maison d'arrêt de Luynes à la maison d'arrêt de Le Pontet : 1) la fiche d'inventaire dressée à son arrivée en détention et signée par lui ; 2) la fiche d'inventaire des effets à son nom actuellement détenus par la maison d'arrêt de Le Pontet.		21/09/2020	Oui			
20201968	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de son client relatif aux soins endodontiques dont il a bénéficié au sein de l'Hôpital Bretonneau depuis le 18 novembre 2016.		17/07/2020	Oui			
20201972	Mairie de Kindwiller	communication du constat dressé le 23 juin 2018 par Messieurs X et X à la suite du déménagement organisé dans l'immeuble sis X.	10/09/2020	12/10/2020	Oui			
20201973	Mairie de Rochefort	copie du titré de propriété des legs de Madame X au profit de la commune concernant des terrains situés à Vaux-sur-mer	10/09/2020	17/09/2020	Oui			
20201977	Mairie de Pérols	communication, à ses frais, à la suite d'une première transmission incomplète, des documents relatifs à la zone d'aménagement concerté (ZAC) Les Garrigues : 1) les justificatifs des formalités de publicité des délibérations :		18/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		a) du 20 juillet 1999 approuvant le dossier de création de la ZAC ; b) du 11 août 2000 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ; c) du 25 février 2014 supprimant la ZAC ; d) du 27 mai 2015 relative à la procédure de remise des ouvrages de la ZAC et à leur intégration dans le domaine public ; 2) le plan annexé à la délibération du 20 juillet 1999 approuvant le dossier de création de la ZAC ; 3) le dossier annexé à la délibération du 25 février 2014 supprimant la ZAC.						
20201981	Mairie de Sainte-Anne (Martinique)	communication de l'entier dossier de permis de construire n° X.		18/09/2020	Oui			
20201982	Caisse primaire d'assurance maladie des Yvelines (CPAM 78)	communication, dans le cadre de la non prise en compte de son changement de coordonnées bancaires par la CPAM, de son décompte de remboursement de janvier 2015 inclus à novembre 2019, afin qu'elle puisse justifier auprès de son ex conjoint des sommes versées par erreur par la CPAM sur le compte de celui-ci, ancien compte joint du couple.		28/09/2020	Par			
20201983	Mairie de Morigny-Champigny	copie des délibérations du conseil municipal relatives au legs fait par X à la municipalité.		18/09/2020	Oui			
20201993	Mairie de Valbonne	communication de la copie de la réponse, apportée par la commune, au recours gracieux formulé par Monsieur X, contre l'arrêté du X accordant le permis de construire X à ses clients.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20201995	Mairie de Meudon	copie, sous format numérique ou par courriel, du certificat d'urbanisme complet du dit terrain indivis X et les servitudes éventuelles rattachés : 1) le PLU ; 2) la carte communale ; 3) l'autorisation d'occupation du sol ; 4) le règlement national d'urbanisme.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20201998	Mairie de Palaiseau	communication de la liste des commerçants de la commune ayant bénéficié du dispositif d'aide économique d'attribution de prêts d'urgence à taux zéro par la commune, dans le cadre de la crise liée au Covid-19, institué par le conseil municipal lors de sa séance du 24 avril 2020.		12/10/2020	Non			
20202015	Lycée Albert Calmette de Nice	communication du grand livre archivé, pour la période comprise entre 1999 et 2003, afin d'y rechercher le nom du prestataire qui a imprimé les noms, prénoms et photos de classe sur les cartes scolaires du lycéen.	29/10/2020	05/11/2020	Fin			
20202027	Comité de Moselle de Basket-Ball	copie, par courrier électronique, des grands livres de compte pour les saisons 2017-2018 et 2018-2019.		26/11/2020	Fin			
20202037	Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre - SIECF	communication des rapports d'analyse des offres concernant les lots n° 1, 2 et 3 du marché public de travaux ayant pour objet l'amélioration de la qualité et de l'esthétique de la desserte - SIECF, comprenant les motifs détaillés ayant conduit à la notation de la société du demandeur (note de prix et note technique).		21/09/2020	Oui			
20202055	GIP Technocampus	consultation sur place avec remise de copies éventuelles aux frais de l'association du demandeur, des documents suivants : 1) le rapport de gestion 2018 du Groupement (concernant les comptes annuels 2018) ; 2) l'analyse du compte de résultat du Groupement par Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) pour les exercices 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 telle qu'elle figure sur les rapports de gestion 2009 à 2012.	29/10/2020	06/11/2020				
20202065	Mairie de Le Mesnil-Simon	communication, par l'envoi par courrier électronique et sans frais ou par publication en ligne sur le site internet de la commune, des documents relatifs au réseau et au projet d'assainissement collectif de la commune : 1) le zonage d'assainissement de la commune (pièces écrites et pièces graphiques y afférentes) ; 2) l'ensemble des documents relatifs au plan local d'urbanisme (PLU), notamment : a) le rapport de présentation ; b) le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ; c) les orientations d'aménagement et de programmation (OPA) ; d) les annexes éventuelles.		28/09/2020	Oui			
20202066	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, de préférence par courrier électronique ou via une plateforme de téléchargement,, des documents suivants : 1) l'entier dossier du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille-Provence soumis à enquête publique, comprenant notamment l'ensemble des avis rendus par les personnes publiques associées (PPA), les personnes publiques consultées (PPC) et toute autre institution/administration, la justification de leurs saisines, la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi et celle arrêtant son projet, le registre d'enquête publique, etc... 2) la justification des convocations des conseillers métropolitains en vue de l'approbation du PLUi le 19		28/09/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		décembre 2019, ainsi que la copie des documents joints auxdites convocations.						
20202077	Mairie de Saint-Pathus	consultation de plusieurs permis de construire de la commune : 1) dans le lotissement Cœur de Village, les permis de construire des lots n°10, n°16, n°17, n°18, n°29 ; 2) le permis de construire X ; 3) le permis de construire X.		28/09/2020				
20202078	Préfecture de la Charente-Maritime	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020				
20202080	Préfecture des Hautes-Alpes	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020				
20202081	Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (COVE)	communication du plan du réseau d'assainissement à proximité des parcelles X et X sur la commune de Carpentras.	08/10/2020	19/10/2020				
20202083	Mairie de Campagne	consultation des pièces comptables liées aux travaux d'électricité de son logement en 2010.		29/09/2020	Par			
20202087	Ministère de la Transition écologique	communication de l'avis rendu par le ministère sur les différents scénarios de rénovation et de reconstruction de la cité administrative de Toulouse, lors de l'examen de ce projet en conférence nationale de l'immobilier public (CNIP), entre le 6 décembre 2018 et le 28 mai 2019.	10/09/2020	16/09/2020				
20202088	Préfecture de la région Occitanie	communication du dossier déposé par le préfet de région, en novembre 2018, auprès de la direction de l'immobilier de l'État (DIE) et de la conférence nationale de l'immobilier public (CNIP), relatif au projet de nouvelle cité administrative à Toulouse.	10/09/2020	16/09/2020	Oui			
20202089	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, ou à défaut, par voie postale, de l'entier dossier administratif individuel de sa cliente.		28/09/2020	Oui			
20202093	Préfecture du Gard	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020	Oui			
20202105	Centre de formation professionnelle et de promotion agricole des Combrailles (CFPPA)	copie des documents suivants, concernant son client : 1) le protocole de gestion validé par le conseil d'administration dans sa version en vigueur applicable aux contrats de son client entre 2016 et 31 août 2019 ; 2) les documents cités dans le courrier du 7 novembre 2019 attestant de la validation, en conseil d'administration et par le contrôle de légalité du SRFD, du tarif de rémunération de l'heure supplémentaire ; 3) tout document permettant le calcul et les conditions de rémunération des heures supplémentaires effectuées par les contractuels formateurs.	10/09/2020	17/09/2020				
20202111	Conseil départemental des Hauts-de-Seine	copie par voie électronique des documents suivants : 1) la délibération du 4 décembre 2017 portant ajustement des modalités de versement du RIFSEEP aux cadres d'emplois des adjoints territoriaux et des agents de maîtrise territoriaux ; 2) la délibération de la commission permanente du 19 juin 2017 relative à la réforme du régime indemnitaire en vue de la mise en place du RIFSEEP ; 3) les délibérations relatives au régime indemnitaire en vigueur avant la mise en place du RIFSEEP.		21/09/2020	Oui			
20202112	Centre hospitalier universitaire de Grenoble Alpes (CHU)	communication, à ses frais, par courrier à son adresse postale, de son dossier médical, à la suite de son hospitalisation du 29 février 2020 dans le service d'accueil et d'urgences du docteur X.		21/09/2020	Oui			
20202115	Communauté de communes le Grésivaudan	copie des documents suivants relatifs aux années 2018, 2019 et 2020 : 1) les budgets primitifs relatifs à la collecte et au traitement des déchets ; 2) les comptes administratifs relatifs à la collecte et au traitement des déchets ; 3) les délibérations fixant le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 4) les rapports sur le prix et la qualité des déchets.		20/10/2020	Par			
20202116	Centre hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins	communication, à son adresse personnelle, des éléments suivants, à la suite de ses hospitalisations du 13 mars 2018 à mai 2019 : l) l'intégralité de son dossier médical, notamment les éléments manquants suivants : 1) lors de son hospitalisation en psychiatrie, du 24 mars au 27 mai 2018 : a) ses analyses médicales et examens réalisés en psychiatrie ; b) les ordonnances issues du logiciel informatique ; 2) lors de son hospitalisation en psychiatrie, du 8 mai au 27 mai 2018, les « transmissions ciblées » ; 3) lors de son hospitalisation en psychiatrie, du 1er avril au 27 mai 2018, tous les éléments (activités, surveillances alimentaires, ordonnances, analyses médicales, examens, scanners, transmissions ciblées, etc.) qui se sont déroulés ; 4) lors de son hospitalisation en psychiatrie, le 7 février 2019, le courrier du docteur X donnant un retour sur leur entrevue à la clinique Oxford ;		19/10/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>5) lors de son hospitalisation en psychiatrie et en chirurgie, les éléments indiquant son entrevue avec le docteur X : date d'entrevue, explications du docteur, consentement éclairé, etc. ;</p> <p>6) lors de son hospitalisation en chirurgie :</p> <p>a) les explications écrites du docteur X qui lui ont été données lors de leur entrevue pré-opératoire en vue de l'opération du 26 mars 2019 ;</p> <p>b) le consentement éclairé pour l'opération du 26 mars 2019 signé par sa curatrice Madame X ;</p> <p>c) les analyses médicales, les examens, les scanners, les éléments de suivi et surveillance du docteur X et de l'équipe de chirurgie lors de son hospitalisation du 27 mars au 1er avril 2019 ;</p> <p>II) le nom, le prénom et le poste (que ce soit infirmière, interne, médecin) des personnes employées qui se sont occupées d'elle :</p> <p>1) en psychiatrie, du 24 mars au 27 mai 2018 ;</p> <p>2) en psychiatrie, du 1er février au 27 mars 2018 ;</p> <p>3) en chirurgie, du 27 mars au 1er avril 2019.</p>						
20202119	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche scientifique, des documents conservés aux Archives Nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine- sous la cote : -20040292/7 : Cabinet de X, ministre de la Recherche. Propriété industrielle.- modification du code de la propriété industrielle : comptes rendus de réunion (2000-2001). Réforme de la collection nationale de cultures de micro-organismes (CNCM) : notes, note technique, synthèse du rapport de l'audit, textes officiels (1999-2002). EXTRAIT.	10/09/2020	15/09/2020	Oui			
20202121	Direction départementale des territoires et de la mer de la Charente-Maritime (DDTM 17)	<p>communication :</p> <p>I) à la suite d'une première transmission partielle, des documents manquants relatifs à l'organisme unique de gestion collective (OUGC) établissement public du marais Poitevin (EPMP) :</p> <p>1) le rapport annuel de l'année 2019 ;</p> <p>2) les éléments prévus au 4° c) de l'article R211-112 du code de l'environnement pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019 :</p> <p>a) le comparatif pour chaque irrigant entre les besoins de prélèvements exprimés ;</p> <p>b) le volume alloué ;</p> <p>c) le volume prélevé à chaque point de prélèvement ;</p> <p>II) à la suite de l'autorisation accordée par le préfet de construire et d'exploiter 19 réserves de substitution sur le bassin de la Sèvre niortaise sur le département des Deux-Sèvres, de la Vienne et de la Charente-Maritime, des documents administratifs relatifs aux ouvrages SEV4 et SEV9 en Charente-Maritime liés aux forages listés dans son courrier de demande du 3 mars 2020 :</p> <p>1) le formulaire CERFA de déclaration ou d'autorisation ;</p> <p>2) l'adresse ;</p> <p>3) l'identité de l'exploitant et du propriétaire ;</p> <p>4) le nom des cours d'eau les plus proches ;</p> <p>5) l'identification des captages ;</p> <p>6) la capacité autorisée ;</p> <p>7) le débit autorisé.</p>	24/09/2020	30/09/2020	Par			
20202122	Préfecture du Val-d'Oise	communication du compte rendu et de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites qui s'est réunie le mardi 28 janvier 2020 pour examiner le permis de construire X sur la commune de Parmain.		28/09/2020	Fin			
20202133	Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE)	communication des éléments relatifs à l'incendie de l'usine d'Achères qui a eu lieu le 3 juillet 2019.	24/09/2020	24/12/2020	Oui			
20202135	Préfecture du Puy-de-Dôme	communication de l'avis rendu par l'ARS dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire déposée par sa cliente le 21 octobre 2019.		29/09/2020	Oui			
20202139	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que l'administration impose la fourniture d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, soit 5, 70 €.	10/09/2020	16/09/2020				
20202140	Mairie de Montdidier	copie de l'acte de décès de Monsieur X décédé le X dans la commune, sachant que l'administration impose de fournir une pièce d'identité ainsi qu'une enveloppe timbrée.	24/09/2020	01/10/2020				
20202141	Préfecture de police de Paris	communication, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduite de son client, sachant que l'administration impose des exigences complémentaires, à savoir la fourniture d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé avec avis de réception, mentionnant « vos noms, prénom et adresse », une liasse délivrée par la Poste de « recommandé avec avis de réception », complété par « vos soins », la copie recto-verso de la carte professionnelle de maître X..	10/09/2020	16/09/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20202147	Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement de la Guadeloupe (SIAEAG)	communication du rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'assainissement (RPQS) complet, de l'année 2018.	24/09/2020	30/09/2020				
20202158	Mairie d'Oletta	communication du rapport et des conclusions de l'enquête publique relative au PLU qui s'est déroulée du 29 octobre 2019 au 29 novembre 2019.		28/09/2020	Oui			
20202163	Direction générale des patrimoines	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche concernant son grand-père paternel, réfugié espagnol, arrivé en France à partir de mars 1948, des documents conservés aux Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) sous la cote : 19900353/20 : Direction des libertés publiques et des affaires juridiques Bureau des étrangers relevant du droit général et du droit communautaire Dossiers par pays d'origine, 1945-1986 : notes DST, RG, correspondances avec le ministre des Affaires étrangères et les préfets, listes nominatives, cas individuels, fiches individuelles, statistiques, télégrammes, notes d'information, comptes-rendus mensuels Dossier 5 « Espagnols, 1949-1984 »	24/09/2020	01/10/2020				
20202177	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	consultation, avec prise de copie de toutes les pièces qu'il jugerait utiles, de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		28/09/2020	Oui			
20202199	Mairie de Villers-la-Montagne	communication, par voie électronique, des éléments, envoyés ou reçus par la commune, relatifs aux projets éoliens en cours et passés (y compris ceux abandonnés et/ou refusés), notamment : 1) les comptes rendus et/ou procès-verbaux des délibérations des conseils municipaux ; 2) les arrêtés ; 3) les plans ; 4) les schémas d'implantation ; 5) les dessins ou esquisses ; 6) les numéros de parcelles cadastrales sur lesquelles l'implantation du projet est étudiée ; 7) le nom des propriétaires des terrains sur lesquels se ferait l'implantation du projet étudié.	24/09/2020	30/09/2020				
20202202	Mairie les Hauts-d'Anjou	communication, en sa qualité de conseiller municipal et conseiller communautaire, des pièces justificatives de plusieurs mandats émis pour des déplacements administratifs de conseillers municipaux et de la maire : 1) 2 mai, 2017, 185 950, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 922,50€ ; 2) 2 mai, 2017, 185 961, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 851,90€ ; 3) 13 juillet 2017, 251 1327, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 938,68€ ; 4) 13 juillet 2017, 251 1328, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 847,08€ ; 5) 25 septembre 2017 331 1811, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 1787,10€ ; 6) 25 septembre 2017 331 1812, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 1740,96€ ; 7) 2 août 2017 280 1494, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 292,00€ ; 8) 5 décembre 2017 438 2653, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 539,28€ ; 9) 12 décembre 2017 448 2755, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 316,28€ ; 10) 22 décembre 2017 470 2925, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 334,80€ ; 11) 22 décembre 2017 470 29261, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 533,68€ ; 12) 22 décembre 2017 470 2927, mandat spécial 06251011, X, 017COLL00032, pour 61,44€.		30/09/2020	Oui			
20202208	Tribunal de grande instance de Toulon (TGI 83)	copie du compte rendu de son dernier entretien professionnel.		28/09/2020				
20202215	Rectorat de l'académie de Rennes (AC 35)	communication de son dossier relatif à l'accident de trajet ont elle a été victime le 4 janvier 1973..	24/09/2020	30/09/2020				
20202236	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, dans le cadre des contentieux en cours portant sur les taxes foncières 2017 auxquelles a été assujettie sa cliente, à raison de 4 biens immobiliers dont elle est propriétaire, des éléments : 1) relatifs aux biens immobiliers suivants : - l'immeuble à usage commercial situé au X à X (X) ; - les locaux commerciaux de la X situés au X au X ; - les immeubles à usage de bureaux et de commerces de la X situés aux X à X ; - la X (X) située X à X ; 2) les données individuelles prises en compte par l'administration pour chaque local concerné, à savoir : a) la catégorie du local retenue ; b) les surfaces retenues (des parties principales, des parties secondaires couvertes et non couvertes et des espaces de stationnement) ; c) le secteur d'évaluation ; d) le tarif de la catégorie dans le secteur d'évaluation ; e) le coefficient de localisation ; 2) le détail des calculs des bases d'imposition et des cotisations lissées des locaux compris dans les avis		28/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		de taxes foncières 2017 afférents à ces immeubles avec notamment : a) les coefficients de neutralisation ; b) les montants du planchonnement et les valeurs locatives planchonnées ; c) les montants du lissage annuel et des cotisations lissées ; II) les avis de taxes foncières 2017 avec le détail des bases et cotisations par adresse, relatifs aux biens immobiliers suivants : a) l'immeuble à usage commercial situé au X à X (X) ; b) les locaux commerciaux de la X situés au X au X ; c) les immeubles à usage de bureaux et de commerces de la X situés aux X à X.						
20202264	Mairie de Capestang	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la photographie publiée sur les réseaux sociaux concernant les travaux communaux à réaliser.	08/10/2020	20/10/2020	Non			
20202276	Communauté d'agglomération Guingamp-Paimpol Armor-Argoat Agglomération (GP3A)	communication du rapport technique détaillé relatif au recensement des zones humides sur les communes de Louanec (Le Stivell) et Plouézec (Keristan et Goajoulin).	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20202278	Centre communal d'action sociale du Tampon (CCAS 97430)	communication de son compte rendu d'évaluation professionnelle de l'année 2018.		15/10/2020				
20202281	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie	communication de l'avis ANSES concernant la teneur en mercure des poissons pélagiques de Nouvelle-Calédonie, avis demandé en 2016 par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et annoncé comme restituable en 2019.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20202283	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée à la Maison centrale de Saint-Maur.		09/10/2020	Oui			
20202285	Mairie d'Ensuès-la-Redonne	communication, en tant qu'élue, de tous les arrêtés et décisions pris depuis le 23 mai 2020 date de l'installation du nouveau conseil municipal.		28/09/2020	Oui			
20202288	Mairie de Ponthévrard	communication, sous format numérique par courriel, des documents suivants : 1) le budget prévisionnel 2020 de la commune par chapitre ; 2) le budget annexe prévisionnel 2020 du lotissement par chapitre.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202292	Ministère de la Justice	communication de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client au Centre de détention de Joux-la-Ville.		09/10/2020	Oui			
20202306	Vice-rectorat de l'académie de Mayotte (AC 976)	communication des bordereaux de jury d'examen blanc des collèges organisé le 18 avril 2019 au collège de Tsingoni.	08/10/2020	19/10/2020				
20202316	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de l'association « X » (X), de la liste des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA dont était ou dont est titulaire cette association, ainsi que la liste des établissements détenteurs et leur adresse.		03/11/2020				
20202318	Mairie d'Evreux	copies des 'arrêtés de nomination au grade de gardien-brigadier stagiaire de : 1) Monsieur X recruté le 9 août 2019 ; 2) Monsieur X recruté le 23 juillet 2019 ; 3) Madame X.		28/09/2020				
20202319	Mairie de Varaville	communication de l'arrêté du 3 février 2020 portant non-opposition à déclaration préalable délivrée à la société X.		28/09/2020	Oui			
20202320	Conseil régional d'Ile-de-France	consultation de l'intégralité des pièces contenues dans son dossier administratif constitué depuis 2002.		28/09/2020	Oui			
20202321	Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la Cathédrale Notre-Dame de Paris	communication, dans le cadre de la restauration de la Cathédrale Notre-Dame de Paris, des documents administratifs suivants : - l'ensemble des rapports d'analyse des niveaux de plomb, en surface et dans l'atmosphère, réalisés à partir des prélèvements effectués chaque semaine sur le chantier et dans les environs.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20202328	Préfecture de La Réunion	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020				
20202331	Maison départementale des personnes handicapées de Vaucluse (MDPH 84)	communication de la notification de la CDAPH validant sa demande de prise en charge des transports adaptés pour son fils X.	24/09/2020	06/10/2020				
20202334	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale des Pyrénées-Orientales (DSDEN 66)	communication, à la suite au mouvement intra départemental, de la liste nominative des professeur(e)s des écoles et instituteur(e)s exerçant dans le département des Pyrénées-Orientales au 3 juillet 2020 comprenant : 1) le nom ; 2) le prénom ; 3) le grade ; 4) le statut ;		28/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) le lieu d'affectation ; 6) le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).						
20202335	Communauté d'agglomération Angers Loire Métropole	communication, de préférence par voie électronique, des documents suivants concernant le projet de « Smartcity » à Angers, visant à économiser les ressources, attribué à un consortium emmené par ENGIE SOLUTIONS et auquel participe la société SUEZ, LA POSTE et le Groupe VYV : 1) les dossiers, rapports, études, procès-verbaux de réunions afférents à ce projet ; 2) les diverses pièces transmises à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ou établies par elle, notamment concernant les garanties apportées à la protection des données personnelles.	24/09/2020	01/10/2020				
20202337	Mairie de Nuits-Saint-Georges	consultation des comptes (livre de recettes et dépenses, factures, etc.) de l'Amicale d'Education Canine de Nuits-Saint-Georges.	24/09/2020	01/10/2020	Oui			
20202345	Conseil départemental de l'Eure	copie, de préférence par voie dématérialisée, des documents suivants relatifs à la séance plénière publique du 22 juin 2020 : 1) l'ordre du jour de la séance plénière, par lequel les conseillers départementaux ont été convoqués ; 2) les pièces annexes transmises aux conseillers départementaux ; 3) les pièces « Slides » telles que projetées sur écran au cours de la séance, celles-ci n'étant pas disponibles sous une forme littérale téléchargeable (format Word, PDF, etc.) sur le site web du conseil départemental.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20202355	Mairie de Meaux	communication des deux arrêtés municipaux suivants, ayant entraîné son placement d'hospitalisation d'office à l'hôpital de Meaux, avec le nom de l'adjoint au maire qui les a signés : 1) l'arrêté municipal du 26 janvier 2016 à compter de 22H00 ; 2) l'arrêté municipal du 4 août 2019 à compter de 12H00.	24/09/2020	30/09/2020	Oui			
20202357	Mairie de Suresnes	communication de documents suivants au titre de l'année scolaire 2020-2021 : 1) le nombre d'élèves et le nombre d'emplois d'enseignants et d'agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) de l'école maternelle « Les Raguidelles » sur la commune de Suresnes ; 2) le nombre d'élèves acceptés dans le cadre de la dérogation à la carte scolaire ; 3) les critères pris en compte pour les demandes de dérogation et la hiérarchie entre ces critères ; 4) le détail de la délibération ayant conduit au rejet de la demande de dérogation de secteur scolaire en faveur de son enfant X ; 5) la composition de la commission en charge de l'instruction des demandes de dérogation ; 6) la liste des membres présents à l'occasion de l'examen de la demande de dérogation du demandeur ; 7) le règlement intérieur de ladite commission ; 8) l'entier dossier relatif à la demande de dérogation, y compris la décision qui a été prise.	24/09/2020	02/10/2020	Oui			
20202361	Mairie d'Uhart-Mixe	communication des procès-verbaux des conseils municipaux en date des 11 février et 11 mai 2020, ainsi que les pièces annexées à ceux-ci.		28/09/2020				
20202364	Chambre d'Agriculture de Lot-et-Garonne	communication des informations environnementales relatives au lac de Caussade : 1) le rapport de synthèse des investigations menées par ANTEA Group transmis à la chambre d'agriculture dès fin novembre ; 2) l'étude complète de sécurité de l'ouvrage menée par ANTEA Group ; 3) la nouvelle étude d'impact comprenant un volet hydrologique complet à l'échelle du bassin versant du Tolzac ; 4) l'étude menée par l'institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) en 2019 sur demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nouvelle Aquitaine ayant simulée l'impact d'une rupture en cas de crue décennale ; 5) les rapports de visites sur site par les services de la direction départementale des territoires (DDT) des 4, 6, 12 et 19 novembre 2019, constatant que la retenue se remplissait régulièrement ; 6) le contrôle du 13 décembre 2019 mettant en évidence le maintien du remplissage de la retenue ; 7) le rapport du contrôle mené le 18 décembre 2019 conjointement par les services de la DDT et la DREAL ; 8) le rapport de contrôle mené le 15 janvier 2020 ; 9) le rapport de contrôle mené le 12 février 2020 ; 10) la lettre de mise en demeure émise le 10 février 2020 par la préfète de Lot-et-Garonne qui a été adressée à la chambre d'agriculture ; 11) le cahier des charges élaboré par l'État en vue de l'étude de sécurité d'un ouvrage.	24/09/2020	30/09/2020	Non			
20202368	Centre hospitalier de Châteauroux	communication de la copie du dossier médical de son client incarcéré à la maison centrale de Saint-Maur.		02/10/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20202374	Mairie de Saint-Romain-de-Popey	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les délibérations du conseil municipal du 14 mars 2019, ainsi que les documents qui ont été présentés : - pièce 1 : rapport de présentation du PLU ; - pièce 3 : OAP ; - pièce 4 : règlement ; - pièce 5 : plan de zonage ; - pièce 6 : emplacements réservés ; - pièce 7 : annexes règlements ; 2) les délibérations du conseil municipal depuis le 2 mai 2019 à ce jour.		28/09/2020	Fin			
20202380	Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis	communication d'une copie des documents suivants concernant sa cliente : 1) l'intégralité des pièces contenues dans son dossier administratif individuel constitué depuis son recrutement ; 2) les lettres de saisine du comité médical préalable aux avis émis par ce dernier sur sa situation les 26 novembre 2019 et 18 février 2020 ; 3) tous les documents, pièces, rapports accompagnant ces lettres ; 4) tous documents médicaux et relatifs à son état de santé accompagnant ces lettres ; 5) le rapport d'expertise établi par le Docteur X, médecin agréé désigné dans le cadre de la procédure devant le comité médical ; 6) les procès-verbaux intégraux des réunions du comité médical en date des 26 novembre 2019 et 18 février 2020 statuant sur sa situation.		02/10/2020	Oui			
20202381	Mairie d'Auteuil-le-Roi	communication de l'arrêté interruptif de travaux établi à la suite de travaux réalisés en face de la Chapelle Saint-Sanctin, sur les parcelles cadastrées X, X, X, X et X.		28/09/2020	Oui			
20202387	Préfecture des Yvelines	communication, sous support numérique si possible, de la copie des documents relatifs à l'ancienne carrière de sablons de Saint-Sanctin, à Auteuil-le-Roi : 1) l'arrêté du 6 janvier 1976, lisible, ainsi que ses annexes (avis émis en cours d'instruction etc.) ; 2) toute décision relative à la fin anticipée de l'exploitation de ladite carrière, ainsi que ses annexes ; 3) toute nouvelle décision qui aurait permis une reprise, même partielle, de l'exploitation de la carrière depuis la fin anticipée de son exploitation.	24/09/2020	30/09/2020	Oui			
20202390	Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son accident de voiture survenu en 2004, notamment la copie de ses IRM.		28/09/2020	Oui			
20202394	Ministère de l'Intérieur	publication et communication du nombre de verbalisations et de contrôles, réalisés par département lors du confinement.	24/09/2020	02/11/2020	Fin			
20202398	Ordre des avocats au barreau de Paris	copie des documents suivants : 1) la lettre par laquelle le prédécesseur du bâtonnier de Paris a demandé à maître X (qui l'assiste au titre de l'AJ n°X), de lui adresser ses observations (suite à sa réclamation du 9 décembre 2019) ; 2) les dites observations.	08/10/2020	19/10/2020				
20202403	Syndicat mixte des transports du bassin d'Alès	communication, par voie dématérialisée, à ses frais, des documents suivants : 1) les différents arrêtés préfectoraux pris pour la création, puis l'évolution, du syndicat ; 2) les statuts à jour ; 3) les différentes délibérations du conseil syndical ayant fixé les montants du versement transport et le cas échéant du versement transport additionnel, depuis la création du syndicat ; 4) le procès-verbal du dernier conseil syndical.	24/09/2020	30/09/2020				
20202404	Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne (DDT 77)	communication, par voie dématérialisée, à la suite de l'arrêté préfectoral n° 2019/DDT/SEPR/037 du 24 juin 2019, des documents : 1) ledit arrêté préfectoral complet du 24 juin 2019, ou son permalien au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture si il y est publié ; 2) le dossier complet de défrichement du 29 juin 2018 produit par la communauté d'agglomération Paris Vallée Marne (CAPVM) pour cet arrêté ; 3) l'avis de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne du 17 octobre 2018, établi pour cet arrêté ; 4) l'avis de l'autorité environnementale du 19 décembre 2018, établi pour cet arrêté ; 5) le mémoire en réponse à cet avis de l'autorité environnementale ; 6) le dossier de compensation à établir dans les 12 mois, s'il existe, requis par cet arrêté ; 7) le procès-verbal de collecte et de déplacement des amphibiens, si effectué, requis par cet arrêté ; 8) le dossier complet de régularisation compensatoire des défrichements originels, opérés originellement sans autorisation sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Haute-Maison à	08/10/2020	19/10/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Champs-sur-Marne, dossier établi suite à la sévère demande de régularisation du préfet de Seine-et-Marne.						
20202406	Préfecture de la Haute-Vienne	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020	Oui			
20202407	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, sachant que l'administration impose des exigences complémentaires, à savoir la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, avec demande d'accusé de réception ainsi que la justification de son mandat.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202409	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France (DIRECCTE IDF siège)	communication des courriels ou courriers relatifs aux avis hiérarchiques donnés sur sa demande de mutation.		28/09/2020	Fin			
20202411	Conseil départemental des Hauts-de-Seine	copie intégrale, par envoi postal, du dossier administratif individuel de son client.		28/09/2020	Oui			
20202414	Orange Groupe	communication des documents suivants : 1) l'intégralité du dossier administratif personnel de son client, notamment les pièces manquantes lors d'une première communication, à savoir toutes les pièces depuis 2004 ; 2) tous les documents permettant de vérifier que les voies de promotion interne (concours et examen professionnel) ont été organisées pour l'accès au grade de cadre de premier niveau, pendant la période qui a couru de l'année 1998 à ce jour (notes RH, fiches de candidature de son client etc.) pour le concours et pendant la période qui a couru de 2002 à ce jour pour l'examen professionnel ; 3) l'ensemble des listes de candidats admis aux concours interne sur la période de référence, documents permettant de vérifier leur profil pour la période de 1998 à ce jour et liste des agents promus ; 4) l'ensemble des listes de candidats reçus à l'issue des épreuves de l'examen professionnel à compter de l'année 2002 jusqu'à ce jour et liste des agents promus.	24/09/2020	30/09/2020	Oui			
20202415	Centre hospitalier de Montéran de Saint-Claude (EPSM de la Guadeloupe)	communication, de préférence par voie numérique ou cédérom et non consultation sur place, de l'intégralité de son dossier administratif personnel.		28/09/2020				
20202416	Mairie de Boisemont	communication des éléments de preuve attestant du caractère très ancien du projet de la mairie de faire de la parcelle de Monsieur X une aire de jeux.		28/09/2020	Oui			
20202420	Préfecture de la Vienne	communication d'une copie des avis relatifs au refus de permis de construire n° X opposé à son client, à savoir : 1) l'avis défavorable de la commission départementale de la préservation des espaces culturels, agricoles et forestiers en date du 25 février 2020 ; 2) l'avis de la DGA/DR/subdivision de Châtelleraut en date du 20 janvier 2020 ; 3) l'avis du maire de la commune de Cernay du 20 décembre 2019 ; 4) l'avis défavorable de la direction départementale des territoires (DDT).		28/09/2020	Oui			
20202421	Ministère de la Justice	communication d'une copie des relevés de cantine de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Marseille-Baumettes, pour la période courant depuis le 1er janvier 2018, sachant que l'administration exige que Maître X justifie de sa désignation en qualité d'avocat expressément faite par Monsieur X.	08/10/2020	16/10/2020				
20202425	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	communication des extraits du procès-verbal de la séance de la commission administrative paritaire nationale des professeurs agrégés réunie les 11 et 12 février 2020, relatifs à l'avis porté sur la demande de révision de l'appréciation finale de la valeur professionnelle de son client.		28/09/2020	Oui			
20202434	Mairie de Limoux	communication de l'entier dossier personnel de sa cliente, avec le cas échéant, frais de reproduction à sa charge.		28/09/2020	Fin			
20202435	Mairie de Reims	copie, de préférence par courrier électronique, de l'ensemble des documents relatifs aux travaux de réaménagement des abords de la basilique Saint-Remi (modification de la rue Saint-Julien et création d'un parking) : 1) les autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration préalable, autorisation de défrichage, avis de l'architecte des bâtiments de France, etc.) ; 2) les études et rapports acoustiques liés aux nouvelles infrastructures routières (revêtements, protection acoustique envisagée, choix des matériaux, etc.) ; 3) les plans relatifs aux travaux réalisés ; 4) toute autre pièce relative aux travaux de réaménagement des abords de la basilique.	08/10/2020	20/10/2020	Oui			
20202436	Mairie de Gignac-la-Nerthe	copie des documents suivants : 1) la déclaration d'ouverture de chantier et la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des		28/09/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		travaux du permis de construire n° X accordé le 10 septembre 2010 à Monsieur X ; 2) le dossier complet du permis de construire refusé à Monsieur X sur sa demande présentée le 12 mars 2009 et complétée le 2 juin 2009, portant sur l'extension d'une habitation et la création d'un local commercial ; 3) le dossier complet du permis de construire modificatif n° X ayant fait l'objet d'une décision de rejet tacite ; 4) le dossier complet du permis de construire modificatif n° X accordé le 4 septembre 2019 ; 5) toute autre déclaration préalable ou demande de permis éventuellement accordée, refusée ou classée sans suite sur ce terrain depuis le permis de construire du 10 septembre 2010.						
20202437	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication, sous format papier ou numérique, de son dossier administratif personnel, et notamment de toutes les pièces enregistrées dans ce dossier depuis le 1er septembre 2014.		12/10/2020	Oui			
20202446	Mairie de Saint-François (Guadeloupe)	communication du rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'assainissement (RPQS) complet, de l'année 2018.	08/10/2020	19/10/2020				
20202447	Mairie de Saint-Vincent-de-Barbeyrargues	communication, soit par courrier électronique, soit au format papier ou soit sur place sur clé usb, de l'ensemble des procès-verbaux des conseils municipaux de 2014, dans leur version intégrale.		28/09/2020				
20202455	Centre hospitalier de la Côte Basque (CHCB)	communication, par voie postale, d'une copie de son entier dossier médical personnel.		12/10/2020	Oui			
20202459	Service départemental d'incendie et de secours de La Réunion (SDIS 974)	copie de la seconde expertise médicale en date du 17 décembre 2019 réalisée par la docteur X, relative à son accident de plongée de juillet 2015, reconnu accident du travail.		28/09/2020	Oui			
20202460	Mairie de Flers-en-Escrebieux	communication de l'entier dossier administratif concernant la destruction du mur séparant la parcelle X appartenant à sa mère et la parcelle X appartenant à la X sur laquelle a été construit un cabinet d'ortophoniste, ainsi que sa reconstruction.		28/09/2020				
20202467	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès sachant que l'administration impose des exigences complémentaires, à savoir la transmission d'une enveloppe avec une liasse postale affranchie au tarif recommandé, un justificatif de domicile, la justification de son mandat d'avocat.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202468	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de l'intégralité du dossier scolaire relatif à son fils X, autiste Asperger, né le X, dont elle est la représentante légale et titulaire de l'autorité parentale, et qui était scolarisé au collège Jean Perrin de Vitry-sur-Seine en classe de 3ème, notamment les éléments relatifs à ses absences et à ses retards non justifiés.	24/09/2020	30/09/2020	Oui			
20202472	Tribunal judiciaire d'Avignon	copie des commissions 84-09-004 et 84-09-005, concernant respectivement, Monsieur X et Monsieur X, délivrées le 15 décembre 2009 et enregistrées auprès du tribunal d'Avignon.	24/09/2020	14/10/2020				
20202475	Mairie de Saulon-la-Chapelle	copie, en format papier ou électronique, de l'entier dossier de révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune adopté par délibération du conseil municipal en date du 16 mars 2018, notamment : 1) la délibération approuvant la révision du PLU dans sa totalité (en particulier son annexe) ; 2) la délibération du 25 août 2014 décidant de recourir à la révision du PLU ; 3) la délibération du 20 novembre 2017 définissant les objectifs poursuivis ; 4) les comptes rendus des débats du conseil municipal sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ; 5) le bilan de la concertation en date du 8 avril 2019 ; 6) la délibération du 13 mai 2019 arrêtant le projet de PLU ; 7) les avis des personnes publiques associées ; 8) l'arrêté d'ouverture d'enquête publique en date du 16 octobre 2019.		28/09/2020	Oui			
20202479	Centre hospitalier régional universitaire de Lille	copie, avec règlement des frais à sa charge, des documents suivants : 1) l'intégralité du dossier administratif de son client ; 2) le cas échéant, et pour le cas où ces documents ne seraient pas inclus au sein de son dossier administratif : a) toute évaluation, notation ou document relatif à sa manière de servir ; b) tout compte rendu d'entretien dressé en sa présence ou le concernant ; c) l'intégralité des fiches de poste correspondant aux emplois qu'il a occupés.		28/09/2020	Oui			
20202481	Centre intercommunal d'action sociale du grand Autunois Morvan (CIAS 71)	communication du règlement des aides facultatives.	24/09/2020	30/09/2020	Oui			
20202483	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône (DSDEN 13)	communication des éléments (notes et appréciations) concernant son fils, X, qui n'auraient pas permis à la commission d'admission de le retenir parmi les 24 élèves admis en classe de CE1 de l'école communale du Cours Julien à Marseille (13006).	24/09/2020	30/09/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20202484	Centre hospitalier universitaire de Nice (CHU de Nice)	copie, et remise en main propre, de l'intégralité du dossier médical de son fils X né le X, actuellement détenu par le service réanimation néonatale de l'hôpital l'Archet, notamment les pièces suivantes : 1) les CDs des scanners et IRM ; 2) les clichés de radiologie (Échographie transfontanellaire, Échographie abdominale, Échographie cardiaque, radiographie du squelette) et leurs comptes rendus relatifs ; 3) les comptes rendus des explorations fonctionnelles (ecg, eeg) ; 4) les comptes rendus du fond d'œil ; 5) les bilans sanguins et urinaires complets ; 6) les comptes rendus d'hospitalisation ; 7) les courbes de croissance (poids, taille, périmètre crânien).		01/12/2020				
20202487	Direction départementale des territoires et de la mer des Landes (DDTM 40)	communication, par courrier électronique, sous forme d'une ou plusieurs cartes géographiques renseignées avec indication des limites communales et de l'échelle, de l'emplacement de toutes les tonnes de chasse au gibier d'eau implantées sur les communes de Bénesse-Maremne, Orx, Saint-André-de-Seignanx, Saint-Martin-de-Seignanx et Labenne.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202488	Mairie de Saint-Mesmin	communication, par courrier électronique, des procès-verbaux de réunions du conseil municipal des 3 février, 10 mars, 26 mai, 8 juin et 10 juillet 2020.		28/09/2020				
20202490	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de l'association « X » (X), de la liste des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOPA dont était ou est titulaire cette association, ainsi que la liste des établissements détenteurs et leur adresse.		03/11/2020				
20202496	Ministère de la Justice	copie des documents suivants, relatifs à son client, actuellement incarcéré au centre de détention de Bapaume : 1) la décision ayant ordonné la saisie de son ordinateur en cellule (unité centrale, clavier, souris et enceintes audios) au sein de l'établissement ; 2) la liste de son paquetage à son arrivée et à son départ du centre pénitentiaire de Lille-Séquedin ; 3) la liste de son paquetage à son arrivée et à son départ du centre pénitentiaire de Fresnes.		28/09/2020	Oui			
20202499	Préfecture de l'Yonne	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020				
20202501	Préfecture de la Vendée	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	15/10/2020	Oui			
20202508	Préfecture de la région Occitanie	communication, sous forme dématérialisée, des documents suivants, dont les permaliens indiqués sur le site internet de la préfecture de région ne fonctionnent pas : 1) l'état d'avancement, depuis 2007, des fonds européens structurels et d'investissement (FESI), dans leur programmation 2007-2013 en Midi-Pyrénées, notamment celui du : a) fonds européen de développement régional (FEDER) ; b) fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ; c) fonds social européen (FSE) ; 2) la liste des bénéficiaires des FESI 2007-2013 en Midi-Pyrénées.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20202510	Communauté d'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines (CASQY)	communication d'une copie, de préférence dématérialisée à défaut au format papier, des documents relatifs au PLU de la commune de Maurepas approuvé par la délibération du conseil communautaire du 26 septembre 2019 : 1) la note de synthèse du conseil communautaire ; 2) le tableau des modifications apportées après enquête publique sur lequel a porté le vote du conseil communautaire revêtu du cachet de sa transmission en préfecture.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202521	Groupe hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis	communication du dossier médical de son client, incarcéré à la maison centrale de Saint-Martin-en-Ré, alors que le centre hospitalier réclame la copie de la carte d'identité de son client pour traiter sa demande.	29/10/2020	05/11/2020	Oui			
20202530	Comité départemental de boxe du Rhône et de la métropole de Lyon	communication des documents suivants : 1) le procès-verbal de l'assemblée générale électorale relative au mandat 2016-2020 ainsi que tout document concernant d'éventuels changements dans la composition du bureau directeur durant le mandat ; 2) le compte rendu de résultat et le budget prévisionnel qui avaient été approuvés lors de la dernière assemblée, ainsi que le dernier bilan comptable ; 3) le rapport financier de l'année précédente (2018-2019) ; 4) la liste des clubs du Rhône et leur nombre de voix ; 5) le rapport d'activité de l'année précédente (2018-2019) par actions engagées ou soutenues par le comité départemental ;	24/09/2020	02/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		6) les copies des statuts et du récépissé de déclaration à la préfecture.						
20202531	Préfecture de la Haute-Corse	communication d'une copie de la décision concernant sa demande de naturalisation, enregistrée sous le n° de dossier X, qui a fait l'objet d'une décision défavorable notifiée par lettre recommandée le 3 mars 2020.		28/09/2020				
20202532	Ministère de l'Intérieur	communication d'une copie de la décision concernant sa demande de naturalisation, enregistrée sous le n° de dossier X, qui a fait l'objet d'une décision défavorable notifiée par lettre recommandée le 3 mars 2020.		28/09/2020	Oui			
20202535	Fondation Lenval	copie de l'intégralité du dossier médical de son fils X né le X, actuellement détenu par les services de chirurgie viscérale, pédiatrie, cardiologie et réanimation pédiatrique de l'établissement, notamment les pièces suivantes : 1) les CDs des scanners et IRM ; 2) les clichés de radiologie (Échographie transfontanellaire, Échographie abdominale, Échographie cardiaque, radiographie du squelette) et leurs comptes rendus relatifs ; 3) les comptes rendus des explorations fonctionnelles (ecg, eeg) ; 4) les comptes rendus du fond d'œil ; 5) les bilans sanguins et urinaires complets ; 6) les comptes rendus opératoires ; 7) les comptes rendus d'hospitalisation.		01/12/2020	Non			
20202537	Direction départementale de la protection des populations de l'Aisne (DDPP 02)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20202538	Direction départementale de la protection des populations de l'Ain (DDPP 01)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20202539	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Allier (DDCSPP 03)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20202540	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Alpes de Haute-Provence (DDCSPP 04)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20202541	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Alpes (DDCSPP 05)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20202547	Ministère de la Transition écologique	communication, par publication en ligne, des documents transmis par la direction générale énergie climat (DGEC) aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), comprenant une liste des personnes morales « tenues d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre » conformément à l'article L229-25 du code de l'environnement.	08/10/2020	14/12/2020				
20202548	Caisse primaire d'assurance maladie de la Haute-Garonne (CPAM 31)	communication, par consultation gratuite sur place, de tous les éléments de son dossier administratif et médical détenus par la CPAM, notamment les pièces relatives à son accident du travail de décembre 2013.		28/09/2020	Oui			
20202550	Rectorat de l'académie de Poitiers (AC 86)	consultation de son dossier administratif.		28/09/2020	Oui			
20202551	Mairie de Case-Pilote	copie de l'intégralité des dossiers de demande de permis de construire et des avis rendus en cours d'instruction, portant sur un terrain situé Nicolo, B 1265, sur le territoire communal et délivrés à : 1) la société X le 21 avril 2008 (n° X) ; 2) Monsieur X le 11 décembre 2012 (n° X), prorogé le 29 septembre 2014 et renouvelé le 26 juillet 2016.		28/09/2020				
20202552	Préfecture du Puy-de-Dôme	communication des documents suivants : 1) la réponse de Clermont Auvergne Métropole aux observations de la Préfecture notifiées par courrier le 23 janvier 2019 ; 2) les observations et échanges relatifs au RIFSEEP entre la préfecture et Clermont Auvergne Métropole postérieurs aux observations de la Préfecture du Puy Dôme notifiées par courrier le 23 janvier 2019.	08/10/2020	21/10/2020	Oui			
20202555	Mairie de Gironville-sur-Essonne	communication, à ses frais, de préférence par voie électronique, du plan local d'urbanisme de la commune.		08/10/2020				
20202559	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	communication, par publication en ligne, gratuitement, sans authentification et à des fins de réutilisation, de la base de données des bilans des émissions de gaz à effet de serre (GES) déposés par des personnes morales (entreprises, associations, collectivités, établissements publics ou services de l'État) sur la plateforme www.bilans-ges.ademe.fr, volontairement ou au titre de l'article L229-25 du	08/10/2020	14/12/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		code de l'environnement.						
20202568	Mairie de Lesparre-Médoc	copie des courriels adressés par les docteurs X, médecin généraliste exerçant en tant que remplaçant sur le nord Médoc, et X exerçant pour SOS Médecins à Bordeaux, attirant l'attention du maire sur les atteintes à la santé des fumées des barbecues.	08/10/2020	21/10/2020	Fin			
20202572	Mairie de Pelleport	copie, par courrier ou par courrier électronique, des documents suivants relatifs au Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, approuvé par délibération en date du 6 mai 2010 et modifié par délibération en date du 5 octobre 2016 : 1) la délibération approuvant le PLU en 2010 ; 2) le rapport de présentation et le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU (s'agissant de la procédure d'approbation du PLU en 2010 et de la procédure de modification du PLU en 2016) ; 3) le dossier d'enquête publique accompagné du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur et des avis des personnes publiques associées (s'agissant de la procédure d'approbation du PLU en 2010 et de la procédure de modification du PLU en 2016) ; 4) le plan de zonage du PLU issu de la délibération de 2010 et du plan de zonage antérieur au PLU de 2010.		28/09/2020	Oui			
20202573	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, sachant que l'administration impose des exigences complémentaires à savoir la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, avec demande d'accusé de réception ainsi que la justification de son mandat.	08/10/2020	21/10/2020	Oui			
20202577	Université de Lorraine	communication des avis motivés du directeur de l'unité de recherche de rattachement et du directeur de la composante formulé après consultation du conseil de la composante.	24/09/2020	30/09/2020	Fin			
20202579	Mairie de Belesta	communication du permis de construire n° X accordé à Monsieur X.		28/09/2020	Oui			
20202581	Mairie de Corbreuse	communication des documents suivants relatifs au PLU de la commune : - l'avis rendu par Madame la sous-préfète d'Étampes appelant à des demandes d'ajouts, d'adaptations et d'évolutions du PLU de la commune ; - le compte rendu du conseil municipal du 3 Juillet 2020 ; - la délibération en sous-préfecture au titre du contrôle de légalité du 16 Mars 2020.		12/10/2020	Oui			
20202584	Centre hospitalier Emile Durkheim	communication de la copie du dossier médical de son client, incarcéré à la maison d'arrêt d'Épinal, notamment : 1) le compte rendu d'hospitalisation ; 2) le compte rendu des radiographies de son genou, effectuées au mois d'avril ou de mai 2020.		15/10/2020	Oui			
20202587	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision ayant ordonné le placement à l'isolement de son client au sein de la Maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, ainsi que le dossier contradictoire afférent.		09/10/2020	Oui			
20202592	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision ayant ordonné le déclassement d'emploi de son client en 2019 au Centre de détention de Châteaudun.		09/10/2020	Oui			
20202594	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision ayant ordonné la saisie des cahiers de brouillon de son client, ainsi que les courriers écrits à ses parents lorsque l'intéressé était incarcéré au Centre de détention de Joux-la-Ville.		28/09/2020	Fin			
20202599	Agence régionale de santé Pays de la Loire (ARS 44 - Direction générale)	communication des documents suivants, mentionnés sur le site internet de la clinique mutualiste de l'estuaire à Saint-Nazaire : 1) l'instruction de l'agence régionale de santé relative à la déprogrammation des interventions non-urgentes (mars 2020) ; 2) les directives nationales relatives à la prévention du risque épidémique lié au coronavirus.	24/09/2020	24/12/2020	Oui			
20202605	Centre hospitalier d'Ardèche Nord (CHAN)	communication de l'intégralité de son dossier médical, notamment les clichés originaux réalisés en 2011, afin de pouvoir poursuivre son nouveau suivi dans un autre établissement.		28/09/2020	Oui			
20202608	Direction départementale de la protection des populations du Val-d'Oise (DDPP 95)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20202610	Direction départementale de la protection des populations de l'Essonne (DDPP 91)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20202611	Direction départementale de la Protection des Populations du Val-de-Marne (DDPP 94)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20202612	Direction départementale de la protection des populations des Hauts de Seine (DDPP 92)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	17/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20202613	Direction départementale de la protection des populations de Seine-Saint-Denis (DDPP 93)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20202615	Mairie de Montjoyer	communication des documents suivants : 1) les factures et devis concernant les délibérations 50 et 51 de l'année 2019 ; 2) le détail des comptes 012, 6531, 6532, 10226 concernant l'exercice 2019.		20/10/2020	Oui			
20202616	Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)	publication en ligne, dans un format ouvert, réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, de l'intégralité de la base de données des unités légales et établissements de la Gendarmerie Nationale, à l'échelle nationale et locale, contenues dans le répertoire Sirene administré par l'INSEE.	24/09/2020	02/11/2020	Oui			
20202618	Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne	communication des documents sur la base desquels les rédacteurs du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) « d'Entre 2 Lacs » ont fait : 1) apparaître des zones humides sur les parcelles suivantes, sises sur la commune de Siran, lui appartenant : a) X et X ; b) X, X, X, X, X, X, X, X, X ; 2) figurer des corridors écologiques sur tout ou partie des parcelles X, X, X, X, X, X, X, X, X, X.	24/09/2020	30/09/2020				
20202625	Centre hospitalier universitaire de Nice (CHU de Nice)	communication d'une copie du dossier médical de son client.		02/10/2020	Fin			
20202631	Préfecture de la Haute-Savoie	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs du département.	24/09/2020	19/10/2020	Oui			
20202632	Mairie d'Auffargis	copie des délibérations suivantes précisant les conditions d'octroi des régimes indemnitaires et avantages en nature des agents publics de la commune : 1) le versement de la prime de fin d'année ou du 13ème mois aux agents de la commune ; 2) les avantages en nature, notamment les conditions d'octroi des chèques cadeaux dont une agente, Madame X, n'a pas bénéficiés.		02/10/2020				
20202635	Ministère de l'Intérieur	communication de la circulaire ministérielle régissant le document intitulé « Reçu de dépôt de candidature - élections municipales et communautaires 2020 - communes de 1000 habitants et plus ».	08/10/2020	19/10/2020				
20202636	Ministère de la Justice	communication de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée au Centre pénitentiaire de Villeneuve-les-Maguelone.		06/10/2020	Fin			
20202663	Ministère de l'Intérieur	publication en ligne, dans un format ouvert, réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, de l'intégralité de la base de données des unités légales et établissements de la Gendarmerie Nationale, à l'échelle nationale et locale, contenues dans le répertoire Sirene. administré par l'INSEE.	24/09/2020	02/11/2020				
20202665	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de tous les documents relatifs à la taxe foncière pour l'année 2018 sur un bien situé X dont il est propriétaire, notamment ceux ayant conduit l'administration fiscale à considérer que la mutation le rendant redevable de cette taxe aurait eu lieu en 2017.		08/10/2020				
20202667	Mairie d'Abscon	communication du délibéré du conseil municipal relatif à l'acquisition foncière du terrain situé rue Émile Zola, à proximité de l'enseigne CARREFOUR CONTACT.		02/10/2020	Oui			
20202668	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	communication, en sa qualité de conseiller régional, des conventions passées avec les communes, intercommunalités et départements, en termes d'aides économiques dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus.		08/10/2020				
20202674	Centre hospitalier de Freyming-Merlebach	communication de l'intégralité de son dossier médical.		12/10/2020	Oui			
20202680	Ministère de la Justice	communication, pour son client incarcéré au Centre de détention de Melun, des documents suivants : 1) une copie du relevé de compte nominatif du mois de mai 2020 ; 2) une copie de l'avis de la Commission pluridisciplinaire unique statuant au titre de l'aide indigence au mois de mai 2020.		06/10/2020				
20202685	Caisse primaire d'assurance maladie du Val d'Oise (CPAM 95)	communication du rapport médical complet le concernant établi par le médecin conseil pour fixer son taux d'incapacité.		12/10/2020				
20202698	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication de son relevé de carrière et de cotisations complet du 1er octobre 2010 au 31 mars 2020.		05/10/2020				
20202701	Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure (DDTM 27)	communication, suite à la réception d'un certificat d'urbanisme non réalisable notifié par la commune de Thuit-de-l'Oison, des pièces d'urbanisme suivantes : - la lettre de saisine de la DDTM ; - le ou les plans qui s'y attachent.		05/10/2020				
20202705	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de son client constitué	29/10/2020	06/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		depuis le 23 août 1990, sachant que seule la période courant du 19 janvier 2012 au 25 février 2019 lui a été transmise.						
20202718	Syndicat Intercommunal pour la Construction et l'Exploitation d'un Chenil (SICEC) de Pierrelatte	communication de l'avis rendu par le comité médical concernant sa cliente.		08/10/2020				
20202721	Ministère des armées	communication des documents suivants le concernant : 1) le relevé de période ou un certificat de travail ; 2) le relevé de carrière du plan amiante.	08/10/2020	21/10/2020	Fin			
20202722	Institut de formation en soins infirmiers du Centre hospitalier universitaire de Nice (IFSI 06)	communication de l'intégralité de son dossier scolaire de formation en soins infirmiers.	24/09/2020	29/09/2020	Oui			
20202723	Mairie de Saint-Denis (93)	communication de la liste des biens préemptés par la mairie depuis 2010 comprenant notamment la destination de chaque bien préempté.	08/10/2020	19/10/2020				
20202728	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents se rapportant à la saisie immobilière de la propriété X, à Méry-ès-Bois (Cher) dont la transcription a été faite au bureau des hypothèques de Sancerre le 18 septembre 1925, notamment les actes de saisie et les inscriptions.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20202729	Préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin	communication des documents de fin de contrat concernant son contrat à durée déterminée du 02/11/2016 au 01/11/2019, comme directrice du programme de coopération territoriale européenne : 1/ le certificat de travail ; 2/ l'état de situation précis de ses congés à la fin de son contrat.		05/10/2020				
20202730	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, dans le cadre des travaux de requalification de la rue Beauvau à Marseille (13001), d'une copie des documents suivants : 1) les plans d'exécution des travaux ; 2) les plans de récolement des différents réseaux avant et après les travaux ; 3) les avis de l'architecte des bâtiments de France ; 4) les éventuelles autorisations au titre du code du patrimoine des travaux ainsi que les dossiers de demande qui y seraient annexés.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202731	Mairie de La Rochelle (17)	communication des deux annexes des comptes rendus financiers de l'association « Vlealeubal » subventionnée par la mairie, pour les années 2017, 2018 et 2019.	08/10/2020	19/10/2020	Par			
20202736	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	communication des extraits des procès-verbaux des commissions administratives paritaires (CAP) des ingénieurs de l'industrie et des mines CAP du 20 novembre 2018, du 23 mai 2019 et du 7 novembre 2019, pour la partie le concernant.		14/10/2020				
20202738	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par courrier électronique, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes d'accès internet.		08/10/2020				
20202753	Ministère des armées	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle sur sa grand-mère, du dossier, intégral et sans occultation, concernant sa mère, Madame X, conservé par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre,	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20202760	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des écritures de 2014 à 2017 imputées aux budgets de l'eau et de l'assainissement.		09/12/2020	Oui			
20202763	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	copie des flux financiers, audits, budget prévisionnel et le compte financier pour les années de 2016 à 2020. recueillis chaque année de l'établissement scolaire Franco-Péruvien opéré par l'AEFE – Lima.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202764	Ministère de la Justice	copie de l'intégralité du dossier administratif de son client détenu au centre pénitentiaire de Guyane.		14/10/2020	Fin			
20202769	Communauté de communes du Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons	communication, au format pdf, par courrier électronique à l'adresse mail fournie par ses clientes, des documents suivants : 1) le compte administratif 2016 de la communauté de communes des Sept Vallons avec les annexes complètes ; 2) le compte de gestion 2016 du budget principal de la communauté de communes des Sept Vallons ; 3) le compte administratif 2017 de la communauté de communes du Saint-Affricain avec les annexes complètes ; 4) le compte de gestion 2017 du budget principal de la communauté de communes du Saint-Affricain ; 5) l'inventaire des biens de la communauté de communes des Sept Vallons au 31 décembre 2016 ; 6) le détail des subventions équipements reçues entre 2013 et 2016 par la communauté de communes des Sept Vallons et notamment celles concernant la voirie.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20202770	Lycée Marc Bloch de Val-de-Reuil	consultation ou obtention de copie des grilles d'évaluation des épreuves orales de mercatique, anglais et espagnol du baccalauréat STMG 2019 de son fils.	08/10/2020	27/10/2020	Oui			
20202773	Ministère de l'Intérieur	copie des extraits des procès-verbaux des commissions administratives paritaires locale et nationale liés à l'étude de son dossier en vue d'une nomination au grade de major de police :		14/10/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) CAPL du 13 mars 2019 ; 2) CAPN du 4 juin 2019 ; 3) CAPL de 2020.						
20202774	Mairie de Marseille	communication du permis de construire X.		14/10/2020	Oui			
20202779	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication d'une copie de son entier dossier médical, et notamment les documents suivants : 1) les transmissions infirmières relatives à sa prise en charge au centre hospitalier ; 2) le dossier de l'anesthésiste ; 3) le suivi médical et les comptes rendus d'examens et de consultations.		15/10/2020	Oui			
20202780	Mairie de Montjoyer	copie, par courrier électronique, des délibérations du conseil municipal depuis la délibération n° 66-2019.		02/12/2020				
20202788	Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB)	copie de l'export, sous un format de fichier géographique courant (SHP, Geojson), du fichier présentant le découpage géographique anonymisé des parcelles viticoles de la Gironde, à l'image de ce qui est produit dans le cadre du registre parcellaire graphique du monde agricole (https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/registre-parcellairegraphique-rpg-contours-des-parcelles-et-ilots-culturels-et-leur-groupe-de-cultures-majoritaire/) et tel que les utilisateurs du site www.bordeauxprof.com peuvent le consulter.	08/10/2020	20/10/2020	Non			
20202794	Préfecture de la Marne	copie de l'arrêté préfectoral ayant octroyé la médaille du travail le 01 janvier 2010 à son père Monsieur X.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20202796	Pôle emploi	communication des informations sur le calcul de son allocation chômage ARE, afin de vérifier les éléments pris en compte et ayant servi à ce calcul, conformément à l'article L311-3-1 du code des relations entre le public et l'administration.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202798	Caisse primaire d'assurance maladie du Calvados (CPAM 14)	communication de son relevé d'indemnités journalières de février 2007.		20/10/2020				
20202804	Association d'hospitalisation à domicile HAD 39	communication du détail explicite des prestations versées pour la période du 1er au X, ainsi que de tous les relevés de remboursements du 24 février au 30 mars 2020 relatifs aux soins reçus par leur mère, Madame X, décédée le X dont ils sont les ayants droit.	24/09/2020	03/11/2020				
20202811	Mairie de Marseille	communication des titres de concessions funéraires des sépultures sises dans le cimetière Saint-Pierre aux adresses suivantes : 1) carré 2, 1er rang, Sud-Ouest, tombe n° 61 (inhumation de X le 23 septembre 1970) ; 2) carré 3 « vrai Ouest », 1er rang, n° 2 (inhumation de X le 22 avril 1917) ; 3) midi du carré 3 bis, 2e rang, n° 7 (inhumation de X le 4 novembre 1892) ; 4) carré 8 (carré militaire), tranchée 7, piquet 24 (inhumation de X en février 1960) ; 5) carré 17, intérieur du 3e rang, n° 37 (inhumation de X le 27 janvier 1942) ; 6) carré 40, 27e rang, n° 13 (inhumation d'X le 25 octobre 1961).	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20202812	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente relatif à l'avis du collège des médecins de l'OFII en date du 31 janvier 2020 ainsi que les éléments ayant permis au collège des médecins de soutenir que le défaut de sa prise en charge médicale ne devrait pas entraîner de conséquences d'une exceptionnelle gravité, sachant que l'administration exige préalablement à cette communication un justificatif d'identité de Madame X et la copie de la carte professionnelle de Maître X ou le numéro de son inscription au barreau.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202822	Mairie de Heilles	communication d'une copie ou consultation sur place des documents suivants : 1) le bordereau de transmission adressé par l'administration fiscale à la mairie concernant le formulaire « 6683-SD » daté du 4 avril 2019 titré « Mise à jour des valeurs locative servant de base aux impositions directes locales » et destiné à l'affichage en mairie ; 2) l'inscription de cette pièce dans le registre de réception du courrier de la mairie ; 3) le document « 6683-SD » contresigné par le maire lors de l'affichage en mairie ; 4) la page concernant ce document dans le registre de la mairie tenu dans les conditions prévues à l'article R2121.9 du code général des collectivités territoriales.		26/10/2020	Fin			
20202829	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis le mois de janvier 2019 à la Maison centrale d'Arles.		06/10/2020	Oui			
20202834	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie intégrale du dossier médical de son client, détenu par l'Hôpital Universitaire de la Pitié Salpêtrière.		06/10/2020	Oui			
20202838	Préfecture de la Haute-Garonne	communication, dans le cadre de l'organisation d'une cousinade, de l'intégralité des listes électorales des communes du département.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20202840	Caisse primaire d'assurance maladie des Deux-Sèvres (CPAM 79)	communication des documents suivants concernant sa cliente : 1) l'avis motivé du médecin du travail ; 2) le rapport du service médical de la caisse sur sa maladie, transmis au comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles.		27/10/2020	Oui			
20202843	Mairie des Bréviaires	communication, sous format dématérialisé ou, le cas échéant, au format papier, dont les frais seront à la charge de son client, des documents suivants : 1) la délibération engageant la procédure d'élaboration du PLU et fixant les modalités de la concertation ; 2) le débat portant sur le PADD avant mars 2018 ; 3) les documents constitutifs du projet de PLU arrêté en le 2 mars 2018, avec les avis et portés à connaissance des PPA pour ce projet arrêté, et la délibération arrêtant ce projet et le bilan de la concertation ; 4) le débat portant sur le PADD avant juin 2019 ; 5) la délibération du 25 juin 2019 arrêtant le projet de PLU et procédant au bilan de la concertation ; 6) l'arrêté organisant l'enquête publique, ainsi que les preuves de publicité de cette enquête publique ; 7) la note de synthèse pour la délibération du 28 février 2020 du conseil municipal des Bréviaires approuvant le PLU ; 8) les avis des PPA émis pour le second projet arrêté pour l'enquête publique de 2019, dont celui du PNR de la Vallée de Chevreuse ; 9) le registre de consignation des avis et remarques du public, les annexes du rapport du commissaire enquêteur du 19 décembre 2019, non disponible sur le site de la commune, ni sur le site géoportail ; 10) le diagnostic juridique réalisé dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale confiée à SOLIHA 78 et à l'ADIL 78 (juin 2016) mentionné dans le rapport de présentation.		05/10/2020				
20202845	Hôpitaux universitaires de Strasbourg (CHRU)	communication de l'intégralité de son dossier médical détenu par le service Oncologie-Hématologie adulte de l'Institut de cancérologie Strasbourg Europe.		15/10/2020	Oui			
20202848	Mairie de Sainte-Rose (La Réunion)	communication, par voie électronique, au format csv et sans frais, de la liste des électeurs de la commune.	29/10/2020	05/11/2020				
20202849	Communauté d'agglomération Pays Basque	copie, par envoi postal ou courrier électronique, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2015 à 2019 comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 2) les budgets primitifs des années 2015 à 2020 comprenant l'état de répartition de la TEOM ; 3) les délibérations fixant le taux de la TEOM au titre des années 2015, 2016 et 2017.		19/11/2020	Oui			
20202850	Comédie française	communication des rapports financiers de 2018 et 2019.	08/10/2020	16/10/2020				
20202854	Préfecture des Yvelines	communication, dans le cadre de l'organisation d'une cousinade, de l'intégralité des listes électorales des communes du département.	08/10/2020	19/10/2020	Non			
20202855	Mairie du Bellay-en-Vexin	communication, par voie électronique, d'une copie de la délibération relative à l'élection du maire qui a fait suite aux élections municipales de mars 2001.		19/10/2020	Par			
20202856	Mairie de Mornant	communication de toutes les décisions ayant interdit l'accès aux équipements sportifs durant la période de confinement et prévoyant explicitement la sanction de suspension du badge d'accès pour tout contrevenant.	08/10/2020	16/10/2020				
20202862	Préfecture de la Mayenne	communication, par voie électronique, des comptes administratifs 2019 et budgets primitifs 2020 de la commune de Nuillé-sur-Vicoin.		05/10/2020	Oui			
20202863	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie de son dossier médical personnel détenu par l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière.		06/10/2020				
20202867	Mairie de Partinello	consultation, en mairie, des documents publics relatifs au plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur, notamment : 1) le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ; 2) le rapport de présentation ; 3) le document graphique (carte de zonage) ; 4) le règlement ; 5) les annexes (emplacement réservé, carte des servitudes, risques, réseaux, etc).		05/10/2020	Fin			
20202869	Groupe scolaire Jean Vilar et Albert Camus de Roquemaure	communication des données suivantes : 1) le nombre d'enfants accueillis par l'école pendant la période dite de confinement, soit entre le 17 mars 2020 et le 29 mai 2020, par niveau du CP au CM2 ;	08/10/2020	19/10/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le nombre d'enfants accueillis par l'école pendant la première période dit de déconfinement, soit du 2 au 19 juin 2020, par niveau du CP au CM2 ; 3) le nombre de jours d'accueil hebdomadaires des enfants accueillis ; 4) le nombre d'enfants refusés à l'école, pendant la période du 2 au 19 juin 2020, en raison des limites physiques imposées par les règles sanitaires, par niveau du CP a u CM2.						
20202877	Premier ministre	communication par voie électronique et par publication en ligne, sur la page https://www.gouvernement.fr/decisions-du-premier-ministre , de la décision concernant l'initiative d'excellence « IDEX LYON », et autorisant, après examen par le jury en novembre 2019, la poursuite du projet et l'avenant à la convention attributive d'aide.	29/10/2020	06/11/2020				
20202880	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69)	communication, à la suite de l'incendie de l'usine X sur la commune de X, des échanges relatifs aux suites données à la pollution du sol par les eaux d'extinction dudit incendie, émis ou reçus, entre la réception par la DREAL des analyses de sols confirmant les pollutions et le 24 juillet 2020 : 1) les échanges internes entre les services de la DREAL ; 2) les échanges externes entre les services de la DREAL et la commune de X.	08/10/2020	19/10/2020				
20202882	Ministère de la Justice	communication d'une copie des documents suivants concernant sa cliente, incarcérée au centre de détention de Joux-La-Ville, sachant que l'administration a adressé directement sa réponse à l'intéressée et non à son conseil : 1) la liste de ses effets personnels figurant à son vestiaire ; 2) la décision ayant ordonné la saisie de ses draps en cellule 3) la décision ayant ordonné la saisie de sa trousse de toilette à son retour de permission.	08/10/2020	16/10/2020	Oui			
20202884	Rectorat de l'académie de Bordeaux (AC 33)	copie du courrier référencé AQU1 18 2900001275 l'informant d'un indu à rembourser relatif à une démission en 2017.		20/10/2020	Fin			
20202895	Mairie de Montreuil	copie, de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de sa cliente, l'administration proposant uniquement une consultation sur place.		19/10/2020	Oui			
20202896	Mairie de Bonnelles	copie, en version numérisée et par courrier électronique, des plans de masse (plan PC2-A, PC2-B et PC2-D), des plans du rez-de-chaussée, du sous-sol, du 1er étage, du 2ème étage et des combles, concernant le permis de construire modificatif n°X délivré le 14 mars 2020 à la X, l'administration ayant seulement proposé de les consulter en mairie au motif que leur format ne permet pas de les scanner.		08/10/2020	Oui			
20202898	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	communication, sous format numérique par courrier électronique, des documents suivants : 1) la décision de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation qui confère le grade de licence à la formation « Licence sciences pour un monde durable et impact positif » ; 2) le dossier ayant permis de vérifier les différents critères du cahier des charges prévu par l'arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cahier des charges des grades universitaires de licence et de master.	08/10/2020	19/10/2020	Fin			
20202907	Mairie de Rumilly	communication de l'étude de diagnostic relative à la définition des orientations d'aménagement du secteur « Montpelaz /Tours/Annexion/Repos pour la revitalisation du Centre Ville Rumilly », réalisée par le groupement Epode/Deletraz/Berenice.	08/10/2020	16/10/2020	Oui			
20202908	Ministère de la Transition écologique	communication du rapport réalisé pour le compte de l'éco-organisme ECO-MOBILIER, relatif à la présence de retardateurs de flammes bromés (RFB) dans les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), datant de 2018 ou antérieurement.	08/10/2020	19/10/2020				
20202914	Mairie de Lille	communication des documents suivants : 1) l'entier dossier de déclaration préalable déposé le 20 janvier 2014 par Madame X, enregistré sous le numéro X ; 2) la notice explicative jointe au dossier ; 3) l'arrêté municipal n°14608 pris le 13 mars 2014 ; 4) l'entier dossier de déclaration préalable déposé le 23 janvier 2017 par Madame X, enregistré sous le numéro X ; 5) la notice explicative jointe au dossier ; 6) l'arrêté municipal pris en conséquence.		12/10/2020				
20202916	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité de son dossier médical détenu par l'Hôpital Saint-Louis.		15/10/2020	Oui			
20202924	Mairie d'Uzès	communication, sous format électronique, de préférence via une plateforme de téléchargement, des documents relatifs à la restauration de l'ancien évêché de la ville, à savoir : 1) les diagnostics et études de l'architecte du patrimoine se rapportant à la restauration des couvertures et de la façade, (fronton central) ; 2) les demandes de subventions adressées : a) à la DRAC ;		12/10/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		b) à la région Occitanie ; c) au conseil régional du Gard ; 3) les permis de construire concernant la restauration de l'ancien palais Épiscopal de la ville ; 4) l'intégralité des documents concernant les marchés publics se rapportant à la maîtrise d'œuvre du lot 1, charpente et couverture, et du lot 2, maçonnerie et pierre de taille, notamment : a) le cahier des charges administratives particulières ; b) le cahier des clauses techniques particulières ; c) le cahier des charges techniques ; d) le cahiers des clauses particulières ; e) la délibération de l'attribution ; f) les critères d'attribution retenus.						
20202925	Rectorat de l'académie de Grenoble (AC 38)	communication d'une copie du dossier administratif de ses clients.		12/10/2020	Oui			
20202932	Mairie de Marseille	communication, sans frais sous format numérique par courriel, pour chacune des écoles publiques, de la copie des documents suivants : 1) le dernier rapport de la commission de sécurité incendie ; 2) le dossier technique amiante.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202934	Communauté d'agglomération Beaune Côte et Sud	communication de la délibération relative aux modalités d'attribution de la prime COVID prévue par le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020.		21/10/2020	Oui			
20202935	Centre hospitalier de Roanne	communication du diplôme de docteur en médecine du docteur X.	08/10/2020	21/10/2020	Oui			
20202939	Agence régionale de santé de Bretagne - délégation départementale du Finistère (ARS 29)	communication des résultats d'analyses des rejets d'eau d'un exutoire sur la plage de Porsguen sur la commune de Plougastel-Daoulas.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20202942	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de la liste exhaustive des comptes bancaires et des prêts contenus dans le fichier FICOBA, dont serait titulaire cette société.		14/12/2020				
20202944	Mairie de Mallemoisson	communication, par courrier électronique, de l'intégralité du grand livre comptable de la commune, par article pour l'année 2020, arrêté à la date du 15 aout 2020, l'administration ayant seulement proposé une consultation sur place.		15/10/2020				
20202953	Ministère de la Justice	communication de la copie des relevés de cantines depuis le 1er janvier 2020 de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Fresnes.		21/10/2020	Oui			
20202954	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client.		12/10/2020				
20202955	Direction des services départementaux de l'éducation nationale des Hauts-de-Seine (DSDEN 92)	communication de ses dossiers médicaux : 1) le dossier médical géré par la médecine des personnels ou médecine de prévention ; 2) le dossier médical géré par la direction des ressources humaines (DRH) - affaires médicales.		12/10/2020	Oui			
20202956	Université de Lyon	consultation de l'ensemble des bons de commande liés aux quatre marchés publics numérotés M2018.006 à M2018.009, regroupés sous le code S69.11, portant sur l'accompagnement à la construction de l'université-cible.		02/12/2020	Oui			
20202957	Ministère de l'Intérieur	communication, dans le cadre de son prochain passage devant le conseil de discipline, par consultation sur son lieu de travail ou à son domicile ou par transmission d'une copie, de son dossier administratif ou individuel.		12/10/2020	Oui			
20202959	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, afin de faire valoir les droits de sa cliente dans le cadre d'une succession, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son époux décédé le X, Monsieur X, dossier détenu par le CHU Henri Mondor de Créteil, permettant d'établir l'état de santé physique et mental de celui-ci à la date de l'établissement du testament, le 18 novembre 2018, et des différents actes de dispositions qu'il a effectués en violation de l'ordonnance de mesures conservatoires en dates des 14 et 20 mars et 3 mai 2018.	19/11/2020	25/11/2020				
20202964	Mairie d'Oust	communication, dans le cadre d'un contentieux opposant son client à son ancien propriétaire, du rapport de visite de domicile et des pièces afférentes, rédigé par SOLEHA dans le cadre d'une mission de lutte contre l'habitat indigne, relatif à l'ancien logement en location X à Oust qu'occupait son client.	08/10/2020	21/10/2020	Oui			
20202966	Conseil départemental du Var	communication des documents suivants concernant son client : 1) l'arrêté relatif à sa révocation ; 2) son entier dossier administratif.		12/10/2020	Oui			
20202981	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier, détenu par le consulat général de France à Bamako, de la demande de visa long séjour de sa cliente pour sa fille.		12/10/2020	Non			
20202987	Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-	copie des documents suivants, la concernant : 1) le dossier DALO ;	29/10/2020	06/11/2020	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	Alpes (DRDJSCS 69)	2) l'intégralité de son dossier de demande de logement depuis 2014.						
20202992	Mairie de Poussanges	communication, par voie numérique, en sa qualité de conseillère municipale, des documents suivants : 1) le budget communal voté avant son élection au conseil municipal ; 2) les comptes rendus des différents conseils municipaux.		30/11/2020				
20202993	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, dans le cadre de la mise en place de son dossier de retraite, de l'intégralité de son relevé de carrière actualisé, dans sa totalité pour les années de 2015 à 2020, et pour les trimestres manquants pour les années 1995 à 2014.		01/12/2020				
20202995	Mairie de Rouffiac-Tolosan	communication, à ses frais, par voie dématérialisée par courriel, de la copie des délibérations n° 52-10-2019 et 53-10-2019 du conseil municipal du 23 octobre 2019, portant respectivement sur le retrait de la délibération portant approbation de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme et sur l'approbation de la modification n°1 du PLU.		12/10/2020				
20202996	Mairie de L'Isle-sur-la-Sorgue	communication d'une copie des procès-verbaux des réunions du conseil municipal des 9 juin, 30 juin et 28 juillet 2020.		12/10/2020	Oui			
20203004	Préfecture de l'Essonne	communication du courrier émanant des Maires de Mauchamps, Saint-Sulpice-de-Favières, Boissy-sous-Saint-Yon et Saint-Yon, afin d'obtenir le Plan simple de gestion (PSG) établi par ses clients pour la gestion de leur exploitation forestière.	08/10/2020	16/10/2020				
20203005	La Poste	communication d'une copie des feuilles de présence de Monsieur X pour la période comprise entre le 1er novembre 2019 et le 13 février 2020 inclus.	08/10/2020	16/10/2020	Oui			
20203014	Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)	copie sous forme dématérialisée des documents suivants : 1) tous documents permettant la vision exhaustive par l'ANCT (Mission très Haut Débit), de la composition de l'enveloppe de subventions acquises au titre du financement du RIP (Réseau Initiative Publique) tarnais ; 2) copie de l'étude d'impact que la délégation service public (DSP) du RIP tarnais induit sur cette enveloppe, étude d'impact émanant de l'ANCT (Mission très Haut Débit)..	29/10/2020	06/11/2020				
20203018	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	copie du protocole d'accord signé entre le département, MPM, la ville de Marseille et la SOLEAM relatif à l'aménagement ouest de l'emplacement réservé pour la RD4d		22/12/2020	Oui			
20203031	Collectivité territoriale de Corse	copie de l'autorisation de voirie qui prescrivait des aménagements, à la charge de la copropriété, concernant la résidence Porto Cardo, 1136 route supérieure de Cardo 20200 Bastia.	29/10/2020	06/11/2020				
20203035	Mairie d'Evreux	copie, par voie dématérialisée, des procès-verbaux intégraux des conseils municipaux d'Évreux s'étant tenus aux dates suivantes : 1) le 4 juillet 2020 ; 2) le 10 juillet 2020 ; 3) le 16 juillet 2020.		26/10/2020	Oui			
20203037	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication, par voie postale ou par courriel, des documents relatifs à sa retraite : 1) son relevé de carrière ; 2) la simulation de sa retraite.		19/10/2020				
20203043	Mairie de Meillerie	communication des documents concernant le contentieux lié aux travaux de changement de fenêtre : 1) les trois photos réalisées sur les travaux contestés ; 2) l'arrêté portant commissionnement spécial en matière d'urbanisme tel qu'identifié dans les visas de l'acte.		27/10/2020				
20203044	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication des documents suivants, concernant la liquidation de ses droits à la retraite : 1) l'intégralité des documents administratifs nominatifs et non nominatifs relatifs à la non prise en compte des trois trimestres afférents à l'année 1985 ; 2) les documents nominatifs le concernant, émis par l'organisme pour les années 1986 et 1987.	08/10/2020	19/10/2020				
20203046	Préfecture des Yvelines	copie, par courriel, de l'arrêté de composition de tous les membres de la commission départementale de réforme.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20203060	Centre hospitalier de Jonzac	communication de la copie du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Bédénac, alors que le centre hospitalier indique que son client refuse de demander son dossier médical.	29/10/2020	11/12/2020	Non			
20203066	Mairie de Baume-les-Dames	communication des documents suivants : 1) la délibération approuvant le cahier des prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales (CPAUPE) de la ZAC de Champvans-les-Baumes, sur le territoire de la commune de Baume-les-Dames ; 2) le cahier des charges propre à la cession du lot de la ZAC constitué des parcelles cadastrées X au profit des époux X, et le cas échéant la délibération l'approuvant ;	29/10/2020	06/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) la délibération du conseil municipal du 27 août 2019 soumettant les clôtures à déclaration préalable.						
20203067	Direction départementale des territoires du Tarn-et-Garonne (DDT 82)	communication, par courriel, sans occultation, à la suite d'une première transmission des éléments occultés des mentions non communicables, de l'ensemble des données relatives aux prélèvements en eau réalisés sur les deux puits situés sur le terrain de son client ainsi qu'à proximité immédiate du terrain de celui-ci, depuis août 2018 jusqu'à aujourd'hui, dont l'administration a eu communication, incluant notamment celles faisant apparaître des dépassements des valeurs de concentration dans l'eau de l'herbicide Métolachlor et de ses métabolites (Métolachlor, ESAMétolachlor, OXA-Métolachlor) par rapport à leurs limites de qualité.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20203069	Mairie de Saint-Pathus	communication, de préférence au format électronique, des grands livres comptables de la commune, du centre médical et du centre communal d'action sociale (CCAS) pour l'année 2019.		30/11/2020				
20203073	Mairie d'Albi	communication des documents se rapportant au bar-discothèque le « 14-80 » : 1) les arrêtés municipaux relatifs aux conditions d'exercice de son activité notamment ceux concernant l'heure limite d'ouverture et l'occupation du domaine public ; 2) l'acte ayant donné l'autorisation de stockage de fûts vides de bière, en métal ou en plastique ainsi que des déchets divers, contre le mur du 14-80, dans le passage conduisant vers le parking de la résidence pour étudiants de l'école des mines ; 3) le compte-rendu de la réunion en mairie le 4 juin, citée par Monsieur X dans l'article paru dans La Dépêche le 28 juin et qui mentionne un diagnostic acoustique.	29/10/2020	06/11/2020	Fin			
20203079	Mairie de Saint-Pargoire	communication de l'entier dossier de demande de permis de construire modificatif, délivré le 28 novembre 2018 à la société X, sous le numéro PC 034 28115 00004 M02.		19/10/2020				
20203082	Mairie de Drusenheim	communication, par courriel, dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention du risque inondation (PPRI) de la Moder, soumis prochainement à enquête publique, de la copie du relevé de géomètre prouvant que la parcelle communale située X et cadastrée X, n'est pas inondable.	29/10/2020	05/11/2020	Non			
20203083	Mairie de Tourtour	communication, par courriel, à la suite du recours gracieux formé par sa cliente, des avis émis durant l'instruction du certificat d'urbanisme opérationnel déposé par celle-ci.		26/11/2020	Oui			
20203086	Hospices civils de Lyon (HCL)	communication d'une copie de son dossier médical personnel.		26/11/2020	Oui			
20203088	Communauté d'agglomération La Riviera du Levant	communication du rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'assainissement (RPQS) complet, de l'année 2018.	08/10/2020	19/10/2020	Oui			
20203103	Préfecture du Pas-de-Calais	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduite de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que la préfecture impose que Monsieur X fasse parvenir « une demande écrite accompagnée d'une enveloppe timbrée, de la copie d'une pièce d'identité et si possible de son permis de conduire » et estime que l'avocat du demandeur n'a pas le droit d'accéder à ce document.		26/11/2020				
20203104	Mairie de Saint-Denis (93)	communication d'un extrait du registre des décisions de préemption sur le territoire de la commune, pour les années 2017 à 2020.	08/10/2020	19/10/2020				
20203105	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)	communication de son dossier déposé le 2 juillet 2019 dans le cadre du dispositif d'aide mis en place par le décret n° 2018-1320 du 28 décembre 2018.	29/10/2020	06/11/2020				
20203106	Mairie de Douzy	communication, dans le cadre du litige en cours, opposant sa cliente à l'agence nationale du sport, relatif à la régularité d'une subvention d'aide au financement d'un X au sein de X, accordée le 6 avril 2012, par le centre national pour le développement du sport (CNDS), au bénéfice du X (X) dissout et dont les biens, droits et obligations ont été transférés à la commune de Douzy, des éléments relatifs audit X : 1) la convention conclue entre le propriétaire des locaux, personne de droit public, et la SARL X, société exploitante, à savoir : a) l'autorisation d'occupation temporaire ; b) l'éventuel contrat de partenariat ; c) l'éventuel bail emphytéotique administratif ; 2) le contrat d'emprunt public relatif à l'aménagement du X ; 3) le montant de l'endettement afférent ; 4) le montant des échéances des prêts ; 5) le montant des loyers ou redevances restés impayés.	29/10/2020	11/12/2020				
20203109	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	copie de la proposition de rectification datée du 11 décembre 2019 relative à l'imposition au titre de la TVA pour la période de septembre 2017 à juin 2019 et de l'impôt sur les sociétés (IS) pour la période de septembre 2017 à décembre 2018, pour un montant total de 121 909 €, mis en recouvrement le 28 février 2020 par le Service des impôts des entreprises (SIE) de Bobigny au nom de la X.	29/10/2020	05/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20203112	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste des effets personnels de son client à son arrivée au Centre de détention de Châteaudun, ainsi que la liste de ses effets personnels à l'occasion de son placement au secteur UDV (Unité pour détenus violents) et la liste de ses effets personnels à sa sortie du secteur UDV.		19/10/2020	Oui			
20203114	URSSAF de Poitou-Charentes (URSSAF 86)	communication, par voie postale ou par courriel, des documents relatifs à sa retraite : 1) son relevé de carrière ; 2) la simulation de sa retraite.		19/10/2020	Fin			
20203116	Mairie d'Ecrouves	1) communication des documents suivants : a) les statuts ainsi que le compte rendu de la dernière assemblée générale de l'Amicale du mess du centre de détention d'Ecrouves ; b) les statuts ainsi que le compte rendu de la dernière assemblée générale de la coopérative scolaire de l'école élémentaire de la justice ; 2) consultation de l'ensemble des listes émargées se rapportant aux élections municipales 2020 (Centre, Bautzen et Justice).	29/10/2020	11/12/2020	Fin			
20203118	Centre hospitalier régional universitaire de Nîmes (CHRU)	communication, soit en version papier, soit par voie dématérialisée, à ses frais, à la suite d'une première transmission partielle, de la copie des documents suivants : 1) le nom, ainsi que les caractéristiques techniques du logiciel employé par le CHU aux fins de conservation et de consultation des dossiers médicaux des patients traités au sein de l'établissement ; 2) le journal horodaté des consultations du dossier médical de son client sur les années civiles 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.	29/10/2020	05/11/2020	Non			
20203125	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - Résidence du Petit Logis (EHPAD 79)	communication du dossier médical de son père décédé, Monsieur X, afin d'évaluer sa situation physique et morale lors de son séjour de mai 2010 à février 2016 dans l'établissement.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203133	Mairie de Sames	communication de la copie de l'attestation de conformité de l'installation électrique (consuel), délivrée par le comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL) à la commune, dans le cadre de l'installation de cinq compteurs électriques individuels au X, où il réside.	29/10/2020	11/12/2020	Non			
20203135	Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)	communication, à ses frais, de la copie des documents statistiques relatifs au taux d'abstention aux élections municipales de la commune de Parempuyre, depuis les années 1990.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203139	Conseil régional d'Ile-de-France	communication de la liste exhaustive et à jour des agents du conseil régional d'Ile-de-France travaillant au service de la présidence de la commission des transports et des mobilités de la Région de septembre 2019 à mars 2020 en précisant le prénom et le nom de chacun de ces agents ainsi que leur statut (titulaire, contractuel, vacataire ou stagiaire).	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203142	Direction départementale des territoires de l'Ariège (DDT 09)	communication d'une copie des documents relatifs à l'enquête publique concernant la création d'une association foncière pastorale (AFP) à Montségur : 1) les tableaux de décompte des retours, adhésions, refus d'adhésion et non opposition écrite au projet d'AFP ; 2) le procès-verbal d'assemblée générale constitutive de cette AFP ; 3) l'ensemble des documents issus de cette assemblée générale constitutive ; 4) les additifs éventuels apportés au rapport de Monsieur X, commissaire enquêteur concernant cette AFP ; 5) les informations et décisions concernant les surfaces boisées inscrites dans le périmètre ; 6) le registre d'enquête publique.	29/10/2020	06/11/2020	Par			
20203148	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision ayant ordonné le transfert de son client vers la Maison centrale de Saint-Martin-de-Ré.		21/10/2020	Oui			
20203150	Mairie de Sainte-Livrade-sur-Lot	communication, en tant que conseiller municipal, des délibérations prises en conseil entre 2014 et 2020.		21/10/2020	Oui			
20203151	Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Brétigny-sur-Orge	communication du dossier de sa fille X née le X, pour son suivi dans l'établissement de mars 2017 à octobre 2019.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203158	Centre communal d'action sociale d'Avignon (CCAS 84)	communication des documents suivants : 1) les échanges entre le CCAS et le CDG 84 (Comité Médical 84) : e-mails, télécopies, courriers, feuilles signalétiques, notes, fiches informatiques, etc... 2) le « document Unique » annuel concernant les périodes 2010-2017, relatif aux risques psychosociaux, (cf. partie relative à l'antenne de Montfavet) ; 3) les échanges entre le CCAS et la mutuelle nationale territoriale (MNT) la concernant entre 2017 (inclus) et 2020 (inclus).	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203160	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	communication de la liste nominative des psychologues spécialité éducation, développement et apprentissage (EDA) exerçant dans le département au 1er septembre 2020, comprenant leur nom,	19/11/2020	24/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		prénom, grade, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).						
20203164	Conseil régional de Normandie	copie, de préférence par voie dématérialisée, des documents suivants : 1) la délibération régionale afférente à une subvention de 120 000 € destinée au financement d'une étude portant sur une liaison ferroviaire tram-train devant relier les villes d'Évreux et de Rouen ; 2) les éventuelles pièces annexes transmises à cette occasion aux membres de l'assemblée régionale.		23/10/2020	Oui			
20203177	Préfecture de la Haute-Corse	communication d'une copie du rapport établi par Monsieur X le 1er juin 2016, sur les ordres de Monsieur X.	29/10/2020	06/11/2020				
20203179	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication de l'ensemble des expertises médicales le concernant détenues par le comité médical.		30/11/2020	Oui			
20203182	Mairie de Dournazac	communication des documents relatifs aux excavations illégales faites par le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) X, ayant donné lieu à une médiation et à la signature d'une convention de médiation : 1) le courrier de réponse de la direction des territoires (DDT) de la Haute-Vienne adressé au maire qui a sollicité la DDT afin de connaître les interventions à réaliser pour procéder à la sécurisation de l'excavation réalisée à proximité immédiate de la X ; 2) la copie des documents afférents à la cession de biens propriétés de la commune à Madame X.	29/10/2020	11/12/2020				
20203184	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par envoi postal, des documents se rapportant à son emploi en qualité de technicienne de laboratoire au sein de l'hôpital de Kremlin-Bicêtre du 1er juillet 2019 au 29 février 2020 : 1) la copie des deux contrats à durée déterminée signés pour la période du 1er juillet 2019 au 30 novembre 2019 et du 1er décembre au 29 février 2020 ; 2) l'attestation pôle emploi ; 3) l'attestation de travail mentionnant le solde de tout compte.		26/10/2020	Oui			
20203194	Centre Communal d'Action Sociale d'Ozoir-la-Ferrière (CCAS 77)	communication des documents suivants : 1) le règlement intérieur du centre communal d'action sociale (CCAS) ; 2) les différentes conventions qui lient la résidence pour personnes âgées (RPA) et le CCAS au département (accords entre la RPA et le département) ; 3) une information ou description de la RPA (règlement).	29/10/2020	06/11/2020	Fin			
20203208	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical personnel de son père par lequel elle est mandatée, relatif à son hospitalisation du 3 au 10 mars 2020 dans le service thoracique de l'établissement.		19/10/2020	Oui			
20203210	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	communication, à ses frais, de la copie des documents nominatifs, relatifs à la procédure de validation dans le calcul de sa pension civile d'invalidité de ses services auxiliaires à temps complet effectués entre 1969 et 1970, qu'ils émanent de lui-même ou de l'administration.		19/10/2020	Oui			
20203230	Mairie de Mios	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'ensemble des autorisations d'urbanisme délivrées sur les parcelles cadastrées section AD n°16, 15, 17, 18, 90 ; 2) l'entier dossier n° PA03328418K0005 délivré à la SARL X le 03 janvier 2019 visant à la création d'un lotissement comprenant 41 lots ; 3) l'entier dossier de déclaration préalable de la SAS X n° DP 03328414K0255 ayant fait l'objet d'une décision de non opposition le 17 octobre 2019.		19/10/2020	Oui			
20203242	Mairie de Rennes	communication de l'intégralité des documents contenus dans les dossiers de permis de construire accordés à la X : 1) PC n° 35238 18 10328, accordé le 24 avril 2019 ; 2) PC 35238 18 10328 M01, accordé le 18 décembre 2019.		26/10/2020	Oui			
20203244	Communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie	communication des documents suivants : 1) la délibération approuvant le PLU de la commune de Voulangis ; 2) l'entier dossier du PLU ; 3) le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ; 4) l'avis des personnes publiques associées.		26/10/2020				
20203246	Mairie de Liessies	communication, au lieu de la consultation proposée par la mairie, de la copie par courriel sur support électronique de préférence ou à défaut à ses frais sur support papier, des autorisations de travaux et/ou permis de construire accordés à X, résidant X, pour la destruction partielle de bâtiment et des modifications de toitures (couverture et ouvrants), notamment : 1) les formulaires de demandes et leurs pièces jointes ; 2) les arrêtés d'accord.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203247	Mairie de Sartrouville	communication, de préférence par voie électronique, de l'intégralité du dossier de demande de permis		30/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		de construire n° PC 78586 19 G1143 déposée le 20 décembre 2019 par la SCI La Madeleine, et plus particulièrement les plans initiaux ainsi que les récépissés de dépôt des pièces manquantes et complémentaires déposées par l'architecte.						
20203248	Ministère de la Justice	communication de la liste du paquetage de son client à son arrivée dans le centre pénitentiaire d'Orléans		21/10/2020				
20203251	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste du paquetage de son client à son arrivée et à son départ du Centre de détention d'Aix-Luynes.		21/10/2020	Oui			
20203254	Mairie de Neuves-Maisons	communication du bilan complet en dépenses et en recettes de la zone de loisirs APCI du Val de Fer.		26/10/2020				
20203256	Mairie de Finhan	communication de la délibération du conseil municipal en date du 06 janvier 2011 approuvant le plan local d'urbanisme.		23/10/2020				
20203263	Haut Conseil de la santé publique (HCSP)	communication de l'intégralité des avis des 15 mai et 25 juin 2020 relatifs à la répartition des doses de remdesivir pour les patients atteints de COVID-19.	29/10/2020	11/12/2020	Oui			
20203270	Ministère de l'économie, des finances et de la relance	communication, de préférence par courriel ou à défaut à ses frais par voie postale, de la copie de la convention-cadre du 6 juin 2016, portant notamment sur l'ouverture du fichier immobilier aux notaires, signée entre la direction générale des finances publiques (DGFIP) et le notariat et évoquée en page 40 du rapport de la commission de réforme de la publicité foncière, remis le 12 novembre 2018 à Madame X, garde des sceaux, ministre de la justice.	29/10/2020	11/12/2020				
20203275	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client les 9, 10, 11, 13, 14, 15 et 16 juillet 2020 au Centre de détention de Val-de-Reuil.		26/10/2020	Oui			
20203276	Ministère de la Justice	communication d'une copie des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client les 11 juillet 2020 et 1er août 2020 au Centre de détention de Joux-la-Ville.		26/10/2020	Fin			
20203280	Préfecture de l'Ariège	communication, à la suite de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2020 portant sur la prolongation du délai de l'autorisation d'un prélèvement d'eau sur la source de Gérard, de la construction d'une retenue d'eau dans le cirque de Gérard, pour la production de neige de culture et portant règlement d'eau de l'ouvrage, des documents suivants : 1) la copie de l'argumentaire développé par le syndicat mixte de Guzet, visé dans ledit arrêté ; 2) les informations, les documents, les avis et les courriers disponibles sur tout support, y compris électronique, échangés entre la préfecture, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et le syndicat mixte de Guzet, depuis septembre 2017.	29/10/2020	06/11/2020				
20203297	Mairie de Bourg-sur-Gironde	copie, à ses frais, au format papier, par voie postale, des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal ayant instauré les horaires de travail actuellement en vigueur à la date de la demande ; 2) le procès-verbal du comité technique paritaire (CTP) préalablement consulté pour avis ; 3) la délibération du conseil municipal du 26 mai 2020 par laquelle le conseil municipal aurait entendu lui retirer l'ensemble de ses délégations ; 4) les fiches prévues à l'article 14-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment concernant le service de la police municipale ; 5) le plan de prévention des risques psychosociaux ; 6) les registres prévus à l'article 3-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985, mis en œuvre au sein de chaque service, registres à disposition des agents de la collectivité et des administrés.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203302	Préfecture de l'Oise	copie, au format papier, par voie postale, à ses frais, de la convention de coordination en vigueur conclue entre le maire de Margny-lès-Compiègne et les services de sécurité de l'État.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203304	Mairie de Jouy-le-Moutier	communication des documents établis à la suite de l'accident de service dont elle a été victime 3 juillet 2018 : 1) une copie du rapport établi par Madame X, chef du service enfance, en collaboration avec les agents de prévention (assistant ou conseiller de prévention) ; 2) une copie de la déclaration Interne obligatoire établie par son supérieur hiérarchique direct, Monsieur X.		30/11/2020	Fin			
20203306	Mairie du Mée-sur-Seine	communication des documents suivants : 1) l'ensemble des documents pour l'année 2019 contenus dans « Le recueil des actes administratifs », à savoir : a) les délibérations adoptées par le conseil municipal en séance publique ; b) les décisions prises par le maire en vertu de la délégation de pouvoir qui lui est accordée par le conseil municipal dans certains domaines de compétence énumérés par la loi (Code général des		26/10/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		collectivités territoriales) ; c) les principaux arrêtés et actes pris par le maire dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs propres, notamment en matière de police. 2) tous les éléments budgétaires communicables pour l'année 2019 : a) le compte administratif, élaboré par l'ordonnateur ; b) le budget primitif ; c) les décisions modificatives et le budget supplémentaire ; d) les budgets annexes et les budgets autonomes.						
20203308	Centre hospitalier de Troyes	communication de la copie du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Villenauxe-la-Grande, notamment la partie relative à ses soins dentaires.		26/10/2020	Fin			
20203323	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client, depuis son arrivée au Centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil.		26/10/2020	Oui			
20203343	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de son dossier administratif personnel, et plus particulièrement des avis émis sur sa manière de servir et les rapports des CPC (conseillers pédagogiques de circonscription), ainsi que les états récapitulatifs de remplacement en école REP et REP+ dans le but de vérifier leur mise en paiement.		26/10/2020				
20203351	Communauté de communes Sèvre et Loire	communication du mémoire qu'a adressé la SNC X, reprenant les démarches faites auprès de son père, Monsieur X X, et elle-même, concernant l'acquisition des terrains leur appartenant pour la ZAC du Brochet à Vallet (Loire-Atlantique).	19/11/2020	25/11/2020				
20203360	Ministère des armées	communication du dossier et du message EVENGRIVE (événement grave) établis lors du décès du mari de sa cliente, l'adjudant X, le X à Dayr Kifa (Liban), sachant que ces pièces ne figurent pas dans le dossier pénal.	29/10/2020	05/11/2020	Oui			
20203362	Ministère de la Transition écologique	communication du procédé de régularisation administrative des actes viciés de la cession du 2 décembre 2005, relatif à la parcelle X recadrée X par le Titre du 30 juin 1883, à savoir : 1) les preuves de retrait de l'arrêté de déclassement des Affaires maritimes du 16 octobre 2003 substituant au Titre de 1883 une fausse origine d'un Titre de 1894 correspondant à une parcelle X située à plus de 300m à vol d'oiseaux de la parcelle X (Dossier de déclassement n° SM4 n°08187, 12 août 2009) ; 2) les preuves de publication au recueil des actes administratifs et au SPF de l'arrêté de déclassement rectifié de la parcelle X (ex-X).	29/10/2020	05/11/2020	Fin			
20203364	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports	communication de l'avis du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie sur le renouvellement du séjour de son client en Nouvelle-Calédonie.		26/10/2020	Oui			
20203374	Mairie de Fragnes-la-Loyère	communication des deux documents M14 du budget général (budget primitif 2020 et compte Administratif 2019).		03/11/2020				
20203375	Ligue de Football Nouvelle-Aquitaine	communication des notes obtenues ainsi que des annotations à la suite du refus d'admission du demandeur aux tests de sélection d'entrée en formation en vue de la délivrance du brevet de moniteur de football (BMF), aux sessions 2019 et 2020.	19/11/2020	25/11/2020				
20203380	Mairie de Saintigny	consultation des documents suivants : 1) les factures 2018 et 2020 (saisies) pour les chapitres « Fêtes et cérémonies », « Alimentation », « Publications », « Compte honoraire » ; 2) l'état du compte « Mairie Saintigny » dans les livres de la société METRO pour 2019 et 2020 (7 premiers mois).		26/10/2020				
20203388	Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain (DSDEN 01)	communication, à la suite du mouvement intra départemental, de la liste nominative de l'ensemble des affectations des professeurs des écoles et instituteurs en poste le 1er septembre 2020.		27/10/2020				
20203391	Mairie d'Eygalières	communication de l'intégralité du projet de PLU arrêté – avant enquête publique comprenant notamment les pièces graphiques.		27/11/2020				
20203398	Mairie de Thorame-Basse	communication, par courrier électronique, sous forme de fichier dématérialisé, des comptes de gestion du budget principal et du service de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2019.		27/10/2020	Fin			
20203404	Syndicat de l'eau potable Rhône-Aygue-Ouvèze	copie de la délibération du conseil syndical fixant les indemnités des élus ayant un mandat au sein du bureau et des conseils (président, vice-président , membre du bureau...).		26/11/2020				
20203405	Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Oise (DSDEN 60)	communication, à la suite du mouvement intra départemental, de la liste nominative des professeurs des écoles et instituteurs exerçant dans le département au 3 juillet 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).		26/10/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20203407	Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Sarthe (DSDEN 72)	communication, à la suite du mouvement intra-départemental, de la liste nominative des professeurs des écoles et instituteurs exerçant dans le département au 2 juillet 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).		26/10/2020	Oui			
20203411	Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de Vendée (DSDEN 85)	communication de la liste nominative des professeurs des écoles et instituteurs exerçant dans le département au 15 septembre 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).		09/11/2020	Oui			
20203417	Mairie de Salses-le-Château	communication d'une copie des documents relatifs à une délibération du 31 décembre 2019 et plus précisément : 1) la convocation du conseil municipal, y compris les documents annexés ; 2) le compte rendu de la séance signé du secrétaire de séance ; 3) l'extrait de délibération du point unique de cette séance transmis au préfet ; 4) la copie du registre de cette séance signée des membres du conseil.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203422	Mairie de Rognes	copie, à ses frais, des documents suivants, relatifs à la parcelle n°AB 51 : 1) l'arrêté de démolir délivré à l'EPF PACA ; 2) l'entier dossier au vu duquel cet arrêté a été pris.		26/11/2020				
20203431	Mairie d'Annecy	copie de deux rapports établis par un expert sur la stabilité du sol, pièces constitutives du permis de construire X	10/12/2020	15/12/2020	Non			
20203435	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de l'intégralité du dossier de vérification de comptabilité diligentée à l'encontre de la société du demandeur par la 26ème brigade de vérification Est.	29/10/2020	05/11/2020				
20203436	Préfecture de la Martinique	communication de la copie des documents relatifs aux parcelles X et X sur la commune X, occupée par sa famille, à la suite de la décision favorable donnée à la cession desdites parcelles : 1) l'intégralité du dossier administratif relatif à la régularisation foncière desdites parcelles ; 2) le procès-verbal de délimitation desdites parcelles qu'il a pu consulter mais dont la remise d'une copie lui a été refusée.	29/10/2020	06/11/2020				
20203438	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier,administratif.		26/10/2020				
20203444	Service départemental d'incendie et de secours des Landes (SDIS 40)	communication d'une attestation d'intervention concernant un incendie survenu la nuit du 8/08/2020 à la X, au lieu dit LABENNE Zone industrielle Housquit, précisant la date et l'heure de l'alerte, ainsi que la date et l'heure de l'arrivée sur les lieux.	19/11/2020	25/11/2020				
20203445	Mairie de Rainvillers	copie, par courrier électronique, en version PDF tels que transmis par la préfecture après validation, des comptes administratifs 2017, 2018, 2019 et des budgets primitifs 2018, 2019, 2020.		03/11/2020	Fin			
20203446	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de son fils X né le X, hospitalisé à l' Hôpital Armand TROUSSEAU dans le service du Docteur X.		24/11/2020				
20203448	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication des études relatives au site de l'ancienne usine EIF sur la commune de Montreuil, entreprises par BOUYGUES, le bureau d'étude BURGEAP et l'EPFIF, pour comprendre l'état actuel de pollution (relevés, plan de gestion de la pollution).	29/10/2020	06/11/2020	Fin			
20203450	Agence des 50 pas géométriques de la Martinique	communication de la copie des documents relatifs aux parcelles X et X sur la commune X, occupée par sa famille, à la suite de la décision favorable donnée à la cession desdites parcelles : 1) l'intégralité du dossier administratif relatif à la régularisation foncière desdites parcelles ; 2) le procès-verbal de délimitation desdites parcelles qu'il a pu consulter mais dont la remise d'une copie lui a été refusée.	29/10/2020	06/11/2020	Oui			
20203452	Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM)	communication des documents suivants : 1) les titres, diplômes et certificats des docteurs X ; 2) la liste des médecins du travail, et de santé au travail de l'Aude.	19/11/2020	25/11/2020	Par			
20203454	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Oise (CGFPT 60)	copie du courrier adressé à son employeur, la communauté de communes Thelloise, en réponse à sa demande concernant le fondement juridique conférant un caractère obligatoire à une visite médicale demandé à l'initiative de son employeur avec le médecin de prévention. dans le cadre de l'instruction de sa demande de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS).	29/10/2020	06/11/2020				
20203459	Mairie de Ghisonaccia	copie, par envoi postal ou par courrier électronique, de toutes les autorisations d'urbanisme concernant la parcelle X située sur la commune.		26/11/2020	Oui			
20203470	Mairie de Férolles-Attilly	communication, par courriel, de la copie des autorisations de coupes d'arbres sur les parcelles X, X, X et X.	29/10/2020	06/11/2020				
20203482	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	communication de la facture détaillée se rapportant au titre de recette n°2907293 du 10 janvier 2017,	19/11/2020	26/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d'un montant de 22.946,00 euros, émis à la suite de l'hospitalisation au sein du service de chirurgie vasculaire de l'hôpital de La Timone, de Monsieur X, du X au X, date de son décès.						
20203486	Direction des services départementaux de l'Education nationale de l'Yonne (DSDEN 89)	communication, à la suite du mouvement intra-départemental 2020, de la liste nominative des professeurs des écoles et instituteurs exerçant dans le département au 25 juin 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).		27/10/2020	Oui			
20203488	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication des règles définissant le traitement algorithmique et les caractéristiques de sa mise en œuvre pour le mouvement de mutations intra-académiques.	19/11/2020	25/11/2020				
20203495	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		27/10/2020	Fin			
20203501	Etablissement Public Territorial Boucle Nord de Seine	communication, par courriel, au format PDF, des documents relatifs à la seule commune de Bois-Colombes : 1) les états détaillés de la comptabilité analytique 2018 (composantes prises en compte par l'établissement public territorial (EPT) pour aboutir à ses données consolidées) pour la partie du budget primitif 2018 de l'EPT : a) annexe (IV) A1.1 au titre de la « présentation croisée par fonction – détail fonctionnement – fonction 8 – sous-fonction 81 – 812 – collecte et traitement des ordures ménagères » ; b) « état de répartition de la TEOM » comportant une section de fonctionnement (A7.2.1) et une section d'investissement (A7.2.2) ; 2) la partie du budget primitif « 812 – collecte et traitement des ordures ménagères », faisant apparaître les données de 2018 ; 3) un état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), faisant apparaître les données de 2018 ; 4) la partie du rapport annuel de l'EPT sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets au titre de l'année 2018, comportant les indicateurs financiers, suivant les prescriptions de l'annexe XIII du code général des collectivités territoriales (CGCT).	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20203503	Préfecture de Seine-et-Marne	communication d'une copie de l'ensemble des titres de séjour de son client, antérieurs au 9 avril 2009, ou de toute autre attestation ou document officiel prouvant qu'il disposait d'un titre de séjour régulier depuis son arrivée en France, en 1987, jusqu'au 9 avril 2009.		07/12/2020	Fin			
20203504	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale des Côtes d'Armor (DSDEN 22)	communication, à la suite du mouvement intra-départemental, des affectations des professeurs des écoles (documents L6 et L7) et des professeurs des écoles stagiaires.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203508	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que la préfecture exige que son client produise la copie de sa pièce d'identité en cours de validité (recto et verso), la copie du permis de conduire (recto et verso) ou le cas échéant la copie de la déclaration de perte dûment complétée ainsi que la copie du justificatif de son domicile à son nom et prénom de moins d'un an.	19/11/2020	26/11/2020	Oui			
20203509	Mairie de Saint-Bénézet	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) le procès-verbal du conseil municipal du 2 juin 2020 non affiché en mairie ; 2) la délibération n° 1 du conseil municipal du 2 juin 2020 concernant l'approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion 2019 M14 et M49 ; 3) le procès-verbal du conseil municipal du 2 juillet 2020 ; 4) la délibération n° 5 du conseil municipal du 2 juillet 2020 (convention chasse) ; 5) la délibération n° 7 du conseil municipal du 2 juillet 2020 concernant la salle « Henriette Gardies » ; 6) les grands livres comptables des années 2017, 2018 et 2019.		27/10/2020	Oui			
20203520	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication du bordereau de situation fiscale indiquant les sommes prélevées sur les salaires de la demanderesse, pour chaque organisme, concernant ses impôts locaux couvrant la période de l'année 2014 à 2019.		19/11/2020				
20203522	Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN)	communication, sous forme numérique, du ou des document(s) administratif(s) (instruction(s), circulaire(s), lettre(s) de directives, etc.), fixant les modalités d'application du principe de plafonnement du montant du remboursement au montant des dépenses engagées par l'assuré.	19/11/2020	25/11/2020				
20203527	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à ses frais, de l'intégralité de son dossier médical, à la suite de ses hospitalisations au service orthopédie de l'hôpital de la Salpêtrière.		27/10/2020				
20203536	Mairie de Nogent-le-Rotrou	communication, de préférence par courrier électronique à défaut par envoi postal, des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal du 2 juillet 2009 instaurant le droit de préemption urbain sur le	19/11/2020	24/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		territoire de la commune, accompagnée des preuves de la réalisation des modalités de publicité, et de la preuve de la convocation des conseillers municipaux ; 2) la délibération du conseil municipal du 30 juin 2017 portant délégation du droit de préemption au maire accompagnée de la preuve de la convocation des conseillers municipaux ; 3) la délibération du conseil communautaire du 10 avril 2017 n°170410-30 accompagnée de la preuve de la convocation des conseillers communautaires ; 4) la délibération du conseil communautaire du 4 juin 2020 accompagnée de la preuve de la convocation des conseillers communautaires ; 5) l'avis de France Domaine du 8 juin 2020 sur l'acquisition du bien cadastré section AE n°94.						
20203537	Mairie de Saint-Souplets	communication des documents cités dans l'arrêté n°2020/098 portant modification de l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires (IFRSTS) la concernant : 1) la demande relative à la production de documents administratifs (rapport d'activité 2019, tableaux de bord sur la fréquentation de la structure, transmission des effectifs) ; 2) « l'entretien du 9 avril 2019 » ; 3) les courriels du 7 juillet 2019, 11 juillet 2019, 3 septembre 2019, 4 novembre 2019, 8 novembre 2019, 3 avril 2020 et du 15 mai 2020.	19/11/2020	24/11/2020				
20203538	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication de l'intégralité du dossier, de leur fils X hospitalisé dans l'établissement entre le 24 Août et le 1er Septembre 2006, aux urgences puis transféré dans le service de Chirurgie pédiatrique, viscérale et plastique, Hôpital Clocheville, du Professeur X, notamment les pièces manquantes lors d'une première communication, à savoir : - les comptes rendus de consultations et de suivi médical, - les bulletins d'entrée et de sortie de l'établissement, - les comptes rendus d'hospitalisation, - l'ensemble des examens de laboratoire, les résultats des examens anatomopathologiques, bactériologiques et antibiogrammes, - l'ensemble des radiographies et des examens spécialisés (échographies, scanner, radio, IRM....) qui ont été pratiqués, - les dossiers infirmiers, ainsi que les feuilles de température et de soins infirmiers journaliers, - les comptes rendus de sorties, - le double du cahier de transmissions des consignes thérapeutiques, - la correspondance qui a été échangée avec des spécialistes d'autres services (notamment les consultations de cardiologie) - les prescriptions.		24/11/2020	Oui			
20203540	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical, de leur fils, X, hospitalisé et reçu en consultation à plusieurs reprises depuis le 17 Novembre 2006 jusqu'à aujourd'hui (date de dernière hospitalisation le 15 Février 2014) dans le service de neurochirurgie du Professeur X puis actuellement du Professeur X de l'Hôpital Necker enfants malades, notamment les pièces suivantes : - les comptes rendus de consultations et de suivi médical, - les bulletins d'entrée et de sortie de l'établissement, - les comptes rendus d'hospitalisation, - les comptes rendus opératoires, - l'ensemble des examens de laboratoire préopératoires et postopératoires, les résultats des examens anatomopathologiques, bactériologiques et antibiogrammes, bilans anesthésiques, - l'ensemble des radiographies et des examens spécialisés (échographies, scanner, radio, IRM....) qui ont été pratiqués, - les dossiers infirmiers, ainsi que les feuilles de température et de soins infirmiers journaliers, - les comptes rendus de sorties, - les documents de suivi postopératoire (tels que les feuilles d'anesthésie et de réanimation, les examens biologiques postopératoires), - le double du cahier de transmissions des consignes thérapeutiques, - la correspondance qui a été échangée avec des spécialistes d'autres services, - les prescriptions.		24/11/2020	Oui			
20203543	Centre hospitalier de Digne-les-Bains	communication, à ses frais, de l'intégralité du dossier médical de sa cliente Madame X, sous tutelle de son autre cliente Madame X.		09/11/2020	Oui			
20203544	Préfecture de police de Paris	copie du rapport d'intervention des sapeurs-pompiers de Paris relatif à l'accident survenu à sa cliente le X.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203545	Préfecture de l'Aude	copie, par tout moyen à votre convenance, des documents suivants :	19/11/2020	25/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) le courrier du 6 février 2020 adressée par la sous-préfète de Limoux au maire de Merial relatif à son « invitation » à saisir les domaines dans le cadre d'une cession de parcelles communales à la safer Occitanie (délibération du 17 janvier 2020) ; 2) le courrier recommandé de la sous-préfecture de Limoux daté du 27 mai 2020 et parvenu en mairie de Merial le 3 juin 2020.						
20203555	Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée (CAVEM)	communication de l'intégralité du sondage commandé à l'institut français d'opinion publique (IFOP), intitulé « le climat dans la CAVEM ».	19/11/2020	25/11/2020				
20203563	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	consulter de l'intégralité des pièces constitutives de son dossier administratif notamment : 1) les avis émis sur sa manière de servir ; 2) les rapports CPC et tout autre évaluation la concernant ; 3) les états récapitulatifs de remplacements en école REP et REP+.		25/11/2020	Fin			
20203566	Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement en Île-de-France (DRIHL)	consultation de l'intégralité de son dossier administratif.		25/11/2020	Fin			
20203570	Préfecture des Yvelines	communication de la copie de la décision d'octroi du concours de la force publique (CPF) opérée en date du 7 juillet 2019, ordonnant son expulsion.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203571	Direction des services départementaux de l'éducation nationale des Landes (DSDEN 40)	communication, à la suite de la publication des résultats du mouvement intra-départemental, de la liste nominative des professeurs des écoles et instituteurs exerçant dans le département au 10 juin 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire).	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203574	Centre hospitalier régional universitaire de Lille	copie de l'intégralité du dossier médical de l'enfant de ses clients, X, hospitalisé dans le service de neurochirurgie de du 2 au 9 juillet 2020.		24/11/2020	Oui			
20203584	Centre hospitalier régional d'Orléans	copie de l'intégralité des pièces composant son dossier médical correspondant à son séjour à la maternité pour la période du 3/09/18 au 8/09/18.		25/11/2020	Oui			
20203585	Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Aveyron (DSDEN 12)	communication des listes nominatives des personnels suivants : 1) les professeurs des écoles et instituteurs, exerçant dans le département au 1er septembre 2020, comprenant leur nom, prénom, grade, statut, fonction, ainsi que leur lieu d'affectation et le type d'affectation (titre définitif ou titre provisoire) ; 2) les professeurs des écoles stagiaires, exerçant dans le département au 1er septembre 2020, comprenant leur nom, prénom, ainsi que leur lieu d'affectation ; 3) les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), exerçant dans le département au 1er septembre 2020, comprenant leur nom, prénom, ainsi que leur lieu d'affectation ; 4) les professeurs des écoles et instituteurs du département, retraités au 1er septembre 2020, comprenant leur nom et prénom.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20203592	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée au Centre de détention de Joux-la-Ville.		24/11/2020	Oui			
20203593	Ministère de la Justice	communication d'une copie des décisions de la commission pluridisciplinaire unique du Centre de détention de Val-de-Reuil entre le mois de mars 2020 et le mois d'août 2020 statuant sur l'éligibilité de son client au titre de l'aide indigence, ainsi que les relevés de compte nominatif de l'intéressé sur la même période.		24/11/2020	Oui			
20203594	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication de la copie du dossier dentaire de son client, incarcéré au centre de détention de Val-de-Reuil.		09/11/2020				
20203600	Centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre (CASH) - Hôpital Max Fourestier	communication de la « lettre manuscrite » demandant sa mise en retraite anticipée à compter du juillet 2019.		09/11/2020				
20203610	Conseil départemental du Gard	communication, à la suite de la mise à terme anticipée de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) n° X conclue avec Madame X, des titres exécutoires archivés n° X et X d'un montant total de 34 000 euros émis par le conseil départemental à l'encontre de sa cliente.	19/11/2020	25/11/2020				
20203611	Centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes	communication de l'intégralité de son dossier médical pour la période 2018 - 2020.		16/11/2020	Oui			
20203615	Centre hospitalier national d'ophtalmologie (CHNO) des Quinze-Vingts	communication de son entier dossier médical.		24/11/2020	Oui			
20203619	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	communication, de préférence par voie électronique, de son dossier administratif personnel.		30/11/2020	Oui			
20203625	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69)	communication des documents suivants : 1) le dossier d'autorisation environnementale du système de collecte des eaux usées du port Barois de Chalon-sur-Saône ;	19/11/2020	25/11/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le dossier de régularisation du mur anti-crues de Chalon-sur-Saône.						
20203626	Centre hospitalier de Bourg-en-Bresse	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'entier dossier médical de sa mère, Madame X, décédée le X.		16/11/2020	Par			
20203631	Naval Group	communication d'une attestation d'exposition à l'amiante le concernant.	19/11/2020	24/11/2020				
20203635	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CGFPT 34)	copie, au format papier, par courrier postal, à ses frais, du diagnostic des risques psychosociaux concernant la commune de Maraussan (34) et ce devant en tout état de cause d'être versé au document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).	19/11/2020	25/11/2020	Non			
20203644	Mairie de Vitré	copie des propositions de délibérations incluses dans les notes de synthèse distribuées aux élus en amont des conseils municipaux depuis 2015:	19/11/2020	26/11/2020				
20203664	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication des documents suivants pour l'année 2019 et pour les premiers mois de 2020 : 1) la déclaration à la CNIL du traitement automatisé mis en place pour la plateforme téléphonique dédiée pour obtenir un rendez-vous en structure de premier accueil (SPADA), adressée à une date antérieure au 2 mai 2018 et les éventuelles déclarations modificatives postérieures ; 2) les rapports mensuels sur l'activité de ladite plateforme, notamment les statistiques relatives : a) au taux de décroché ; b) à la nationalité des personnes appelant ; c) aux départements à partir desquels sont effectués les appels ; d) aux lieux et services où sont orientées les personnes ; 3) les documents achevés relatifs aux enquêtes et sondages effectués auprès des usagers de ladite plateforme, notamment celui du 2 janvier 2019 qui a été cité par l'office dans un mémoire en défense ; 4) les directives, les lignes directrices ou les courriels du préfet de police et des autres préfets de la région Ile-de-France quant au nombre de rendez-vous disponibles en SPADA.	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20203665	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication, par voie postale ou par courrier électronique, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès.		26/11/2020				
20203667	Mairie de Bénouville	copie du dossier de demande de prélèvements de l'eau du Dan et du fossé de ligne pour alimenter le lac artificiel de Madame X, alors que le maire lui en a proposé la consultation en mairie du 2 juin au 2 juillet 2020 aux heures d'ouverture du secrétariat de la mairie.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203668	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, dans le cadre de retenues opérées sur sa retraite, d'un relevé de situation.	19/11/2020	24/11/2020				
20203673	Préfecture d'Ille-et-Vilaine	communication d'une copie des documents suivants : 1) le cerfa du 3 août 2020 délivré par le Docteur X, médecin agréé pour les permis de conduire le déclarant apte à la conduite pendant un an ; 2) la lettre que lui a adressée la sous-préfecture en 2019 l'informant que la commission devant laquelle il s'était présenté l'avait déclaré inapte à la conduite, précisant que cette décision pourrait être revue sur présentation d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par la sous-préfecture.	19/11/2020	26/11/2020	Oui			
20203677	Mairie de Taverny	consultation, sur place, ou communication, par voie numérique, des comptes rendus des réunions du comité technique de Taverny qui se sont tenues de 2016 à 2019.	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20203679	Commission départementale de présence postale territoriale des Pyrénées Atlantiques (CDPPT 64)	communication des comptes rendus de la Commission départementale de présence postale territoriale à Pau pour la période 2017-2019.	19/11/2020	24/11/2020				
20203683	Conseil régional de Normandie	communication, dans le cadre d'une enquête menée par sa cliente sur l'industrie laitière en France, des documents administratifs relatifs aux subventions et avances remboursables versées par le Conseil départemental du Calvados depuis 2007 à Lactalis Investissements, au Groupe Lactalis, ainsi qu'aux sites industriels suivants : - Fromagerie Graindorge à Livarot ; - LNUF Lisieux ; - Société fromagère de Jort (Bernières d'Ailly) ; - Société fromagère Saint-Maclou ; - Société fromagère Moulin de Carel ; - Société fromagère d'Orbec ; - Société fromagère de Clécy ; - LNUF Bayeux (à Saint-Martin-des-Entrées).	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20203691	Direction départementale de la protection des populations des Alpes-Maritimes (DDPP 06)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203692	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Ardèche (DDCSPP 07)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20203693	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Ardennes (DDCSPP 08)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203694	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Ariège (DDCSPP 09)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203695	Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aube (DDCSPP 10)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203696	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aude (DDCSPP 11)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203697	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aveyron (DDCSPP 12)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203698	Direction départementale de la protection des populations des Bouches-du-Rhône (DDPP 13)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203699	Direction Départementale de la Protection des Populations du Calvados (DDPP 14)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203701	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Charente (DDCSPP 16)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203702	Direction départementale de la protection des populations de la Charente-Maritime (DDPP 17)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203703	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corrèze (DDCSPP 19)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203704	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Corse-du-Sud (DDCSPP 20)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Par			
20203705	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Corse (DDCSPP 2B)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203706	Direction départementale de la protection des populations de la Côte-d'Or (DDPP 21)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203707	Direction départementale de la protection des populations des Côtes-d'Armor (DDPP 22)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203708	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher (DDCSPP 18)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203709	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Creuse (DDCSPP 23)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203710	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Dordogne (DDCSPP 24)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203711	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Doubs (DDCSPP 25)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203712	Direction départementale de la protection des populations de la Drôme (DDPP 26)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203713	Direction départementale de la protection des populations de l'Eure (DDPP 27)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203714	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir (DDCSPP 28)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203715	Direction départementale de la protection des	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur	19/11/2020	24/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	populations du Finistère (DDPP 29)	adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.						
20203716	Direction départementale de la protection des populations du Gard (DDPP 30)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Par			
20203717	Direction départementale de la protection des populations de Haute-Garonne (DDPP 31)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203718	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Gers (DDCSPP 32)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203719	Direction départementale de la protection des populations de la Gironde (DDPP 33)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203720	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine (DDCSPP 35)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203721	Direction départementale de la protection des populations de l'Hérault (DDPP 34)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203722	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre (DDCSPP 36)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203723	Direction départementale de la protection des populations d'Indre-et-Loire (DDPP 37)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203724	Direction départementale de la protection des populations de l'Isère (DDPP 38)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203725	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Jura (DDCSPP 39)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203726	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Landes (DDCSPP 40)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203727	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Loir-et-Cher (DDCSPP 41)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203728	Direction départementale de la protection des populations de la Loire (DDPP 42)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203729	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de Haute-Loire (DDCSPP 43)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203730	Direction départementale de la protection des populations de Loire-Atlantique (DDPP 44)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203731	Direction départementale de la protection des populations du Loiret (DDPP 45)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203732	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Lot (DDCSPP 46)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203733	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Lot-et-Garonne (DDCSPP 47)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203735	Direction départementale de la protection des populations du Maine et Loire (DDPP 49)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203737	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne (DDCSPP 51)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203738	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Marne (DDCSPP 52)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203739	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne (DDCSPP 53)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203740	Direction départementale de la protection des	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur	19/11/2020	24/11/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	populations de Meurthe-et-Moselle (DDPP 54)	adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.						
20203741	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse (DDCSPP 55)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203742	Direction départementale de la protection des populations du Morbihan (DDPP 56)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203743	Direction départementale de la protection des populations de la Moselle (DDPP 57)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203744	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Nièvre (DDCSPP 58)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Non			
20203745	Direction départementale de la protection des populations du Nord (DDPP 59)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203746	Direction départementale de la protection des populations de l'Oise (DDPP 60)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203747	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de Haute-Saône (DDCSPP 70)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203748	Direction départementale de la protection des populations de Saône-et-Loire (DDPP 71)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203749	Direction départementale de la protection des populations de la Sarthe (DDPP 72)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203750	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie (DDCSPP 73)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203751	Direction départementale de la protection des populations de la Haute-Savoie (DDPP 74)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203752	Direction départementale de la protection des populations de Paris (DDPP 75)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203753	Direction départementale de la protection des populations de la Seine-Maritime (DDPP 76)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203754	Direction départementale de la protection des populations de Seine-et-Marne (DDPP 77)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203755	Direction départementale de la protection des populations des Yvelines (DDPP 78)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203756	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Deux-Sèvres (DDCSPP 79)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203757	Direction départementale de la protection des populations de la Somme (DDPP 80)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203758	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Orne (DDCSPP 61)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203759	Direction départementale de la protection des populations du Pas-de-Calais (DDPP 62)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203760	Direction départementale de la protection des populations du Puy-de-Dôme (DDPP 63)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203761	Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques (DDPP 64)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203762	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées (DDCSPP 65)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203763	Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Orientales (DDPP 66)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203764	Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin (DDPP 67)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20203765	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Haut-Rhin (DDCSPP 68)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Par			
20203766	Direction départementale de la protection des populations du Rhône (DDPP 69)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203767	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Tarn (DDCSPP 81)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203768	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de Tarn-et-Garonne (DDCSPP 82)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203769	Direction départementale de la protection des populations du Var (DDPP 83)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203770	Direction départementale de la protection des populations de Vaucluse (DDPP 84)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203783	Mairie de Saint-Léger (73)	consultation du dossier complet de la construction de la nouvelle école.	10/12/2020	14/12/2020	Fin			
20203843	Direction départementale de la protection des populations de la Vendée (DDPP 85)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203844	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Vienne (DDCSPP 87)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20203845	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges (DDCSPP 88)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203846	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Yonne (DDCSPP 89)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020				
20203847	Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Territoire de Belfort (DDCSPP 90)	communication de la liste des refuges et des fourrières pour animaux du département, comprenant leur adresse complète (adresse, code postal, ville), numéro de téléphone et courriel.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203848	Conseil départemental de la Marne	consultation des exemplaires communaux des registres d'état civil et paroissiaux cotés en série E-dépôt.	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203851	Mairie de Plougastel-Daoulas	copie, par voie électronique au format .pdf, des documents suivants : 1) la convention entre les collectivités adhérentes et l'association des 7 calvaires monumentaux de Bretagne ; 2) le budget de cette association pour les années 2010 à 2019 ; 3) les procès-verbaux de réunion du conseil d'administration pour les années considérées.	10/12/2020	18/12/2020	Oui			
20203857	Université Panthéon-Assas Paris II	communication des documents relatifs aux procédures d'examen des candidatures collectées par le dispositif Parcoursup au titre de l'année 2020 : 1) les critères d'examen des candidatures ; 2) le cas échéant, les procédés algorithmiques utilisés.	10/12/2020	15/12/2020				
20203864	Société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise (SOLEAM)	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les fiches ravalement pour les 6 immeubles coté pairs numéros 28, 30, 32, 34, 36, 38 rue de la Rotonde (Marseille) ; 2) les fiches ravalement pour les 13 immeubles coté impairs numéros 37, 39, 41, 43, 47, 49, 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63 rue de la Rotonde (Marseille).	10/12/2020	14/12/2020				
20203865	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication de l'ensemble des documents comptables qui constituent le dossier de sa mère décédée, Madame X, et pour laquelle le département de Paris lui réclame le remboursement des sommes avancées sans justificatifs, à savoir : 1) les versements mensuels que le département de Paris a versé à l'EHPAD sur la période de 2013 à 2017 ; 2) les sommes prises mensuellement sur le compte bancaire de ses parents ; 3) les montants de l'APA versés également à l'EHPAD sur la même période.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20203868	Préfecture des Alpes-Maritimes	communication de la copie des documents suivants : 1) l'entier dossier déposé par la SA X portant demande d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit « X » à X, et déclaré complet le 6 mars 2014 ; 2) le porter à connaissance référencé « 26 juillet 2019 », adressé à la préfecture par lettre du 13 novembre 2019 ;	19/11/2020	25/11/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) le rapport référencé X du 11 février 2020 de l'inspection de l'environnement ; 4) tout document qui permettrait à la société X d'exploiter ladite installation (déclaration de changement d'exploitant etc.).						
20203877	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de son fils mineur décédé le X, X, détenu par l'hôpital Necker, notamment les pièces manquantes lors d'une première communication, à savoir les examens radiologiques et échographiques.		16/11/2020				
20203882	Préfecture du Gard	communication de la délibération du 7 novembre 2011 prise par le conseil municipal de la commune de Chusclan, intitulée « Instauration d'un taux de 15% pour la part communale de la taxe dans le secteur Les Combles-Le Sablas ».		12/11/2020	Oui			
20203888	Rectorat de l'académie de Toulouse (AC 31)	consultation, accompagné d'un représentant syndical, de son dossier personnel, dans le cadre du non renouvellement de sa candidature de conseiller principal d'éducation contractuel.		12/11/2020	Fin			
20203889	Association communale de chasse de Joncels	communication des comptes rendus des réunions publiques du syndicat de chasse des années 2016 à 2020.	19/11/2020	25/11/2020				
20203899	Mairie de Bagnolet	communication par reproduction en couleur de préférence numérisés, ou, à défaut, en format papier des recensements de la population de la commune de Bagnolet pour les années 1946, 1954, 1962, 1968 et 1975 par extrait, pour la seule rue Diderot .	19/11/2020	24/11/2020				
20203910	Mairie de Mison	communication du numéro des six parcelles du quartier de Bramafan, inondables en cas de crue, citées dans le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) élaboré en 2012.	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20203920	Mairie de Maraussan	copie, au format papier, par courrier postal, à ses frais, des documents suivants : 1) les fiches élaborées en collaboration avec le médecin de médecine préventive prévues à l'article 14-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, notamment pour le service de la police municipale ; 2) la convention de coordination passée entre le maire de la commune et le préfet après avis du procureur de la République relative à la collaboration entre la police municipale et la police nationale ou la gendarmerie nationale en vigueur à la date de la demande ; 3) la fiche de poste de Madame X, agent des cadres d'emploi de la police municipale ; 4) le plan de prévention des risques psychosociaux.	19/11/2020	25/11/2020				
20203921	Etablissement public territorial Vallée Sud-Grand Paris	copie, par courriel ou via une plateforme de téléchargement, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2017, 2018 et 2019 comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 2) les budgets primitifs 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les rapports 2017 à 2019 sur le prix et la qualité du service public ; 4) les délibérations fixant le taux de la TEOM 2017, 2018, 2019 et 2020.		26/11/2020				
20203925	Ministère de la Justice	communication de la copie des documents relatifs à sa cliente, incarcérée au centre de détention de Joux-la-Ville : 1) la décision ayant ordonné son placement à l'isolement ainsi que le dossier contradictoire y afférent ; 2) sa demande de de transfert auprès de la direction de l'administration pénitentiaire ; 3) la totalité des décisions ayant ordonné sa fouille à nu, depuis le mois de janvier 2020.		16/11/2020	Oui			
20203930	Mairie de Soissons	copie de l'entier dossier administratif de son client, accompagné d'un bordereau listant les pièces numérotées communiquées.		23/11/2020	Oui			
20203941	Centre hospitalier universitaire de Bordeaux (CHU)	communication de l'intégralité de son dossier médical à la suite de ses hospitalisations, entre 1998 et 2006, à l'hôpital Saint-André et au service des urgences.		23/11/2020	Fin			
20203944	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de la copie de l'intégralité de son dossier médical papier et informatique.		23/11/2020				
20203947	Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI)	communication de la copie des trois titres exécutoires correspondant à des amendes qui lui auraient été adressées mais qu'il n'a jamais reçues.	19/11/2020	09/12/2020	Fin			
20203949	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste du paquetage de son client à son arrivée et à son départ du Centre pénitentiaire du Sud Francilien.		16/11/2020	Oui			
20203952	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur (DIRECCTE 13 - unité régionale)	communication de la copie des rapports et des prescriptions relatifs au site industriel de l'ancienne usine de Legré Mante, établis par les inspecteurs des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), depuis 10 ans.	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20203954	Communauté d'agglomération Vitry Communauté	copie des propositions de délibérations incluses dans les notes de synthèse distribuées aux élus en amont des conseils municipaux depuis 2015:	19/11/2020	24/11/2020	Oui			
20203957	Mairie de Montreuil	communication de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente depuis le 1er janvier 2014.		16/11/2020				
20203959	Mairie de Montreuil	copie de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente.		18/11/2020	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20203977	Mairie de Saint-Etienne-Estréchoux	copie du décret concernant l'interdiction du stationnement rue du Fort Bassine, au niveau du passage piéton surélevé, devant le garage de ses voisins.	10/12/2020	14/12/2020	Fin			
20203979	Mairie de Ciral	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les délibérations relatives à l'indemnité du maire et des adjoints ; 2) les procès-verbaux des réunions organisées avant le 23 juin et le compte rendu de la réunion du 23 juin ; 3) le compte administratif 2019 et le budget primitif 2020.		17/11/2020	Oui			
20203986	Mairie de Viroflay	copie des documents suivants : 1) les délibérations fixant le régime indemnitaire au sein de la commune, applicables aux agents titulaires et non titulaires à compter du 1er janvier 2016 ; 2) la délibération du 8 novembre 1995 visée par l'arrêté de recrutement du 9 septembre 1997 et de la délibération du 6 octobre 2001, créant l'emploi de psychomotricienne visée par le contrat du 9 novembre 2001 ; 3) l'avis de vacance du poste occupé par sa cliente à compter du 1er octobre 2009 ; 4) la délibération procédant à la suppression de ce poste ou l'arrêté de nomination du fonctionnaire sur ce poste.		01/12/2020				
20203988	Métropole européenne de Lille (MEL)	communication, en version papier, ou de préférence, en version numérique, des documents suivants 1) les documents relatifs au nouveau PLU intercommunal dit « PLU2 » : a) le dossier complet d'enquête publique incluant notamment le dossier soumis à enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ; b) les justificatifs de publications des avis d'enquête ; c) les justificatifs de publications et d'affichage des délibérations relatives au PLU2 ; d) les procès-verbaux de toutes les délibérations du conseil communautaire relatives au PLU2 depuis sa prescription, y compris les documents et notes de synthèse adressés aux conseillers ; e) les comptes rendus de toutes les délibérations du conseil communautaire relatives au PLU2 depuis sa prescription, y compris les documents et notes de synthèse adressés aux conseillers ; f) tous les avis émis sur le projet et notamment ceux des personnes publiques associées et des services de l'État ; g) les procès-verbaux et comptes rendus des réunions, commissions ou groupes de travail relatifs au PLU2 ; h) les procès-verbaux et comptes rendus de réunions de concertation ainsi que le bilan de la concertation ; 2) tous les éléments relatifs à la zone des champs captant aux alentours de la commune de Seclin : a) les études hydrogéologiques sur lesquelles se fonde la délimitation des périmètres de champs captant ; b) les échanges avec les services de l'État (y compris le préfet lui-même), ainsi que les comptes rendus de réunions relatifs à la délimitation de ces champs captant à Seclin ; c) les procès-verbaux et comptes rendus de commissions, groupes de travail ou conseils communautaires ayant précédé la décision du conseil métropolitain du 12 décembre 2019, décidant de la création d'un projet de territoire pour les « communes gardiennes de l'eau ».		26/11/2020	Par			
20203989	Centre hospitalier de Troyes	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré à la maison centrale de Clairvaux.		25/11/2020	Non			
20203992	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision en date du 29 juin 2020 ayant ordonné le prélèvement sur le compte nominatif de son client, incarcéré au Centre de détention de Joux-la-Ville, de la somme de 496,85 euros à titre d'indemnisation des parties civiles, ainsi que les motifs détaillés de cette décision.		16/11/2020	Fin			
20203996	La sécurité sociale des artistes-auteurs	communication de l'état récapitulatif des cotisations versées en son nom au titre des droits d'auteur de 1995 à 2002.		24/11/2020				
20204000	Mairie d'Orchamps	communication des documents suivants dans le cadre du projet éolien la Barre-Orchamps : 1) compte rendu de la réunion téléphonique du 4 juin 2020 ; 2) le cahier des charges techniques pour le lancement des marchés concernant les études d'impacts ; 3) le cahier des charges techniques pour l'étude de gisement du vent.	19/11/2020	24/11/2020				
20204005	Ministère de l'Intérieur	communication d'une copie de la fiche de proposition à l'avancement au grade de secrétaire administratif de classe supérieure complétée et signée en mars 2019 par sa supérieure hiérarchique directe, Madame X, secrétaire générale de la zone de défense et de sécurité sud, au titre de l'année 2020.	10/12/2020	14/12/2020	Oui			
20204022	Préfecture de Lot-et-Garonne	copie de l'intégralité des documents le concernant ou concernant sa famille, en qualité d'ayant-droit,	10/12/2020	14/12/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		détenus par l'administration depuis son arrivée au camp de BIAS le 17 septembre 1963.						
20204034	Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne (CAF 94)	communication de l'intégralité des documents administratifs le concernant exclusivement, constituant son dossier de créances liées à l'allocation de soutien familial demandée par son ex-épouse, Madame X.		01/12/2020	Oui			
20204035	Mairie de Verchaix	communication du tableau et de la carte des voies communales de la commune.	10/12/2020	14/12/2020	Oui			
20204036	Préfecture du Pas-de-Calais	copie des délibérations suivantes : 1) la délibération 2020-216 du 22 juin 2020 portant adoption du compte administratif 2019 du budget principal ; 2) la délibération 2020-218 du 22 Juin 2020 portant adoption du compte administratif 2019 du budget annexe « service extérieur des pompes funèbres » ; 3) la délibération 2020-220 du 22 juin 2020 portant affectation des résultats du compte administratif 2019 du budget principal ; 4) la délibération 220-221 du 22 juin 2020 portant affectation des résultats du compte administratif 2019 du budget annexe « service extérieur des pompes funèbres » ; 5) la délibération du 22 juin 2020 portant adoption du budget primitif 2020 (budget principal) ou la copie de l'annexe IV reprenant l'ensemble des signatures des conseillers municipaux présents ; 6) la délibération du 22 juin 2020 portant adoption du budget primitif 2020 du budget annexe « service extérieur des pompes funèbres » ou la copie de l'annexe reprenant l'ensemble des signatures des conseillers municipaux présents.		25/11/2020				
20204039	Mairie de Porté Puymorens	copie de l'arrêté municipal et/ou de tout autre acte réglementaire en vigueur sur la commune relatif à l'accueil et au stationnement des autocaravanes.		16/11/2020				
20204041	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de la décision ou de l'arrêté du maire fondant une diminution de son indemnité en qualité d'adjoint au maire.		01/12/2020	Oui			
20204046	Mairie d'Eyguières	copie des documents suivants : 1) les bilan et compte des résultats 2018 et 2019 de la Régie d'Aérodrome SIRET X ; 2) les factures concernant la tonte de l'aérodrome pour 2018 et 2019 ; 3) la convention conclue concernant les moutons en pâturage sur l'aérodrome depuis le départ de la famille X.	10/12/2020	14/12/2020	Fin			
20204048	Ministère des armées	communication par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche pour l'établissement de droits, de l'intégralité et sans occultation des procès-verbaux n° 1125 du 20 septembre 1958 de la gendarmerie d'Ain Mila (Algérie) et n° 734 du 20 septembre 1958 de la gendarmerie d'Ain Kercha (Algérie) concernant le décès de son père, Monsieur X.	10/12/2020	14/12/2020	Oui			
20204050	Conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence	copie de l'intégralité du dossier administratif et médical de sa cliente.		02/12/2020	Oui			
20204064	Mairie de Diane-Capelle	copie, par voie postale, au tarif réglementaire de 0,18 centimes d'euro, sachant que le maire propose la délivrance de photocopies ou tarif de 0,50 centimes d'euro, des documents suivants : 1) les procès-verbaux des conseils municipaux pour la période courant de juillet 2019 à juillet 2020 ; 2) le coût total et le plan de financement, intégrant les éléments à charge de la commune, les concours bancaires et les subventions, relevant de l'acquisition et la transformation de l'immeuble destiné à constituer le « Musée des Poupées » ; 3) le coût total et le pan de financement des diverses tranches relevant de l'enfouissement des réseaux.	10/12/2020	14/12/2020	Oui			
20204069	Mairie de la Roque-sur-Cèze	copie de l'arrêté municipal et/ou de tout autre acte réglementaire en vigueur sur la commune relatif à l'accueil et au stationnement des autocaravanes.		16/11/2020	Oui			
20204072	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de son entier dossier administratif personnel, et notamment : 1) des avis émis sur sa manière de servir ; 2) des rapports des CPC et de toute autre évaluation ; 3) des états récapitulatifs de remplacement en école REP et REP+ dans le but de vérifier leur mise en paiement.		24/11/2020	Fin			
20204073	Mairie d'Olargues	communication de l'arrêté municipal et/ou de tout autre document administratif réglementant les conditions d'accueil et de stationnement des camping-cars sur la commune.		24/11/2020	Oui			
20204079	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, pour son client incarcéré à la Maison centrale de Saint-Maur, d'une copie de la liste des repas remis à l'intéressé entre le 17 et le 30 juillet 2020, ainsi que la décision de sanction qui lui a été infligée et le dossier contradictoire complet.		16/11/2020	Oui			
20204085	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la liste du paquetage de son client à son arrivée et à son départ du Centre de détention de Melun.		16/11/2020				
20204088	Direction départementale des territoires et de la mer	communication de la copie du courrier du 27 novembre 2019, adressé par le maire de la commune de	10/12/2020	14/12/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	du Gard (DDTM 30)	Lézan à la DDTM, visé dans l'arrêté préfectoral n° 30-2019-12-18-003 du 18 décembre 2019 abrogeant l'arrêté n° 30-2019-07-29-004 et mettant en demeure la commune de Lézan, représentée par son maire en exercice de mettre en conformité les remblais du site du Camp Perrier et procéder à la réhabilitation du site.						
20204089	Mairie de Loriol-sur-Drôme	1) copie de tous les documents concernant l'organisation et la participation de la commune aux deux événements de la « Nuit de l'Eau » par l'UNICEF dans la piscine municipale, notamment, et sans être limitatif, toutes les conventions pour utilisation, mise à disposition de bâtiment, matériel, personnel, sécurisation, indemnisation pour dégradation, dons ou subventions éventuelles, cotisations, délibérations du conseil municipal, etc. ; 2) consultation des archives municipales si ces documents y sont déposés.	10/12/2020	17/12/2020				
20204090	Préfecture des Hautes-Pyrénées	communication, par consultation des archives, à la suite des travaux d'assainissement collectif réalisés en 1993 dans le hameau X, des documents relatifs aux modalités mises en œuvre pour mener à bien ces travaux (comptes rendus des bureaux et des conseils municipaux, dossier de consultation des entreprises, dossier de marché ou des entreprise(s), procès-verbal de réception des travaux, etc.).	19/11/2020	25/11/2020	Fin			
20204104	Institut de formation en soins infirmiers Foch de Suresnes (IFSI 92)	communication, par voie postale, de son dossier scolaire complet concernant sa formation d'infirmière.		16/11/2020	Oui			
20204108	Centre Hospitalier de Saumur	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son père, Monsieur X décédé le X, après son passage dans le service Covid et le service gériatrie.		01/12/2020	Fin			
20204128	Rectorat de l'Académie de Reims (AC 51)	copie du compte rendu d'avis d'imputabilité du 9 novembre 2015 établi par le docteur X, médecin agréé, lors du contrôle médical dont elle a fait l'objet.	10/12/2020	14/12/2020	Fin			
20204136	Préfecture du Jura	communication des documents suivants dans le cadre du projet éolien la Barre-Orchamps : 1) le cahier des charges techniques pour le lancement des marchés concernant les études d'impacts ; 2) le cahier des charges techniques pour l'étude de gisement du vent ; 3) toute la correspondance relative au projet et les comptes rendus de réunions associés, y compris les procès-verbaux complets des conseils municipaux d'Orchamps.	19/11/2020	24/11/2020	Fin			
20204137	Mairie de Chaudeyrac	copie, par courrier électronique ou envoi postal, des pièces justificatives des recettes et dépenses de chacune des sections pour les années 2014 à 2019.		02/12/2020	Oui			
20204146	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques (DDTM 64)	communication des éléments relatifs à la chasse de l'alouette au moyen de panttes : 1) le nombre d'autorisations individuelles délivrées pour l'emploi de panttes dans les Pyrénées-Atlantiques pour les années 2018, 2019 et 2020 ; 2) le nombre de carnets de prise restitués pour les années 2017, 2018 et 2019.	19/11/2020	25/11/2020	Oui			
20204155	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique de la liste du paquetage de son client à son arrivée au Centre pénitentiaire d'Alençon.		07/12/2020	Fin			
20204161	Mairie de Sallanches	communication des documents suivants : 1) les tableaux des effectifs de la commune depuis le départ en disponibilité de son client, soit du 1er juillet 2013 au 26 mars 2020 ; 2) la liste du personnel de la commune comprenant les nom, prénom, service et date d'embauche.		03/12/2020	Oui			
20204163	Mairie de Drap	communication, par consultation, des documents suivants : 1) les éléments de facturation émis depuis 2014, relatifs aux sociétés : a) ART SOUND PRODUCTION (ASP) ; b) AZUR EVENTS MEDITERRANEE ; 2) les éléments de devis et de facturation relatifs aux travaux effectués sur les parcelles X, X, X ; 3) les éléments rendant légale la nomination de Monsieur X à la suite de la démission de Monsieur X.		02/12/2020				
20204165	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à sa maladie professionnelle en date du 29 novembre 2018, à savoir : 1) l'attestation de salaire ; 2) l'ensemble des certificats médicaux ; 3) les constats faits par la caisse primaire ; 4) les informations de chacune des parties parvenues à la caisse primaire d'assurance maladie ; 5) les éléments communiqués par la caisse régionale ; 6) le rapport de l'expert technique ; 7) le rapport circonstancié de l'employeur décrivant son poste de travail ; 8) l'avis motivé du médecin du travail ayant déterminé la guérison de sa maladie professionnelle.		07/12/2020				
20204175	Métropole Toulon Provence Méditerranée	communication du fichier de recensement des ralentisseurs implantés sur le territoire de la métropole		03/12/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Toulon Provence Méditerranée, visé dans un courrier du président de la métropole adressé aux maires le 2 novembre 2017.						
20204177	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CGFPT 34)	copie, au format papier, par voie postale, à ses frais, de la liste des policiers municipaux stagiaires inscrits aux différentes sessions relatives à la formation initiale d'application prévue entre septembre et fin décembre 2020.	10/12/2020	14/12/2020	Non			
20204180	Mairie de Sallanches	communication du rapport financier complet du budget de l'aérodrome.		03/12/2020				
20204182	Ministère de l'Intérieur	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier individuel manquants lors de la transmission du 27 août 2020, notamment : 1) le rapport du 26 février 2015 du commissaire X ; 2) le rapport du 17 décembre 2015 adressé au commissaire X ; 3) l'ensemble des documents liés à la demande de procédure disciplinaire faite à son encontre ; 4) tous les documents liés à la demande de suspension administrative rédigée fin 2015 ou début 2016 par le commissaire X ; 5) la demande de récupération de son gilet pare-balle individuel en date du 14 avril 2016 ; 6) l'intégralité de ses rapports adressés aux autorités administratives : a) du 2 juillet 2016 (demande raisons et éclaircissement mutation article 25) ; b) du 1 avril 2016 (annulation ARTT dans système GEOPOL après mise en CMO sans raison) ; c) du 2 mars 2016 (demande explication pour Interdiction voie publique) ; d) du 17 décembre 2015 (demande de récupération effets personnels maintenus au service et tous les rapports subséquents) ; e) 22 février 2016 (demande de remboursement frais d'enquêtes et surveillance et tous les rapports subséquents) ; f) du 19 janvier 2016 (demande de reconnaissance d'imputabilité CMO du 18 septembre 2015 au 12 décembre 2015) ; g) du 22 mai 2017 (relance reconnaissance d'imputabilité ; i) du 28 février 2017 (recours contre les décisions médicales rendues par le docteur X).		24/11/2020	Oui			
20204185	Mairie de Guipavas	communication des documents relatifs au déclassement et à la cession d'une partie de la rue X, y compris les courriels reçus et envoyés.	10/12/2020	14/12/2020				
20204188	Mairie de Sommeval	copie, par courrier électronique ou par envoi postal, des documents afférents au plan d'occupation des sols (POS), notamment le plan de zonage.		03/12/2020	Oui			
20204195	Présidence de la République	« la copie du plan de bornage et de limite d'avec sa propriété qui est le fondement du contenu du décret du président de la République du 27 janvier 1879 ».	10/12/2020	17/12/2020	Oui			
20204201	Communauté d'agglomération de Lens-Liévin	copie, par courrier ou via une plateforme de téléchargement, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2017 à 2019 comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 2) les budgets primitifs 2017, 2018, 2019 et 2020 comprenant l'état de répartition de la TEOM ; 3) la délibération fixant le taux de la TEOM pour les années 2017 à 2020.		03/12/2020	Oui			
20204202	Préfecture de Loir-et-Cher	communication, par courrier électronique ou par courrier postal, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduite de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès, sachant que l'administration impose une condition complémentaire, à savoir la fourniture d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé de 5,70 €.	10/12/2020	14/12/2020	Non			
20204203	Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin	copie, par courrier ou via une plateforme de téléchargement, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2017, 2018 et 2019 comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 2) les budgets primitifs 2017, 2018, 2019 et 2020 comprenant l'état de répartition de la TEOM ; 3) la délibération fixant le taux de la TEOM pour les années 2017 à 2020.		03/12/2020	Oui			
20204207	Bureau d'aide juridictionnelle près le tribunal judiciaire de Paris	copie des documents suivants : 1) la demande de remplacement (ou de nouvelle désignation), de maître Raymond Mahoukou, adressée au bâtonnier de Paris dans l'AJ n°2019/09277 ; 2) la demande de remplacement (ou de nouvelle désignation), de maître X (désignée dans l'AJ 2018/019878), adressée au bâtonnier de Paris, ou à un bâtonnier d'un Barreau limitrophe.	10/12/2020	15/12/2020	Fin			
20204208	Bureau d'aide juridictionnelle près le tribunal de grande instance de Meaux	communication de la demande de remplacement (ou de nouvelle désignation), de maître X (désigné au titre de l'AJ n°2017/007530), adressée au bâtonnier de Paris, ou à un bâtonnier d'un barreau limitrophe, suite à sa demande de remplacement présentée le 3 mai 2020.	10/12/2020	14/12/2020				
20204212	Université de Lille	communication des documents concernant l'accès au master « Marketing Communication Culture -	10/12/2020	15/12/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Formation centrale aux motifs » : 1) la délibération du conseil d'administration fixant précisément les critères d'admission à ce master ; 2) les résultats détaillés de l'application de ces critères dans le cadre de l'analyse de son dossier de demande d'inscription ; 3) tout document officiel justifiant le « numéris clausus ».						
20204220	Communauté de communes du Plateau Picard	communication, par voie électronique, des documents suivants : 1) la liste des biens immobiliers locatifs de la communauté de communes ; 2) le tableau des subventions accordées lors du vote du budget primitif 2020, joint en annexe de la délibération n° 20c/04/15, visé dans le compte rendu du conseil communautaire du 23 juillet 2020.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204224	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, des décisions ayant ordonné sa fouille à nu de son client, incarcéré au centre de détention de Joux-La-Ville, à l'issue des parloirs qui se sont déroulés : 1) le 29 août 2020 ; 2) le 5 et 12 septembre 2020.		07/12/2020	Oui			
20204225	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication des documents suivants : 1) ses cartes de situation de juillet et août 2020 ; 2) l'état détaillé de ses périodes de perception de la nouvelle bonification indiciaire (NBI).		08/12/2020				
20204226	Préfecture des Hauts-de-Seine	copie, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès sachant que l'administration impose des exigences complémentaires, à savoir la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, ainsi qu'une demande écrite du requérant ou un pouvoir donné à maître X.	10/12/2020	14/12/2020				
20204227	Préfecture des Hauts-de-Seine	copie, par courrier électronique et/ou par voie postale, du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client faisant apparaître ses codes internet d'accès sachant que l'administration impose des exigences complémentaires, à savoir la transmission d'une enveloppe affranchie au tarif recommandé, ainsi qu'une demande écrite du requérant ou un pouvoir donné à maître X.	10/12/2020	14/12/2020				
20204241	Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)	communication de l'intégralité de son dossier accompagné de l'ensemble des documents ayant fondé l'arrêté de suspension à titre conservatoire pris à son encontre le 4 mai 2020.		08/12/2020	Oui			
20204242	Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)	communication de l'intégralité de son dossier accompagné de l'ensemble des documents ayant fondé l'arrêté de suspension à titre conservatoire pris à son encontre le 4 mai 2020.		08/12/2020	Oui			
20204247	Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)	communication de l'intégralité de son dossier accompagné de l'ensemble des documents ayant fondé l'arrêté de suspension à titre conservatoire pris à son encontre le 4 mai 2020.		08/12/2020	Oui			
20204248	Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (SDIS 87)	communication de l'intégralité de son dossier accompagné de l'ensemble des documents ayant fondé l'arrêté de suspension à titre conservatoire pris à son encontre le 4 mai 2020.		08/12/2020	Oui			
20204260	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie de l'intégralité du dossier médical de leur enfant, X, notamment les comptes rendus d'hospitalisation, les comptes rendus opératoires, les feuilles de transmissions infirmières, les résultats des examens effectués.		08/12/2020				
20204264	Préfecture de police de Paris	copie des décisions d'admission et de fin de mesure prises à son encontre par le directeur du GPS Maison –Blanche Henri Ey, Paris 13ème, en soins psychiatriques sur demande d'un tiers du 15 au 22 août 2016, et du 9 au 26 février 2018 et transmises à la préfecture de police.	10/12/2020	15/12/2020				
20204274	Rectorat de l'académie de Poitiers (AC 86)	communication des règles du traitement algorithme définissant le traitement ainsi que les principales caractéristiques de mise en œuvre de l'algorithme utilisé pour l'examen de sa demande de mutation.	10/12/2020	21/12/2020				
20204281	Mairie de Clichy (92)	communication des documents relatifs au conseil économique social et environnemental local (CESEL), adressés aux membres dudit conseil depuis le 23 août 2017, à la suite de l'annulation par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise de la décision du maire X : 1) les convocations ; 2) les comptes rendus ; 3) les bilans.	10/12/2020	15/12/2020				
20204283	Mairie de Gargenville	copie du compromis ou de la promesse de vente signée le 11 Juillet 2019 entre la commune et la société X concernant la parcelle située rue Danielle Casanova supportant les anciens ateliers municipaux.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204297	ENEDIS (ex-ERDF)	communication du compte rendu d'intervention des services d'urgence de la société ENEDIS le 3 aout 2020 chez madame X.	10/12/2020	17/12/2020	Oui			
20204301	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	copie intégrale du dossier de son enfant X, inscrite en CE1B à l'école élémentaire A au 56 rue de Picpus,	10/12/2020	14/12/2020				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		depuis 2016 jusqu'à aujourd'hui, incluant l'ensemble des documents produits les service suivants : 1) les enseignants ; 2) le psychologue scolaire ; 3) l'assistante sociale scolaire.						
20204314	Conseil départemental de la Guadeloupe	copie de la délibération lui octroyant le droit d'exploiter la parcelle X située à Port-Louis.	10/12/2020	14/12/2020	Fin			
20204324	Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)	communication des statistiques, ventilées par nationalité et par département de résidence, ayant servi de base pour l'établissement des annexes du rapport d'activité de l'OFPRA en 2019, relatives au nombre de : 1) demandes d'asile ; b) décisions et leur nature ; c) personnes protégées.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204337	Communauté de communes Rhony-Vistre-Vidourle	communication des documents suivants : 1) les pièces comptables montrant le coût du ramassage et du traitement des ordures pour les années 2012 à 2018 inclus ; 2) les pièces comptables portant le montant des taxes collectées pour la même période.		07/12/2020				
20204341	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie	communication des documents relatifs aux inventaires et aux stocks concernant la crise de la COVID-19 : 1) les inventaires et les factures, sur la période du 1er janvier au 15 août 2020, relatifs aux éléments suivants : a) les médicaments (insuline, antibiotiques, etc.) et les produits de soins (respirateurs et masques dont FFP2, lunettes, gants, etc.) ; b) les produits sanguins ; c) les produits alimentaires, frais et de longue conservation, « normaux » et de régime ; d) les biocides (agréés UE faute de réglementation locale) avec un focus sur les produits de traitement de l'eau (potabilité) et les désinfectants (exemple : aspersion des rues, désinfection des locaux et matériels divers dont véhicules, etc.) ; e) les produits d'hygiène dont les mouchoirs jetables ; f) les pièces détachées et les consommables (exemple : huiles moteur) pour véhicules (notamment liés à la sécurité et la santé) ; g) les cercueils ; 2) l'inventaire portant sur le nombre de lits de réanimation disponibles en Nouvelle-Calédonie au 1er septembre 2020 et le nombre de lits de soins intensifs recensés à la même date.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204344	Mairie de Bornel	copie, par courrier ou courrier électronique, des documents suivants relatifs aux plans locaux d'urbanisme et aux plans d'occupation des sols de Fosseuse et Bornel : 1) les délibérations d'approbation, de révision et de modification le cas échéant des plans locaux d'urbanisme (PLU) ; 2) les dossiers d'enquête publique avec le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur et les avis des personnes publiques associées, s'agissant de la procédure d'approbation du PLU de Fosseuse en 2013, de la procédure d'approbation du PLU de Bornel en 2016 et de la procédure de modification du PLU de Bornel en 2018 ; 3) les plans de zonage des PLU dans leur version arrêtée dans le cadre de l'approbation et de la modification ; 4) les plans de zonage des plans d'occupation des sols (POS) relatifs aux parcelles B 213, 214, 215 et 954 pour la commune de Bornel et B 116, 117, 118 et 119 pour la commune de Fosseuse ; 5) le rapport de présentation et le Plan d'aménagement et de développement durable (PADD) du POS de Bornel.		07/12/2020				
20204347	Office national des forêts (ONF)	communication de la copie, sous forme dématérialisée, de l'étude de 1987, relative au plan de gestion du Bois de Grâce (Bois de l'Étang inclus) à Champs-sur-Marne, commandée par l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EpaMarne) à l'Office National des Forêts (ONF).	10/12/2020	15/12/2020	Fin			
20204352	Mairie d'Aix-en-Provence	copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X, né le X dans la commune.	10/12/2020	14/12/2020	Oui			
20204356	Préfecture de la Haute-Saône	communication de la copie des documents visés dans l'arrêté préfectoral n° 70-2020-08-24-001 portant sur la mise en place de mesures compensatoires suite à la disparition d'une surface de zones humides sur le site de la société BOIS FACTORY 70, implantée sur le territoire de la commune de Demangevelle : 1) le rapport du 17 août 2020 de l'inspection des installations classées ; 2) le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 17 août 2020 ; 3) les observations formulées par le demandeur sur ce projet le 17 août 2020.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20204361	Direction départementale des territoires et de la mer de la Corse du Sud (DDTM 2A)	communication, par voie informatisée de préférence ou à défaut sous forme papier à ses frais, des autorisations relatives à l'accessibilité de la structure hôtelière LE DOMAINE DE MURTOLI, établissement recevant du public.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204363	Mairie de Montélimar	communication des documents ayant servi au recouvrement de la taxe locale sur la publicité extérieure mise à la charge de sa cliente au titre des années 2016 à 2019, notamment : 1) les déclarations effectuées par sa cliente ; 2) les états liquidatifs dressés par les services de la commune ; 3) les titres exécutoires émis par la trésorerie de Montélimar pour chacune des années considérées.		07/12/2020				
20204387	Province Sud de Nouvelle-Calédonie	communication, par voie électronique de préférence, des documents relatifs aux abattages de requins autorisés par la Province Sud : 1) les arrêtés ayant donné lieu à « prélèvement » de requins (toutes espèces), entre le 1er janvier 2018 et le 1er juillet 2020 ; 2) les avis afférents sur la même période : a) du conseil scientifique provincial pour la protection du patrimoine naturel ; b) du comité pour la protection de l'environnement ; c) de la commission de l'environnement ; 3) les demandes afférentes reçues de la mairie de Nouméa sur la même période.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204391	Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours (AC 45)	communication de ses arrêtés de traitement ou du document équivalent, stipulant ses périodes de demi-traitement, du 1er mai 2020 à ce jour.		07/12/2020	Non			
20204399	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, d'une copie de l'historique des commandes en cantines (mentionnant les produits commandés) de son client incarcéré au Centre de détention de Joux-la-Ville, depuis le mois de janvier 2020.		22/12/2020	Oui			
20204411	Mairie de Charleval	communication des documents suivants : 1) les délibérations du conseil municipal, pour les années 2017, 2018 et 2019, par lesquelles, la commune a octroyé à sa cliente une subvention annuelle, ainsi que les annexes de chacune de ces délibérations ; 2) le « contrat enfance jeunesse », dans sa partie relative aux actions et aux financements contractualisés avec la caisse d'allocations familiales (CAF), concernant la commune, dans sa version définitive et signée par les parties en présence, ainsi que ses annexes.		07/12/2020	Oui			
20204432	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, au format numérique, pour la période 2019, des rapports d'exploitation/d'activité annuels à destination du public, appelés communément dossiers d'information au public (DIP) relatifs aux installations classées suivantes : 1) les installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND) : a) de Martigues (Vallon du Fou) ; b) de La-Fare-les-Oliviers (Vautubière) ; c) d'Aix-en-Provence (de l'Arbois) ; 4) l'incinérateur et unité de valorisation énergétique (UVE) de Fos-sur-Mer (Everé).	10/12/2020	15/12/2020	Fin			
20204440	Préfecture de la Creuse	communication, de préférence par courriel ou sur support numérique, de la copie du registre des participants, prévu à l'article R321-10 du code pénal, relatif à la vente au déballage organisée par le comité des fêtes d'Aubusson le 9 août 2020 sur le parking de la mairie.	10/12/2020	18/12/2020	Oui			
20204506	Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)	communication, par consultation ou remise d'une copie, des documents relatifs à la circonscription du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), conformément à l'article R5312-2 du code des transports : 1) l'arrêté du préfet de la région délimitant la circonscription du grand port maritime ; 2) le dossier établi par le préfet de région pour la première délimitation de la circonscription ; 3) la notice indiquant et justifiant les limites de la circonscription.	10/12/2020	15/12/2020				
20204519	Centre hospitalier du Gier	communication de son dossier médical, notamment les informations médicales concernant sa prise en charge en maternité sur l'hôpital de Gier depuis le 26 juin 1950.		29/12/2020	Fin			
20204542	Mairie de Ploudalmézeau	communication de la copie du courrier de notification du rejet de l'état de catastrophe naturelle pour les conséquences de la tempête Ciara de février 2020, adressé par le préfet du Finistère au maire.	10/12/2020	15/12/2020	Oui			
20204544	Ministère de l'Intérieur	communication de la copie de la décision 48SI qui aurait été soi-disant notifiée à son client.		14/12/2020				
20204580	Mairie de Boulogne-Billancourt	communication d'une copie de l'entier dossier administratif de sa cliente.		10/12/2020				